

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Reprise en temps de pandémie

Préoccupations sur le plan sanitaire, perturbations
des chaînes d'approvisionnement et pressions sur les prix

OCT
2021



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Reprise en temps de pandémie

Préoccupations sur le plan sanitaire, perturbations
des chaînes d'approvisionnement et pressions sur les prix

OCT
2021



©2021 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,
division des services multimédias
Composition : AGS, une société du groupe RR Donnelley

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI,
section française de la division des services linguistiques

Cataloging-in-Publication Data

Joint Bank-Fund Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 978-1-55775-544-5 (français, version papier)

Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 27 septembre 2021. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

Référence recommandée : Fonds monétaire international. 2021. *Perspectives de l'économie mondiale — Reprise en temps de pandémie : préoccupations sur le plan sanitaire, perturbations des chaînes d'approvisionnement et pressions sur les prix*. Washington, octobre.

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org
www.imfbookstore.org
www.elibrary.imf.org

TABLE DES MATIÈRES

Hypothèses et conventions	vii
Autres informations	ix
Données	x
Préface	xi
Avant-propos	xii
Résumé	xiv
Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales	1
Poursuite de la reprise à court terme et résurgence de la pandémie	1
Probable retard de la croissance de l'emploi par rapport à la reprise de la production	8
Montée de l'inflation et forte incertitude	9
De grandes différences subsistent en ce qui concerne les pertes économiques à moyen terme	12
Augmentation des échanges commerciaux et réduction prévue des déséquilibres à moyen terme	14
L'incertitude s'accroît alors que des variants menacent la résilience de la reprise	14
Action des pouvoirs publics en faveur d'une reprise plus vigoureuse	16
Encadré scénario 1. Scénarios défavorables	25
Encadré 1.1. Prix des logements et inflation des prix à la consommation	28
Encadré 1.2. Économie verte et emplois	30
Encadré 1.3. Expansions monétaires et risques inflationnistes	32
Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions	34
Bibliographie	46
Chapitre 2. Paniques inflationnistes	47
Introduction	47
Sous-utilisation des capacités de production et perspectives de l'inflation : données issues de la courbe de Phillips	50
Rôle de l'ancrage des anticipations d'inflation	53
Chocs sectoriels et perspectives d'inflation	56
Conclusions	58
Encadré 2.1. Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	61
Encadré 2.2. L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	63
Encadré 2.3. Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	65
Bibliographie	67
Chapitre 3. Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	69
Introduction	69
Cadre conceptuel	71
Relier la science pure à la croissance	72
Analyse des politiques publiques	78

Conclusions : L'investissement dans les sciences pures dope la productivité et est rentabilisé à long terme	81
Encadré 3.1. Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	82
Encadré 3.2. Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	84
Encadré 3.3. Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	86
Bibliographie	87
Appendice statistique	89
Hypothèses	89
Modifications récentes	89
Données et conventions	89
Notes sur les pays	91
Classification des pays	92
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	93
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2020	94
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	95
Tableau C. Union européenne	95
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	96
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	97
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	99
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	100
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections	110
Encadré A2. Données du graphique 1.21 sur le changement climatique et les émissions	115
Liste des tableaux de l'appendice statistique A	116
Production mondiale (tableaux A1–A4)	117
Inflation (tableaux A5–A7)	124
Politiques financières (tableau A8)	129
Commerce extérieur (tableau A9)	130
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	132
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	139
Flux de ressources (tableau A14)	143
Scénario de référence à moyen terme (tableau A15)	146
<i>Perspectives de l'économie mondiale, questions d'actualité</i>	147
Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, octobre 2021	157
Tableaux	
Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	5
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	7
Tableau 1.DS.1. Principaux indicateurs pour les métaux de la transition énergétique	36
Tableau 1.DS.2. Estimation des recettes réelles cumulées pour la production mondiale des métaux de la transition énergétique choisis : 2021–40	39
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	40

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	41
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	42
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	43
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	44
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	45

Graphiques

Graphique 1.1. Nouveaux cas confirmés de décès dus à la COVID-19	2
Graphique 1.2. Moteurs de la croissance mondiale	2
Graphique 1.3. Indicateurs de l'activité mondiale	2
Graphique 1.4. La Grande Fracture vaccinale	3
Graphique 1.5. Évolution du secteur budgétaire, 2020–22	3
Graphique 1.6. Situation monétaire et financière	4
Graphique 1.7. Marchés du travail, par groupe de pays et groupe de travailleurs	8
Graphique 1.8. Part des pays qui devraient retrouver leurs niveaux d'emploi et de production d'avant la pandémie d'ici à la fin de 2022	9
Graphique 1.9. Trajectoires de l'inflation	10
Graphique 1.10. Facteurs sur le plan de l'offre ou de la demande de la croissance des dépenses de transport maritime	10
Graphique 1.11. Cours des produits de base	11
Graphique 1.12. Alimentation : augmentation des prix des denrées et insécurité	11
Graphique 1.13. Salaire horaire moyen aux États-Unis : par secteur et dans l'ensemble de l'économie	12
Graphique 1.14. Variation de l'inflation sur cinq ans, dans cinq ans	12
Graphique 1.15. Perspectives à moyen terme : production et emploi	13
Graphique 1.16. Éléments liés aux révisions prévues de la production	14
Graphique 1.17. Solde courant et positions extérieures	15
Graphique 1.18. Campagnes de vaccination et résultats sur le plan sanitaire : l'exemple du Royaume-Uni	17
Graphique 1.19. Vaccination contre la COVID-19 et activité économique dans les comtés américains	18
Graphique 1.20. Écarts entre les taux de vaccination dans le monde	18
Graphique 1.21. Lacunes des politiques relatives au changement climatique	19
Graphique 1.22. Accès à Internet dans le monde	23
Graphique 1.23. Fermetures d'établissements scolaires et scolarisation	24
Graphique scénario 1.1. Augmentation des anticipations d'inflation aux États-Unis	25
Graphique scénario 1.2. Vivre avec la COVID-19	26
Graphique 1.1.1. Indicateurs des prix de l'immobilier dans le monde	28
Graphique 1.1.2. Réaction de l'inflation de la composante loyer de l'IPC à un choc de 1 point de pourcentage sur les prix nominaux de l'immobilier	29
Graphique 1.2.1. « Tâches vertes » dans les emplois de tous les pays et groupes de travailleurs	31
Graphique 1.2.2. « Tâches vertes » dans les emplois selon le secteur d'activité	31
Graphique 1.3.1. Variation de l'inflation après un accroissement de 10 % de la base monétaire	32
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	34
Graphique 1.DS.2. Montée des tensions sur les prix à la consommation des denrées alimentaires	35
Graphique 1.DS.3. Possible hausse sensible de la demande des métaux essentiels pour la transition énergétique au cours des deux prochaines décennies	36
Graphique 1.DS.4. Production historique de métaux et scénarios de transition énergétique de l'AIE	37

Graphique 1.DS.5. Trois premiers pays en part de la production mondiale et des réserves des métaux choisis	37
Graphique 1.DS.6. Effet des chocs sur les cours des métaux sur les pays exportateurs	38
Graphique 1.DS.7. Élasticité de l'offre pour les métaux choisis	38
Graphique 1.DS.8. Scénarios de prix pour le <i>scénario des mesures annoncées</i> et celui à <i>zéro émission nette d'ici à 2050</i> de l'AIE	39
Graphique 2.1. Inflation des prix à la consommation, par groupe de pays	48
Graphique 2.2. Surplus d'épargne, cours des produits de base et perturbations des chaînes d'approvisionnement	49
Graphique 2.3. Demande de main-d'oeuvre dans les pays avancés	50
Graphique 2.4. Corrélation entre l'écart de chômage et l'inflation dans la courbe de Phillips	51
Graphique 2.5. Dynamique de l'inflation induite par le taux de sous-utilisation des capacités ressortant de la courbe de Phillips structurelle dans les pays avancés	53
Graphique 2.6. Ancrage de l'inflation	54
Graphique 2.7. Épisodes d'inflation	54
Graphique 2.8. Réaction du point mort d'inflation à cinq ans, dans cinq ans aux chocs sur les cours pétroliers	55
Graphique 2.9. Dynamique de l'inflation sectorielle	56
Graphique 2.10. Perspectives du scénario de référence pour l'inflation globale et les anticipations d'inflation	57
Graphique 2.11. Perspectives de l'inflation globale et des anticipations d'inflation en cas de choc sur les prix sectoriels et les cours des produits de base	58
Graphique 2.12. Inflation globale en cas de chocs sur les prix sectoriels et sur les cours des produits de base et choc sur les anticipations adaptatives	59
Graphique 2.1.1. Flambée des prix des produits de base dans un échantillon de pays	61
Graphique 2.1.2. Contribution des denrées alimentaires de base à l'inflation mesurée par l'IPC ; médiane, par tranche de revenu des pays	61
Graphique 2.2.1. Inflation globale et inflation hors alimentation et énergie aux États-Unis	63
Graphique 2.2.2. Taux d'inflation aux États-Unis, par secteur, avril 2021	63
Graphique 3.1. Indicateurs de la recherche et de la productivité	70
Graphique 3.2. Cadre conceptuel stylisé	71
Graphique 3.3. Géographie des flux internationaux de recherche fondamentale	72
Graphique 3.4. Diffusion de la connaissance fondamentale et appliquée	73
Graphique 3.5. Fonction de production d'idées estimée	75
Graphique 3.6. Fonction de production des extrants estimée	76
Graphique 3.7. Conséquences des observations empiriques	77
Graphique 3.8. Politiques optimales	79
Graphique 3.1.1. La technique de l'ARNm repose sur des vagues successives de découvertes scientifiques	82
Graphique 3.1.2. Les vaccins à ARNm sont basés sur un vaste socle de connaissances scientifiques	82
Graphique 3.1.3. Un soutien public sans précédent en faveur des essais cliniques des vaccins contre la COVID-19	83
Graphique 3.1.4. La distribution mondiale des vaccins reste un défi majeur	83
Graphique 3.2.1. Les innovations propres reposent relativement plus sur des recherches fondamentales et récentes	84
Graphique 3.2.2. Les innovations propres citent davantage l'ingénierie et la technologie	85

HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les taux de change effectifs réels resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 23 juillet 2021 et le 20 août 2021, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 65,68 dollars le baril en 2021 et de 64,52 dollars le baril en 2022, et qu'il restera constant en valeur réelle à moyen terme ; que le taux offert à Londres sur les dépôts interbancaires à six mois en dollars s'établira en moyenne à 0,2 % en 2021 et à 0,4 % en 2022 ; que le taux des dépôts interbancaires à trois mois en euros sera en moyenne de -0,5 % en 2021 et 2022 ; que le taux des certificats de dépôt à six mois au Japon se chiffrera, en moyenne, à -0,1 % en 2021 et à 0,0 % en 2022. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 27 septembre 2021.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes ;
- entre des années ou des mois (par exemple 2020–21 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement ;
- / entre deux années (par exemple 2020/21) indique un exercice budgétaire (financier).

Par « billion », il faut entendre mille milliards.

Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.

Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).

Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.

Pour certains pays, les données de 2020 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Les données concernant Andorre ont été ajoutées à la base de données et prises en considération dans les valeurs composites du groupe des pays avancés.
- Les données relatives à la Cisjordanie et à Gaza sont désormais prises en considération dans les PEM. La Cisjordanie et Gaza ont été ajoutées au groupe régional du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Si aucune source n'est indiquée dans les tableaux et graphiques, les données sont tirées de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

AUTRES INFORMATIONS

Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Web du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

Versions imprimée et numériques

Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse imfbk.st/460116.

Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues, Mobi et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://www.elibrary.imf.org/OCT21WEO>).

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Web du FMI à l'adresse www.imf.org/publications/weo ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse www.imf.org/external/terms.htm.

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et le site du FMI (www.imf.org). On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les International Financial Statistics du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies «telles quelles» et «telles que disponibles», et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et sur le site Internet du FMI (www.imf.org). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur (www.imf.org/external/terms.htm).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique, par télécopie ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division
Research Department
International Monetary Fund
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431, USA
Télécopie : (202) 623-6343
Forum en ligne : www.imf.org/weoforum

PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Gita Gopinath, conseillère économique et directrice du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Malhar Nabar, chef de division du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Philip Barrett, John Bluedorn, Christian Bogmans, Francesca Caselli, Sonali Das, Niels-Jakob Hansen, Christoffer Koch, Toh Kuan, Giacomo Magistretti, Prachi Mishra, Jean-Marc Natal, Diaa Noureldin, Andrea Pescatori, Ervin Prifti, Martin Stuermer, Nico Valckx et Philippe Wingender.

Ont aussi contribué : Swapnil Agarwal, Itai Agur, Michal Andrle, Gavin Asdorian, Laurence Ball, Srijoni Banerjee, Eric Bang, Nina Biljanovska, Simon Black, Rachel Brasier, Mariya Brussevich, Chunya Bu, Luisa Calixto, Damien Capelle, Yaniv Cohen, Olivier Coibion, Mattia Coppo, Allan Dizioli, Romain Duval, Angela Espiritu, Rebecca Eyassu, Chenxu Fu, Vanda Guerreiro, Jinjin He, Mandy Hemmati, Keiko Honjo, Youyou Huang, Benjamin Hunt, Deniz Igan, Piyusha Khot, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Daniel Leigh, Rui Mano, Susanna Mursula, Savannah Newman, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Ilse Peirtsegaele, Evgenia Pugacheva, Yiyuan Qi, Daniela Rojas Fernandez, Max Rozycki, Damiano Sandri, Katrien Smuts, Antonio Spilimbergo, John Spray, Philip Stokoe, Susie Xiaohui Sun, Jim Tebrake, Nicholas Tong, Filiz Unsal, Shan Wang, Dong Wenchuan, Yarou Xu, Hannah Leheng Yang, Huiyuan Zhao et Jiaqi Zhao.

Joseph Procopio (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le soutien de Christine Ebrahimzadeh pour la correction et la production de la publication, et avec le concours supplémentaire de Lucy Scott Morales, James Unwin, Harold Medina et TalentMEDIA Services.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 28 septembre 2021. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

La reprise mondiale se poursuit, mais est en perte de vitesse, freinée par la pandémie. Sous l'effet du variant Delta, extrêmement transmissible, le bilan mondial de la COVID-19 s'est alourdi de près de 5 millions de décès et les risques sanitaires sont nombreux, ce qui empêche un retour complet à la normale. Des flambées de la maladie dans des maillons essentiels des chaînes d'approvisionnement mondiales ont provoqué des ruptures plus longues que prévu, ce qui a attisé l'inflation dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les risques pesant sur les perspectives économiques ont augmenté et les arbitrages des pouvoirs publics sont devenus plus complexes.

Par rapport à nos prévisions de juillet, la croissance mondiale prévue pour 2021 a été légèrement révisée à la baisse, à 5,9 %, et reste inchangée pour 2022, à 4,9 %. Cette modeste révision globale masque toutefois de fortes dégradations pour certains pays. Les perspectives pour le groupe des pays en développement à faible revenu se sont considérablement assombries en raison de l'aggravation de la dynamique de la pandémie. La révision à la baisse résulte également de perspectives à court terme plus difficiles pour le groupe des pays avancés, en partie en raison de ruptures d'approvisionnement. Ces changements ont été partiellement compensés par le relèvement des projections pour certains pays exportateurs de produits de base, du fait de la hausse des prix correspondants. Les perturbations liées à la pandémie dans les secteurs où les contacts sont fréquents ont entraîné dans la plupart des pays un net retard de la reprise du marché du travail par rapport à la reprise de la production.

La dangereuse divergence des perspectives économiques entre les pays reste une préoccupation majeure. La production globale du groupe des pays avancés devrait retrouver sa trajectoire d'avant la pandémie en 2022 et la dépasser de 0,9 % en 2024. En revanche, la production globale du groupe des pays émergents et des pays en développement (à l'exclusion de la Chine) devrait rester inférieure de 5,5 % à la prévision pré-pandémique en 2024, ce qui se traduirait par un ralentissement plus marqué de l'amélioration des conditions de vie.

Ces divergences économiques sont la conséquence de grandes disparités dans l'accès aux vaccins et dans le soutien apporté par les pouvoirs publics. Alors que, dans les pays avancés, près de 60 % de la population est entièrement vaccinée et que certaines personnes reçoivent actuellement des injections de rappel, environ 96 % de la population des

pays à faible revenu n'est toujours pas vaccinée. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui font face à un durcissement des conditions de financement et à un risque accru de désancrage des anticipations d'inflation, les autorités mettent plus rapidement un terme à leurs dispositifs de soutien, malgré des déficits de production plus élevés.

Les perturbations de l'approvisionnement posent un autre problème pour les pouvoirs publics. D'une part, les flambées de COVID-19 et les intempéries ont provoqué des pénuries d'intrants essentiels et entraîné une baisse de l'activité manufacturière dans plusieurs pays. D'autre part, ces pénuries, conjuguées à la libération de la demande refoulée et au rebond des prix des produits de base, ont entraîné une accélération de la hausse des prix à la consommation, par exemple aux États-Unis, en Allemagne et dans de nombreux pays émergents et pays en développement. C'est dans les pays à faible revenu, où l'insécurité alimentaire est la plus criante, que les prix des denrées alimentaires ont le plus augmenté, alourdissant le fardeau des ménages les plus pauvres et attisant le risque de troubles sociaux.

L'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde met en évidence une autre difficulté sur le plan monétaire, qui résulte de la prise de risques accrue sur les marchés financiers et de la fragilité croissante du secteur des institutions financières non bancaires.

Le principal facteur commun à ces difficultés complexes est l'emprise continue de la pandémie sur la société mondiale. La priorité fondamentale des pouvoirs publics est donc de vacciner un nombre suffisant de personnes dans chaque pays et de prévenir des mutations virulentes du virus. Comme expliqué dans le chapitre 1, il faudra pour cela que les pays du Groupe des sept et du Groupe des vingt honorent leurs promesses de dons de doses, coordonnent leur action avec les fabricants afin de donner la priorité aux livraisons dans le cadre du dispositif COVAX à court terme et lèvent les restrictions commerciales sur les flux de vaccins et de leurs intrants. Dans le même temps, combler le déficit résiduel de 20 milliards de dollars sous forme de dons destinés à financer le dépistage, le traitement et la surveillance génomique permettra de sauver des vies dès maintenant et de faire en sorte que les vaccins restent adaptés à l'objectif visé. À l'avenir, les fabricants de vaccins et les pays à revenu élevé devraient soutenir l'expansion de la production régionale de vaccins contre la COVID-19 dans les pays en développement au moyen de solutions de financement et de transfert de technologie.

Dans l'immédiat, la priorité est de réduire la probabilité d'une pandémie prolongée, mais il est aussi urgent de ralentir la hausse des températures sur la planète et de juguler les effets néfastes de plus en plus nombreux du changement climatique sur la santé et l'économie. Comme indiqué de manière détaillée dans le chapitre 1, il faudra prendre des engagements concrets plus fermes à l'occasion de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Une stratégie prévoyant un prix plancher international du carbone adapté à la situation des pays, des investissements publics respectueux de l'environnement, une augmentation des subventions à la recherche, ainsi que des transferts compensatoires et ciblés pour les ménages peut contribuer à accélérer la transition énergétique de manière équitable. En outre, il est tout aussi important que les pays avancés tiennent leurs promesses antérieures concernant la mobilisation de 100 milliards de dollars par an destinés à financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

La pandémie et le changement climatique risquent d'exacerber les divergences économiques entre les pays. Un effort concerté au niveau multilatéral pour veiller à ce que les pays en difficulté disposent de liquidités internationales suffisantes ainsi qu'une mise en œuvre plus rapide du cadre commun du Groupe des vingt visant à restructurer les dettes non viables contribueront à atténuer ces divergences. Dans le prolongement de l'allocation historique de droits de tirage spéciaux d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, le FMI invite les pays affichant une position extérieure solide à réaffirmer volontairement leurs droits de tirage spéciaux au profit du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. En outre, il étudie la possibilité de créer un fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité qui permettrait d'octroyer des financements à long terme destinés à soutenir les investissements des pays dans la croissance durable.

Au niveau national, le dosage global des mesures devrait être adapté à la situation économique et pandémique locale ; il doit viser à créer un maximum d'emplois durables tout en préservant la crédibilité des cadres d'action. Compte tenu de la réduction de l'espace budgétaire dans de nombreux pays, les dépenses de santé doivent rester la priorité, tandis que les dispositifs d'urgence et les transferts devront être de plus en plus ciblés et renforcés par des mesures de reconversion et de réorientation de la main-d'œuvre. À mesure que les résultats en matière de santé s'amélioreront, les pouvoirs publics pourront de plus en plus axer leur action sur des objectifs structurels à long terme. Il ressort de l'analyse présentée au chapitre 3 que les investissements dans la recherche fondamentale peuvent avoir des retombées considérables en accélérant la croissance de la productivité et qu'il est important de promouvoir la libre circulation des idées et la collaboration scientifique par-delà les frontières.

Étant donné que les niveaux d'endettement atteignent des niveaux records, toutes les initiatives doivent être ancrées dans des cadres crédibles à moyen terme et étayées par des mesures réalisables sur le plan des recettes et des dépenses. L'édition d'octobre 2021 du *Moniteur des finances publiques* démontre que cette notion de crédibilité peut permettre de réduire les coûts de financement pour les pays et d'accroître l'espace budgétaire à court terme.

Dans la conduite de la politique monétaire, il faudra trouver un juste équilibre entre la lutte contre l'inflation et les risques financiers, d'une part, et le soutien à la reprise économique, d'autre part. Dans un contexte de forte incertitude, nous prévoyons un retour probable de l'inflation globale aux niveaux qui étaient les siens avant la pandémie d'ici à la mi-2022 pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement. Une forte hétérogénéité est toutefois observée entre les pays et des risques d'accélération de l'inflation existent pour certains d'entre eux, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et certains pays émergents et pays en développement. Si les autorités monétaires peuvent généralement faire abstraction des hausses transitoires de l'inflation, les banques centrales doivent néanmoins se tenir prêtes à agir rapidement si les risques d'une hausse des anticipations d'inflation se concrétisent dans le cadre de cette reprise inédite. Les banques centrales devraient dresser une liste de mesures d'urgence qu'elles pourraient être amenées à prendre, annoncer des éléments déclencheurs clairs et agir conformément à ce qu'elles ont communiqué.

Plus généralement, la clarté et la cohérence des mesures prises peuvent grandement contribuer à éviter des situations inutiles qui perturbent les marchés financiers et freinent la reprise mondiale, qu'il s'agisse de l'incapacité à relever le plafond de la dette des États-Unis en temps voulu, de restructurations désordonnées de la dette dans le secteur immobilier chinois ou de l'escalade des tensions commerciales et technologiques transfrontalières.

Des faits récents ont très clairement montré que nous sommes tous dans le même bateau et que la pandémie n'est terminée *nulle part* tant qu'elle ne l'est pas *partout*. Si les répercussions de la COVID-19 devaient se prolonger à moyen terme, elles pourraient réduire le PIB mondial de 5 300 milliards de dollars cumulés au cours des cinq prochaines années par rapport à nos projections actuelles. Il ne doit pas en être ainsi. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour assurer un accès équitable aux vaccins dans tous les pays, surmonter l'hésitation à se faire vacciner là où l'offre est suffisante et garantir de meilleures perspectives économiques pour tous.

Gita Gopinath

Conseillère économique et directrice du département des études

RÉSUMÉ

La reprise de l'économie mondiale se poursuit, malgré une résurgence de la pandémie. Les lignes de fracture ouvertes par la COVID-19 semblent plus persistantes : les divergences à court terme devraient laisser des traces durables sur les résultats à moyen terme. L'accès aux vaccins et l'appui précoce des pouvoirs publics sont les principaux facteurs à l'origine de ces écarts. La propagation rapide du variant Delta et la menace de nouvelles souches du virus ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie. Les choix des pouvoirs publics sont devenus plus difficiles, car ceux-ci font face à des difficultés multidimensionnelles (croissance modérée de l'emploi, hausse de l'inflation, insécurité alimentaire, recul de l'accumulation de capital humain et changement climatique) et disposent de peu de marge de manœuvre.

Les prévisions. L'économie mondiale devrait croître de 5,9 % en 2021 et de 4,9 % en 2022 (0,1 point de pourcentage de moins pour 2021 par rapport à la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) de juillet 2021). La révision à la baisse pour 2021 résulte d'une dégradation de la situation dans les pays avancés, en partie due à des ruptures d'approvisionnement, et dans les pays en développement à faible revenu, principalement en raison de l'aggravation de la dynamique de la pandémie. Cette évolution est partiellement compensée par des perspectives à court terme plus favorables pour certains pays émergents et pays en développement exportateurs de produits de base. De manière générale, l'emploi devrait toujours accuser un retard par rapport à la reprise de la production.

Après 2022, la croissance mondiale devrait être plus modérée et s'établir à environ 3,3 % à moyen terme. La production des pays avancés devrait être supérieure à celle prévue dans les projections à moyen terme établies avant la pandémie, ce qui s'explique en grande partie par l'anticipation d'un net renforcement de l'aide des pouvoirs publics aux États-Unis, notamment au moyen de mesures visant à accroître le potentiel de production. En revanche, des pertes de production persistantes sont prévues pour le groupe des pays émergents et des pays en développement en raison de campagnes de vaccination plus lentes et d'un appui des pouvoirs publics généralement moindre par rapport aux pays avancés.

Les taux d'inflation globale ont augmenté rapidement aux États-Unis et dans certains pays émergents et pays en développement. Dans la plupart des cas, la montée de l'inflation est due aux inadéquations entre l'offre et la demande liées à la pandémie et à la hausse des cours des produits de base par rapport à leur faible niveau d'il y a un an. Comme indiqué aux chapitres 1 et 2, les pressions sur les prix devraient, pour la plupart, s'atténuer en 2022. Dans certains pays émergents et pays en développement, les tensions sur les prix devraient persister en raison de la hausse des cours des denrées alimentaires, des effets décalés de l'augmentation des prix du pétrole et d'une dépréciation des taux de change qui fait augmenter les prix des produits importés. Toutefois, une grande incertitude entoure les perspectives d'inflation, principalement en raison de l'évolution de la pandémie, de la durée des perturbations de l'approvisionnement et de la manière dont les anticipations d'inflation peuvent évoluer dans ce contexte.

Dans l'ensemble, le solde des facteurs qui influent sur les perspectives est négatif. La principale source d'inquiétude est l'apparition éventuelle de variants plus agressifs du SRAS-CoV-2 avant que la vaccination ne soit généralisée.

Les risques d'inflation sont orientés à la hausse et pourraient se concrétiser si les inadéquations entre l'offre et la demande dues à la pandémie se poursuivent plus longtemps que prévu (notamment si les dommages causés au potentiel de l'offre se révèlent plus graves que prévu), ce qui entraînerait des tensions plus durables sur les prix, une hausse des anticipations d'inflation et, par conséquent, une normalisation plus rapide que prévu des politiques monétaires dans les pays avancés (voir également l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Il reste essentiel au niveau multilatéral de s'efforcer d'accélérer l'accès aux vaccins partout dans le monde, de fournir des liquidités aux pays en difficulté, d'alléger leur dette, d'atténuer le changement climatique et de s'adapter à ce phénomène. Il faut continuer de faire de l'accélération de la vaccination de la population mondiale une priorité absolue, tout en favorisant la généralisation du dépistage et l'investissement dans les traitements. Cela permettrait

de sauver des millions de vies, de prévenir l'apparition de nouveaux variants et d'accélérer la reprise de l'économie mondiale. Comme indiqué au chapitre 1, une proposition du FMI contient des mesures concrètes et efficaces visant à vacciner au moins 40 % de la population de chaque pays d'ici à la fin de 2021 et 70 % d'ici à la mi-2022¹. Il est également crucial de veiller à ce que les pays en difficulté financière puissent continuer d'engager des dépenses essentielles tout en respectant leurs autres obligations. La récente allocation générale de droits de tirage spéciaux du FMI, d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, a permis d'apporter aux pays des liquidités dont ils avaient grandement besoin. En outre, il est indispensable de redoubler d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ; les initiatives et les engagements actuels ne suffisent pas à prévenir une dangereuse surchauffe de la planète. La communauté internationale devrait également apaiser les tensions commerciales et annuler les restrictions aux échanges mises en œuvre en 2018–19, renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles et mettre la dernière main à un accord sur un seuil minimum mondial pour l'impôt sur les sociétés afin de mettre fin à un nivellement par le bas et d'accroître les ressources financières nécessaires pour financer des investissements publics essentiels.

Au niveau national, le dosage des mesures doit rester adapté à la situation économique et pandémique locale ; il doit viser à créer un maximum d'emplois durables tout en préservant la crédibilité des cadres d'action.

- **Politique budgétaire** : Les impératifs dépendront du stade de la pandémie (voir aussi l'édition d'octobre 2021 du *Moniteur des finances publiques*). Les dépenses liées aux soins de santé restent la priorité. Étant donné que la pandémie persiste et que l'espace budgétaire est restreint dans certains pays, les autorités devront de plus en plus faire porter leurs dispositifs d'urgence et leurs transferts sur les groupes les plus

¹L'objectif d'une couverture vaccinale de 70 % d'ici à la mi-2022 est motivé par les impératifs sanitaires et économiques d'un endiguement aussi rapide que possible de la pandémie. Cet objectif est plus élevé que celui de 60 % proposé dans un premier temps pour la mi-2022, compte tenu de l'apparition de variants plus infectieux. L'objectif révisé est conforme au scénario défavorable envisagé dans la proposition initiale de 50 milliards de dollars des services du FMI présentée en mai 2021, dans laquelle un milliard de doses supplémentaires étaient prévues pour les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et concorde avec la stratégie de vaccination mondiale actualisée de l'Organisation mondiale de la santé. Il faudra peut-être ajuster les objectifs nationaux en fonction de la démographie par âge et de l'évolution de la situation économique dans chaque pays.

touchés et favoriser la reconversion et la réaffectation de la main-d'œuvre. Lorsque les indicateurs de santé le permettent, l'accent doit être mis sur des mesures visant à assurer la reprise et à investir dans des objectifs structurels à plus long terme. Les initiatives doivent s'inscrire dans des cadres à moyen terme, assortis de mesures crédibles sur le plan des recettes et des dépenses afin de garantir la viabilité de la dette.

- **Politique monétaire** : Si les banques centrales peuvent généralement faire abstraction des pressions inflationnistes transitoires et éviter de resserrer la politique monétaire tant que la dynamique sous-jacente des prix n'est pas plus claire, elles doivent néanmoins se tenir prêtes à agir rapidement si la reprise se renforce plus rapidement que prévu ou si les risques d'une hausse des anticipations inflationnistes deviennent tangibles. Lorsque les taux d'inflation augmentent alors que les taux d'emploi restent faibles et que les risques de désancrage des anticipations se concrétisent, il peut se révéler nécessaire de resserrer la politique monétaire pour devancer les pressions sur les prix, même si cela retarde la reprise de l'emploi. L'autre solution consistant à attendre des résultats plus solides en matière d'emploi présente le risque d'une augmentation de l'inflation autoréalisatrice, qui saperait la crédibilité du cadre de la politique monétaire et accroîtrait l'incertitude. Une spirale de doutes pourrait freiner l'investissement privé et conduire au ralentissement de la reprise de l'emploi que les banques centrales cherchent justement à éviter en retardant le resserrement de leur politique. En revanche, la politique monétaire peut rester accommodante lorsque les pressions inflationnistes sont maîtrisées, que les anticipations d'inflation restent inférieures à l'objectif de la banque centrale et que le marché du travail demeure atone. Dans cette conjoncture sans précédent, il est encore plus crucial de communiquer de manière transparente et claire sur les perspectives de la politique monétaire.
- **Se préparer à l'économie de l'après-pandémie** : Enfin, il convient de relever les défis de l'économie post-pandémique, notamment l'inversion du recul de l'accumulation du capital humain dû à la pandémie, la promotion des nouvelles possibilités de croissance liées aux technologies vertes et à la transition numérique, la réduction des inégalités et la pérennisation des finances publiques. Le chapitre 3 traite de l'une des dimensions de ce programme d'action, à savoir l'importance des investissements dans la recherche fondamentale pour stimuler la croissance de la productivité.

La reprise de l'économie mondiale se poursuit dans un contexte de résurgence de la pandémie qui pose des difficultés singulières aux pouvoirs publics (graphique 1.1). Les campagnes de vaccination se sont révélées efficaces pour atténuer les effets néfastes de la COVID-19 sur la santé. Cependant, en raison de l'inégalité d'accès aux vaccins, de l'hésitation à se faire vacciner et d'un taux de contagiosité plus élevé, de nombreuses personnes restent vulnérables à la maladie, ce qui favorise une persistance de la pandémie. La forte propagation du variant Delta et la menace de voir apparaître de nouveaux variants susceptibles de compromettre l'efficacité des vaccins rendent très incertaine l'évolution future de la pandémie. Cela a des conséquences pour la résilience d'une reprise déjà inédite, caractérisée par des inadéquations entre l'offre et la demande dues à la pandémie qui pourraient s'aggraver en cas de prolongement de la crise sanitaire.

Les écarts entre les reprises attendues dans les différents groupes de pays se sont creusés depuis les prévisions de juillet, par exemple entre les pays avancés et les pays en développement à faible revenu. Alors que les reprises se confirment, les pays fortement éprouvés continueront de présenter des risques de déstabilisation et de séquelles persistantes tant que la pandémie perdurera.

Dans le même temps, le taux d'inflation a nettement augmenté aux États-Unis et dans certains pays émergents. À mesure que les restrictions ont été assouplies, la demande s'est accélérée, mais l'offre a mis plus de temps à réagir. Les prix des produits de base ont aussi fortement augmenté par rapport à leurs faibles niveaux de l'année écoulée. Bien que les pressions sur les prix devraient s'atténuer dans la plupart des pays en 2022, les perspectives d'inflation demeurent très incertaines. Ces hausses des taux d'inflation se produisent alors même que l'emploi est inférieur aux niveaux observés avant la pandémie dans de nombreux pays, ce qui oblige les dirigeants à faire des choix difficiles, en particulier dans certains pays émergents et pays en développement.

Le présent chapitre traite d'abord des perspectives et des risques à l'échelle mondiale, puis des mesures à prendre pour relever les défis en question.

Poursuite de la reprise à court terme et résurgence de la pandémie

La croissance du PIB au cours du premier semestre de 2021 a été globalement conforme aux attentes. Les chiffres

du PIB mondial pour le premier trimestre ont été plus élevés que prévu, ce qui s'explique par une adaptation continue de l'activité économique à la pandémie et aux restrictions qui y sont liées, ainsi que par le maintien d'une aide des pouvoirs publics dans bon nombre de pays. La dynamique s'est toutefois affaiblie au deuxième trimestre, en raison de l'augmentation du nombre d'infections dans de nombreux pays émergents et pays en développement et de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement. Les décompositions des dépenses concordent avec les pénuries d'intrants qui ont contribué à la faiblesse des investissements au deuxième trimestre (graphique 1.2). Les données récentes de haute fréquence sont contrastées. Elles indiquent que la reprise se poursuit, mais avec un certain ralentissement au troisième trimestre, même si elle s'étend à tous les secteurs. La production de services est en expansion, bien que sujette à des reculs (graphique 1.3).

Les perspectives de croissance mondiale sont revues à la baisse pour 2021 et restent inchangées pour 2022. La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 5,9 % en 2021 et à 4,9 % en 2022. Les prévisions pour 2021 sont abaissées de 0,1 point de pourcentage par rapport à la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet, en raison de la révision à la baisse des prévisions pour le groupe des pays avancés et celui des pays en développement à faible revenu, comme indiqué ci-dessous.

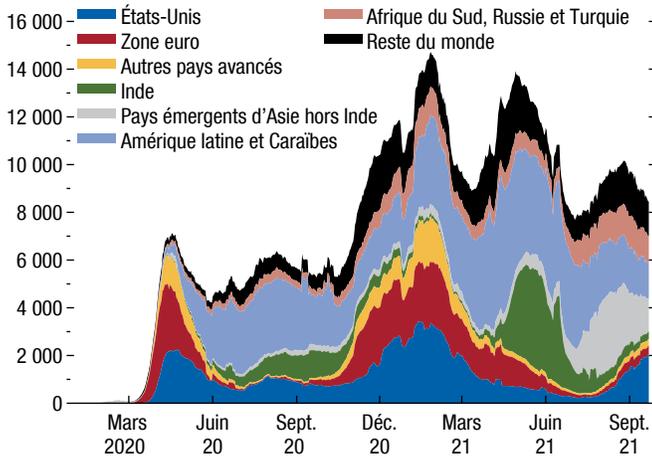
Le caractère disparate de la reprise mondiale reste principalement dû à l'inégalité d'accès aux vaccins, dont les conséquences sont renforcées par la résurgence de la pandémie.

De nombreux pays avancés ont enregistré des progrès remarquables en matière de vaccination depuis l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). En revanche, la plupart des pays émergents et des pays en développement ont connu des campagnes de vaccination beaucoup plus lentes, entravées par le manque d'approvisionnement et les restrictions à l'exportation.

- Les pays avancés sont parvenus à rendre les vaccins largement disponibles sur leur territoire ; l'hésitation (plutôt que l'insuffisance de l'offre) est le principal obstacle à de nouveaux progrès. Environ 58 % de la population de ces pays a été entièrement vaccinée (graphique 1.4). En revanche, dans le reste du monde, la proportion de la population entièrement vaccinée contre la COVID-19 est nettement plus faible :

Graphique 1.1. Nouveaux cas confirmés de décès dus à la COVID-19
(Nombre de personnes, moyenne mobile sur sept jours)

Une résurgence de la pandémie a été observée pendant l'été.



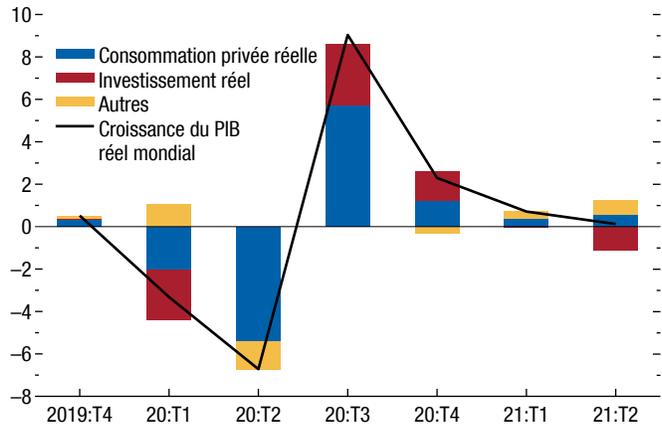
Sources : Our World in Data ; calculs des services du FMI.
Note : données au 22 septembre 2021. Les classifications des groupes de pays et des régions sont celles utilisées dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. Les autres pays avancés sont, selon les codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), AUS, CAN, CHE, CZE, DNK, GBR, HKG, ISL, ISR, JPN, KOR, MAC, NOR, NZL, SGP, SMR, SWE et TWN.

environ 36 % dans les pays émergents et moins de 5 % dans les pays en développement à faible revenu. L'approvisionnement en vaccins et leur distribution restent les principales contraintes auxquelles se heurtent ces pays.

- Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'un accès généralisé aux vaccins en 2021, dans les pays avancés, mais aussi dans certains pays émergents. La plupart des pays devraient avoir largement accès aux vaccins d'ici à la fin de 2022, et certains seulement en 2023. Toutefois, il semble probable que les vaccins ne pourront pas, à eux seuls, mettre complètement fin à la transmission du SRAS-CoV-2, même s'ils restent efficaces contre les effets sanitaires les plus néfastes de la pandémie (maladies graves et décès). Par conséquent, les hospitalisations et les décès devraient être ramenés à de faibles niveaux partout dans le monde d'ici à la fin de l'année 2022, grâce à un meilleur accès aux vaccins et aux traitements, conjugué à des précautions plus ciblées et plus efficaces. Certains pays pourraient être en mesure de réduire les effets néfastes de la pandémie sur la santé publique plus tôt que d'autres, en fonction de la situation propre à chacun d'entre eux. Les projections sont tempérées par la possibilité de voir apparaître de nouvelles flambées épidémiques, notamment avant que les vaccins ne soient largement disponibles.

Graphique 1.2. Moteurs de la croissance mondiale
(Contributions à la croissance trimestrielle par trimestre, en points de pourcentage)

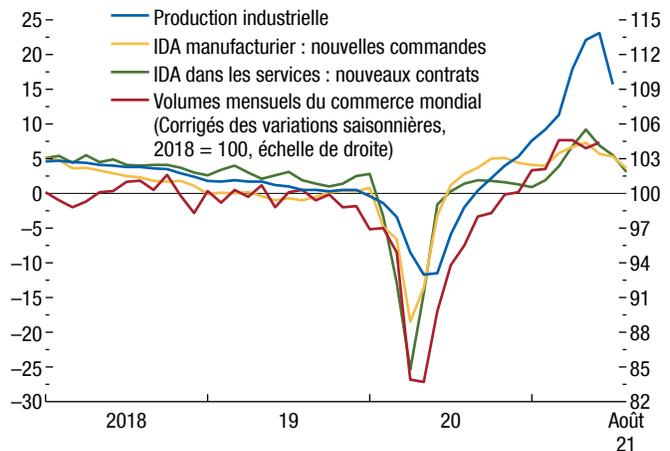
Les ruptures d'approvisionnement pèsent sur l'investissement privé.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : L'estimation du PIB réel mondial sur une base trimestrielle est fondée sur un échantillon de pays représentant 79,4 % de l'activité économique mondiale en 2020. La catégorie « Autres » comprend la somme des contributions de la consommation publique et une composante résiduelle, qui regroupe les contributions des exportations nettes de l'échantillon vers les pays non pris en compte et un écart statistique.

Graphique 1.3. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois, variation annualisée en pourcentage pour la production industrielle ; écarts par rapport à 50 pour les indices des directeurs d'achat (IDA))

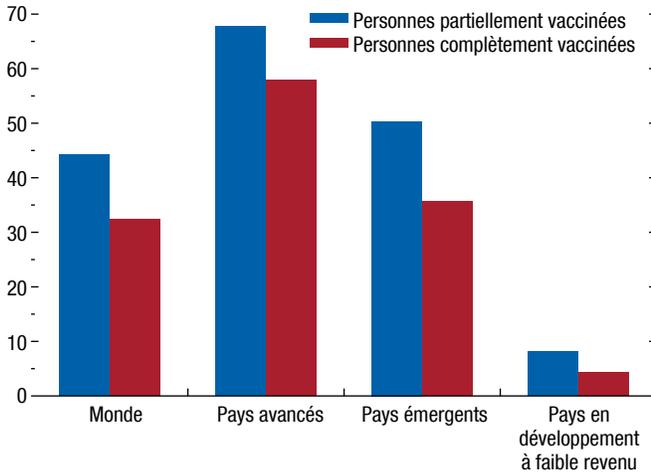
Les indicateurs à haute fréquence signalent un ralentissement de la dynamique.



Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique (CPB) ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : Les IDA indiquent une expansion s'ils sont supérieurs à 50 et une contraction s'ils sont inférieurs à 50. IDA = indice des directeurs d'achat.

Graphique 1.4. La Grande Fracture vaccinale
(En pourcentage de la population)

La progression des campagnes de vaccination contre la COVID-19 est très inégale dans le monde.



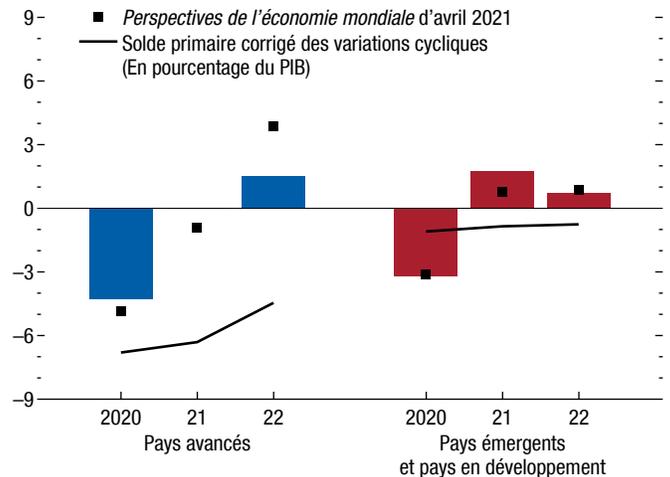
Sources : Our World in Data ; calculs des services du FMI.

Note : données au 22 septembre 2021. Les personnes « complètement vaccinées » sont celles qui ont reçu toutes les doses prescrites pour un cycle complet de vaccination (généralement deux, mais une seule pour Johnson&Johnson et CanSino). Dans quelques cas, le nombre de personnes partiellement vaccinées est inférieur au nombre de personnes complètement vaccinées en raison des délais de communication données. Dans ces cas, nous procédons à un ajustement de cohérence minimal consistant à rendre le nombre de personnes partiellement vaccinées égal au nombre de personnes complètement vaccinées.

- Tant que les énormes différences d'accès aux vaccins persisteront, les inégalités sur le plan sanitaire et économique s'accroîtront, ce qui se traduira par de nouvelles divergences entre deux blocs de pays : ceux qui peuvent espérer une normalisation plus poussée dans le courant de l'année (la quasi-totalité des pays avancés) et ceux qui devront faire face aux conséquences négatives sur le plan sanitaire et économique de la résurgence des infections. Les incitations en faveur d'une dose de rappel dans les pays où le taux de vaccination est déjà élevé pourraient retarder davantage l'accès aux vaccins dans d'autres pays, qui en sont encore aux premiers stades de leur campagne. Le fait que le virus continue de se propager à grande échelle, en particulier au sein des pays et des populations où le taux de vaccination est faible, constitue une menace pour la santé et la reprise économique partout dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé met en garde contre la possibilité de voir se développer des variants plus transmissibles et plus mortels, qui pourraient résister à la protection des vaccins existants, tant qu'une part considérable de la population mondiale ne sera toujours pas protégée.

Graphique 1.5. Évolution du secteur budgétaire, 2020–22
(Variation du solde budgétaire primaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel)

Un rééquilibrage budgétaire est déjà en cours dans les pays émergents et les pays en développement, et s'intensifiera dans les pays avancés également en 2022.



Source : estimations des services du FMI.

Des différences en ce qui concerne l'aide apportée par les pouvoirs publics sont également à l'origine des écarts dans le rythme de la reprise observés d'un pays à l'autre.

Les pays avancés continuent de mettre en œuvre des mesures d'appui budgétaire massif, tandis que de nombreux pays émergents réduisent leur soutien public cette année, car plus la pandémie se prolonge, plus leur marge de manœuvre diminue (graphique 1.5). Les banques centrales des principaux pays avancés devraient maintenir leurs taux directeurs inchangés jusqu'à la fin de 2022, même si, dans certains pays, les achats d'actifs devraient être réduits d'ici là, ce qui est déjà le cas, par exemple, en Australie et au Canada. Dans le même temps, les banques centrales de certains pays émergents, notamment le Brésil, le Chili, le Mexique et la Russie, ont adopté une orientation monétaire moins accommodante en 2021, et un resserrement est attendu dans davantage de pays au cours des prochains trimestres.

- Le soutien des pouvoirs publics a contribué à créer les conditions d'une transition vers une reprise tirée par la demande privée. Là où des mesures budgétaires ambitieuses ont été mises en place, les ménages et les entreprises ont été protégés, ce qui a permis à un grand nombre d'entre eux de reconstituer ou de renforcer leur épargne et de créer un climat permettant à la demande privée de stimuler la reprise, en particulier en 2022, année où les pays avancés devraient resserrer leur politique budgétaire. En effet, l'épargne des

ménages accumulée au-delà de la tendance observée avant la pandémie présente une relation positive avec l'ampleur du soutien budgétaire.

- En outre, certains signes indiquent que les pays dont le taux d'épargne était historiquement faible ont généralement accumulé davantage d'épargne à la suite de la crise de la COVID-19, ce qui a permis d'asseoir leurs finances sur des bases plus solides. Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'une transition en douceur entre le soutien extraordinaire des pouvoirs publics et une croissance tirée par l'activité privée ; une partie de l'épargne accumulée devrait être conservée dans les pays où les taux d'épargne antérieurs étaient faibles. La demande devrait augmenter à mesure que la couverture vaccinale s'accroît, étant donné que les vaccins semblent protéger contre les maladies graves. La vitesse à laquelle cela se produit, et à laquelle l'épargne excédentaire est retirée, aura une influence sur le rythme de la reprise et sur les pressions inflationnistes (si l'offre ne parvient pas à s'ajuster assez rapidement).

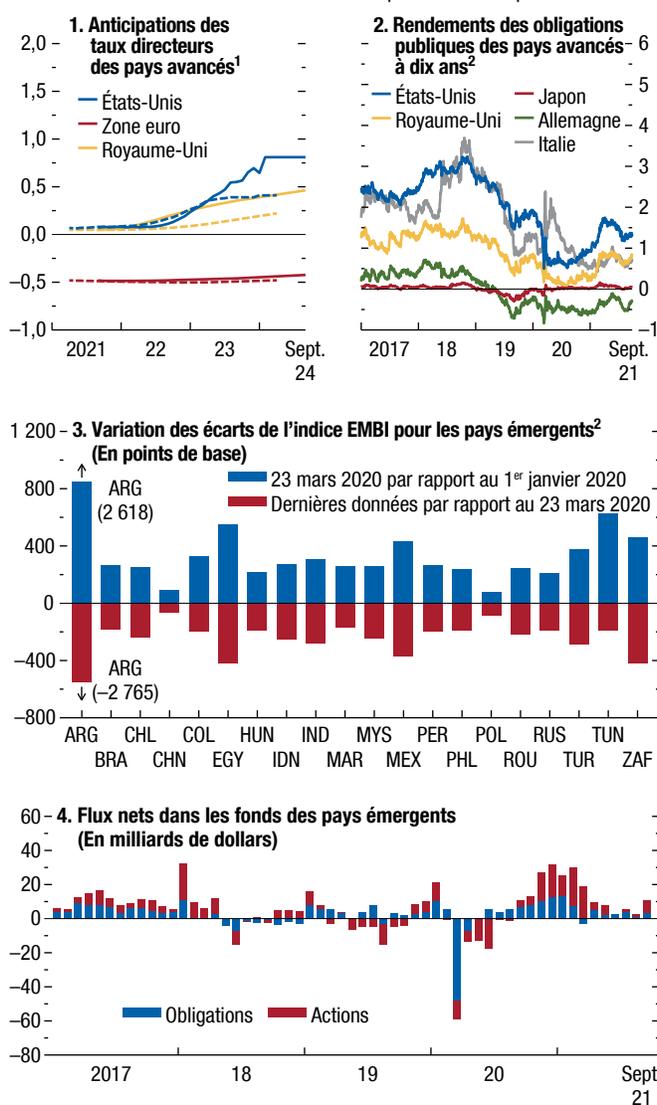
Les prévisions ont été établies en supposant que les conditions financières resteraient favorables. L'état d'esprit des marchés financiers est resté largement en phase avec les perspectives de politique publique au fur et à mesure de la reprise (voir l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et le graphique 1.6). Toutefois, la forte incertitude entourant la conjoncture a également engendré une sensibilité accrue à toute nouvelle information, en particulier aux perspectives d'inflation dans les pays avancés. Le premier trimestre de 2021 et une brève période au mois de juin ont été marqués par un accès de volatilité sur les marchés financiers : les investisseurs repositionnaient leurs portefeuilles en fonction de leur nouvelle évaluation des perspectives d'inflation et de la politique monétaire aux États-Unis. Les inquiétudes concernant la propagation du variant Delta et ses répercussions sur la reprise ont également déclenché des épisodes de volatilité.

Malgré cela, les conditions financières restent globalement favorables. Les marchés d'actions sont dynamiques, les différentiels de taux restent serrés, et les flux nets vers les pays émergents ont été jusqu'à présent globalement stables (en particulier vers les fonds obligataires en monnaies fortes). Les prévisions de croissance mondiale reposent sur le maintien de ces conditions favorables.

Révisions des taux de croissance. Les campagnes de vaccination, le soutien des pouvoirs publics et le maintien de conditions financières favorables constituent les principaux éléments sur lesquels reposent les prévisions résumées dans le tableau 1.1.

Graphique 1.6. Situation monétaire et financière (En pourcentage, sauf indication contraire)

La situation financière est accommodante et en phase avec la reprise.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; EPFR Global ; Refinitiv Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les lignes en tiret dans la page 1 correspondent aux données de l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*. EMBI = J.P. Morgan Emerging Markets Bond Index (indice des obligations dans les pays émergents de J.P. Morgan).

¹Les anticipations reposent sur les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux pour les États-Unis, le taux interbancaire moyen au jour le jour en livre sterling pour le Royaume-Uni et le taux interbancaire à terme en euro pour la zone euro ; mis à jour le 22 septembre 2021.

²Données au 21 septembre 2021.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2021 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2021 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,1	5,9	4,9	-0,1	0,0	-0,1	0,5
Pays avancés	-4,5	5,2	4,5	-0,4	0,1	0,1	0,9
États-Unis	-3,4	6,0	5,2	-1,0	0,3	-0,4	1,7
Zone euro	-6,3	5,0	4,3	0,4	0,0	0,6	0,5
Allemagne	-4,6	3,1	4,6	-0,5	0,5	-0,5	1,2
France	-8,0	6,3	3,9	0,5	-0,3	0,5	-0,3
Italie	-8,9	5,8	4,2	0,9	0,0	1,6	0,6
Espagne	-10,8	5,7	6,4	-0,5	0,6	-0,7	1,7
Japon	-4,6	2,4	3,2	-0,4	0,2	-0,9	0,7
Royaume-Uni	-9,8	6,8	5,0	-0,2	0,2	1,5	-0,1
Canada	-5,3	5,7	4,9	-0,6	0,4	0,7	0,2
Autres pays avancés ²	-1,9	4,6	3,7	-0,3	0,1	0,2	0,3
Pays émergents et pays en développement	-2,1	6,4	5,1	0,1	-0,1	-0,3	0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,8	7,2	6,3	-0,3	-0,1	-1,4	0,3
Chine	2,3	8,0	5,6	-0,1	-0,1	-0,4	0,0
Inde ³	-7,3	9,5	8,5	0,0	0,0	-3,0	1,6
ASEAN-5 ⁴	-3,4	2,9	5,8	-1,4	-0,5	-2,0	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,0	6,0	3,6	1,1	0,0	1,6	-0,3
Russie	-3,0	4,7	2,9	0,3	-0,2	0,9	-0,9
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	6,3	3,0	0,5	-0,2	1,7	-0,1
Brésil	-4,1	5,2	1,5	-0,1	-0,4	1,5	-1,1
Mexique	-8,3	6,2	4,0	-0,1	-0,2	1,2	1,0
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,8	4,1	4,1	0,1	0,4	0,4	0,3
Arabie saoudite	-4,1	2,8	4,8	0,4	0,0	-0,1	0,8
Afrique subsaharienne	-1,7	3,7	3,8	0,3	-0,3	0,3	-0,2
Nigéria	-1,8	2,6	2,7	0,1	0,1	0,1	0,4
Afrique du Sud	-6,4	5,0	2,2	1,0	0,0	1,9	0,2
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	-3,5	5,7	4,7	-0,3	0,1	-0,1	0,6
Union européenne	-5,9	5,1	4,4	0,4	0,0	0,7	0,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,2	4,1	4,1	0,0	0,4	0,1	0,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,3	6,7	5,1	0,2	-0,1	-0,2	0,1
Pays en développement à faible revenu	0,1	3,0	5,3	-0,9	-0,2	-1,3	0,1
Volume du commerce mondial (biens et services)	-8,2	9,7	6,7	0,0	-0,3	1,3	0,2
Importations							
Pays avancés	-9,0	9,0	7,3	-0,7	-0,3	-0,1	0,9
Pays émergents et pays en développement	-8,0	12,1	7,1	0,7	0,0	3,1	-0,3
Exportations							
Pays avancés	-9,4	8,0	6,6	0,0	0,0	0,1	0,2
Pays émergents et pays en développement	-5,2	11,6	5,8	0,8	-0,9	4,0	-0,2
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁵	-32,7	59,1	-1,8	2,5	0,8	17,4	4,5
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	6,7	26,7	-0,9	0,2	-0,1	10,6	1,0
Prix à la consommation							
Pays avancés ⁶	0,7	2,8	2,3	0,4	0,2	1,2	0,6
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	5,5	4,9	0,1	0,2	0,6	0,5
LIBOR (en pourcentage)							
Dépôts en dollars (6 mois)	0,7	0,2	0,4	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 23 juillet et le 20 août 2021. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de la *Mise à jour des PEM* de juillet 2021 et des PEM d'avril 2021.

²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

³Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (suite)
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an				4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre ⁸			
	2019	2020	Projections		2019	2020	Projections	
			2021	2022			2021	2022
Production mondiale	2,8	-3,1	5,9	4,9	2,7	-0,4	4,5	4,0
Pays avancés	1,7	-4,5	5,2	4,5	1,6	-2,8	5,0	3,3
États-Unis	2,3	-3,4	6,0	5,2	2,6	-2,3	6,1	4,0
Zone euro	1,5	-6,3	5,0	4,3	1,1	-4,4	4,9	3,0
Allemagne	1,1	-4,6	3,1	4,6	0,9	-2,9	4,1	1,9
France	1,8	-8,0	6,3	3,9	0,9	-4,3	4,5	2,6
Italie	0,3	-8,9	5,8	4,2	-0,1	-6,5	5,6	2,9
Espagne	2,1	-10,8	5,7	6,4	1,7	-8,8	7,4	3,1
Japon	0,0	-4,6	2,4	3,2	-1,3	-0,8	1,2	2,2
Royaume-Uni	1,4	-9,8	6,8	5,0	1,2	-7,3	7,2	2,2
Canada	1,9	-5,3	5,7	4,9	1,7	-3,1	4,9	4,0
Autres pays avancés ²	1,9	-1,9	4,6	3,7	2,1	-0,6	4,0	3,1
Pays émergents et pays en développement	3,7	-2,1	6,4	5,1	3,6	1,8	3,9	4,6
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,4	-0,8	7,2	6,3	4,8	3,8	3,9	5,3
Chine	6,0	2,3	8,0	5,6	5,8	6,6	3,3	6,3
Inde ³	4,0	-7,3	9,5	8,5	2,8	1,5	6,0	2,3
ASEAN-5 ⁴	4,9	-3,4	2,9	5,8	4,5	-2,6	3,2	5,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,5	-2,0	6,0	3,6	3,6	-0,1	4,6	3,7
Russie	2,0	-3,0	4,7	2,9	2,7	-1,9	3,9	2,8
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-7,0	6,3	3,0	-0,4	-3,4	3,3	2,7
Brésil	1,4	-4,1	5,2	1,5	1,6	-1,2	2,1	1,4
Mexique	-0,2	-8,3	6,2	4,0	-0,9	-4,6	4,4	3,7
Moyen-Orient et Asie centrale	1,5	-2,8	4,1	4,1	...	...	...	...
Arabie saoudite	0,3	-4,1	2,8	4,8	-0,3	-3,9	8,2	2,9
Afrique subsaharienne	3,1	-1,7	3,7	3,8	...	...	...	...
Nigéria	2,2	-1,8	2,6	2,7	2,0	-0,5	2,4	1,9
Afrique du Sud	0,1	-6,4	5,0	2,2	-0,4	-3,4	1,5	3,2
<i>Pour mémoire</i>								
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,5	-3,5	5,7	4,7	2,3	-1,0	4,6	3,9
Union européenne	1,9	-5,9	5,1	4,4	1,5	-4,2	5,3	2,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,0	-3,2	4,1	4,1	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,5	-2,3	6,7	5,1	3,6	1,8	4,0	4,6
Pays en développement à faible revenu	5,3	0,1	3,0	5,3	...	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services)	0,9	-8,2	9,7	6,7	...	...	...	...
Importations								
Pays avancés	2,0	-9,0	9,0	7,3	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	-0,9	-8,0	12,1	7,1	...	...	...	...
Exportations								
Pays avancés	1,2	-9,4	8,0	6,6	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	0,4	-5,2	11,6	5,8	...	...	...	...
Cours des produits de base (en dollars)								
Pétrole ⁵	-10,2	-32,7	59,1	-1,8	-6,1	-27,6	54,1	-6,2
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	0,8	6,7	26,7	-0,9	5,0	15,4	16,3	-1,7
Prix à la consommation								
Pays avancés ⁶	1,4	0,7	2,8	2,3	1,4	0,4	3,6	1,9
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	5,1	5,5	4,9	5,1	3,2	5,2	4,3
LIBOR (en pourcentage)								
Dépôts en dollars (6 mois)	2,3	0,7	0,2	0,4	...	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	...	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	-0,1	0,0	...	...	...	...

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

²Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2020 était de 41,29 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 65,68 dollars le baril pour 2021 et 64,52 dollars pour 2022.

³Les taux d'inflation pour 2021 et 2022 sont respectivement les suivants : 2,2 % et 1,7 % pour la zone euro ; -0,2 % et 0,5 % pour le Japon ; 4,3 % et 3,5 % pour les États-Unis.

⁴Hors Venezuela. Voir la note pour le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁵Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parités de pouvoir d'achat.

Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché (Variation en pourcentage)

	2020	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de juillet 2021 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2021 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,5	5,7	4,7	-0,3	0,1	-0,1	0,6
Pays avancés	-4,6	5,2	4,5	-0,5	0,2	0,0	0,9
Pays émergents et pays en développement	-1,9	6,5	5,0	0,1	-0,1	-0,1	0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,1	7,4	6,0	-0,2	-0,2	-1,0	0,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,2	5,8	3,7	0,9	0,0	1,5	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	-7,1	6,3	3,0	0,6	-0,1	1,8	-0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	-4,2	3,9	3,9	0,1	0,4	0,3	0,3
Afrique subsaharienne	-2,2	3,7	3,7	0,3	-0,3	0,3	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	-6,0	5,0	4,3	0,4	0,0	0,7	0,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,7	3,8	3,9	0,0	0,4	0,0	0,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,0	6,7	5,0	0,1	-0,1	-0,1	0,1
Pays en développement à faible revenu	-0,1	3,1	5,2	-0,8	-0,2	-1,2	0,1

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées, une moyenne mobile du PIB en dollar pour les trois années précédentes étant utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de la *Mise à jour des PEM* de juillet 2021 et des PEM d'avril 2021.

- **Pays avancés.** Les perspectives de croissance pour 2021 sont revues à la baisse par rapport à juillet dernier, principalement en raison de la révision à la baisse des prévisions pour les États-Unis (compte tenu de vastes réductions des stocks au deuxième trimestre, dues en partie à des ruptures d'approvisionnement, et du ralentissement de la consommation au troisième trimestre), pour l'Allemagne (en partie à cause de pénuries d'intrants essentiels qui pèsent sur la production manufacturière) et pour le Japon (en raison des effets de l'instauration d'un quatrième état d'urgence de juillet à septembre, face au niveau record du nombre d'infections atteint au cours de la vague actuelle). Les perspectives pour les États-Unis ont été établies en tenant compte du projet de loi sur les infrastructures récemment adopté par le Sénat et de la législation prévue pour renforcer le dispositif de protection sociale, ce qui représente environ 4 000 milliards de dollars de dépenses au cours des dix prochaines années. Le scénario de base prend également en considération les dons et les prêts au titre de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (« Next Generation » de l'UE). Dans les pays avancés, l'anticipation d'un rebond plus net au premier semestre de l'année prochaine, à mesure que la vaccination progresse, est à l'origine d'une révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2022.
- **Pays émergents et pays en développement.** Les prévisions pour ce groupe sont légèrement revues à la hausse par rapport à la *Mise à jour des PEM* de juillet 2021, à la suite des améliorations constatées dans la plupart des

régions. Les perspectives de la Chine pour 2021 sont légèrement corrigées à la baisse en raison d'une réduction plus forte que prévu de l'investissement public. Hormis la Chine et l'Inde, les pays émergents et les pays en développement d'Asie voient leurs prévisions être légèrement abaissées en raison de la recrudescence de la pandémie. Les prévisions de croissance dans les autres régions ont été légèrement revues à la hausse pour 2021. Ces révisions s'expliquent en partie par une amélioration des évaluations pour certains pays exportateurs de produits de base, qui l'emporte sur les effets négatifs de l'évolution de la pandémie (Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Asie centrale). Par ailleurs, une demande intérieure plus forte que prévu dans les principales économies régionales renforce encore les prévisions pour 2021 (pays émergents et pays en développement d'Europe).

- Pour les *pays en développement à faible revenu*, les prévisions de croissance sont revues à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à juillet ; la lenteur des campagnes de vaccination est le principal facteur qui pèse sur la reprise. Selon l'analyse des services du FMI, les pays en développement à faible revenu devront engager des dépenses de près de 200 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie et de 250 milliards de dollars supplémentaires pour renouer avec leur trajectoire de convergence d'avant la pandémie. Les perspectives du marché du travail pour les travailleurs peu qualifiés et les jeunes demeurent relativement

sombres par rapport à des autres groupes démographiques, ce qui témoigne d'un creusement des inégalités et d'un risque accru de basculement des revenus au-dessous des seuils de pauvreté extrême dans les pays qui composent ce groupe. Par rapport aux prévisions établies avant la pandémie, il est estimé qu'environ 65 à 75 millions de personnes de plus se trouvent en situation d'extrême pauvreté en 2021.

Probable retard de la croissance de l'emploi par rapport à la reprise de la production

Les marchés du travail se redressent, mais de manière inégale. Ils se remettent d'un choc catastrophique en 2020. Selon l'Organisation internationale du travail (voir OIT, 2021a), la baisse des heures travaillées a représenté l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein perdus. Toutefois, cette évolution s'opère à un rythme inégal selon les pays et les travailleurs. Dans le monde entier, l'emploi reste en deçà des niveaux enregistrés avant la pandémie, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : écarts de production négatifs, crainte chez les travailleurs d'être contaminés sur leur lieu de travail dans les professions où les contacts sont fréquents, contraintes liées à la garde des enfants, évolution de la demande de main-d'œuvre due à l'accélération de l'automatisation dans certains secteurs, revenus de remplacement au titre de régimes de chômage partiel ou d'allocations de chômage qui permettent d'amortir les pertes de revenus, et frictions dans la recherche d'emplois et la mise en adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.

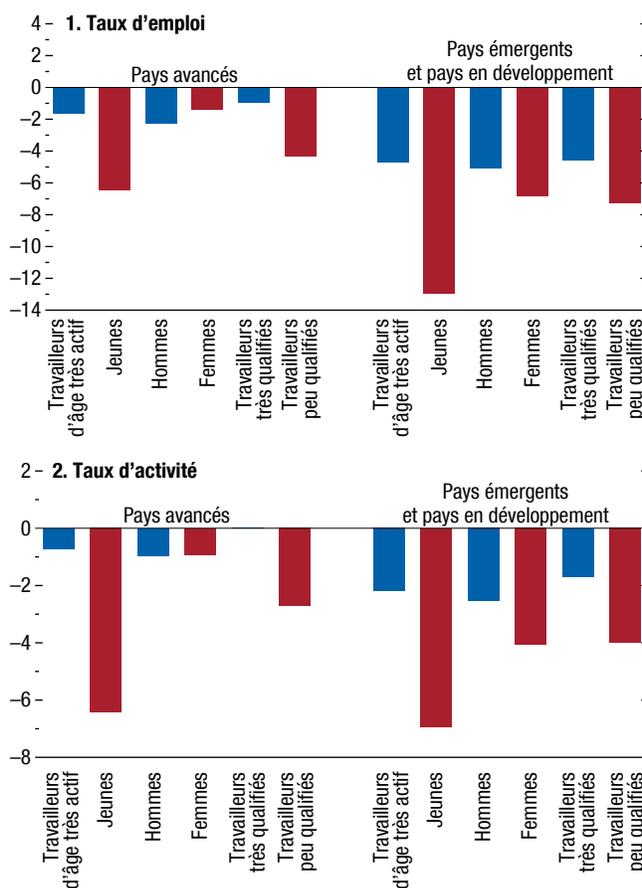
En moyenne, *les pays émergents et les pays en développement ont été plus durement touchés* que les pays avancés. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (voir OIT, 2021b), l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Asie du Sud figurent parmi les régions où les baisses du nombre d'heures travaillées ont été particulièrement marquées en 2020.

Au sein des pays, l'emploi des jeunes et des travailleurs peu qualifiés reste plus faible que celui des travailleurs d'âge très actif et plus qualifiés (graphique 1.7). Dans les pays émergents et les pays en développement, l'emploi des femmes demeure plus éprouvé que celui des hommes, tandis que, dans les pays avancés, les différences initiales entre les sexes se sont fortement atténuées. Certaines de ces incidences asymétriques résultent de différences dans la répartition sectorielle de l'emploi entre les groupes de travailleurs. Les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont généralement employés dans des secteurs où les contacts sont plus fréquents et qui sont

Graphique 1.7. Marchés du travail, par groupe de pays et groupe de travailleurs

(Différence moyenne en pourcentage du 4^e trimestre 2019 au 1^{er} trimestre 2021)

Les taux d'emploi et d'activité sur les marchés du travail sont toujours inférieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie ; en moyenne, les pays émergents et les pays en développement sont plus durement touchés que les pays avancés. Les évolutions ont été très inégales selon les groupes de travailleurs ; les jeunes et les travailleurs peu qualifiés restent les plus éprouvés.



Sources : Organisation internationale du travail ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres sont dérivées des effets fixes de l'année selon une régression de chaque catégorie de taux d'emploi/taux d'activité sur des effets fixes temps et pays afin de tenir compte des changements d'échantillon (voir Karbarounis et Neiman, 2014). Travailliers très qualifiés = enseignement supérieur ; travailleurs peu qualifiés = enseignement post-secondaire, mais non supérieur et enseignement de niveau inférieur ; travailleurs d'âge très actif = 25 à 54 ans ; jeunes = 15 à 24 ans. La valeur de l'écart moyen du taux d'activité des travailleurs hautement qualifiés dans les pays avancés est de 0,01 %.

plus vulnérables à l'automatisation. Ces secteurs ont été davantage touchés par la pandémie et connaissent une accélération de la tendance à long terme vers une plus grande automatisation (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2021 des PEM).

Du côté de l'offre de main-d'œuvre, le taux d'activité est également inférieur à celui observé avant la pandémie, et les groupes historiquement plus défavorisés

affichent de nouveau des résultats plus faibles. Au début de l'année 2021, les taux d'activité des jeunes étaient inférieurs à ceux préalables à la pandémie de plus de 6 % en moyenne dans les pays avancés et les pays émergents, soit une baisse bien plus marquée que celle des travailleurs d'âge très actif (graphique 1.7, page 2). Le taux d'activité des travailleurs peu qualifiés est également en recul. Comme pour les différences de taux d'emploi par sexe, le taux d'activité des femmes dans les pays émergents et les pays en développement continue de diminuer plus fortement que celui des hommes, alors qu'il est à peu près identique à celui des hommes dans les pays avancés. Si ces écarts de taux d'activité persistent, ils pourraient avoir de graves répercussions à moyen terme sur les inégalités économiques entre les groupes de travailleurs. En outre, si le taux d'activité ne se redresse pas et que les entreprises ne peuvent pas y remédier en confiant davantage de tâches à des machines, les salaires et les prix risquent de subir une pression à la hausse, car les employeurs se disputeraient une main-d'œuvre plus rare.

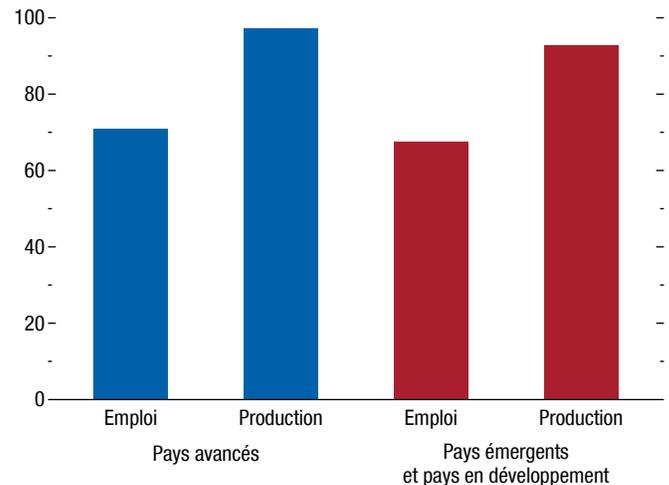
La croissance de l'emploi devrait accuser un retard par rapport à la reprise de la production. Si l'évolution récente est encourageante, la reprise de l'emploi devrait toutefois être plus lente que celle de la production dans la plupart des pays, en raison de la possible persistance de préoccupations sur le plan sanitaire, du versement de revenus de remplacement dans le cadre de régimes de chômage partiel ou d'allocations de chômage qui atténuent les pertes de revenus et de l'accélération du passage à l'automatisation. Tous les pays avancés devraient retrouver les niveaux de production observés avant la COVID-19 d'ici à la fin de 2022, mais seuls deux tiers d'entre eux devraient retrouver leur niveau d'emploi antérieur. Il en est de même pour les pays émergents et les pays en développement (graphique 1.8). Ce différentiel entre les projections de reprise de la production et celles de l'emploi suggère que les transformations structurelles liées à la COVID-19 pourraient accentuer les inégalités et les tensions sociales, comme évoqué ci-dessous.

Montée de l'inflation et forte incertitude

Alors même que les taux d'emploi restent en deçà de leur niveau d'avant la pandémie, ce qui laisse supposer que les ressources inemployées sur le marché du travail sont considérables, les taux d'inflation globale ont augmenté rapidement aux États-Unis ainsi que dans certains pays émergents et pays en développement au cours des derniers mois, avec toutefois des pressions plus ou moins fortes selon les pays. Dans certains pays d'Afrique

Graphique 1.8. Part des pays qui devraient retrouver leurs niveaux d'emploi et de production d'avant la pandémie d'ici à la fin de 2022 (En pourcentage)

La quasi-totalité des pays avancés et une grande partie des pays émergents et des pays en développement devraient retrouver ou dépasser leur niveau de production d'avant la pandémie d'ici à la fin de l'année 2022. En revanche, la reprise de l'emploi devrait être plus lente que celle de la production dans un certain nombre de pays.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Pour l'emploi, les barres illustrent la part des pays qui devraient retrouver leur niveau d'emploi de 2019 d'ici à la fin de 2022. Pour la production, la comparaison porte sur le PIB réel entre le 4^e trimestre 2019 et le 4^e trimestre 2022.

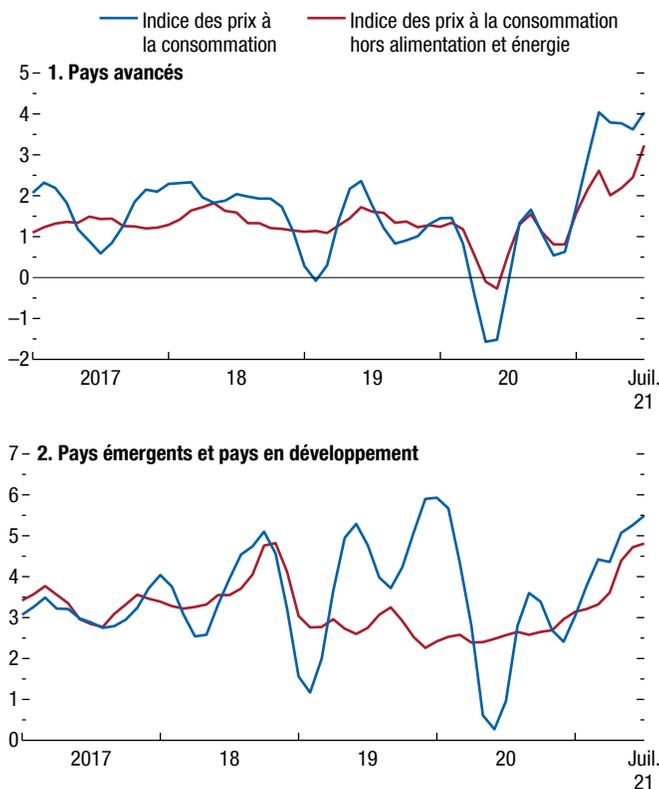
subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Asie centrale, les prix des denrées alimentaires ont sensiblement augmenté dans un contexte marqué par des pénuries locales et par la hausse des cours mondiaux de ces denrées. Les taux d'inflation hors énergie et alimentation ont également augmenté dans de nombreux pays, mais dans une moindre mesure (graphique 1.9).

En règle générale, la montée de l'inflation s'explique à la fois par des inadéquations entre l'offre et la demande dues à la pandémie, une hausse des prix des produits de base et des circonstances liées à l'action des pouvoirs publics (comme l'arrivée à échéance de la réduction temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée en Allemagne l'année passée et l'augmentation de la composante logement dans les prix à la consommation aux États-Unis après l'expiration des moratoires sur les loyers et les prêts hypothécaires dans certains territoires), plutôt que par une forte diminution des capacités inutilisées. Dans certains pays, les dépréciations des taux de change ont contribué à la hausse des prix des biens importés.

Goulets d'étranglement au niveau de l'offre. La forte contraction de la demande en 2020 a conduit de nombreuses entreprises à réduire considérablement leurs

Graphique 1.9. Trajectoires de l'inflation
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage)

L'inflation globale a augmenté en moyenne, et les pays avancés sont ceux qui ont connu la hausse la plus marquée. L'inflation hors énergie et alimentation a également augmenté, mais de façon plus modérée.

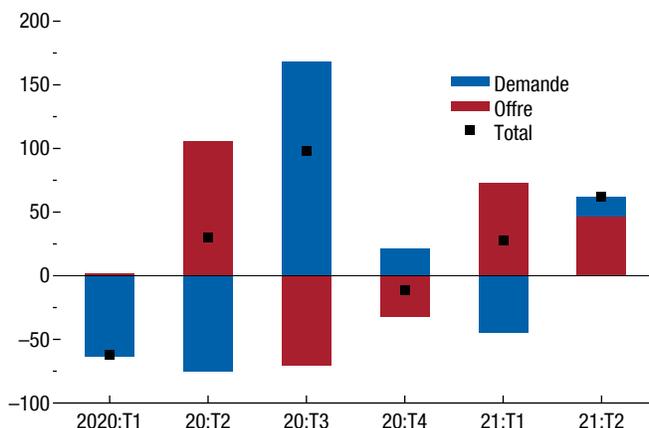


Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les taux d'inflation moyens par groupe de pays sont des moyennes en parités de pouvoir d'achat pondérées par le PIB. Sur la base des codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), les pays avancés pris en compte sont les suivants : AUT, BEL, CAN, CHE, CZE, DEU, DNK, ESP, EST, FIN, FRA, GBR, GRC, HKG, IRL, ISR, ITA, JPN, KOR, LTU, LUX, LVA, NLD, NOR, PRT, SGP, SVK, SVN, SWE, TWN et USA. Les pays émergents et les pays en développement pris en compte sont les suivants : BGR, BRA, CHL, CHN, COL, HUN, IDN, IND, MEX, MYS, PER, PHL, POL, ROU, RUS, THA, TUR et ZAF.

commandes d'intrants intermédiaires. Ainsi, lorsque la reprise s'est accélérée en 2021, certains producteurs se sont retrouvés démunis et incapables de relancer rapidement un approvisionnement suffisant ; la production de microprocesseurs, par exemple, reste insuffisante par rapport à la demande. En outre, la circulation mondiale des conteneurs d'expédition a subi de fortes perturbations pendant la pandémie, ce qui a bloqué de nombreuses marchandises en dehors de leur itinéraire habituel. Des dysfonctionnements temporaires (tels que la fermeture du canal de Suez, les restrictions dans les ports du delta de la rivière des Perles en Chine à la suite des flambées de COVID-19 ou l'engorgement des ports de Los Angeles

Graphique 1.10. Facteurs sur le plan de l'offre ou de la demande de la croissance des dépenses de transport maritime
(En pourcentage)

Les hausses de l'indice Baltic Dry sont principalement dues à des facteurs liés à l'offre aux premier et deuxième trimestres de 2021.



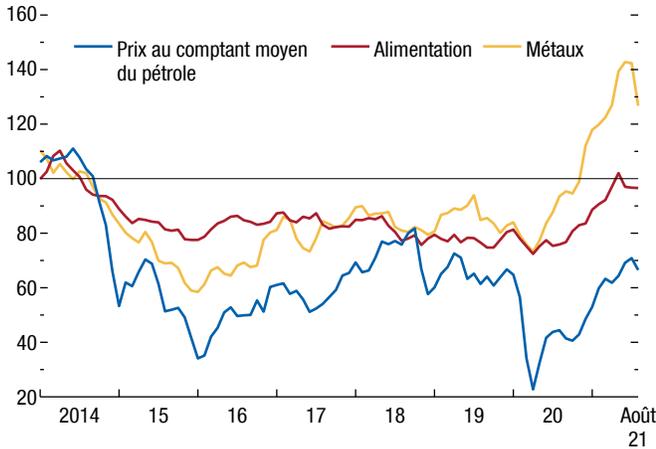
Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : La décomposition est dérivée d'un modèle factoriel dynamique mondial (modèle GDFM) qui prend en compte 20 variables, dont l'indice des directeurs d'achat, la production industrielle, le commerce mondial, les prix de l'immobilier, les indicateurs de confiance et l'indice Baltic Dry. Le modèle GDFM a été créé en s'inspirant du modèle de prévision immédiate de la Banque fédérale de réserve de New York. La décomposition est basée sur le taux de croissance trimestriel moyen de l'indice Baltic Dry, et la composante demande est celle mise en évidence par le modèle.

et de Long Beach) ont accentué les retards de livraison. Une analyse de l'indice Baltic Dry, qui permet de mesurer les dépenses liées au transport maritime international, montre que l'essentiel de la montée de cet indice au cours des derniers mois est dû à des facteurs liés à l'offre (graphique 1.10).

Hausse des prix des produits de base. Les prix des produits de base ont continué d'augmenter parallèlement au renforcement de l'activité économique (graphique 1.11). Les cours du pétrole devraient augmenter en 2021, à près de 60 % au-dessus de leur faible niveau de 2020. Les prix des produits de base non pétroliers devraient croître de près de 30 % par rapport à leur niveau de 2020, en raison de la hausse particulièrement forte des prix des métaux et des denrées alimentaires au cours des derniers mois (voir également le dossier spécial sur les produits de base pour de plus amples informations, notamment sur les effets de la transition énergétique sur les marchés des métaux). Malheureusement, les hausses des prix des denrées alimentaires se sont principalement produites dans des régions où l'insécurité alimentaire est élevée, ce qui met les ménages les plus pauvres en difficulté et fait planer le spectre d'une intensification des troubles sociaux (graphique 1.12).

Graphique 1.11. Cours des produits de base
(Déflatés sur la base de l'indice américain des prix à la consommation ; 2014 = 100)

Les prix des produits de base ont nettement augmenté depuis leurs points les plus bas observés au cours de la récession due à la pandémie.



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

La croissance des salaires a été forte dans certains secteurs.

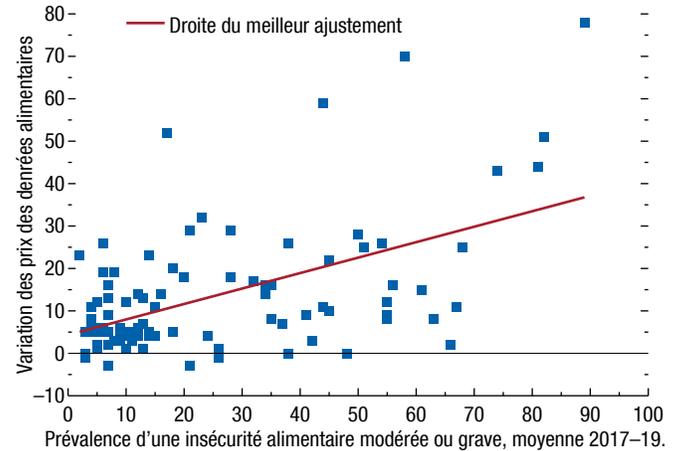
Alors que la reprise se poursuit, les marchés du travail se sont resserrés, ce qui complique la tâche des employeurs qui doivent rapidement pourvoir des postes dans certains pays. Par exemple, le rapport entre les offres d'emploi et le nombre de chômeurs est proche de 1 aux États-Unis, où, dans le sillage d'une reprise de l'activité, des signes de hausse des salaires sont observés dans certains secteurs, notamment les loisirs et l'hôtellerie, le commerce de détail et les transports (graphique 1.13). Dans le même temps, les salaires des personnes ayant des revenus ou un niveau d'instruction inférieurs ont connu une hausse plus marquée que la moyenne par rapport à l'année dernière, selon l'indice de suivi de la croissance des salaires (*Wage Growth Tracker*) de la Banque fédérale de réserve d'Atlanta, qui permet de suivre les mêmes employés sur une période donnée et de compenser ainsi les changements de composition dus aux entrées et sorties. Globalement, l'inflation moyenne des salaires nominaux dans l'ensemble de l'économie reste maîtrisée (Allemagne, Canada, Espagne, États-Unis, Royaume-Uni).

Les anticipations d'inflation semblent être sous contrôle dans la plupart des pays.

Certains indicateurs reposant sur des enquêtes auprès des ménages, par exemple aux États-Unis, ont affiché une augmentation récente des anticipations d'inflation, probablement liée à la hausse des prix des carburants. En outre, des indicateurs fondés sur des données de marché révèlent également des pressions inflationnistes à un horizon de deux ou trois ans,

Graphique 1.12. Alimentation : augmentation des prix des denrées et insécurité
(En pourcentage)

Les augmentations des prix des denrées alimentaires au cours des deux dernières années ont été plus marquées dans les pays où l'insécurité alimentaire est plus généralisée.



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

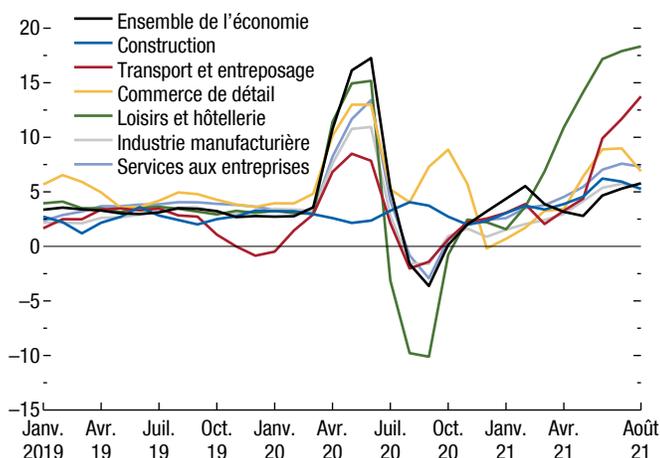
Note : Chaque carré correspond à un pays. Cinq pays dont la variation des prix est supérieure à 100 % ne sont pas représentés dans le graphique pour en améliorer la lisibilité. L'évolution des prix des denrées alimentaires correspond à leur variation en pourcentage entre mars 2019 et mars 2021.

conformément au cadre de la politique de ciblage de l'inflation moyenne de la Réserve fédérale. Toutefois, les anticipations d'inflation à moyen terme dérivées des marchés ont été bien maîtrisées jusqu'à présent, oscillant autour des niveaux observés juste avant la pandémie au début de l'année 2020 (graphique 1.14).

Perspectives d'inflation. Les différents indicateurs évoqués ci-dessus laissent entrevoir des perspectives d'inflation très incertaines (voir le chapitre 2 pour une analyse plus approfondie). Dans les projections de référence, pour la plupart des pays, l'inflation devrait revenir à sa fourchette d'avant la pandémie en 2022, une fois que les inadéquations entre l'offre et la demande se seront résorbées. Trois éléments le justifient : 1) les ressources inutilisées sur le marché du travail restent élevées, même si les offres d'emploi ont augmenté, étant donné que les taux d'emploi sont généralement inférieurs à leurs niveaux d'avant le choc ; 2) dans les grands pays avancés, les anticipations d'inflation sont encore bien ancrées selon les indicateurs de référence fondés sur les marchés ; et 3) les effets des facteurs structurels qui ont réduit la sensibilité des prix à la contraction des capacités inemployées sur le marché du travail, tels que l'automatisation croissante, restent les mêmes ou s'intensifient. Toutefois, la répercussion tardive de la hausse des cours des denrées

Graphique 1.13. Salaire horaire moyen aux États-Unis : par secteur et dans l'ensemble de l'économie
(Variation annualisée en pourcentage, moyenne mobile sur trois mois)

Les salaires augmentent aux États-Unis, notamment dans les secteurs les plus touchés par la pandémie.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les salaires horaires sont corrigés des variations saisonnières.

alimentaires et du pétrole sur l'inflation globale dans les pays importateurs signifie que les pressions sur les prix devraient rester élevées jusqu'en 2022 dans certains pays émergents et pays en développement. Dans les pays où le parc de logements vacants est limité, le choc dû à la pandémie et les faibles coûts d'emprunt ont également stimulé la hausse des prix de l'immobilier. Cela a déjà eu une incidence directe sur l'inflation globale dans ces pays par l'intermédiaire de ses effets sur les loyers imputés et pourrait contribuer à créer des pressions inflationnistes plus persistantes si la demande restait élevée, car il faut du temps pour accroître le parc immobilier (voir l'encadré 1.1 pour un examen approfondi de la dynamique des prix et de l'inflation sur les marchés immobiliers).

L'évolution des anticipations d'inflation dans le cadre de cette reprise sans précédent sera déterminante pour les perspectives d'inflation. Les contrecoups des bouleversements de 2020 et la perspective de nouvelles restrictions visant à ralentir la transmission du virus pourraient se traduire par des perturbations de l'offre plus persistantes. Face à la hausse continue de la demande, les entreprises pourraient augmenter leurs prix, et les travailleurs faire monter les salaires plus massivement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Plus généralement, si les ménages, les entreprises et les investisseurs commencent à anticiper une persistance des pressions sur les prix exercées par la demande refoulée et les nombreux facteurs décrits ci-dessus, les anticipations

Graphique 1.14. Variation de l'inflation sur cinq ans, dans cinq ans
(En pourcentage)

L'inflation aux États-Unis et dans la zone euro devrait légèrement s'accélérer à moyen terme, mais demeure maîtrisée.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : taux d'inflation moyen dérivé des marchés, attendu sur une période de cinq ans à compter de cinq ans après la date indiquée.

d'inflation à moyen terme risquent d'être orientées à la hausse et d'entraîner une nouvelle augmentation des prix autoréalisatrice (à mesure que les prix et les salaires s'adaptent aux anticipations d'inflation plus élevées). Comme indiqué précédemment, aucun signe d'une telle évolution n'est perceptible : les attentes restent étroitement liées aux objectifs annoncés par les banques centrales.

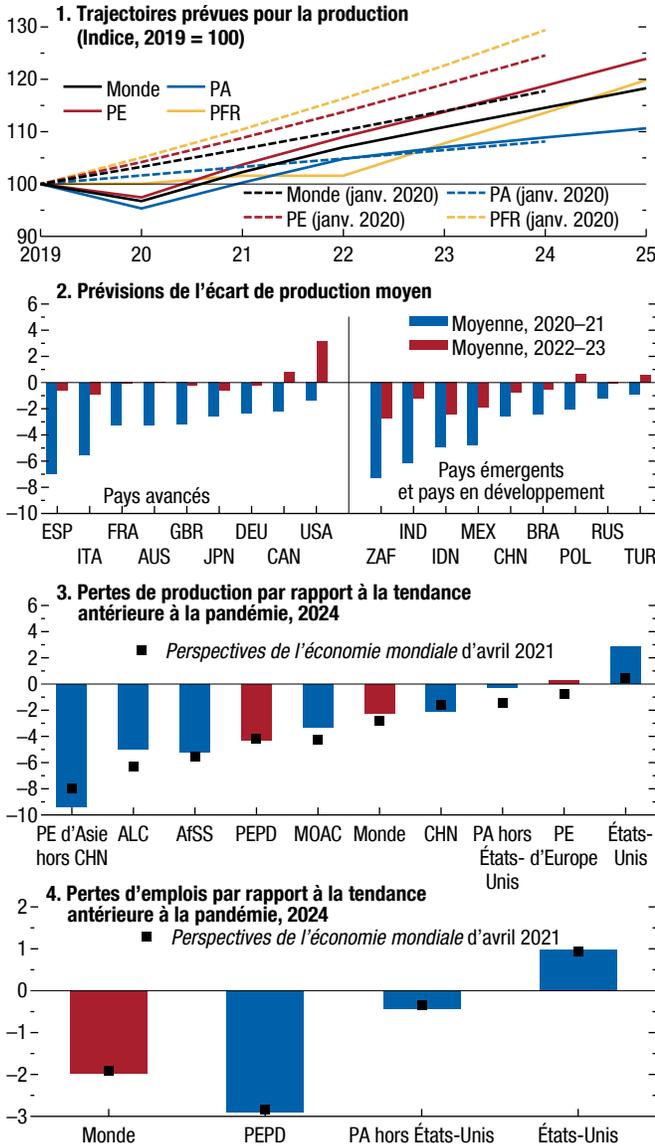
De grandes différences subsistent en ce qui concerne les pertes économiques à moyen terme

Les différences de rythme de reprise entre les groupes de pays devraient laisser des traces durables. Le schéma selon lequel les pays émergents et les pays en développement subissent en moyenne des dommages plus élevés à moyen terme que les pays avancés (évoqué au chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 des PEM) se confirme dans les dernières projections.

Pertes de production. L'activité devrait généralement rester en deçà de sa trajectoire pré-pandémique jusqu'en 2023 dans tous les groupes de pays (graphique 1.15, page 1). La production dans le groupe des pays avancés devrait retrouver sa tendance antérieure d'ici à 2022 et la dépasser légèrement par la suite, principalement grâce aux nouvelles mesures de soutien public qui devraient être prises aux États-Unis. Les autres groupes de pays, en revanche, devraient rester au-dessous de leur

Graphique 1.15. Perspectives à moyen terme : production et emploi
(En pourcentage, sauf indication contraire)

La production et l'emploi à moyen terme devraient rester inférieurs à leur niveau d'avant la pandémie dans de nombreux pays.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La production dans les pages 1 et 3 correspond au PIB réel. L'écart de production dans la page 2 est obtenu en calculant la différence entre le PIB réel et le PIB potentiel (en pourcentage du PIB potentiel). Les pertes à moyen terme dans les pages 3 et 4 résultent, pour la variable indiquée, de la différence entre les prévisions pour 2024 figurant dans la mise à jour des PEM d'octobre 2021 et celles figurant dans la mise à jour de janvier 2020. L'échantillon de pays dans la page 4 comprend ceux qui ont des projections d'emploi comparables dans les deux mises à jour. L'agrégat de l'emploi des PEPD ne tient pas compte des données relatives à la Chine et à l'Inde en raison de changements dans les définitions de l'emploi d'une mise à jour à l'autre. AfSS = pays d'Afrique subsaharienne ; ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; MOAC = pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PFR = pays à faible revenu.

trajectoire pré-pandémique tout au long de l'horizon prévisionnel. En outre, des écarts de production négatifs, signe de capacités inutilisées, sont attendus dans de nombreux pays au cours des trois prochaines années (graphique 1.15, page 2). En d'autres termes, les séquelles, c'est-à-dire les résultats économiques à moyen terme inférieurs aux projections établies avant le choc, devraient être généralisées en dehors du groupe des pays avancés (graphique 1.15, page 3).

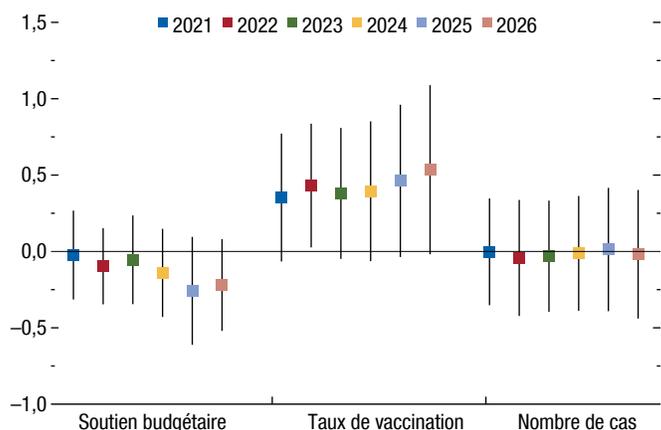
Comme indiqué au chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 des PEM, la répartition des dommages à moyen terme entre les groupes de pays est différente de celle observée après la crise financière mondiale de 2008-09. À l'époque, les pays avancés avaient été durement touchés, et les pays émergents et les pays en développement s'en étaient mieux sortis. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui semble probable, ce qui s'explique par une meilleure protection contre de nouveaux chocs liés à la COVID-19 grâce à un taux de vaccination plus élevé dans de nombreux pays avancés et à un soutien massif des pouvoirs publics. Par exemple, les résultats meilleurs que prévu aux États-Unis, où la production devrait finir par dépasser les niveaux observés avant la pandémie, sont dus aux effets des nouveaux investissements structurels prévus par le gouvernement pour moderniser les infrastructures délabrées et accélérer la transition vers une énergie verte.

Séquelles sur le marché du travail. Un examen des marchés du travail révèle des effets durables semblables, ce qui donne à penser que l'emploi est l'un des principaux vecteurs des séquelles économiques. Comme pour la production, c'est surtout dans les pays émergents et les pays en développement que les perspectives d'emploi sont plus mauvaises que prévu (graphique 1.15, page 4).

Les mesures rapidement prises pour faire face à la crise sanitaire et économique devaient limiter les pertes persistantes. Un examen plus approfondi de ces tendances permet de prévoir une forte persistance des chocs sur la production et l'emploi : les révisions de cette année sont presque équivalentes aux prévisions pour les cinq années à venir. Cette persistance, en particulier pour les chocs défavorables, a été bien mise en évidence dans des études récentes. Elle donne à penser que les mesures prises aujourd'hui pour améliorer la production et l'emploi devraient très probablement porter leurs fruits en permettant de réduire les séquelles. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de la rapidité des campagnes de vaccination, un facteur déterminant de l'amélioration de la croissance à moyen terme depuis avril 2021 (graphique 1.16). Les prévisions de production à moyen terme ont été davantage révisées à la hausse pour les pays présentant des taux de vaccination plus élevés. Les

Graphique 1.16. Éléments liés aux révisions prévues de la production (En points de pourcentage)

Des taux de vaccination contre la COVID-19 plus élevés sont associés à une amélioration des prévisions de production à tous les horizons depuis avril 2021, tandis qu'une intensification des mesures de soutien budgétaire depuis lors semble plus concentrée dans les pays où la reprise se fait attendre. Les taux de vaccination ne présentent pas de relation avec les révisions récentes de la production.



Sources : FMI, base de données sur les mesures budgétaires prises par les pays face à la pandémie de COVID-19 ; Our World In Data ; calculs des services du FMI. Note : Le graphique montre des estimations ponctuelles et des intervalles de confiance à 90 % (avec des erreurs-types ayant la même hétéroscédasticité) pour les coefficients d'une régression transversale multi-pays (non pondérée) des révisions de prévisions à différents horizons depuis l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale* sur l'ensemble des variables explicatives (indiquées) et les effets fixes régionaux (non indiqués). Les Seychelles sont exclues de l'échantillon d'estimation, car leurs données constituent des valeurs aberrantes selon l'indicateur de distance de Cook. Le soutien budgétaire renvoie aux dépenses supplémentaires « au-dessus de la ligne » et aux mesures relatives au manque à gagner et à l'appui aux liquidités prises face à la COVID-19 entre le 17 mars 2021 et le 5 juin 2021 (en pourcentage du PIB). Les taux de vaccination et le nombre de cas correspondent à la différence entre la part cumulée de la population entièrement vaccinée ou diagnostiquée avec la COVID-19, respectivement, entre le 31 mars 2021 et le 28 septembre 2021. Les variables explicatives sont normalisées pour présenter une moyenne nulle et un écart-type d'une unité.

nouvelles mesures de soutien budgétaire prises pour venir en aide aux ménages et aux entreprises face à la pandémie depuis avril 2021 sont associées à une légère révision à la baisse de la production, ce qui semble indiquer que l'appui anticyclique récent a principalement été apporté dans les pays où la reprise est plus lente.

Augmentation des échanges commerciaux et réduction prévue des déséquilibres à moyen terme

Commerce mondial. Malgré des perturbations temporaires, les volumes des échanges devraient connaître une croissance de près de 10 % en 2021, puis d'environ 7 % en 2022, ce qui est conforme aux prévisions de reprise mondiale. La croissance des échanges devrait être

plus modérée et s'établir à environ 3,5 % à moyen terme. La reprise globale du commerce masque des perspectives moroses pour les pays tributaires du tourisme et les services internationaux en général. Comme indiqué dans l'édition d'octobre 2020 des PEM, les pays où le tourisme et les voyages représentent une part élevée du PIB devraient connaître une baisse d'activité plus marquée par rapport aux prévisions antérieures à la pandémie de COVID-19. Les restrictions aux déplacements et les craintes persistantes de contagion devraient peser sur l'activité touristique transfrontière tant que la transmission du virus ne se sera pas durablement estompée.

Soldes des transactions courantes à l'échelle mondiale. Comme indiqué dans le Rapport sur le secteur extérieur 2021, les soldes des transactions courantes à l'échelle mondiale (somme des déficits et des excédents absolus) devraient augmenter pour la deuxième année consécutive en 2021, après la hausse enregistrée en 2020. Celle-ci était due aux répercussions de la pandémie, qui s'étaient traduites par une hausse des exportations de certains biens (équipements médicaux, produits électroniques pour le travail à domicile, biens de consommation durables), une diminution des déplacements et une baisse des prix du pétrole. Pour 2021, l'augmentation de ces soldes s'explique par un déficit plus élevé aux États-Unis en raison d'un renforcement du soutien budgétaire et d'une augmentation correspondante des excédents. Les soldes des transactions courantes devraient se resserrer au cours de la période 2022–26, sous l'effet de la diminution prévue du déficit des États-Unis et de l'excédent de la Chine (graphique 1.17, page 1).

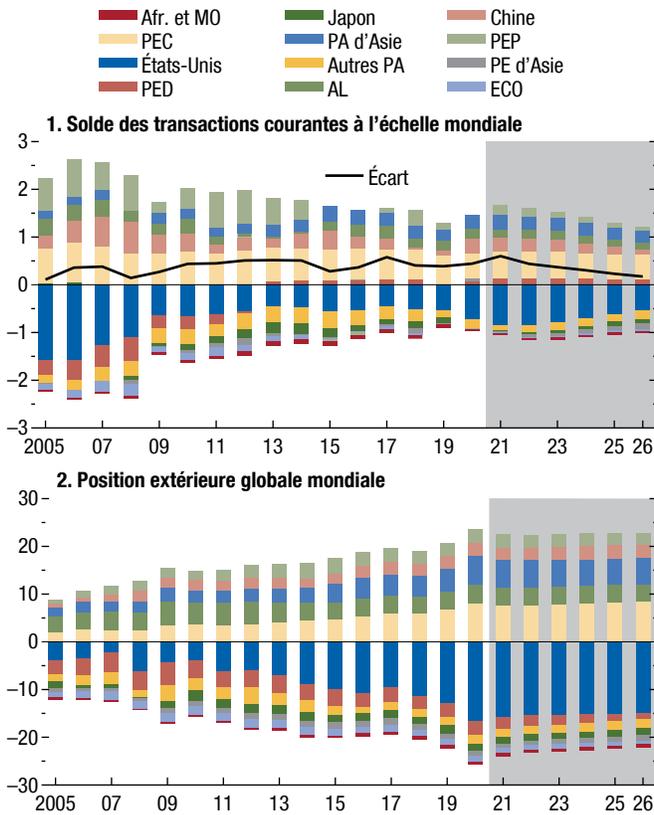
Positions des créanciers et des débiteurs à l'échelle mondiale. Les stocks d'actifs et de passifs extérieurs sont proches de leurs niveaux records, même en tenant compte du fait que la hausse considérable en part du PIB mondial de 2020 résulte de la forte baisse du dénominateur et des variations de valeur (graphique 1.17, page 2). Comme indiqué dans l'édition 2021 du Rapport sur le secteur extérieur, cela présente des risques pour les pays débiteurs et créanciers. Les stocks devraient légèrement diminuer en 2021 et par la suite, parallèlement à la réduction progressive des soldes des transactions courantes à l'échelle mondiale.

L'incertitude s'accroît alors que des variants menacent la résilience de la reprise

Une forte incertitude concernant l'évolution de la pandémie, les perspectives d'inflation et les variations connexes des conditions financières mondiales entourent les prévisions

Graphique 1.17. Solde courant et positions extérieures
(En pourcentage du PIB mondial)

Les soldes des transactions courantes devraient diminuer en 2022–26, tandis que les stocks mondiaux d’actifs et de passifs extérieurs devraient rester proches de leurs plus hauts niveaux historiques.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Afr. et MO = Afrique et Moyen-Orient (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Ghana, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, République démocratique du Congo, Soudan, Tanzanie, Tunisie) ; AL = Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Uruguay) ; autres PA = autres pays avancés (Australie, Canada, France, Islande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) ; PA d'Asie = pays avancés d'Asie (Corée, province chinoise de Taiwan, RAS de Hong Kong, Singapour) ; ECO = Europe centrale et orientale (Biélorus, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Turquie, Ukraine) ; PE d'Asie = pays émergents d'Asie (Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam) ; PEC = pays européens créditeurs (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ; PED = pays européens débiteurs (Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Slovénie) ; PEP = pays exportateurs de pétrole (Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie, Venezuela).

de référence. Selon la balance des risques, les résultats de la croissance, tant à court qu'à moyen terme, sont plus susceptibles de décevoir que de réserver de bonnes surprises.

Sur le *plan négatif*, les principaux facteurs de risque sont les suivants (certains de ces aspects sont étudiés dans des scénarios établis à partir du modèle G20 du FMI ; voir l'encadré des scénarios) :

- *L'apparition de variants du SRAS-CoV-2 plus transmissibles et plus mortels* pourrait raviver la propagation et

l'intensité de la pandémie, en prolonger la durée et favoriser un recul de l'activité économique. Les perturbations commerciales et les inadéquations entre l'offre et la demande pourraient s'accroître si des ports venaient à être fermés à la suite de nouvelles mesures de confinement. Selon les premières études sur le sujet, les vaccins actuels pourraient être moins efficaces contre le variant Delta, même si leur niveau de protection contre les maladies graves reste élevé. Les blocages dans la distribution mondiale des vaccins destinés aux pays qui n'y ont pas encore suffisamment accès, les niveaux élevés d'hésitation dans les pays où les campagnes de vaccination sont bien avancées et tous les autres facteurs qui retardent une large couverture vaccinale de la population mondiale accentuent ces risques. Chaque infection représente une nouvelle occasion pour le virus de muter en un agent pathogène encore plus nuisible.

- *Inadéquations plus persistantes entre l'offre et la demande, pressions sur les prix et normalisation plus rapide que prévu des politiques monétaires.* Les inadéquations entre l'offre et la demande dues à la pandémie pourraient persister plus longtemps que prévu, ce qui prolongerait les pressions sur les prix et accroîtrait les anticipations d'inflation. En réaction, une normalisation monétaire plus rapide que prévu dans les pays avancés pourrait conduire à un resserrement soudain des conditions financières mondiales. La réduction de la volatilité et les valorisations élevées des cours des actions laissent entrevoir la possibilité d'une réévaluation rapide des actifs financiers en cas de révision des perspectives (voir l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 des PEM, les pays émergents et les pays en développement vulnérables, dont la dette et les besoins de financement en devises sont élevés, seraient particulièrement exposés. Des difficultés à refinancer leurs obligations extérieures pourraient contraindre ces pays à procéder à des ajustements brusques, ce qui aurait des conséquences négatives pour la croissance.
- *Volatilité des marchés financiers.* Plus généralement, dans un contexte de fluctuations excessives de la valeur des actifs, l'attitude des investisseurs pourrait rapidement changer en cas d'informations défavorables concernant la pandémie ou l'évolution de l'action des pouvoirs publics. L'impasse concernant le plafond de la dette américaine constitue une préoccupation majeure. Si ce plafond n'est pas relevé avant que le Trésor américain ne se retrouve à court de ressources pour faire face à ses dépenses et à ses obligations de remboursement de la dette (ce qui, selon le Trésor américain, devrait se

produire vers la mi-octobre), les conséquences pour les marchés financiers pourraient être graves. De même, des restructurations ou des défauts de paiement désordonnés et à grande échelle de la dette des entreprises, par exemple dans le secteur immobilier chinois, pourraient avoir de profondes répercussions.

- *Un train de mesures budgétaires moins ambitieux aux États-Unis.* Les prévisions de référence reposent sur l'hypothèse d'une relance budgétaire aux États-Unis qui correspond globalement au projet de loi sur les infrastructures récemment adopté par le Sénat et au projet de l'administration visant à refonder le dispositif de protection sociale américain. Toute modification notable de l'ampleur ou de la composition de ce train de mesures budgétaires aura des répercussions sur les perspectives de croissance des États-Unis et de leurs partenaires commerciaux.
- *Montée des troubles sociaux.* Les cas de troubles sociaux, qui avaient diminué au cours des premières phases de la pandémie, ont augmenté au cours du second semestre de 2020 et au début de l'année 2021 (Barrett et Chen, 2021). Les causes varient selon les pays. La frustration à l'égard de la gestion de la pandémie vient se juxtaposer dans certains cas à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, à la faible croissance de l'emploi et à une érosion de longue date de la confiance dans les institutions publiques. Une nouvelle intensification des troubles sociaux pourrait nuire à la confiance et peser sur la reprise. Les récents événements en Afghanistan ont aggravé la situation humanitaire dans la région et engendrent une vague de réfugiés, ce qui pourrait accroître les tensions régionales, les répercussions économiques et les pressions budgétaires sur les pays hôtes.
- *Des chocs liés au changement climatique plus néfastes.* Le changement climatique, l'un des principaux facteurs de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes liées aux conditions météorologiques, a déjà produit des effets immédiatement visibles et a des répercussions qui s'étendent au-delà des régions où les sinistres se produisent. Les pressions migratoires internationales, les tensions financières (y compris parmi les créanciers et les assureurs de pays qui ne sont pas directement touchés par un événement donné) et les charges liées aux soins de santé peuvent s'accroître, ce qui serait source de répercussions durables. Dans le contexte de la pandémie en cours, les chocs liés au changement climatique pourraient entraver la reprise mondiale.
- *Cyberattaques.* La multiplication et la puissance de plus en plus destructrice des cyberattaques visant des infrastructures essentielles pourraient freiner la reprise

(comme l'ont montré les récentes attaques par logiciel rançonneur), compte tenu notamment de la généralisation du télétravail et de l'automatisation.

- *Intensification des tensions commerciales et technologiques.* Les risques restent élevés sur le plan géopolitique. Une escalade des tensions commerciales et technologiques, notamment entre les États-Unis et la Chine, pourrait peser sur l'investissement et la croissance de la productivité, ce qui créerait des obstacles supplémentaires sur la voie de la reprise.
Du côté positif :
- *Accélération de la production et de la distribution des vaccins.* De grandes quantités de nouveaux vaccins devraient être mises en circulation au cours des prochains mois, tant en ce qui concerne la production des vaccins actuels que la mise sur le marché de vaccins entièrement nouveaux. En outre, des pays disposant de stocks abondants de vaccins inutilisés se sont engagés à en faire don. Un rythme de vaccination plus rapide que celui prévu dans les projections de référence aurait un effet positif direct sur l'activité économique. Il pourrait également accroître la confiance des consommateurs et des entreprises, ce qui entraînerait une hausse des dépenses et des investissements, et consoliderait ainsi la reprise économique.
- *Regain de croissance de la productivité.* La pandémie a accéléré l'évolution de nombreux secteurs de l'économie par une plus grande automatisation et une transformation des lieux de travail où les plateformes technologiques facilitent désormais le travail à distance. La croissance de la productivité pourrait s'accroître à la suite de ces changements dans les systèmes de production, de distribution et de paiement. Plus concrètement, un lancement et une mise en œuvre plus rapides et plus efficaces des plans d'investissement structurel (par exemple dans le cadre de l'impulsion prévue en matière d'investissement public aux États-Unis et de l'instrument « Next Generation » de l'Union européenne) pourraient améliorer les perspectives de croissance à moyen terme dans les régions où la faiblesse des perspectives à long terme est depuis longtemps un sujet de préoccupation. En retour, cela pourrait accroître les investissements et renforcer la croissance à court terme.

Action des pouvoirs publics en faveur d'une reprise plus vigoureuse

Compte tenu des grandes divergences en ce qui concerne les pertes économiques et des risques considérables décrits ci-dessus qui pèsent sur la conjoncture, les

pouvoirs publics doivent agir avec détermination, tant au niveau multilatéral que national, pour améliorer les perspectives de l'économie mondiale. Dans la présente partie, il est d'abord question des initiatives prioritaires à prendre au niveau multilatéral pour faire face à la pandémie (en mettant l'accent sur la fourniture de vaccins), des mesures relatives au changement climatique et des liquidités internationales. Sont ensuite abordées les politiques nationales destinées à compléter les efforts déployés au niveau multilatéral. Celles-ci devront être mieux adaptées à la situation de chaque pays et mieux ciblées, car plus la pandémie se prolongera, plus la marge de manœuvre des pouvoirs publics se réduira.

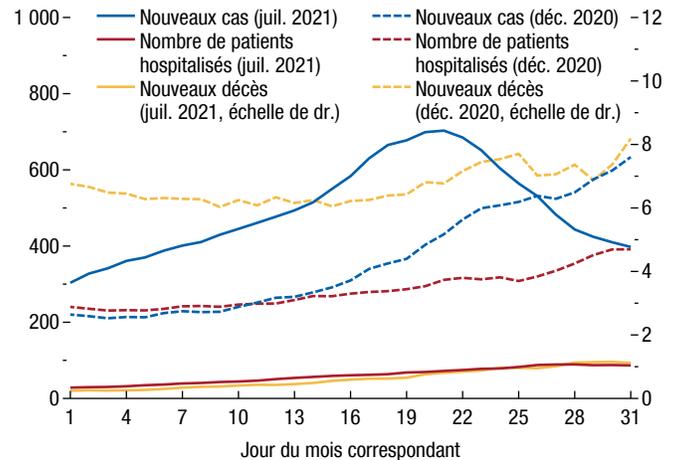
Mesures multilatérales ayant des retombées positives

Fourniture de vaccins à l'échelle mondiale. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour vacciner partout un nombre suffisant de personnes. Cela permettrait de sauver des millions de vies en réduisant les risques de maladies graves et de décès, de diminuer la probabilité de voir apparaître de nouveaux variants et de stimuler ainsi la reprise de l'économie mondiale à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars. Cela permettrait également de réduire la divergence attendue entre la reprise des pays avancés et celle des pays émergents et des pays en développement.

- La plupart des vaccins actuellement approuvés réduisent nettement le risque de maladie grave due à tous les variants actuels de la COVID-19 et limitent ainsi les hospitalisations et les décès. Le cas du Royaume-Uni est riche en enseignements sur l'efficacité des campagnes de vaccination à grande échelle, même contre des variants très contagieux. Bien que le nombre de cas quotidiens confirmés de COVID-19 en juillet 2021 ait été supérieur à celui observé en décembre 2020 pendant la majeure partie du mois (signe de la plus grande contagiosité du variant Delta), les taux d'hospitalisation et de décès n'ont représenté que 10 à 20 % des niveaux enregistrés l'hiver dernier (graphique 1.18). La principale différence entre ces deux moments est qu'environ la moitié de la population du Royaume-Uni était entièrement vaccinée (partiellement vaccinée pour les deux tiers) en juillet 2021, alors qu'en 2020, aucune protection vaccinale n'était disponible.
- En plus de prévenir de graves problèmes de santé, les campagnes de vaccination à grande échelle peuvent également, selon des données récentes en provenance des États-Unis, avoir des effets économiques positifs et puissants qui favorisent la reprise. Les comtés

Graphique 1.18. Campagnes de vaccination et résultats sur le plan sanitaire : l'exemple du Royaume-Uni
(Par million d'unités)

Malgré des trajectoires similaires pour les taux d'infection par la COVID-19 en juillet 2021 et en décembre 2020 au Royaume-Uni, les taux d'hospitalisation et de décès étaient nettement inférieurs en juillet 2021, grâce à une vaccination généralisée.



Sources : Airfinity ; Our World in Data ; calculs des services du FMI.
Note : Au 31 juillet 2021, 56,5 % de la population du Royaume-Uni était entièrement vaccinée, et 69 % avait reçu au moins une dose. En décembre 2020, les taux étaient effectivement nuls, car la campagne de vaccination de masse n'avait pas encore commencé. Échelle de dr. = échelle de droite.

américains où le nombre de premières injections de vaccin a augmenté ont connu dans le même temps une hausse des dépenses hebdomadaires par carte de crédit et une baisse des demandes hebdomadaires d'indemnités de chômage (graphique 1.19).

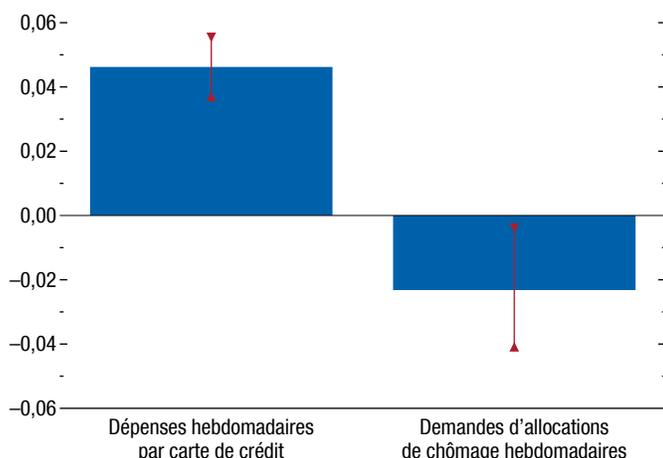
- Le FMI a proposé un plan (approuvé conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce) visant à vacciner au moins 40 % de la population de chaque pays d'ici à la fin de 2021 et 70 % d'ici à la mi-2022, tout en garantissant des moyens diagnostiques et thérapeutiques suffisants (Agarwal et Gopinath, 2021)¹. D'un coût estimé à environ 50 milliards de dollars, ce plan pourrait avoir des retombées sociales

¹L'objectif d'une couverture de 70 % d'ici à la mi-2022 est motivé par les impératifs sanitaires et économiques d'un arrêt aussi rapide que possible de la pandémie. Cet objectif est plus élevé que celui de 60 % initialement proposé pour la mi-2022 en raison de l'apparition de variants plus contagieux. L'objectif révisé est conforme au scénario défavorable envisagé dans la proposition initiale de 50 milliards de dollars publiée par les services du FMI en mai 2021, qui prévoyait 1 milliard de doses supplémentaires pour les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et est en phase avec la stratégie de vaccination mondiale actualisée de l'OMS. Il conviendra peut-être d'ajuster les objectifs nationaux en fonction de la démographie par âge et de l'évolution de l'action des pouvoirs publics.

Graphique 1.19. Vaccination contre la COVID-19 et activité économique dans les comtés américains

(Variation en pourcentage, en glissement annuel, par rapport aux niveaux prépandémiques)

Les comtés des États-Unis où le taux de vaccination a progressé ont vu leurs dépenses augmenter et leur niveau de chômage diminuer.



Sources : Centers for Disease Control and Prevention ; Opportunity Insights Economic Tracker ; calculs des services du FMI.

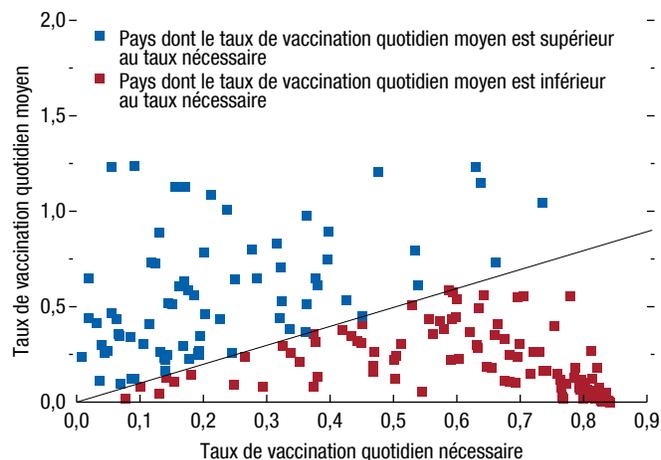
Note : Le graphique illustre l'effet moyen d'une augmentation de 10 points de pourcentage de la proportion de la population entièrement vaccinée. Pour les dépenses, l'échantillon porte sur 1 608 comtés pour les semaines 12 à 21 en 2021. Pour les demandes d'allocations chômage, il porte sur 378 comtés pour les semaines 12 à 24 en 2021. Les dépenses par carte de crédit correspondent à la variation d'une année sur l'autre en pourcentage du niveau de janvier 2020. Les demandes d'allocations de chômage sont exprimées en pourcentage de la population active de 2019. Les régressions neutralisent les effets fixes temporels des comtés et des États.

et économiques considérables. Plus de la moitié des pays du monde, représentant 35 % de la population mondiale, ne sont pas en mesure d'atteindre l'objectif de 40 % à la fin de 2021 (graphique 1.20). Il est urgent que les pays dont une grande partie de la population est déjà vaccinée fassent *don de vaccins* aux pays qui en ont besoin. Dans sa proposition, le FMI estime qu'au moins 1 milliard de doses pourraient être partagées d'ici à la fin de 2021 sans compromettre les objectifs nationaux de vaccination. Les récentes promesses de la Chine, du Groupe des Sept et d'autres pays dans ce sens sont les bienvenues, mais il convient d'accélérer les dons afin de respecter rapidement les engagements pris (à la mi-septembre, seuls 19 % environ des 850 millions de doses promises par le Groupe des Sept au mécanisme COVAX en juin dernier avaient été livrés). Il est également indispensable de *donner la priorité aux livraisons de vaccins* destinés aux pays qui n'y ont pas encore suffisamment accès, notamment en augmentant les stocks des structures d'approvisionnement collectif, telles que le mécanisme COVAX.

Graphique 1.20. Écarts entre les taux de vaccination dans le monde

(En pourcentage)

Plus de la moitié des pays du monde ne sont pas en mesure d'atteindre l'objectif consistant à vacciner 40 % de leur population d'ici à la fin de 2021.



Sources : Our World in Data ; calculs des services du FMI.

Note : données au 22 septembre 2021. L'axe des abscisses illustre les taux de vaccination quotidiens nécessaires pour que 40 % de la population soit entièrement vaccinée d'ici à la fin de 2021, dans l'hypothèse de vaccins à deux doses. L'axe des ordonnées indique les taux de vaccination quotidiens moyens au cours des sept jours précédents. Chaque carré correspond à un pays. Les pays qui ont déjà atteint le seuil de 40 % ne sont pas représentés. La ligne est une droite à 45 degrés.

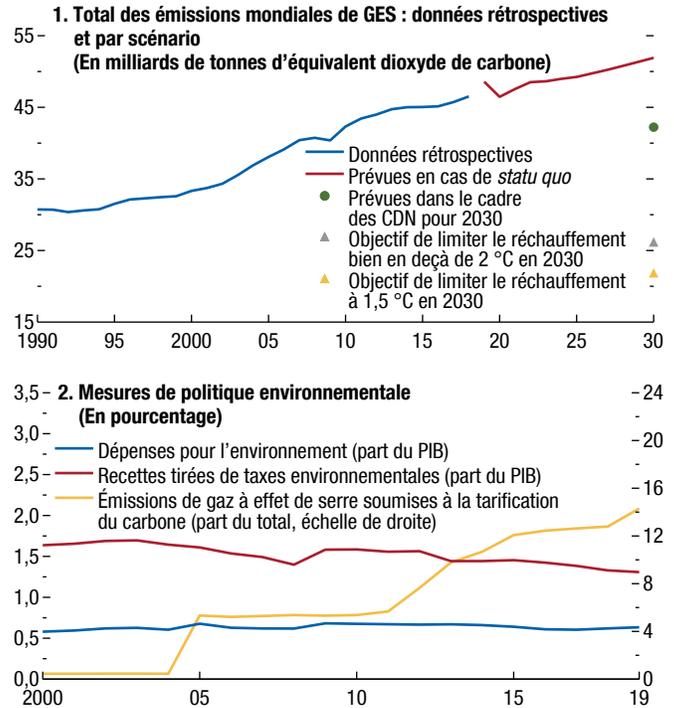
La *levée rapide des restrictions encore en vigueur sur les exportations* d'équipements médicaux, de matières premières et de vaccins finis est une autre priorité. Il convient de *diversifier et d'accroître les capacités de production et de distribution de vaccins* (y compris par des investissements à risque dans des doses pour le compte de pays en développement à faible revenu) afin de faire plus rapidement en sorte qu'une vaste partie de la population mondiale soit vaccinée. Ces mesures permettraient d'améliorer la capacité de réaction et d'adaptation à une évolution inattendue de la pandémie, notamment de se tenir prêt à devoir éventuellement procéder à des injections de rappel si l'immunité faiblissait ou si de nouveaux variants venaient à apparaître. D'une manière plus générale, il reste essentiel d'augmenter le financement des *dispositifs de dépistage, de suivi et de soin* afin d'améliorer le diagnostic et le traitement de la COVID-19, *tout en renforçant la surveillance génomique* pour la détection précoce de nouveaux variants. Toute initiative permettant d'endiguer et d'atténuer les effets du SRAS-CoV-2 sur la santé est d'autant plus importante que la probabilité que le virus devienne endémique augmente au fur et à mesure que la pandémie perdure.

Atténuer le changement climatique et s’y adapter. Ces derniers mois ont été marqués par une série de phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des dômes de chaleur et des incendies de forêt intenses au Canada et aux États-Unis, de fortes précipitations et des inondations en Europe, une sécheresse au Brésil et des inondations en Asie de l’Est et du Sud. Conjugés aux données du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat selon lesquelles la planète connaît sa période la plus chaude depuis plus de 100 000 ans, ces phénomènes nourrissent la crainte de voir les conséquences très néfastes du changement climatique se manifester dans de brefs délais, ce qui rend plus urgente la prise de mesures visant à réduire ces risques et à accroître la résilience.

- Les émissions de gaz à effet de serre dues à l’activité humaine sont sur une trajectoire ascendante ; la baisse observée au cours de la période la plus grave de la pandémie s’inverse rapidement. Il faut intensifier les mesures et les engagements pris pour réduire ces émissions. Les contributions actuellement déterminées au niveau national pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas suffisamment ambitieuses. Ces émissions resteraient ainsi bien supérieures au niveau compatible avec le plafonnement de l’augmentation de la température mondiale moyenne à 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, limite communément retenue pour juguler les risques d’effets catastrophiques du réchauffement de la planète (graphique 1.21, page 1).
- En outre, les signes d’une action concrète dans le cadre des mesures globales de politique publique sont encore peu nombreux : les recettes fiscales liées aux objectifs de politique environnementale (en pourcentage du PIB) ont eu tendance à diminuer en moyenne au cours des quinze dernières années, tandis que les dépenses publiques correspondantes sont restées pratiquement inchangées (en pourcentage du PIB) (graphique 1.21, page 2). De même, bien que la part des émissions de gaz à effet de serre faisant l’objet d’un contrôle dans le cadre de systèmes d’échange de droits d’émission ou de mesures similaires de tarification du carbone ait considérablement augmenté au cours de ces dernières années, seul un cinquième environ des émissions est visé, même après l’adoption par la Chine de son dispositif national d’échange de droits d’émission en juillet dernier.
- Compte tenu de la dimension mondiale du changement climatique et de ses multiples facettes, l’action des pouvoirs publics doit être bien coordonnée. La prochaine Conférence des Nations Unies sur les

Graphique 1.21. Lacunes des politiques relatives au changement climatique

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre dépassent largement celles prévues au titre des engagements nationaux actuels de réduction des émissions, qui, à leur tour, ne sont pas assez ambitieuses pour limiter l’augmentation de la température mondiale bien au-dessous de 2 °C.



Sources : FMI, tableau de bord des indicateurs de changement climatique ; Banque mondiale, tableau de bord de la tarification du carbone ; calculs des services du FMI. Note : Les émissions totales de GES sont calculées sans tenir compte des effets potentiels du secteur utilisation des terres, changement d’affectation des terres et foresterie. Les estimations du FMI concernant les CDN sont basées sur les engagements pris jusqu’au mois d’août 2021. Les dépenses et les recettes liées aux politiques environnementales au niveau des pays sont agrégées en utilisant les pondérations du PIB en fonction des parités de pouvoir d’achat pour un échantillon de pays à composition constante, qui comprend des pays représentant environ 30 % (dépenses) et 65 % (recettes) du PIB mondial. Des descriptions plus précises de toutes les variables du graphique et de leur calcul figurent dans l’encadré A.2 de l’annexe statistique. GES = gaz à effet de serre ; CDN = contributions déterminées au niveau national.

changements climatiques (COP26) constitue une excellente occasion de négocier dans ce sens et de prendre des mesures concrètes. Un dosage idéal de mesures comprendrait : 1) un prix plancher international du carbone adapté à la situation de chaque pays, ce qui constituerait un instrument transparent et efficace pour inciter à renoncer aux sources d’énergie les plus polluantes ; 2) un programme d’investissement public écologique et des subventions à la recherche visant à soutenir le développement et la mise en œuvre de nouvelles énergies propres et de technologies à faible émission de carbone (énergies renouvelables, hydrogène,

batteries plus durables et à charge plus rapide, systèmes de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, etc.) ; et 3) des mécanismes de transfert ciblés qui garantiraient une transition juste et équitable en permettant de reverser une partie des recettes de la tarification du carbone aux ménages pénalisés par les mesures climatiques mises en œuvre, tout en maintenant en place des incitations visant à faire évoluer leurs habitudes de consommation. Comme indiqué au chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des PEM, favoriser les infrastructures respectueuses de l'environnement dans le contexte actuel relève d'une stratégie gagnant-gagnant qui peut renforcer la reprise postpandémie grâce à des investissements à haut rendement, tant sur le plan de la production que de l'emploi, tout en contribuant à remédier à l'un des principaux problèmes de notre époque (voir également le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde consacré au rôle de la finance durable dans la promotion de la transition énergétique). Dans le même temps, un soutien multilatéral au moyen de transferts de technologies internationaux et d'initiatives de financement de l'action climatique peut contribuer à généraliser la transition au-delà des pays qui ont les moyens de prendre ces mesures d'atténuation. Selon une analyse de l'emploi en fonction des tâches inhérentes à chaque profession et de l'incidence directe ou non de la transformation écologique de l'économie sur celles-ci, l'intensité en « tâches vertes » de l'emploi moyen a légèrement augmenté au cours des dix dernières années, pour atteindre un peu moins de 2,5 %. Les emplois verts sont présents dans tous les secteurs, mais en particulier dans l'industrie, et les travailleurs qui occupent ces emplois ont des compétences et des revenus plus élevés, ce qui témoigne des complémentarités entre l'investissement dans les personnes et la démarche visant à rendre l'économie plus respectueuse de l'environnement (encadré 1.2).

Alléger les contraintes financières des pays en difficulté et remédier à la vulnérabilité liée à la dette. Les mois marqués par l'urgence sanitaire et le ralentissement de l'activité économique mondiale ont donné lieu à des interventions de grande ampleur sur le plan des finances publiques, ce qui a eu pour effet de grever les budgets et de poser d'énormes difficultés aux pays dont l'espace budgétaire était déjà restreint. Le FMI a ainsi accordé à 86 pays plus de 110 milliards de dollars sous forme de nouveaux financements depuis les premières phases de la pandémie. *L'allocation générale de droits de tirage spéciaux* d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, qui a pris effet

à la fin du mois d'août, a permis d'accroître les avoirs de réserve des États. Les pays émergents et les pays en développement ont reçu environ 40 % de l'allocation (et potentiellement plus grâce à une réaffectation volontaire par les pays affichant une position extérieure plus solide de leurs droits de tirage spéciaux). Ces initiatives ainsi que d'autres prises par le FMI et la communauté internationale, notamment l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), lancée par le Groupe des Vingt (G20) et prolongée jusqu'en décembre 2021, permettent aux pays d'éviter de réduire encore plus leurs dépenses essentielles de santé tout en respectant leurs obligations de paiement extérieur (voir l'édition d'octobre 2021 du Moniteur des finances publiques). Néanmoins, lorsque la dette souveraine n'est pas viable ou que les besoins de financement sont élevés, l'aide sous forme de liquidités peut se révéler insuffisante. Le cadre commun pour les traitements de la dette au-delà de l'ISSD approuvé par le G20 l'année dernière visait à instaurer un mécanisme de restructuration rapide et ordonnée de la dette susceptible d'éviter les coûts plus élevés qu'entraînent les crises de la dette prolongées, mais sa mise en œuvre pour les premiers pays concernés a été trop lente ; il est donc urgent d'apporter des améliorations dans ce domaine étant donné que l'ISSD expire à la fin de l'année 2021.

Désamorcer les tensions commerciales et technologiques et instituer un impôt minimum international sur les sociétés. Bon nombre des frictions commerciales et technologiques internationales antérieures à la pandémie continuent de s'envenimer. Les restrictions commerciales accrues mises en œuvre en 2018–19, par exemple, restent en place et risquent d'entraver la reprise. Les pays devraient coopérer pour lever ces restrictions, se pencher sur les sujets de mécontentement à l'origine de différends de longue date et renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles, notamment en sortant de l'impasse concernant les nominations à l'organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce. Parallèlement, ils devraient mettre la dernière main à un accord sur un seuil minimum mondial pour l'impôt sur les sociétés, afin d'éviter un nivellement par le bas et de contribuer à accroître les finances publiques dans l'optique de financer des investissements essentiels.

Des politiques nationales adaptées au contexte de la pandémie et aux contraintes liées à la marge de manœuvre des pouvoirs publics

La rapide prise de mesures énergiques au niveau national a permis d'éviter que les résultats économiques à l'issue de la récession de l'année dernière ne soient encore

plus mauvais et a favorisé la reprise après cet effondrement sans précédent. Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 des PEM, sans les mesures budgétaires directes et les politiques de soutien à la liquidité mises en œuvre dans les pays du G20 en 2020, la contraction de l'activité mondiale aurait pu être au moins trois fois plus forte que ce qu'elle a été. En outre, les mesures extraordinaires de politique monétaire, y compris, pour la première fois, des achats d'actifs par de nombreuses banques centrales de pays émergents, ainsi que les initiatives réglementaires visant à soutenir le crédit ont permis d'éviter une crise financière systémique.

Une marge de manœuvre réduite, des contraintes plus strictes. Ces démarches ont toutefois réduit la marge de manœuvre des pouvoirs publics dans de nombreux pays, leur laissant peu de latitude pour faire face à d'éventuels nouveaux coups durs. La dette publique a fortement augmenté dans tous les groupes de pays (voir l'édition d'octobre 2021 du Moniteur des finances publiques), tandis que l'inflation s'est fortement accélérée dans de nombreux pays. Cependant, la pandémie est loin d'être terminée, et sa trajectoire est sujette à de fortes incertitudes : la perspective d'une reprise en dents de scie pendant une longue période ne peut être exclue. Dans ce contexte, les dirigeants nationaux qui doivent prendre des mesures pour soutenir la reprise font face à des choix difficiles et, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, doivent généralement se plier à des contraintes plus strictes qu'au début de la crise.

Une approche adaptée à la situation de chaque pays sur le plan économique et pandémique. Il faut continuer d'accorder la priorité aux dépenses de santé essentielles (campagnes de vaccination, dépistage et traitements) et apporter une aide d'urgence ciblée aux ménages et aux entreprises les plus éprouvés par les mesures de santé publique visant à endiguer la propagation du virus. Une aide internationale peut être nécessaire dans les pays où les contraintes budgétaires ou les capacités locales ne permettent pas d'en faire plus pour sauver des vies. Plus la pandémie persistera, plus il faudra consacrer des ressources à la reconversion des travailleurs et à l'aide à la réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs qui peinent à retrouver leur vitalité d'avant la pandémie. Même lorsque la pandémie aura perdu de son intensité, il faudra poursuivre les campagnes de vaccination et investir dans le renforcement de l'état de santé des populations afin de préserver la reprise face à de futures résurgences. Dans la mesure où leur marge de manœuvre le permet, les pouvoirs publics peuvent mettre en œuvre des mesures visant à soutenir la demande à grande échelle et à remédier aux

séquelles du choc afin de stimuler davantage l'économie. Il sera également opportun d'investir dans l'avenir, en profitant de l'occasion pour progresser dans la réalisation d'objectifs à long terme et améliorer le potentiel et la résilience de l'économie. Des indicateurs de santé, tels que les taux d'infection, d'hospitalisation et de mortalité, ainsi que la part de la population protégée par des vaccins, peuvent aider les dirigeants à déterminer comment et quand adapter les mesures prises.

Prendre en considération les contraintes propres à chaque pays. Au-delà des fluctuations récurrentes de la pandémie, le caractère inédit de la reprise complique encore l'élaboration des politiques. Les indicateurs traditionnellement utilisés pour évaluer la situation conjoncturelle, comme l'écart de production, présentent encore plus d'incertitude que dans un cycle économique classique. Les stratégies macroéconomiques à court terme doivent viser le niveau maximal d'emploi, tout en préservant la crédibilité des institutions chargées de l'élaboration des politiques, la viabilité des finances publiques et la stabilité financière. Dans le même temps, les politiques à court terme doivent être conçues pour accompagner sans heurt les mesures visant à promouvoir les objectifs à plus long terme d'une croissance et d'une résilience plus fortes et plus équitables. La démarche s'articule notamment autour des points suivants :

- Les *politiques budgétaires* devraient s'inscrire dans des cadres à moyen terme afin d'améliorer les compromis entre le soutien conjoncturel actuel, la constitution de réserves pour faire face aux chocs futurs et la réalisation des objectifs structurels à long terme. Des cadres budgétaires prévoyant une règle opérationnelle claire, un ancrage de la dette à moyen terme renforcé par des mesures relatives aux recettes et aux dépenses approuvées au préalable et devant être mises en œuvre une fois la phase aiguë de la crise passée, ainsi que des clauses de sauvegarde bien formulées peuvent améliorer la stabilisation anticyclique tout en renforçant la crédibilité (édition d'octobre 2021 du Moniteur des finances publiques).
- Les responsables de la politique budgétaire doivent continuer de donner la priorité aux dépenses visant à mettre fin à la pandémie, notamment à celles concernant les infrastructures de production et de livraison des vaccins, les installations de stockage et de distribution, les campagnes visant à encourager la vaccination et les professionnels de santé chargés des vaccinations, des dépistages et des traitements. Plus la pandémie persistera, plus les contraintes liées à l'espace budgétaire seront fortes dans certains pays. Les programmes

d'aide d'urgence, de transfert et de chômage partiel devront être mieux ciblés. Pour faciliter la réaffectation des travailleurs des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, il faudra mettre en place des subventions à l'embauche, une aide à la recherche d'emploi et à la mise en adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, des formations, ainsi qu'une forme de revenu essentiel pour les travailleurs ayant perdu leur emploi. Lorsque la pandémie sera maîtrisée, l'accent pourra être mis sur les mesures visant à assurer la reprise et à investir dans l'avenir, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

- Dans les pays où la marge de manœuvre budgétaire est plus restreinte, en particulier dans certains pays émergents et pays en développement, les subventions mal ciblées et les dépenses courantes devront être réduites au profit des dépenses nécessaires sur le plan sanitaire, social et infrastructurel. Ces efforts peuvent être renforcés par des initiatives visant à accroître le respect des obligations fiscales et à améliorer l'administration des recettes. Comme indiqué précédemment, la communauté internationale doit aider résolument les pays, en particulier ceux vulnérables, pour compléter les initiatives prises au niveau national.
- Les *autorités monétaires* ne doivent pas perdre de vue la crédibilité durement acquise par les banques centrales en ce qui concerne la préservation de la stabilité des prix. Comme l'a montré l'expérience récente des achats d'actifs à grande échelle, les banques centrales indépendantes dotées d'un cadre d'action crédible peuvent mettre en œuvre un soutien anticyclique plus efficace en période de ralentissement économique, ce qui met en évidence le rôle qu'elles jouent face aux chocs (encadré 1.3). Dans cette conjoncture sans précédent, il est encore plus crucial de communiquer de manière transparente et claire sur les perspectives de la politique monétaire. En particulier, une communication claire des banques centrales sur la persistance des moteurs de l'inflation, sur tout changement d'avis sur les hausses de prix et sur les perspectives de politique monétaire restera essentielle pour influencer sur les attentes.
- Bien que les banques centrales puissent généralement faire abstraction des pressions inflationnistes transitoires et éviter de resserrer leur politique jusqu'à ce que la dynamique sous-jacente des prix se précise, elles doivent se tenir prêtes à agir rapidement si la reprise venait à se renforcer plus rapidement que prévu, comme l'a fait la Banque du Canada en réduisant ses programmes d'achat d'actifs en avril et en juillet. Il faudra prendre des mesures préventives en amont en cas de

risque tangible d'une hausse des anticipations d'inflation et d'une augmentation plus persistante des prix.

- Les banques centrales investies d'une double mission dans des pays aux prises avec une hausse de l'inflation alors que les taux d'emploi restent faibles et que le marché du travail présente des ressources inutilisées font face à des choix particulièrement difficiles. Dans ce type de situation, où les risques de désancrage des anticipations d'inflation augmentent considérablement, il peut être nécessaire de resserrer la politique monétaire pour devancer les pressions sur les prix, même si cela retarde la reprise de l'emploi. L'autre solution, qui consiste à attendre des résultats plus solides en matière d'emploi et à laisser dans le même temps les pressions sur les prix s'intensifier, présente le risque d'une accélération autoréalisatrice de l'inflation, ce qui créerait davantage d'incertitude et saperait la crédibilité de la banque centrale ; cela pourrait alors freiner l'investissement privé et ralentir la reprise de l'emploi, ce que la banque centrale espère justement éviter en différant le resserrement de sa politique.
- Dans les pays où la reprise se renforce, où l'inflation s'est accélérée et où les mesures de protection sanitaire, telles que la généralisation de la vaccination, constituent un rempart efficace contre la pandémie, les banques centrales peuvent annoncer plus fermement une normalisation prochaine de la politique monétaire. Aux États-Unis, les prévisions de référence sont celles d'une reprise forte et durable, au cours de laquelle la production devrait dépasser son potentiel sur une grande partie de l'horizon prévisionnel. À mesure que cette situation se confirme, la Réserve fédérale devrait annoncer une réduction de ses achats d'actifs et amorcer une désexpansion monétaire à la fin de 2021 pour préparer une hausse des taux directeurs à la fin de l'année 2022. En revanche, la politique monétaire peut rester accommodante lorsque les pressions inflationnistes sont maîtrisées, que les anticipations d'inflation restent inférieures à l'objectif de la banque centrale et que des capacités inutilisées subsistent sur le marché du travail, par exemple dans la zone euro et au Japon.

Politiques du secteur financier et dispositifs de résolution.

Les mesures visant à soutenir le crédit et à stabiliser les bilans, notamment les garanties de crédit, les moratoires sur les dettes et la mobilisation des réserves de fonds propres et de liquidités, devraient être plus ciblées (voir l'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Le soutien peut être axé, par exemple, sur des banques et des entreprises plus petites, mais viables,

dans des secteurs où la reprise tarde à se concrétiser en raison de préoccupations persistantes sur le plan sanitaire. Parallèlement, les dirigeants devraient renforcer les mécanismes extrajudiciaires pour accélérer la résolution des situations de surendettement, ce qui faciliterait la réaffectation des capitaux et réduirait le risque de maintenir à flot des entreprises zombies à faible productivité.

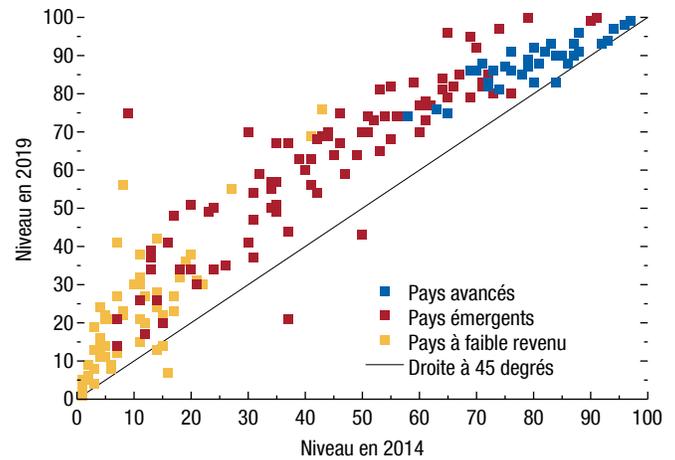
Se préparer à un possible resserrement des conditions financières extérieures. Bien que le moment exact soit difficile à prévoir, la confirmation de la reprise dans les pays avancés laisse présager à terme une fin des mesures extraordinaires de soutien monétaire et une hausse des rendements. Les pays émergents et les pays en développement devraient se préparer à un éventuel relèvement des taux d'intérêt dans les pays avancés en reportant, dans la mesure du possible, l'échéance de leur dette et réduisant ainsi leurs besoins de refinancement. Les organismes de réglementation devraient également veiller à limiter l'accumulation d'asymétries dans les bilans. Dans les pays où les marchés financiers sont bien développés et où les bilans présentent peu d'asymétries, la souplesse du taux de change peut contribuer à absorber les chocs tout en permettant aux autorités monétaires de tenir compte des conditions macroéconomiques intérieures. Toutefois, les interventions sur le marché des changes et les mesures temporaires de gestion des flux de capitaux peuvent, dans certaines circonstances, se révéler utiles dans les pays où les bilans sont vulnérables et où les marchés subissent des frictions. Ces mesures peuvent accroître l'autonomie de la politique monétaire face à l'évolution de l'inflation et de la production intérieures (Adrian, Gopinath et Pazarbasioglu, 2020), mais elles ne doivent pas se substituer aux ajustements macroéconomiques nécessaires.

Préparation et investissement à long terme, économie postpandémie

Alors même que la pandémie s'intensifie de nouveau et que sa durée est très incertaine, les enjeux économiques auxquels les dirigeants devront faire face une fois que la crise sanitaire se sera estompée deviennent de plus en plus clairs. Si les risques d'évolution négative de la pandémie se concrétisent, il pourrait être nécessaire d'augmenter de façon permanente les dépenses de santé (y compris celles consacrées aux infrastructures médicales) pour s'adapter à un contexte sanitaire plus défavorable. Au-delà de cette évolution éventuelle, les principaux défis consistent à promouvoir de nouvelles sources de croissance et de productivité liées aux technologies vertes et au passage au numérique, à inverser le recul de l'accumulation de

Graphique 1.22. Accès à Internet dans le monde
(Personnes utilisant Internet, en pourcentage de la population)

Bien que la situation se soit améliorée par rapport aux cinq années précédant la pandémie, de vastes écarts sont encore observés entre les groupes de pays pour ce qui est de la proportion de la population ayant accès à Internet.



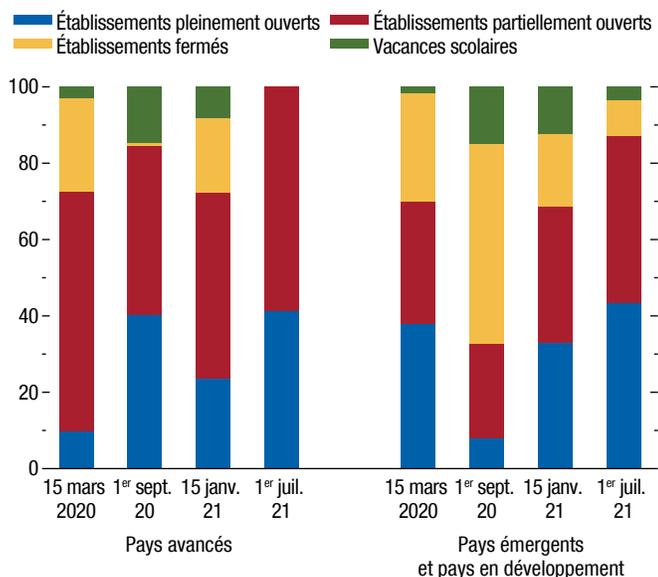
Sources : Union internationale des télécommunications, base de données des indicateurs mondiaux des télécommunications/TIC ; calculs des services du FMI. Note : Chaque carré du graphique correspond à un pays. Pour les pays dont les données pour 2019 ne sont pas disponibles, la dernière valeur disponible est indiquée sur l'axe des ordonnées et la valeur des cinq années précédentes est indiquée sur l'axe des abscisses.

capital humain et à enrayer le creusement des inégalités. Dans le même temps, compte tenu des niveaux d'endettement élevés que connaissent de nombreux pays, il faudra s'efforcer d'asseoir les finances publiques sur une base viable. Lorsque les pays se seront engagés plus fermement sur la voie d'une reprise durable, les pouvoirs publics devront se saisir plus résolument de ces enjeux.

- *Promouvoir de nouvelles perspectives de croissance par une transformation écologique de l'économie et un passage au numérique.* Comme évoqué précédemment, une intensification des investissements verts faciliterait la transition vers une économie plus propre tout en créant de nouvelles perspectives de croissance, par exemple dans les secteurs de la construction et de l'énergie. En outre, investir dans le haut débit pour améliorer l'accès à Internet peut contribuer à réduire la fracture numérique (graphique 1.22). En s'appuyant sur les mesures prises pour assurer la reprise, des réformes structurelles visant à réduire les rigidités du marché du travail, à assainir les bilans et à améliorer la concurrence peuvent également favoriser une réaffectation des ressources vers les secteurs en expansion et une augmentation de la productivité à long terme.
- *Mettre fin au recul de l'accumulation de capital humain.* La perte d'acquis à l'échelle mondiale en raison de la

Graphique 1.23. Fermetures d'établissements scolaires et scolarisation (En pourcentage des élèves)

Bien que la proportion d'établissements ouverts ait récemment augmenté, les conséquences de la pandémie pour la scolarité persistent et nuisent aux perspectives des élèves.



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (<https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>) ; calculs des services du FMI.

pandémie et de fermetures temporaires des écoles (graphique 1.23) pourrait avoir des effets durables sur les revenus individuels et la croissance de la productivité globale. Pour inverser le recul de l'accumulation de capital humain et de son potentiel à long terme, les dirigeants devront peut-être essayer diverses stratégies, qui peuvent notamment consister à accroître le temps passé à l'école au cours des prochaines années, à mieux former les enseignants aux méthodes d'aide au rattrapage et à généraliser les programmes de soutien parascolaires (voir J-PAL, 2019, et Banque mondiale, 2020a, pour des exemples de stratégies et d'outils). En outre, il faudra peut-être adapter les programmes éducatifs et professionnels à l'évolution que connaîtra la demande de main-d'œuvre après la pandémie, car la maîtrise des technologies numériques deviendra indispensable pour un plus grand nombre d'emplois, et les besoins prévus seront plus élevés dans les secteurs exigeant des compétences plus spécialisées (comme celui de la santé).

Réduction des inégalités. Dans le contexte de la pandémie, le recul de l'accumulation de capital humain est un élément qui risque d'accroître les inégalités. Au-delà des politiques visant à améliorer les résultats scolaires, des mesures relatives aux dépenses peuvent être prises pour accroître la résilience des individus et des ménages et réduire les inégalités, notamment en élargissant la portée de l'aide sociale, au moyen de transferts monétaires conditionnels, de prestations alimentaires en nature et d'une couverture médicale pour les ménages à faible revenu, et en généralisant l'assurance sociale (y compris les allocations de chômage pour les travailleurs indépendants et les travailleurs à la tâche, et l'accès aux congés familiaux et de maladie rémunérés).

Remédier aux situations de surendettement des États. La marge de manœuvre pour les initiatives visant à remédier aux difficultés de l'économie postpandémie est souvent limitée, notamment parmi les pays émergents et les pays en développement. Même avec des taux d'intérêt relativement bas, la charge globale du service de la dette des pays émergents va augmenter en raison de la forte hausse de l'encours de la dette pendant la pandémie. Les États dont l'encours de la dette et les charges d'intérêts sont élevés devront mettre en place des mesures portant à la fois sur les recettes et les dépenses pour améliorer leur situation. Du côté des recettes, il s'agit notamment d'augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu, de réduire les échappatoires et les déductions fiscales, d'adopter des taxes sur la valeur ajoutée bien conçues et d'élargir l'assiette de l'impôt, en recourant davantage à la déclaration électronique, par exemple, et en renforçant les capacités en matière d'impôt foncier. Ces initiatives peuvent être complétées par des efforts visant à réduire les subventions mal ciblées et à améliorer la gouvernance des investissements publics (par exemple en améliorant la transparence et la communication concernant les marchés publics, en créant des postes budgétaires spécifiques et en soumettant régulièrement les projets à des audits). Ces mesures seront particulièrement pertinentes pour les pays en développement à faible revenu, où la réalisation des objectifs de développement durable reste un enjeu majeur. Comme indiqué précédemment, la communauté internationale devra contribuer plus activement à l'aide apportée à ces pays, notamment en restructurant leur dette si nécessaire.

Encadré scénario 1. Scénarios défavorables

Le présent encadré porte sur deux scénarios défavorables : d'abord celui d'une hausse plus nette que prévu des anticipations d'inflation aux États-Unis au cours des trois prochaines années ; ensuite, celui des conséquences d'une vie avec une COVID-19 endémique à moyen terme.

Risque de hausse des anticipations d'inflation aux États-Unis. Bien que les anticipations d'inflation aient été relativement bien ancrées dans la plupart des pays industrialisés pendant une longue période, un ensemble de facteurs commence à se conjuguer, comme indiqué dans les chapitres 1 et 2. Ces facteurs semblent se faire particulièrement pressants aux États-Unis. Le taux d'inflation actuellement élevé, le risque réel qu'il le reste durablement et une certaine incertitude quant au degré exact de tolérance de la Réserve fédérale à l'égard de ce niveau d'inflation pourraient entraîner une montée persistante des anticipations d'inflation.

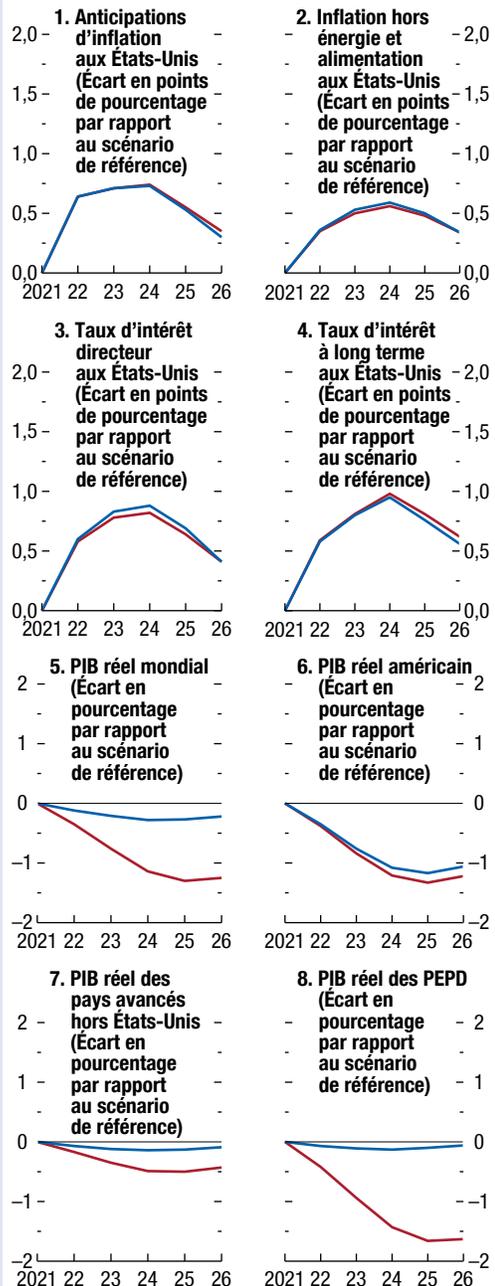
Le modèle G20 du FMI est utilisé ici pour étudier les conséquences d'une série de chocs inattendus de ½ point de pourcentage sur les anticipations d'inflation aux États-Unis au cours de la période 2022–24. Ces chocs s'estompent ensuite en 2025–26. Il est supposé que des variations inattendues de l'inflation dues aux anticipations dépassent la zone de confort de la Réserve fédérale telle que définie par son nouveau cadre de ciblage de l'inflation moyenne, ce qui l'amène à réagir. Le relèvement des taux directeurs et l'augmentation des primes d'échéance entraînent une augmentation des taux à long terme aux États-Unis (près de 100 points de base au-dessus du niveau de référence à son point culminant). Ces répercussions se transmettent à l'échelle mondiale, selon une analyse empirique des effets de contagion. Il est supposé que les autorités monétaires du Japon et de la zone euro ne réagissent pas (parce que leur marge de manœuvre est épuisée) ; il en va de même pour les pays émergents (par crainte de déclencher des sorties de capitaux). L'incidence simulée est représentée par la ligne bleue dans le graphique 1.1 du scénario. En outre, les primes de risque spécifiques aux pays sont supposées augmenter, sur la base de l'évaluation de la vulnérabilité relative effectuée par les services du FMI (jusqu'à 150 points de base en moyenne en 2024). L'incidence est représentée par la ligne rouge.

En raison de ces facteurs, la production américaine devrait être inférieure au niveau de référence de près de 1¼ % d'ici à 2026. À l'échelle mondiale, la production

Les auteurs du présent encadré sont Allan Dizioli, Keiko Honjo, Benjamin Hunt et Susanna Mursula.

Graphique scénario 1.1. Augmentation des anticipations d'inflation aux États-Unis

— Augmentation des anticipations d'inflation aux États-Unis et réaction des pouvoirs publics américains
 — Plus hausse des primes de risque dans les pays émergents



Sources : FMI, simulation à partir du modèle du G20 ; estimations des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

Encadré scénario 1 (suite)

est également inférieure au niveau de référence d'environ 1¼ % d'ici à 2026. Les pays émergents souffrent de manière disproportionnée : le PIB chute d'un peu plus de 1½ % à son point le plus bas, soit environ quatre fois plus que la baisse du PIB observée dans les pays avancés hors États-Unis.

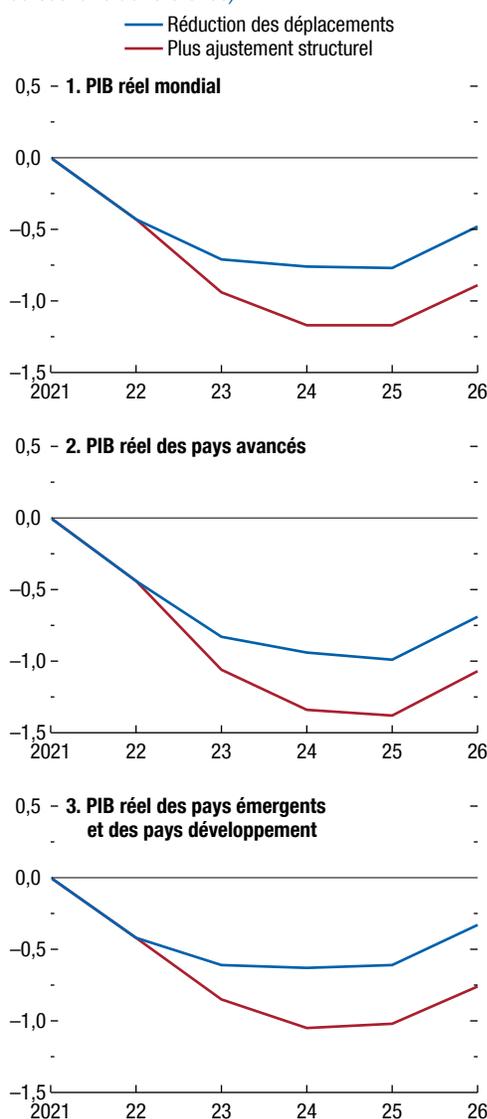
Une COVID-19 endémique. Le deuxième scénario défavorable permet d'examiner les conséquences que pourrait avoir l'obligation de vivre avec la COVID-19 à moyen terme. Il est motivé par deux éléments. Premièrement, la vaccination, bien qu'essentielle dans la lutte contre la maladie, n'arrêtera pas, à elle seule, la circulation du virus. Deuxièmement, compte tenu des contraintes liées à la disponibilité des vaccins et de l'hésitation à se faire vacciner, il est probable que le nombre de personnes non vaccinées reste élevé pendant une longue période.

Le fait de devoir vivre en permanence avec la COVID-19 signifie que l'activité dans de nombreux secteurs où les contacts sont fréquents pourrait ne jamais revenir aux niveaux qui étaient les siens avant la pandémie et que des ajustements majeurs seraient probablement nécessaires. Pour estimer comment cette adaptation pourrait se passer, le modèle standard SEIRD avec vaccins a été étendu dans plusieurs dimensions afin de prendre en considération des données récentes concernant l'efficacité et la pénétration des vaccins.

Dans cette analyse, il est supposé que : l'efficacité du vaccin contre les infections diminue au fil du temps et n'est plus que de 50 % au bout de six mois ; les personnes infectées non vaccinées sont 40 % plus contagieuses que les personnes infectées vaccinées ; la contagiosité du virus est aussi élevée que celle du variant Delta ; les vaccins sont efficaces à 100 % contre les décès au cours des six premiers mois, puis à 90 % par la suite ; et l'hésitation à se faire vacciner limitera la proportion de personnes totalement vaccinées au sein de la population, même lorsque le virus sera devenu endémique. Des résultats d'enquête sont utilisés pour estimer la proportion finale de la population entièrement vaccinée. En outre, il est supposé que les individus réduisent volontairement leur mobilité de sorte que le nombre de décès soit inférieur de 50 % à ce qu'il serait si les niveaux de mobilité étaient égaux à ceux d'avant la pandémie. En outre, à mesure que les entreprises perfectionnent leurs modalités de travail hybrides et que les technologies de télétravail s'améliorent, l'élasticité du PIB par rapport à la mobilité est encore réduite et ne représente plus qu'un tiers de l'élasticité observée au cours du premier trimestre de 2021.

Graphique scénario 1.2. Vivre avec la COVID-19

(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : FMI, simulation à partir du modèle du G20 ; estimations des services du FMI.

Les baisses estimées de la demande intérieure à partir de l'analyse basée sur le modèle SEIRD et les hypothèses ci-dessus sont mises en correspondance avec le modèle G20 du FMI pour en estimer les répercussions à l'échelle mondiale, notamment les effets d'entraînement par le commerce. Les résultats simulés sont représentés par la ligne bleue dans le graphique 1.2 du scénario.

Encadré scénario 1 (fin)

Parallèlement à l'incidence directe de la diminution de la mobilité sur la demande, il faudra procéder à des changements structurels pour réduire au minimum les effets du virus à moyen terme. Une partie du stock actuel de capital ne sera plus viable, et de nouveaux capitaux devront être mis en place. La croissance de la productivité sera temporairement réduite, car les entreprises devront s'adapter aux nouvelles contraintes. Le taux de chômage naturel augmentera probablement du fait de la réaffectation de la main-d'œuvre. Dans ce scénario, il est supposé

que ces facteurs aient environ deux fois moins de poids que les séquelles du scénario de référence. L'incidence supplémentaire estimée de ces changements structurels est représentée par la ligne rouge du graphique 1.2 du scénario.

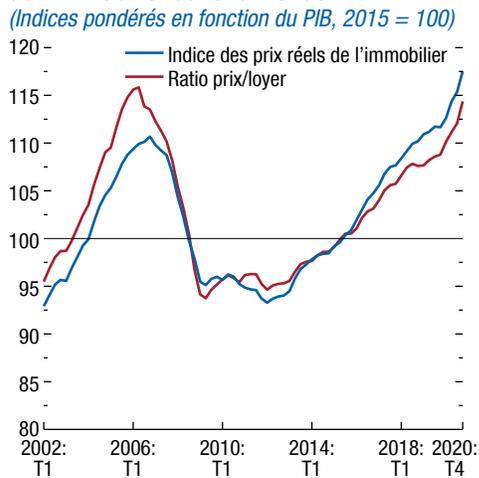
Selon les estimations, ces facteurs devraient réduire le PIB mondial de plus de 1 % d'ici à 2025, avant un retour progressif au niveau de référence par la suite. Les pays avancés sont plus touchés que les pays émergents en raison de l'hésitation de leur population à se faire vacciner.

Encadré 1.1. Prix des logements et inflation des prix à la consommation

Une progression continue

Alors qu'on anticiperait une baisse des prix des logements en période de récession (Igan *et al.*, 2011 ; Duca, Muellbauer et Murphy, à paraître), les prix immobiliers réels mondiaux ont progressé de 5,3 % en moyenne en 2020 alors que le ralentissement économique dû à la pandémie s'installait. Mais ce qui est peut-être plus remarquable, c'est que cette hausse est la plus forte enregistrée depuis 15 ans (graphique 1.1.1). Alors que la croissance des prix des logements est allée d'un bon pas, les loyers résidentiels ont progressé moins vite, de 1,8 % en moyenne dans le monde, sur la même période¹.

Graphique 1.1.1. Indicateurs des prix de l'immobilier dans le monde
(Indices pondérés en fonction du PIB, 2015 = 100)



Sources : Banque des règlements internationaux ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'échantillon porte sur 57 pays. Les données sur les prix nominaux de l'immobilier sont déflatées par l'indice des prix à la consommation.

Les auteurs de cet encadré sont Nina Biljanovska, Chenxu Fu et Deniz Igan.

¹En raison du manque de données internationales sur les loyers de marché, les loyers sont représentés par la composante dépense de loyer de l'indice national des prix à la consommation (IPC). Il faut souligner que la variable représentative utilisée pour l'IPC pourrait diverger des niveaux de loyers demandés par les propriétaires de logements. Aux États-Unis, par exemple, l'indice des loyers (basé sur les données provenant de apartmentlist.com) a augmenté en moyenne de 0,18 % par mois sur la période 2017–19, alors que la composante loyer de la résidence principale de l'IPC a progressé en moyenne de 0,3 % par mois (publication du Bureau of Labor Statistics). Ces deux séries ont nettement divergé en 2020, l'indice des loyers baissant de 1,2 %, tandis que la composante loyer de la résidence principale

Implications d'un marché du logement tendu pour les prix à la consommation

La hausse des prix des logements survient à un moment où la dynamique de l'inflation post-pandémie suscite des interrogations croissantes (chapitre 2). Les prix des logements sont importants pour l'inflation, car, à travers une équation d'évaluation des prix des actifs, ils sont liés à deux mesures des coûts du logement qui pourraient entrer dans l'indice des prix à la consommation (IPC). L'une est le loyer effectivement payé par les locataires, l'autre est le loyer imputé, ou l'équivalent-loyer des propriétaires, qui est une estimation du montant que les propriétaires occupants devraient payer s'ils louaient leur maison^{2,3}. Globalement, le poste loyer représente près de 20 % de l'IPC en moyenne⁴.

De quelle ampleur est l'accélération de l'inflation attendue ?

La mesure dans laquelle le prix des logements se répercute dans les composantes de l'IPC basées sur le loyer

augmentait de 1,8 %. Cette forte divergence pourrait en partie résulter des mesures de soutien interdisant les expulsions qui ont été prises par les pouvoirs publics pendant la pandémie.

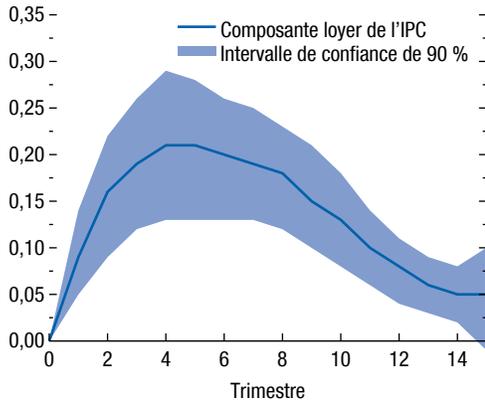
²Les pays n'incorporent pas ces deux composantes de manière uniforme dans leurs mesures d'inflation. Certains n'incluent que le loyer effectif, d'autres incluent également le loyer imputé. Des séries de données sur ces sous-composantes de l'IPC national sont disponibles pour 45 pays, dont un tiers seulement tiennent compte du coût des loyers *imputés* outre le coût des loyers *effectifs* dans le calcul de l'IPC. Les prix des logements eux-mêmes ne sont pas inclus dans l'IPC parce que l'achat d'une maison est considéré comme une dépense d'investissement, et non de consommation. D'autre part, alors que de nombreux pays appliquent la méthode de l'équivalent-loyer pour estimer le coût des logements occupés par leurs propriétaires, quelques-uns (comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande) suivent l'approche de l'acquisition nette afin de rendre compte du coût d'acquisition d'un logement, en excluant le terrain, mais en tenant compte des coûts de transfert, d'assurance et d'entretien.

³D'un point de vue théorique, l'équivalent-loyer des propriétaires surestime le coût des logements occupés par leur propriétaire parce qu'il ne tient pas compte des gains de détention et de la fiscalité favorable applicable aux résidences principales (Dougherty et van Order, 1982 ; Muellbauer, 2011). La solution, théoriquement plus satisfaisante, du *coût d'usage* est difficile à mettre en œuvre en pratique en raison des difficultés que pose la mesure des plus-values attendues et des primes de risque.

⁴Ce poids va de 14 % à 49 % selon les pays, et les taux de 15 % et de 23 % correspondent respectivement aux 25^e et 75^e centiles. Dans la plupart des cas, lorsque les coûts du logement occupé par son propriétaire sont estimés par la méthode de l'équivalent-loyer, les autres dépenses liées au logement, comme l'entretien et les utilités sont exclues.

Encadré 1.1 (fin)

Graphique 1.1.2. Réaction de l'inflation de la composante loyer de l'IPC à un choc de 1 point de pourcentage sur les prix nominaux de l'immobilier
(En points de pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; instituts nationaux de statistiques ; calculs des services du FMI.
Note : IPC = indice des prix à la consommation.

est fonction de la nature et de la persistance de la dynamique observée⁵. Une estimation du lien entre la croissance nominale du prix des logements et l'inflation des loyers de l'IPC indique qu'à une hausse de 1 point de pourcentage en glissement annuel des prix nominaux de l'immobilier au cours du trimestre à venir, correspond une augmentation cumulée de 1,4 point de pourcentage de l'inflation annuelle des loyers sur une période de deux ans (graphique 1.1.2)⁶. L'effet est le plus marqué

⁵Les loyers ne sont pas aussi procycliques que les prix (voir, par exemple, Glaeser et Nathanson, 2015). Les explications possibles sont le caractère non prospectif des loyers et leur viscosité (par exemple en raison de baux de longue durée ou de réglementations plafonnant les augmentations annuelles des loyers afin de protéger les locataires).

⁶La spécification économétrique utilisée pour estimer l'effet des variations de prix des logements sur l'inflation des loyers de l'IPC est la suivante :

$$\Delta \ln(\text{rent}_{i,t}^h) = \sum_{k=1}^4 \alpha_k^i \Delta \ln(\text{rent}_{i,t-k}) + \sum_{k=1}^4 \beta_k^i \Delta \ln(\text{nhp}_{i,t-k}) + \sum_{k=1}^4 \gamma_k^i \Delta \ln(\text{cpi_exp}_{i,t-k}) + \delta_i^h + \theta_i^h + \varepsilon_{i,t}^h$$

où i représente les pays et t représente les trimestres, $\Delta \ln(\text{rent}_{i,t}^h)$ est le taux de croissance

au quatrième trimestre qui suit l'augmentation et persiste pendant trois ans environ. Puis, sachant que le coût du loyer représente environ 20 % du panier de consommation, une hausse de 5,3 % des prix nominaux des logements (correspondant à la croissance nominale des prix des logements sur la période 2019 : T4–20 : T4) entraînerait une augmentation cumulée de 1,5 point de pourcentage de l'inflation sur une période de deux ans. L'ampleur de la répercussion sur l'inflation globale et le degré de persistance restent incertains ; ils dépendent de l'évolution des facteurs à l'origine de l'augmentation des prix des logements : le contexte de taux d'intérêt durablement très faibles, qui a réduit les taux des crédits immobiliers à des niveaux très bas, le faible stock de logements⁷ induit par des insuffisances de la production et l'hésitation des vendeurs à mettre leur maison sur le marché ainsi que l'évolution des modes de consommation, qui favorise le logement au détriment d'autres postes tels que les voyages, les restaurants et les loisirs (voir le chapitre 1 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'octobre 2021 pour une analyse des risques pesant sur les prix des logements). Et, au-delà de la répercussion sur l'inflation à travers la composante loyers, les dirigeants ont d'autres raisons de surveiller l'augmentation des prix du logement et, si nécessaire, de prendre des mesures : conséquences sur l'accessibilité économique et le coût de la vie, possibilité d'une mauvaise affectation des ressources et risque de surchauffe, même en l'absence de pressions inflationnistes visibles, et implications pour la stabilité financière.

annualisé de la composante loyer de l'IPC, $\Delta \ln(\text{nhp}_{i,t-k})$ est le taux de croissance annualisé des prix nominaux des logements, $\Delta \ln(\text{cpi_exp}_{i,t-k})$ représente les anticipations d'inflation pour l'année en cours, δ_i^h sont les effets fixes pays, θ_i^h sont les effets fixes temps, et $\varepsilon_{i,t}^h$ sont les erreurs-types regroupées au niveau des pays. L'équation de régression est estimée en utilisant les projections locales sur un horizon $h = 14$, et le coefficient des intérêts est β_1^h , représenté dans le graphique. L'échantillon est un panel (non compensé) de 45 pays sur la période 1970 : T1–2020 : T4.

⁷Aux États-Unis, par exemple, les délais de vente d'un logement après sa mise sur le marché ont fortement chuté en 2021, passant de 45 jours à 35 jours pour les appartements, tandis que la chute pour les maisons individuelles a été encore plus forte — le délai étant ramené à seulement 20 jours.

Encadré 1.2. Économie verte et emplois

Il faudra transformer l'économie mondiale si l'on veut parvenir à réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre pour atténuer le réchauffement planétaire. Cette transformation verte obligera probablement les travailleurs à quitter les processus de production à forte intensité de carbone destructeurs de l'environnement en faveur d'emplois qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la viabilité environnementale. Parmi ces emplois « verts » ou plus écologiques, on peut citer les nouvelles professions qui font appel aux technologies émergentes, qui devraient faire l'objet d'une demande accrue avec le verdissement de l'économie (les emplois liés à l'installation et l'entretien de l'énergie éolienne et solaire, par exemple), ainsi que les professions existantes qui exigent une modification ou un accroissement marqué des compétences pour que l'économie devienne faiblement carbonée (tels les emplois dans la réparation automobile, les centrales électriques et l'exploitation minière¹). Ces emplois sont-ils répandus dans l'économie ? Dans quels secteurs se trouvent-ils, qui les occupe, et quelles ont été leurs tendances récentes de croissance ? Dans cet encadré, nous proposons des réponses à ces questions et des perspectives sur l'impact que pourrait avoir la transition verte sur le marché de l'emploi.

Une question fondamentale se pose aux décideurs, à savoir quel sera l'effet sur l'emploi de la transition vers une économie plus verte, tant au niveau global que selon les secteurs et les niveaux de compétences. Pour y répondre, il faut commencer par donner une définition des métiers verts. Dans cet encadré, on les identifiera à l'aide de la taxinomie de l'O*NET Resource Center (2021), qui permet de classer les métiers en trois catégories : 1) les nouveaux métiers qui reposent sur des tâches qui font appel à des technologies émergentes afin de verdir l'économie ; 2) les métiers qui sont amenés à subir des changements profonds dans le type et la composition des tâches du fait du verdissement de l'économie et 3) d'autres métiers qui ne font pas intervenir des tâches écologiques. Pour chaque métier, on calcule un indicateur de l'intensité écologique des tâches, qui est le ratio des tâches écologiques sur le total des tâches, en suivant Vona *et al.* (2018). Quant au reste des métiers (de la troisième catégorie), leur

Les auteurs de cet encadré sont John Bluedorn et Niels-Jakob Hansen ; ils ont bénéficié du concours de Savannah Newman.

¹Voir O*NET Resource Center (2021) pour des détails sur la classification des métiers selon les tâches en fonction de leur relation avec le verdissement de l'économie. Pour des exemples d'études appliquant cette taxinomie aux États-Unis, voir Consoli *et al.* (2016) ; Bowen, Kuralbayeva et Tipoe (2018) ; et particulièrement Vona *et al.* (2018).

intensité écologique est fixée à zéro. On calcule des indices agrégés de l'intensité écologique des tâches, qui sont des moyennes pondérées par l'emploi pour la population active considérée. Au niveau de l'économie, on peut considérer cet indice comme une valeur approchée de la part des tâches réalisées par la main-d'œuvre qui contribuent directement à la transition vers une économie verte².

Le graphique 1.2.1, page 1, montre comment l'indice agrégé de l'intensité écologique des tâches a évolué entre 2011 et 2019. Cet indice est calculé à l'aide de données microéconomiques pour les États-Unis et un groupe de pays membres de l'Union européenne³. Ce graphique montre que une augmentation négligeable de la part des tâches vertes dans le métier moyen depuis 2014, passant de 2,2 % à 2,4 % environ, avec quelques différences entre les pays. Une proportion croissante de travailleurs sont employés dans des métiers plus respectueux de l'environnement en raison du déplacement des emplois soit au sein d'un secteur, soit dans un autre secteur. Le rythme de cette augmentation est cependant lent, sans signe marqué d'un verdissement des emplois. L'urgence de la menace que représente le changement climatique porte à croire que cette transformation devra s'accélérer.

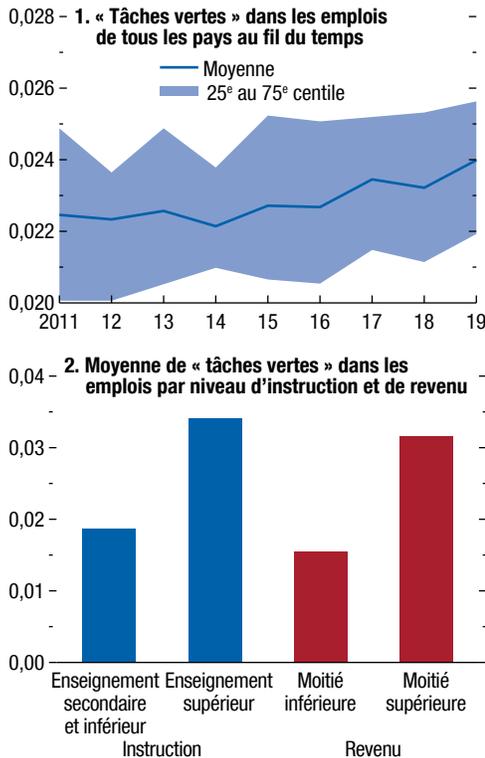
Le graphique 1.2.2 montre à la fois l'indice de l'intensité écologique moyenne par secteur et sa répartition entre les professions au sein de chaque secteur. Les deux secteurs qui connaissent la part des tâches écologiques la plus élevée sont « gestion de l'eau et des déchets » et « activités professionnelles et scientifiques ». Des tâches écologiques sont également réalisées dans d'autres secteurs, notamment ceux généralement associés à des émissions de carbone plus élevées tels que l'industrie lourde. De plus, les emplois occupés par des travailleurs dont le niveau d'instruction ou le revenu est plus élevé ont tendance à comporter davantage de tâches écologiques (graphique 1.2.1, page 2).

²Parmi les emplois qui comportent *uniquement* des tâches écologiques, on peut citer ceux de « chef d'exploitation dans l'énergie éolienne », « spécialiste de la reconversion de friches industrielles et chef de chantier », « ouvrier chargé de l'enlèvement des matières dangereuses » et « installateur et technicien en isolation ». Parmi les autres emplois qui comportent une part importante de tâches écologiques (40 % à 50 %) on peut citer ceux de « technicien automobile », « ingénieur en génie civil » et « plombier ».

³Les données microéconomiques au niveau individuel pour l'Union européenne proviennent d'Eurostat : Enquête sur les forces de travail UE 2011–19. La responsabilité de toutes les conclusions tirées des données incombe entièrement à leurs auteurs. Les données au niveau individuel pour les États-Unis proviennent d'IPUMS CPS.

Encadré 1.2 (fin)

Graphique 1.2.1. « Tâches vertes » dans les emplois de tous les pays et groupes de travailleurs
(Part des « tâches vertes » dans l'emploi)

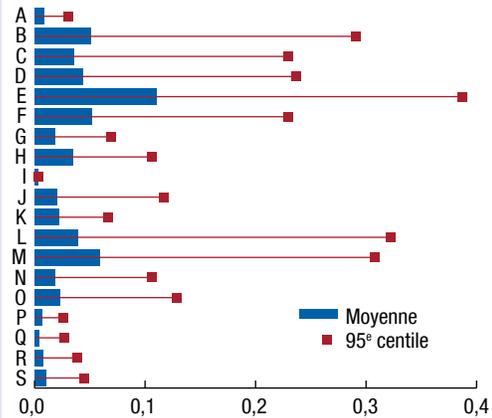


Sources : enquête sur la population active de l'Union européenne ; O*NET ; enquête permanente sur la population active des États-Unis (*Current Population Survey*) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre le 25^e centile, la moyenne et le 75^e centile pour l'ensemble des pays. L'indicateur des « tâches vertes » correspond à la part moyenne pondérée par l'emploi des « tâches vertes » dans toutes les professions d'un pays (Vona, Marin et Consoli, 2019). L'échantillon comprend les pays suivants : AUT, BEL, CHE, CYP, CZE, DEU, DNK, ESP, FIN, FRA, GBR, GRC, HRV, HUN, IRL, ISL, ITA, LTU, LUX, NLD, NOR, POL, PRT, ROU, SVK, SWE et USA. Les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sont utilisés pour indiquer les pays. La part des travailleurs ayant un niveau d'enseignement secondaire ou inférieur est de 79 %. Celle des travailleurs ayant un niveau d'enseignement supérieur est de 21 %.

Dans l'ensemble, les données présentées dans cet encadré montrent que les emplois sont devenus plus verts au cours des dix dernières années. De plus, des tâches écologiques sont réalisées dans tous les secteurs, ce qui apporte une nuance importante à l'analyse des conséquences sur l'emploi que pourrait avoir la transition verte uniquement

Graphique 1.2.2. « Tâches vertes » dans les emplois selon le secteur d'activité
(Part des « tâches vertes » dans l'emploi)



Sources : enquête sur la population active de l'Union européenne ; O*NET ; enquête permanente sur la population active des États-Unis (*Current Population Survey*) ; calculs des services du FMI.

Note : L'indicateur des « tâches vertes » correspond à la part pondérée par l'emploi des « tâches vertes » dans toutes les professions d'un secteur d'activité (Vona, Marin et Consoli, 2019). A = agriculture, sylviculture et pêche ; B = industries extractives ; C = industrie manufacturière ; D = production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; E = approvisionnement en eau et assainissement, gestion des déchets et dépollution ; F = construction ; G = commerce de gros et de détail ; H = transport et entreposage ; I = hébergement et restauration ; J = information et communication ; K = finance et assurance ; L = immobilier ; M = services professionnels, scientifiques et techniques ; N = services administratifs et de soutien ; O = administration publique et défense ; P = éducation ; Q = santé humaine et travail social ; R = arts, spectacles et loisirs ; S = autres activités de services. L'échantillon comprend les pays suivants : AUT, BEL, CHE, CYP, CZE, DEU, DNK, ESP, EST, FIN, FRA, GBR, GRC, HRV, HUN, IRL, ISL, ITA, LTU, LUX, LVA, NLD, NOR, POL, PRT, ROU, SVK, SWE et USA. Les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sont utilisés pour indiquer les pays.

à travers le prisme des métiers et des tâches. Enfin, plus les travailleurs ont un niveau d'instruction et un revenu élevés, plus ils ont de chances d'occuper des emplois qui comportent des tâches plus écologiques. En d'autres termes, les emplois plus verts sont généralement des emplois plus qualifiés qui procurent des revenus accrus, ce qui met en évidence la complémentarité entre l'investissement dans les individus et les mesures favorisant la transition vers une économie verte. Les travailleurs peu qualifiés doivent bénéficier de la formation et du soutien nécessaires pour rendre la transition verte inclusive.

Encadré 1.3. Expansions monétaires et risques inflationnistes

La pandémie de COVID-19 a conduit diverses banques centrales à baisser leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro et poussé les autorités budgétaires à opérer de massives expansions budgétaires, ce qui a entraîné une forte élévation de la dette publique et, dans certains pays, suscité des doutes quant à la viabilité de la dette. Étant donné les contraintes auxquelles se heurtent la politique monétaire conventionnelle et la politique budgétaire, les banques centrales de plusieurs pays devront probablement recourir à des instruments non conventionnels pour soutenir la reprise économique et réagir à de possibles chocs négatifs.

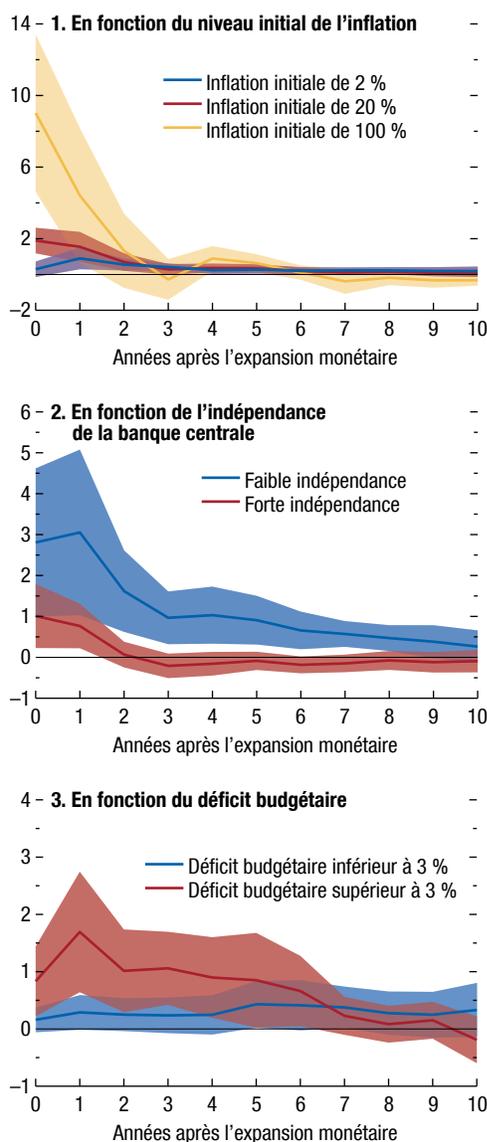
Outre les orientations prospectives et, dans quelques cas, les taux d'intérêt négatifs, les banques centrales des pays avancés recourent de plus en plus à des opérations de refinancement et à des achats massifs d'obligations souveraines, voire de titres privés. Pendant la pandémie, les banques centrales de plusieurs pays émergents et pays en développement ont effectué des opérations d'achats d'actifs similaires, quoique modestes, et parfois dans un objectif affirmé de soutien budgétaire.

Les achats d'actifs réalisés par les banques centrales sont généralement financés par une expansion de la base monétaire. Ces opérations ont parfois brouillé la démarcation entre politique monétaire et politique budgétaire, faisant planer la menace d'une domination de la politique budgétaire. On craint que l'expansion de la base monétaire entraîne un désancrage des anticipations d'inflation et déclenche de fortes pressions sur les prix si elle est perçue comme une réaction à des pressions budgétaires plutôt qu'à des objectifs de stabilisation macroéconomique. Pour apporter un éclairage sur cette question, Agur *et al.* (à paraître) analysent le lien entre les augmentations de la base monétaire et les variations de l'inflation à un horizon allant jusqu'à 10 ans en utilisant un vaste panel de pays pour lesquels on dispose de données remontant aux années 50. L'analyse utilise des projections locales qui neutralisent le taux de croissance réelle du PIB et les valeurs décalées de la croissance monétaire et de l'inflation.

Le lien entre la croissance monétaire et l'inflation dépend étroitement des conditions économiques et des facteurs institutionnels, surtout dans les premières années qui suivent l'expansion monétaire. L'inflation n'augmente que modestement après une expansion de la base monétaire si elle était faible initialement (graphique 1.3.1, page 1), la banque centrale est très

Les auteurs de cet encadré sont Itai Agur, Damien Capelle et Damiano Sandri.

Graphique 1.3.1. Variation de l'inflation après un accroissement de 10 % de la base monétaire
(En points de pourcentage)



Sources : Agur *et al.* (2021) ; estimations des services du FMI.
Note : Les lignes correspondent à des fonctions de réaction aux impulsions. Les zones teintées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %.

indépendante (graphique 1.3.1, page 2) et le déficit budgétaire est peu élevé (graphique 1.3.1, page 3). À l'inverse, une expansion monétaire est généralement suivie de fortes hausses de l'inflation si celle-ci était

Encadré 1.3 (fin)

initialement élevée, la banque centrale est peu indépendante et le déficit budgétaire est important.

Ces résultats indiquent que les achats d'actifs financés par une augmentation de la base monétaire ont peu de risques de déclencher de fortes poussées inflationnistes lorsqu'ils sont effectués par des banques centrales crédibles, que l'inflation est inférieure à l'objectif et que la situation budgétaire est viable. Néanmoins, les banques centrales doivent rester vigilantes quant aux possibles effets inflationnistes des récentes expansions monétaires

en raison des niveaux historiquement élevés de leurs bilans dans plusieurs pays et des effets concomitants des fortes stimulations budgétaires intervenues pendant la pandémie de COVID-19. Elles doivent plutôt s'abstenir d'acheter des actifs si elles sont peu indépendantes et dans le contexte d'une inflation forte et d'une situation budgétaire précaire. Dans ces circonstances, l'expansion monétaire a bien plus de risques d'alimenter de fortes hausses des prix, ce qui peut refléter des risques plus élevés de domination de la politique budgétaire.

Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions

Les prix des produits de base ont augmenté de 16,6 % entre février et août 2021. Une forte reprise de la demande de ces produits, la souplesse des conditions financières et des perturbations de l'offre et des conditions météorologiques sont à l'origine de cette hausse sensible et généralisée, menée par les métaux et les produits de base énergétiques. Une résurgence de la COVID-19 constitue le principal facteur de risque. Le présent dossier spécial porte également sur la manière dont l'envolée de la demande de métaux pourrait retarder la transition énergétique.

Évolution des marchés

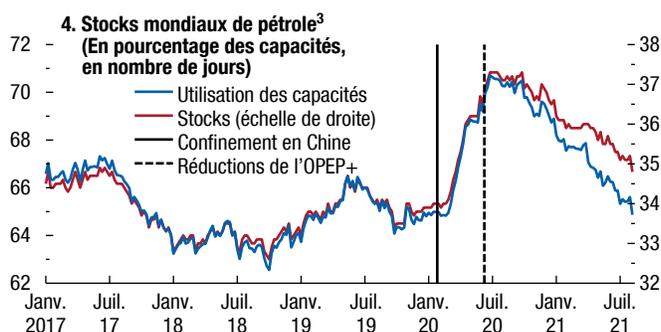
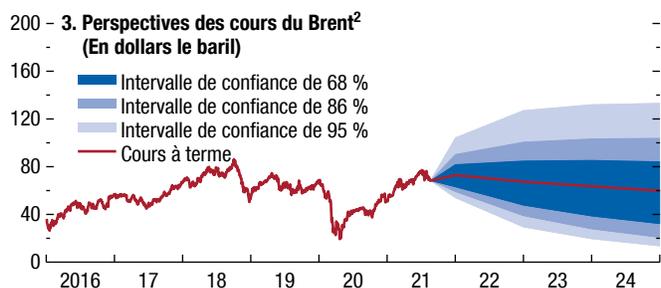
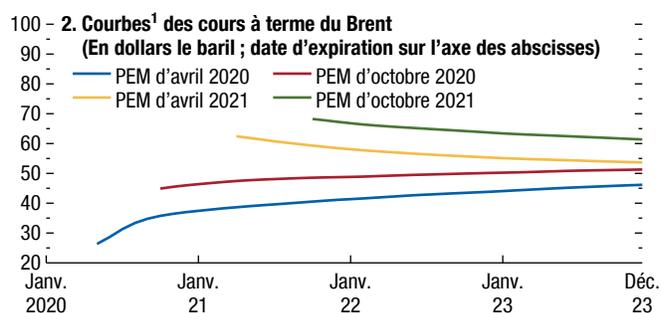
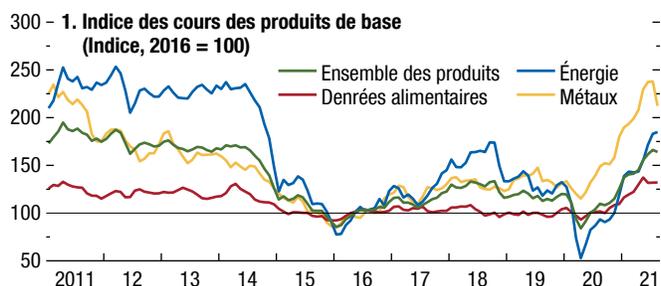
Les prix du pétrole ont augmenté de 13,9 % entre février et août 2021 sous l'effet de la rapide reprise économique qu'ont connue les pays avancés. Compte tenu de la baisse des stocks mondiaux (graphique 1.DS.1, page 4), l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP), qui prévoyait de réduire sa production de 5,8 millions de barils par jour, a décidé en juillet dernier de renoncer progressivement à ces réductions d'ici à septembre 2022.

Les cours à terme laissent entrevoir un *déport* (une courbe orientée à la baisse), avec un prix du pétrole de 65,7 dollars le baril en 2021 (59 % de plus que la moyenne de 2020), qui tomberait à 56,3 dollars en 2026. Le resserrement des marchés devrait se poursuivre, conformément aux projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) concernant la reprise de la demande de pétrole. Les aléas pour les prix du pétrole sont équilibrés à court terme. Parmi ceux à la hausse figurent une diminution de la capacité de production mondiale (car les investissements ont chuté l'année dernière) et un soutien prolongé des prix par l'OPEP+. La propagation du variant Delta du SRAS-CoV-2 et l'augmentation de la production des membres de l'OPEP+ qui n'ont pas pris d'engagement à cet égard (Iran, Libye, Venezuela) et des exploitants américains de pétrole de schiste constituent les principaux risques de dégradation qui pèsent sur les prix du pétrole à court terme (graphique 1.DS.1, pages 2 et 3).

Les cours internationaux du gaz naturel se sont envolés.

Les prix du gaz naturel liquéfié asiatique ont augmenté de 132,2 % entre février et août 2021 et atteint 16,6 dollars par million d'unités thermiques britanniques, ce qui s'est répercuté sur les prix en Europe et aux États-Unis. Cette flambée des prix s'explique principalement par l'épuisement des stocks de gaz naturel après un hiver

Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Kpler ; Refinitiv Datastream ; estimations des services du FMI.

Note : L'OPEP+ regroupe les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Les hypothèses de référence sont propres à chaque édition des PEM et dérivées des cours à terme. Les PEM d'octobre 2021 ont été établies à partir des cours du 18 août 2021 (heure de clôture).

²Établies à partir des cours des contrats à terme et des options du 18 août 2021.

³Les stocks sont exprimés en jours de consommation de pétrole de 2019.

rigoureux, associé à un été chaud dans l'hémisphère Nord, par la reprise de l'activité industrielle et par des facteurs spécifiques, comme la faible production hydro-électrique au Brésil. Les prix élevés du gaz naturel ont soutenu la demande de charbon dans le secteur de l'électricité malgré la flambée des prix du combustible, due en partie à des perturbations de l'approvisionnement et aux restrictions imposées par la Chine sur les importations de charbon australien, et en dépit de l'avantage désormais moindre du charbon sur le plan des coûts du fait de la hausse des prix du carbone. À long terme, les plans d'abandon progressif et l'augmentation du coût des émissions pourraient peser sur les perspectives de la demande de charbon, ce qui pourrait favoriser la demande de gaz naturel dans les années à venir, le temps que la capacité à utiliser des énergies renouvelables augmente.

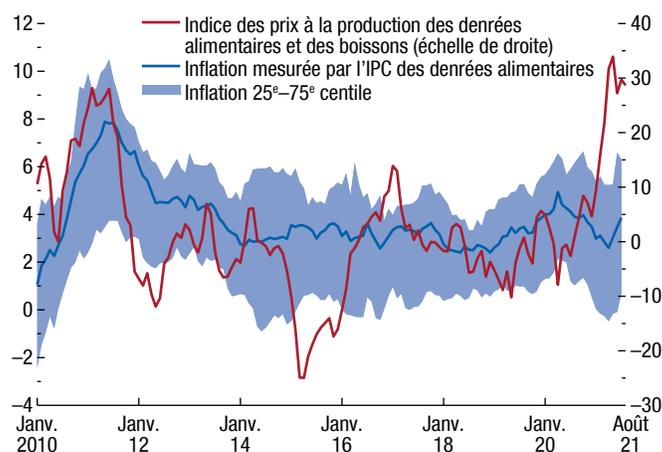
L'indice du FMI pour les prix des métaux de base a augmenté de 9,7 % entre février et août 2021, tandis que les prix des métaux précieux ont diminué de 1,8 %. Les cours des métaux de base ont atteint leur plus haut niveau en dix ans en juillet, mais ont légèrement reculé depuis. Les prix ont été soutenus par la reprise de l'industrie manufacturière mondiale, l'amélioration des perspectives d'investissement dans les infrastructures des pays avancés et les perturbations de l'offre dues à la COVID-19. Les anticipations d'une hausse de la demande de métaux pendant la transition énergétique ont conforté les prix du cuivre, du cobalt et d'autres métaux. L'assouplissement des conditions financières a renforcé le soutien des prix.

L'indice des prix des métaux de base en 2021 devrait être supérieur de 57,7 % à la moyenne de l'année précédente et diminuer de 1,5 % en 2022. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont équilibrés, mais la propagation du variant Delta constitue une source majeure d'incertitude, car la résurgence du virus pourrait enrayer la demande de métaux et perturber l'offre. Le rythme de la transition énergétique accroît l'incertitude qui entoure la demande de certains métaux (voir ci-dessous). Les prix des métaux précieux devraient augmenter de 5,1 % en 2021 et de 0,2 % en 2022.

Prix des denrées alimentaires. Au cours du premier semestre de 2021, les prix de nombreuses cultures vivrières de base ont grimpé en flèche, confirmant ainsi la tendance relevée dans l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*. L'indice du FMI pour les prix des denrées alimentaires et des boissons a augmenté de 11,1 % entre février et août, atteignant en mai 2021 le prix le plus élevé en termes réels depuis la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2010–11, sous l'effet de la hausse des prix de la viande (30,1 %), du café (29,1 %) et des céréales (5,4 %).

Graphique 1.DS.2. Montée des tensions sur les prix à la consommation des denrées alimentaires

(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'inflation des prix des denrées alimentaires correspond au niveau moyen de l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires dans 91 pays. IPC = indice des prix à la consommation.

La poursuite de la montée des prix internationaux des denrées alimentaires à la production risque d'accélérer l'inflation des prix de ces denrées à la consommation (graphique 1.DS.2), en particulier dans les pays émergents, où la transmission des prix à la production aux prix à la consommation est plus forte que dans les pays avancés (26 %, contre 14 %). Le décalage et l'ampleur de la répercussion varient en fonction de facteurs régionaux, tels que la dépendance aux importations alimentaires et la force de la monnaie locale par rapport au dollar.

Les métaux et la transition vers des énergies propres : bénédiction ou impasse ?

Pour limiter l'augmentation de la température mondiale due au changement climatique à 1,5 degré Celsius, les pays et les entreprises s'engagent de plus en plus à réduire à zéro les émissions nettes de dioxyde de carbone d'ici à 2050. Pour atteindre cet objectif, il faut transformer le système énergétique, ce qui pourrait accroître considérablement la demande de métaux. Les technologies à faible émission de gaz à effet de serre, notamment les véhicules électriques, celles fonctionnant à partir d'énergies renouvelables ou d'hydrogène et celles servant à capter le carbone, nécessitent davantage de métaux que celles qui reposent sur des combustibles fossiles.

Si la demande de métaux augmente et que l'offre tarde à réagir, une hausse des prix sur plusieurs années pourrait s'ensuivre, ce qui pourrait compromettre ou retarder la transition énergétique. Pour faire la lumière sur cette

Tableau 1.DS.1. Principaux indicateurs pour les métaux de la transition énergétique

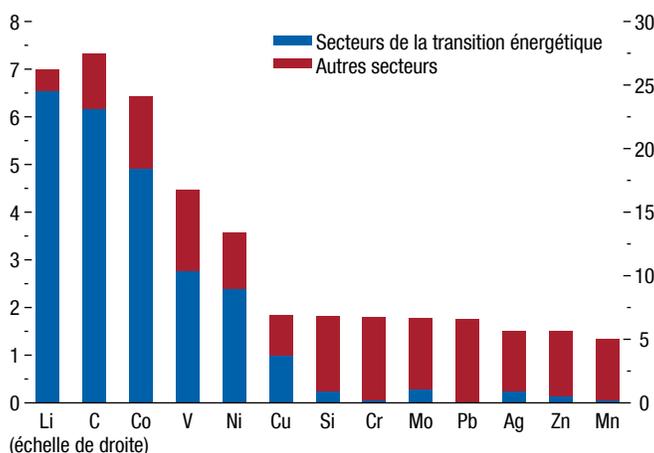
Métal	Négoциé en bourse	Usage dans la transition énergétique				Production (2020, en milliards de dollars)
		Renouvelable	Réseau	Batterie	Hydrogène	
Cuivre	✓	✓	✓	✓		123,0
Aluminium	✓	✓	✓	✓	✓	107,0
Nickel	✓	✓		✓	✓	28,0
Zinc	✓	✓				28,0
Plomb	✓	✓		✓	✓	26,0
Argent	✓	✓				13,0
Manganèse	Non	✓		✓	✓	25,0
Chrome	Depuis peu	✓				19,0
Silicium	Non	✓				14,0
Molybdène	Depuis peu	✓			✓	5,0
Cobalt	Depuis peu			✓		4,1
Lithium	Depuis peu			✓		1,8
Vanadium	Non			✓		1,3
Graphite	Non			✓		1,3

Sources : Agence internationale de l'énergie (2021) ; Banque mondiale (2020b) ; calculs des services du FMI.

Note : La colonne « Production » indique la valeur de la production raffinée et de la production minière non raffinée.

Graphique 1.DS.3. Possible hausse sensible de la demande des métaux essentiels pour la transition énergétique au cours des deux prochaines décennies

(Ratios, consommation moyenne dans les années 2030 par rapport à la moyenne des années 2010)



Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Schwerhoff et Stuermer (2020) ; estimations des services du FMI.

Note : Les barres représentent les ratios par décennie : consommation de chaque métal dans les années 2030 divisée par la consommation dans les années 2010, selon le scénario à zéro émission nette d'ici à 2050 de l'AIE. Voir l'annexe en ligne 1.DS.1 pour en savoir plus sur les métaux choisis et les abréviations utilisées.

question, les auteurs du présent dossier mettent en évidence les métaux de la « transition énergétique », estiment l'élasticité de l'offre par rapport aux prix et présentent des scénarios de prix pour les principaux métaux. Ils estiment également les recettes correspondantes et déterminent les pays qui pourraient en bénéficier.

Des métaux essentiels pour les technologies vertes

Les métaux nécessaires à la transition vers une énergie propre sont très divers (tableau 1.DS.1). Certains, comme

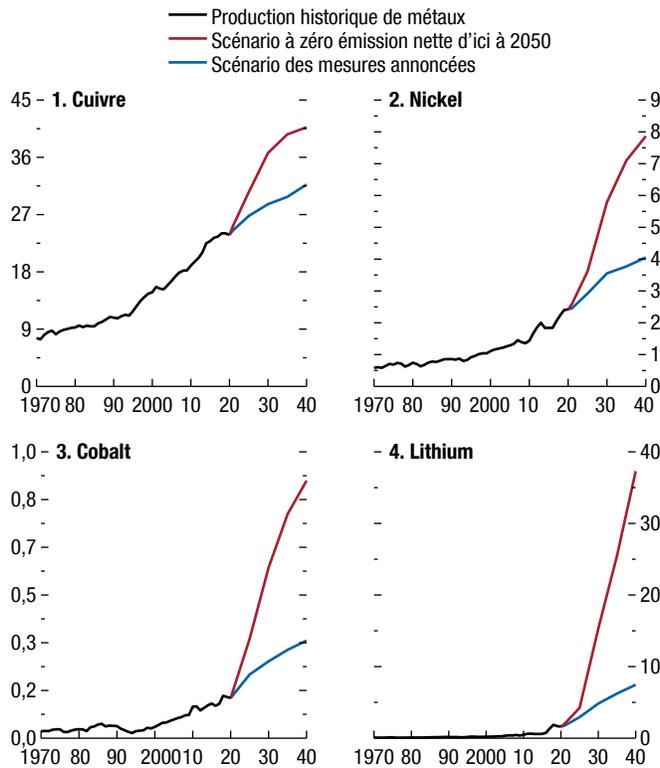
le cuivre et le nickel (métaux majeurs *bien établis*), sont négociés depuis plus d'un siècle sur les bourses de métaux. D'autres, comme le lithium et le cobalt (métaux mineurs mais *en expansion*), ne sont pas encore négociés sur les bourses de métaux, ou le sont peu, mais ont gagné en notoriété, car ils sont utilisés dans les technologies de transition énergétique. En outre, la demande de certains métaux devrait augmenter avec plus de certitude en raison de leur utilisation dans toute une série de technologies à faible émission de carbone (le cuivre, le nickel et le manganèse, par exemple), tandis que d'autres, comme le cobalt et le lithium, ne sont utilisés que pour les batteries.

Les quatre métaux représentatifs qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie sont le cuivre, le nickel, le cobalt et le lithium. Le cuivre et le nickel sont des métaux bien établis. Le cobalt et le lithium sont probablement les métaux *émergents* les plus prometteurs.

Dans le scénario de l'AIE à zéro émission nette d'ici à 2050, la consommation totale de lithium et de cobalt est multipliée par plus de six, sous l'effet de la demande d'énergie propre, tandis que la consommation totale de cuivre est multipliée par deux et celle de nickel par quatre (voir graphique 1.DS.3)¹. Selon ce scénario, la croissance de la demande de métaux serait très élevée d'ici à 2030, puis ralentirait au fil du temps, car le passage des combustibles fossiles aux énergies renouvelables nécessite de lourds investissements initiaux (graphique 1.DS.4). L'augmentation de la demande de métaux est plus modeste dans le scénario de l'AIE fondé sur les *mesures annoncées*.

¹Dans le scénario de l'AIE à zéro émission nette d'ici à 2050, il est supposé que des mesures et des changements de comportement permettront de réduire à zéro les émissions nettes de carbone d'ici à 2050. Le scénario des mesures annoncées établi par ce même organisme repose sur une transition énergétique plus progressive, qui se caractériserait par une action climatique insuffisante (AIE, 2021).

Graphique 1.DS.4. Production historique de métaux et scénarios de transition énergétique de l'AIE
(En millions de tonnes)



Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Schwerhoff et Stuermer (2020) ; Service géologique des États-Unis (*US Geological Survey*) ; calculs des services du FMI.

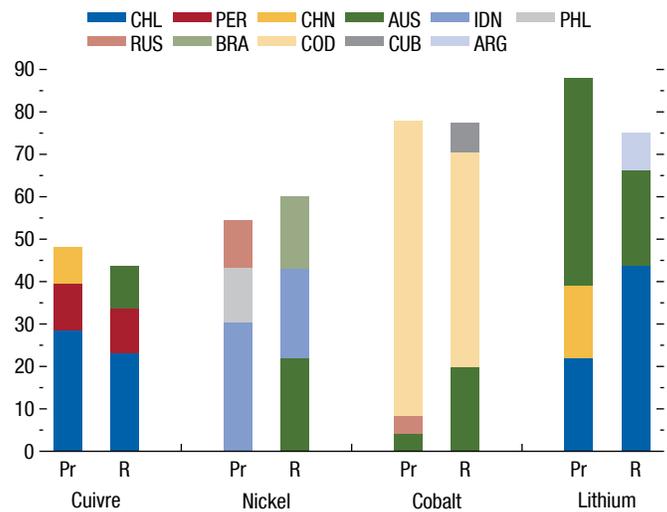
Note : Pour le cuivre et le nickel, il est question de production raffinée, tandis que, pour le cobalt et le lithium, il s'agit de production minière.

Où seront produits les métaux nécessaires à la transition énergétique ? Qui en bénéficiera ?

L'offre de métaux est assez concentrée, ce qui suppose que seuls quelques grands producteurs pourraient en tirer parti. Dans la plupart des cas, les pays qui enregistrent la plus grande production et font donc figure de producteurs potentiels sont ceux qui disposent des réserves les plus abondantes. La République démocratique du Congo, par exemple, représente environ 70 % de la production mondiale de cobalt et 50 % des réserves (graphique 1.DS.5). D'autres pays se distinguent par leur production et leurs réserves, notamment l'Australie (pour le lithium, le cobalt et le nickel), le Chili (pour le cuivre et le lithium) et, dans une moindre mesure, le Pérou, la Russie, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Les avantages économiques d'une hausse des prix pour les pays exportateurs de métaux pourraient être considérables. Une analyse économétrique permet de déterminer les répercussions des chocs sur les prix à partir

Graphique 1.DS.5. Trois premiers pays en part de la production mondiale et des réserves des métaux choisis
(En points de pourcentage)



Sources : Service géologique des États-Unis (*US Geological Survey*) ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Pr = production ; R = réserves.

des différentes réactions du PIB et des soldes des opérations des administrations publiques entre les quinze plus grands pays exportateurs et importateurs de métaux. En cas d'augmentation persistante de 15 % de l'indice du FMI pour les prix des métaux, la croissance du PIB réel des pays exportateurs de métaux serait supérieure à celle des pays importateurs de métaux de 1 point de pourcentage (solde budgétaire) (graphique 1.DS.6).

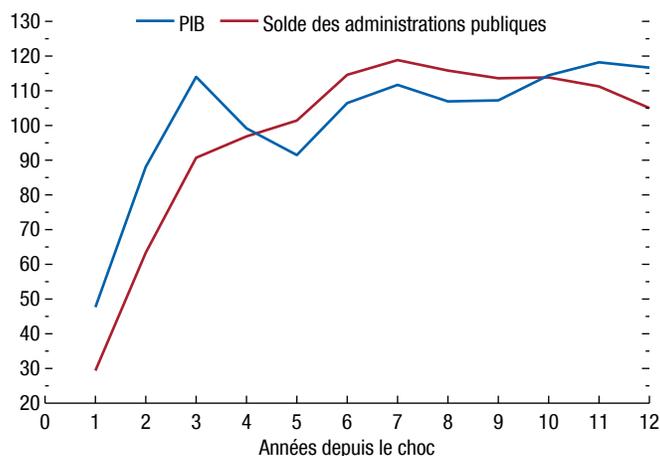
Prix des métaux et élasticité de l'offre dans un scénario à zéro émission nette d'ici à 2050²

Les élasticités de l'offre rendent compte de la vitesse à laquelle les entreprises augmentent leur production en réaction à une hausse des prix. À court terme, l'offre augmente grâce à un recyclage accru et à des taux d'utilisation plus élevés de la capacité minière. À long terme, les entreprises construisent de nouvelles mines, innovent dans les technologies d'extraction et mènent des activités d'exploration³. Des données à l'échelle mondiale sur l'activité économique, la production et les prix réels de 1879

²L'analyse économétrique dans la présente partie et les parties suivantes repose sur Boer, Pescatori et Stuermer (à paraître).

³Les réserves géologiques ne sont pas fixes, mais dynamiques. Les entreprises peuvent accroître leurs réserves en investissant dans des technologies d'exploration et d'extraction. La quantité de métaux dans la croûte terrestre est assez abondante par rapport à l'extraction humaine dans n'importe quel délai pertinent du point de vue économique (voir Schwerhoff et Stuermer, 2020).

Graphique 1.DS.6. Effet des chocs sur les cours des métaux sur les pays exportateurs
(En points de base)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre les réactions aux impulsions généralisées d'une autorégression vectorielle des données de l'échantillon, selon Pesaran et Shin (1998), pour les différences de croissance du PIB et le ratio solde des administrations publiques/PIB des 15 plus grands pays exportateurs de métaux par rapport aux 15 plus grands pays importateurs pour un choc d'un écart-type sur les prix des métaux (environ 15 %).

à 2020 sont utilisées, lorsqu'elles sont disponibles, pour estimer l'élasticité à différents horizons.

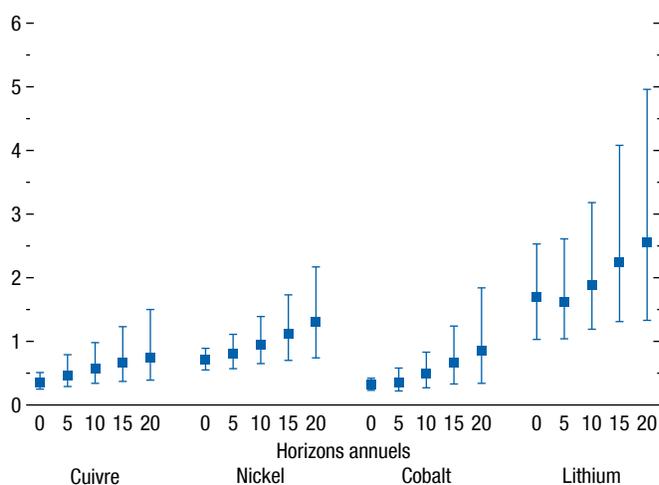
Les résultats montrent que l'offre est assez inélastique à court terme, mais plus élastique à long terme (graphique 1.DS.7). Un choc positif de 10 % sur les prix dû à la demande entraîne au cours de la même année une augmentation de la production de 3,5 % pour le cuivre, de 7,1 % pour le nickel, de 3,2 % pour le cobalt et de 16,9 % pour le lithium. Après vingt ans, le même choc sur les prix provoque une hausse de la production de 7,5 % pour le cuivre, de 13 % pour le nickel, de 8,6 % pour le cobalt et de 25,5 % pour le lithium.

Les élasticités varient en fonction des méthodes de production des quatre métaux. Le cuivre, le nickel et le cobalt sont extraits dans des mines, qui nécessitent souvent des investissements à forte intensité de capital et dont la construction peut prendre jusqu'à 19 ans. En revanche, le lithium est souvent extrait de sources minérales et de saumures en pompant l'eau salée de la terre. Ainsi, les délais de mise en service de nouvelles installations de production (jusqu'à sept ans) sont plus courts. L'innovation dans les technologies d'extraction, la concentration du marché et les réglementations ont également une influence sur les élasticités de l'offre.

Scénarios concernant les cours des métaux

Sur la base de données rétrospectives et des élasticités de l'offre estimées, l'algorithme d'Antolin-Diaz, Petrella

Graphique 1.DS.7. Élasticité de l'offre pour les métaux choisis



Sources : Schwerhoff et Stuermer (2020) ; calculs des services du FMI.

Note : Les élasticités de l'offre correspondent au rapport entre la variation des prix et celle de la production sur un horizon 0 à 20 ans, dérivé de chocs sur la demande spécifiques aux métaux. Les limites inférieures et supérieures sont respectivement le 16^e et le 84^e centile. Voir l'annexe en ligne 1.DS.1 pour en savoir plus sur la méthode utilisée.

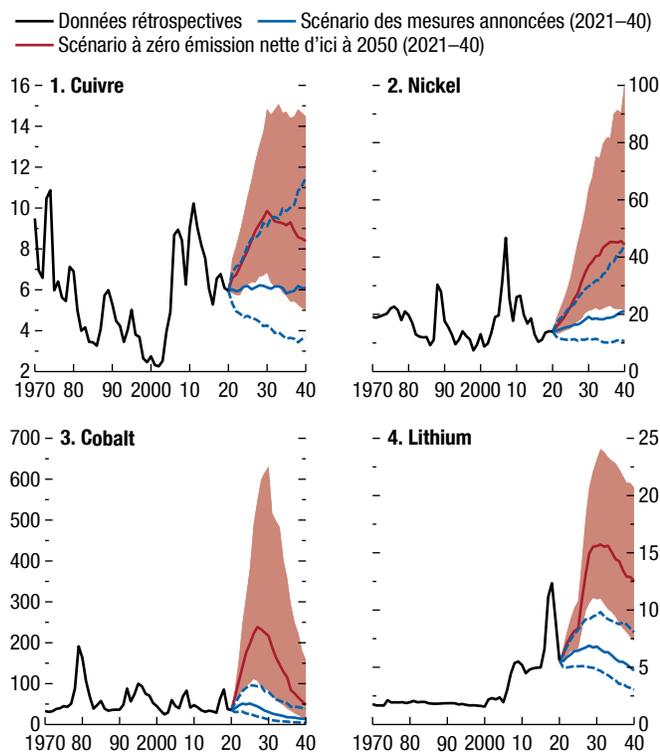
et Rubio-Ramirez (2021) détermine une série de chocs sur les prix, dus à des facteurs exogènes et à la demande, qui incitent à suivre la voie de la production nécessaire à la transition énergétique dans les scénarios de l'AIE (voir l'annexe 1.DS.1 en ligne, disponible à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO). Une trajectoire de prix résultant de ces chocs est ensuite dérivée. Par rapport aux prévisions conditionnelles, cette méthode permet de mettre en évidence les chocs sur la demande ou l'offre qui déterminent les prix.

Les résultats montrent que les prix atteindraient des sommets historiques pendant une période prolongée et sans précédent dans le cadre du scénario à *zéro émission nette d'ici à 2050*. Les prix du cobalt, du lithium et du nickel augmenteraient de plusieurs centaines de pour cent par rapport aux niveaux de 2020 et pourraient retarder la transition énergétique (graphique 1.DS.8). En revanche, le cuivre est moins menacé par un goulot d'étranglement, car il connaît des hausses de la demande moins brutales. Les prix estimés atteignent un pic, à peu près comme celui de 2011, mais sur une plus longue période. Les prix des quatre métaux resteraient globalement dans leur fourchette actuelle dans le cadre du *scénario des mesures annoncées*. Une grande incertitude entoure toutefois les résultats obtenus dans le cadre de ce scénario, comme en témoignent les larges écarts entre la trajectoire la plus haute et la trajectoire la plus basse.

Les prix culminent principalement autour de 2030 pour deux raisons. Premièrement, les fortes hausses de la demande sont concentrées en début de période dans le

Graphique 1.DS.8. Scénarios de prix pour le scénario des mesures annoncées et celui à zéro émission nette d'ici à 2050 de l'AIE

(En milliers de dollars de 2020 par tonne)



Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Schwerhoff et Stuermer (2020) ; Bureau américain des statistiques du travail ; Service géologique des États-Unis (*US Geological Survey*) ; calculs des services du FMI.

Note : Les prix sont corrigés de l'inflation à partir de l'indice d'inflation des prix à la consommation aux États-Unis. Les scénarios reposent sur un choc de demande spécifique aux métaux. Voir l'annexe en ligne 1.DS.1 pour une description des données et de la méthode utilisées.

scénario à zéro émission nette d'ici à 2050. Contrairement à la production d'énergie à partir de combustibles fossiles, la production d'énergie renouvelable nécessite des métaux en amont, par exemple pour construire des turbines ou des batteries. Deuxièmement, l'envolée des prix entraîne une réaction de l'offre, ce qui réduit les tensions sur le marché après 2030.

Conséquences pour les recettes et les politiques publiques

Dans le scénario à zéro émission nette d'ici à 2050, l'explosion de la demande se traduirait par une multiplication par six de la valeur de la production de métaux, soit un total de 12 900 milliards de dollars au cours des vingt prochaines années pour les seuls quatre métaux de la transition énergétique, ce qui représenterait une manne considérable

Tableau 1.DS.2. Estimation des recettes réelles cumulées pour la production mondiale des métaux de la transition énergétique choisis : 2021–40

(En milliards de dollars de 2020)

	Données rétrospectives (1999–2018)	Scénario des mesures annoncées	Scénario à zéro émission nette
Métaux choisis	3 043	4 974	13 007
Cuivre	2 382	3 456	6 135
Nickel	563	1 225	4 147
Cobalt	80	152	1 556
Lithium	18	141	1 170
Combustibles fossiles	70 090	...	19 101
Pétrole	41 819	...	12 906
Gaz naturel	17 587	...	3 297
Charbon	10 684	...	2 898

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE) ; calculs des services du FMI.

Note : Les prix supposés pour la période 2021–40 sont les suivants : 30 dollars le baril pour le pétrole, 1,50 dollar le million d'unités thermiques britanniques pour le gaz naturel et 40 dollars la tonne pour le charbon.

pour les producteurs. Ce chiffre rivaliserait avec la valeur potentielle de la production mondiale de pétrole dans le cadre de ce scénario (voir le tableau 1.DS.2).

Une forte incertitude entoure les scénarios relatifs à la demande. Premièrement, l'évolution technologique est difficile à prévoir. Ensuite, le rythme et les orientations de la transition énergétique dépendent des décisions prises par les pouvoirs publics.

Une grande incertitude sur le plan des politiques publiques peut, à son tour, entraver les investissements miniers et accroître les risques de voir les prix élevés des métaux compromettre ou retarder la transition énergétique. Une stratégie en matière de changement climatique crédible et coordonnée au niveau mondial, des normes environnementales, sociales, de travail et de gouvernance rigoureuses, ainsi qu'une réduction des barrières commerciales et des restrictions à l'exportation permettraient aux marchés de fonctionner efficacement, en orientant les investissements en faveur d'une hausse suffisante de l'offre de métaux, ce qui éviterait d'augmenter inutilement le coût des technologies à faible émission de carbone et favoriserait la transition vers une énergie propre.

Enfin, une nouvelle institution internationale spécialisée dans les métaux, sur le modèle de l'AIE pour l'énergie et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour les produits agricoles, pourrait jouer un rôle central pour ce qui est de la diffusion et de l'analyse des données, du respect de normes industrielles et de la coopération au niveau international.

Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Europe	-5,0	5,4	4,1	2,0	4,2	3,6	1,7	2,3	2,3	...	...	...
Pays avancés	-6,5	5,2	4,4	0,4	2,1	1,8	2,0	2,5	2,5	7,0	7,3	7,3
Zone euro ^{4,5}	-6,3	5,0	4,3	0,3	2,2	1,7	2,2	2,6	2,7	7,9	8,0	8,1
Allemagne	-4,6	3,1	4,6	0,4	2,9	1,5	6,9	6,8	6,9	3,8	3,7	3,6
France	-8,0	6,3	3,9	0,5	2,0	1,6	-1,9	-1,7	-1,4	8,0	8,1	8,3
Italie	-8,9	5,8	4,2	-0,1	1,7	1,8	3,5	3,7	3,6	9,3	10,3	11,6
Espagne	-10,8	5,7	6,4	-0,3	2,2	1,6	0,7	0,4	1,4	15,5	15,4	14,8
Pays-Bas	-3,8	3,8	3,2	1,1	1,9	1,7	7,0	7,9	8,7	3,8	3,6	4,0
Belgique	-6,3	5,6	3,1	0,4	2,4	2,2	-0,2	0,0	-0,6	5,6	6,3	6,1
Autriche	-6,2	3,9	4,5	1,4	2,5	2,4	2,5	1,6	2,0	5,4	6,4	6,0
Irlande	5,9	13,0	3,5	-0,5	1,9	1,9	-2,7	11,1	8,8	5,8	7,8	7,0
Portugal	-8,4	4,4	5,1	-0,1	1,2	1,3	-1,1	-1,7	-2,1	7,0	6,9	6,7
Grèce	-8,2	6,5	4,6	-1,3	-0,1	0,4	-7,4	-7,4	-5,1	16,4	15,8	14,6
Finlande	-2,9	3,0	3,0	0,4	1,9	1,6	0,8	-0,1	0,4	7,8	7,8	6,8
République slovaque	-4,8	4,4	5,2	2,0	2,4	3,0	-0,4	-0,9	-1,3	6,7	6,8	6,1
Lituanie	-0,9	4,7	4,1	1,1	3,0	2,8	8,3	6,7	4,7	8,5	6,5	6,1
Slovénie	-4,2	6,3	4,6	-0,1	1,4	1,8	7,4	6,4	6,3	5,0	4,5	4,3
Luxembourg	-1,3	5,5	3,8	0,0	2,7	1,4	4,3	4,7	4,3	6,3	5,6	5,5
Lettonie	-3,6	4,5	5,2	0,1	2,6	3,0	3,0	-1,0	-1,1	8,1	7,7	7,2
Estonie	-3,0	8,5	4,2	-0,6	3,8	4,9	-0,6	-1,8	-2,0	6,8	6,5	6,0
Chypre	-5,1	4,8	3,6	-1,1	1,7	1,0	-11,9	-9,3	-7,4	7,6	7,5	6,9
Malte	-8,3	5,7	6,0	0,8	0,7	1,8	-3,5	-2,4	-0,3	4,3	3,6	3,5
Royaume-Uni	-9,8	6,8	5,0	0,9	2,2	2,6	-3,7	-3,4	-3,4	4,5	5,0	5,0
Suisse	-2,5	3,7	3,0	-0,7	0,4	0,6	3,8	7,2	7,5	3,1	3,1	3,0
Suède	-2,8	4,0	3,4	0,7	2,0	1,6	5,7	4,8	4,3	8,3	8,9	7,9
République tchèque	-5,8	3,8	4,5	3,2	2,7	2,3	3,6	1,6	0,8	2,5	3,4	3,2
Norvège	-0,8	3,0	4,1	1,3	2,6	2,0	2,0	7,2	7,0	4,6	4,3	4,0
Danemark	-2,1	3,8	3,0	0,3	1,4	1,6	8,2	7,0	6,8	5,6	5,4	5,3
Islande	-6,5	3,7	4,1	2,9	4,3	3,1	0,9	1,0	1,2	6,4	7,0	5,0
Andorre	-12,0	5,5	4,8	0,3	1,7	1,5	14,3	14,7	15,7	2,9	3,1	2,2
Saint-Marin	-6,5	5,5	3,7	0,2	0,8	0,9	1,8	1,1	1,0	7,3	6,7	6,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe⁶	-2,0	6,0	3,6	5,4	8,4	7,1	0,1	1,6	1,0	...	...	...
Russie	-3,0	4,7	2,9	3,4	5,9	4,8	2,4	5,7	4,4	5,8	4,9	4,6
Turquie	1,8	9,0	3,3	12,3	17,0	15,4	-5,2	-2,4	-1,6	13,1	12,2	11,0
Pologne	-2,7	5,1	5,1	3,4	4,4	3,3	3,4	2,3	1,6	3,2	3,5	3,2
Roumanie	-3,9	7,0	4,8	2,6	4,3	3,4	-5,2	-5,7	-5,5	5,0	4,9	4,9
Ukraine ⁷	-4,0	3,5	3,6	2,7	9,5	7,1	4,0	-0,7	-2,4	9,2	9,7	8,7
Hongrie	-5,0	7,6	5,1	3,3	4,5	3,6	-0,1	0,6	0,9	4,1	4,1	3,8
Bélarus	-0,9	2,1	0,5	5,5	9,2	8,3	-0,4	0,4	-0,7	4,1	4,3	4,2
Bulgarie ⁵	-4,2	4,5	4,4	1,2	2,1	1,9	-0,7	0,5	0,3	5,2	5,2	4,7
Serbie	-1,0	6,5	4,5	1,6	3,0	2,7	-4,3	-4,1	-4,4	9,5	9,3	9,3
Croatie	-8,0	6,3	5,8	0,1	2,0	2,0	-0,4	-0,1	-0,8	9,0	8,4	8,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

⁵Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovénie.

⁶Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.

⁷Voir la note pour le Bélarus et l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Asie	-1,3	6,5	5,7	2,5	2,1	2,4	2,6	2,2	2,0	...	...	...
Pays avancés d'Asie	-2,9	3,8	3,5	0,2	1,0	1,2	4,6	4,9	4,5	3,6	3,5	3,1
Japon	-4,6	2,4	3,2	0,0	-0,2	0,5	3,3	3,5	3,3	2,8	2,8	2,4
Corée	-0,9	4,3	3,3	0,5	2,2	1,6	4,6	4,5	4,2	3,9	3,8	3,7
Australie	-2,4	3,5	4,1	0,9	2,5	2,1	2,7	3,6	1,3	6,5	5,2	4,8
Taiwan (province chinoise de)	3,1	5,9	3,3	-0,2	1,6	1,5	14,2	15,6	15,2	3,9	3,8	3,6
Singapour	-5,4	6,0	3,2	-0,2	1,6	1,5	17,6	15,9	15,7	3,0	2,7	2,5
Hong Kong (RAS)	-6,1	6,4	3,5	0,3	1,9	2,1	6,5	6,0	5,6	5,8	5,6	4,6
Nouvelle-Zélande	-2,1	5,1	3,3	1,7	3,0	2,2	-0,8	-3,3	-2,5	4,6	4,3	4,4
Macao (RAS)	-56,3	20,4	37,6	0,8	-0,3	2,0	-34,2	-18,5	8,9	2,6	2,9	2,5
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,8	7,2	6,3	3,1	2,3	2,7	1,6	1,1	0,9	...	...	...
Chine	2,3	8,0	5,6	2,4	1,1	1,8	1,8	1,6	1,5	4,2	3,8	3,7
Inde ⁴	-7,3	9,5	8,5	6,2	5,6	4,9	0,9	-1,0	-1,4	...	...	...
ASEAN-5	-3,4	2,9	5,8	1,4	2,0	2,4	2,0	0,6	0,7	...	...	...
Indonésie	-2,1	3,2	5,9	2,0	1,6	2,8	-0,4	-0,3	-1,0	7,1	6,6	6,0
Thaïlande	-6,1	1,0	4,5	-0,8	0,9	1,3	3,5	-0,5	2,1	2,0	1,5	1,0
Viet Nam	2,9	3,8	6,6	3,2	2,0	2,3	3,7	1,8	3,2	3,3	2,7	2,4
Philippines	-9,6	3,2	6,3	2,6	4,3	3,0	3,6	0,4	-1,8	10,4	7,8	6,8
Malaisie	-5,6	3,5	6,0	-1,1	2,5	2,0	4,2	3,8	3,7	4,5	4,7	4,5
Autres pays émergents et pays en développement d'Asie⁵	-1,3	1,7	6,3	5,2	4,9	5,6	-2,0	-2,1	-2,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie ⁶	-0,8	7,5	6,3	3,0	2,2	2,6	1,7	1,2	1,0	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁵Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁶Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5, la Chine et l'Inde.

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Amérique du Nord	-4,0	6,0	5,0	1,4	4,3	3,4	-2,6	-3,0	-3,1	...	...	...
États-Unis	-3,4	6,0	5,2	1,2	4,3	3,5	-2,9	-3,5	-3,5	8,1	5,4	3,5
Mexique	-8,3	6,2	4,0	3,4	5,4	3,8	2,4	0,0	-0,3	4,4	4,1	3,7
Canada	-5,3	5,7	4,9	0,7	3,2	2,6	-1,8	0,5	0,2	9,6	7,7	5,7
Porto Rico ⁴	-3,9	-0,6	-0,3	-0,5	4,0	1,9	...	...	...	8,9	8,7	8,5
Amérique du Sud⁵	-6,6	6,3	2,3	8,1	11,5	9,9	-0,9	-0,7	-1,3	...	...	...
Brésil	-4,1	5,2	1,5	3,2	7,7	5,3	-1,8	-0,5	-1,7	13,5	13,8	13,1
Argentine	-9,9	7,5	2,5	42,0	...	...	0,9	1,0	0,8	11,6	10,0	9,2
Colombie	-6,8	7,6	3,8	2,5	3,2	3,5	-3,4	-4,4	-4,0	16,1	14,5	13,8
Chili	-5,8	11,0	2,5	3,0	4,2	4,4	1,4	-2,5	-2,2	10,8	9,1	7,4
Pérou	-11,0	10,0	4,6	1,8	3,1	2,5	0,8	0,4	0,1	13,0	8,7	6,5
Équateur	-7,8	2,8	3,5	-0,3	0,0	2,1	2,5	1,7	1,7	5,3	4,6	4,2
Venezuela	-30,0	-5,0	-3,0	2 355	2 700	2 000	-4,3	0,3	-0,7	...	...	...
Bolivie	-8,8	5,0	4,0	0,9	1,3	2,7	-0,5	-2,2	-2,8	8,3	7,8	6,0
Paraguay	-0,6	4,5	3,8	1,8	3,5	4,0	2,2	3,5	2,1	6,5	6,1	5,9
Uruguay	-5,9	3,1	3,2	9,8	7,5	6,1	-0,7	-1,3	-0,3	10,4	10,4	9,2
Amérique centrale⁶	-7,1	7,7	4,6	2,0	4,4	3,4	1,3	-0,9	-1,1	...	...	...
Caraïbes⁷	-4,2	3,6	11,3	8,0	8,3	6,8	-4,3	-3,1	1,5	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes ⁸	-7,0	6,3	3,0	6,4	9,3	7,8	0,0	-0,6	-1,0	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales ⁹	-16,4	1,0	9,6	-0,6	1,6	1,7	-14,8	-17,0	-12,7	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.⁵Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁶Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.⁷Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.⁸Inclut le Mexique et les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁹Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,8	4,1	4,1	10,1	11,7	8,5	-2,4	1,7	1,5	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-4,2	4,5	3,9	8,1	10,8	8,2	-1,9	3,5	3,4	...	...	...
Arabie saoudite	-4,1	2,8	4,8	3,4	3,2	2,2	-2,8	3,9	3,8	7,4	...	...
Iran	3,4	2,5	2,0	36,4	39,3	27,5	-0,1	1,3	1,0	9,6	10,0	10,5
Émirats arabes unis	-6,1	2,2	3,0	-2,1	2,0	2,2	3,1	9,7	9,4	...	...	...
Algérie	-4,9	3,4	1,9	2,4	6,5	7,6	-12,7	-7,6	-5,5	14,0	14,1	14,7
Kazakhstan	-2,6	3,3	3,9	6,8	7,5	6,5	-3,7	-0,9	-1,4	4,9	4,8	4,7
Iraq	-15,7	3,6	10,5	0,6	6,4	4,5	-10,8	6,2	4,0	...	...	...
Qatar	-3,6	1,9	4,0	-2,7	2,5	3,2	-2,4	8,2	11,6	...	...	...
Koweït	-8,9	0,9	4,3	2,1	3,2	3,0	16,7	15,5	13,3	1,3	...	...
Azerbaïdjan	-4,3	3,0	2,3	2,8	4,4	3,2	-0,5	7,8	7,7	7,2	6,4	6,3
Oman	-2,8	2,5	2,9	-0,9	3,0	2,7	-13,7	-5,8	-0,9	...	...	...
Turkménistan ⁶	-3,4	4,5	1,7	7,6	12,5	13,0	-2,6	0,6	-1,2	...	...	...
Pays importateurs de pétrole⁵	-0,6	3,6	4,3	13,2	13,2	8,9	-3,6	-3,7	-4,0	...	...	...
Égypte	3,6	3,3	5,2	5,7	4,5	6,3	-3,1	-3,9	-3,7	8,3	9,3	9,2
Pakistan	-0,5	3,9	4,0	10,7	8,9	8,5	-1,7	-0,6	-3,1	4,5	5,0	4,8
Maroc	-6,3	5,7	3,1	0,6	1,4	1,2	-1,5	-3,1	-3,3	12,2	12,0	11,5
Ouzbékistan	1,7	6,1	5,4	12,9	11,0	10,9	-5,0	-6,0	-5,6	...	...	...
Soudan	-3,6	0,9	3,5	163,3	194,6	41,8	-17,5	-10,1	-9,4	26,8	28,0	27,7
Tunisie	-8,6	3,0	3,3	5,6	5,7	6,5	-6,8	-7,3	-8,4	17,4	...	...
Jordanie	-1,6	2,0	2,7	0,4	1,6	2,0	-8,0	-8,9	-4,4	22,7	...	...
Liban ⁶	-25,0	...	...	84,9	...	...	-17,8	...	...	...	...	...
Afghanistan ⁶	-2,4	...	...	5,6	...	...	11,2	...	...	...	...	...
Géorgie	-6,2	7,7	5,8	5,2	9,3	5,4	-12,5	-10,0	-7,6	18,5	...	...
Arménie	-7,4	6,5	4,5	1,2	6,9	5,8	-3,8	-2,9	-4,0	18,0	18,5	18,3
République kirghize	-8,6	2,1	5,6	6,3	13,0	7,8	4,5	-7,7	-7,6	6,6	6,6	6,6
Tadjikistan	4,5	5,0	4,5	8,6	8,0	6,5	4,2	1,9	-1,9	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	-2,2	4,3	4,1	7,5	8,5	7,5	-3,4	-0,9	-1,4	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	-2,9	4,1	4,1	10,5	12,1	8,6	-2,3	2,0	1,8	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,2	4,1	4,1	10,5	12,7	8,6	-2,4	2,1	2,2	...	...	...
Israël ⁷	-2,2	7,1	4,1	-0,6	1,4	1,8	5,4	4,5	3,8	4,3	5,1	4,6
Maghreb ⁸	-7,9	14,0	2,8	2,3	6,0	5,6	-7,9	-4,0	-3,6	...	...	...
Mashreq ⁹	1,4	2,7	4,7	8,3	8,0	7,8	-4,3	-4,9	-3,9	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi le Bahreïn, la Libye et le Yémen.

⁵Ce groupe comprend aussi la bande de Gaza et la Cisjordanie, Djibouti, la Mauritanie et la Somalie. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

⁶Voir les notes pour l'Afghanistan, le Liban et le Turkménistan dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁷Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

⁸Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

⁹Bande de Gaza et Cisjordanie, Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Afrique subsaharienne	-1,7	3,7	3,8	10,3	10,7	8,6	-3,0	-2,2	-2,7	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-2,5	2,1	2,5	13,8	16,8	12,8	-3,5	-1,9	-1,3	...	...	...
Nigéria	-1,8	2,6	2,7	13,2	16,9	13,3	-4,0	-3,2	-2,2	...	...	...
Angola	-5,4	-0,7	2,4	22,3	24,4	14,9	1,5	7,3	5,7	...	...	...
Gabon	-1,8	1,5	3,9	1,3	2,0	2,0	-6,0	-3,8	-2,0	...	...	...
Tchad	-0,8	0,9	2,4	4,5	2,6	2,8	-8,1	-5,2	-4,7	...	...	...
Guinée équatoriale	-4,9	4,1	-5,6	4,8	0,5	3,1	-6,3	-4,2	-5,2	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire⁵	-4,2	4,8	3,6	4,3	5,4	5,2	-0,5	0,2	-1,7	...	...	...
Afrique du Sud	-6,4	5,0	2,2	3,3	4,4	4,5	2,0	2,9	-0,9	29,2	33,5	34,4
Ghana	0,4	4,7	6,2	9,9	9,3	8,8	-3,1	-2,2	-3,5	...	...	...
Côte d'Ivoire	2,0	6,0	6,5	2,4	3,0	2,5	-3,5	-3,8	-3,4	...	...	...
Cameroun	-1,5	3,6	4,6	2,4	2,3	2,0	-3,7	-2,8	-2,2	...	...	...
Zambie	-3,0	1,0	1,1	15,7	22,8	19,2	10,4	13,5	14,9	...	...	...
Sénégal	1,5	4,7	5,5	2,5	2,4	2,0	-10,2	-12,2	-11,6	...	...	...
Pays à faible revenu⁶	1,9	4,1	5,3	13,1	10,6	8,3	-5,2	-5,7	-5,3	...	...	...
Éthiopie ⁷	6,1	2,0	...	20,4	25,2	...	-4,6	-2,9	...	...	...	...
Kenya	-0,3	5,6	6,0	5,2	6,0	5,0	-4,4	-5,0	-5,1	...	...	...
Tanzanie	4,8	4,0	5,1	3,3	3,2	3,4	-1,8	-3,2	-3,8	...	...	...
Ouganda	-0,8	4,7	5,1	2,8	2,2	5,0	-9,6	-8,9	-7,3	...	...	...
République démocratique du Congo	1,7	4,9	5,6	11,4	9,4	6,4	-2,2	-2,1	-1,8	...	...	...
Mali	-1,6	4,0	5,3	0,5	3,0	2,0	-0,2	-5,3	-5,0	...	...	...
Madagascar	1,9	6,7	5,6	1,9	3,0	2,6	-0,1	-2,5	-4,1	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans le tableau A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

⁵Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.

⁶Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

⁷Voir la note pour l'Éthiopie dans la section des notes de l'appendice statistique.

Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif*(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne									Projections	
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Monde	2,5	2,0	2,1	2,1	1,9	2,5	2,4	1,7	-4,3	4,8	3,8
Pays avancés	1,0	0,9	1,5	1,7	1,2	2,0	1,8	1,3	-4,9	5,0	4,3
États-Unis	1,0	1,1	1,6	2,0	0,9	1,6	2,4	1,8	-3,8	5,7	4,8
Zone euro ¹	0,5	-0,4	1,2	1,7	1,6	2,4	1,6	1,3	-6,6	4,9	4,2
Allemagne	1,3	0,2	1,8	0,6	1,4	2,3	0,8	0,8	-4,6	2,9	4,4
France	0,6	0,1	0,5	0,6	0,8	2,2	1,5	1,6	-8,2	6,0	3,6
Italie	-0,7	-2,1	-0,1	0,9	1,5	1,8	1,2	0,5	-8,6	5,9	4,3
Espagne	-0,2	-1,1	1,7	3,9	2,9	2,8	1,9	1,3	-10,8	5,6	5,9
Japon	0,7	2,2	0,5	1,7	0,8	1,8	0,8	0,2	-4,3	2,7	3,6
Royaume-Uni	0,7	1,5	2,1	1,6	0,9	1,1	0,6	0,9	-10,2	6,4	4,4
Canada	0,8	1,3	1,8	-0,1	0,0	1,8	1,0	0,4	-6,4	5,1	3,8
Autres pays avancés ²	2,6	1,8	2,2	1,5	1,8	2,5	2,0	1,3	-2,5	4,2	3,3
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,5	3,1	2,8	2,9	3,3	3,3	2,3	-3,4	5,1	4,0
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,4	5,8	5,8	5,9	5,8	5,7	5,6	4,5	-1,7	6,4	5,6
Chine	9,9	7,1	6,7	6,5	6,2	6,4	6,3	5,6	2,0	7,7	5,4
Inde ³	6,3	5,1	6,2	6,8	7,1	5,7	5,4	2,9	-8,0	8,4	7,5
ASEAN-5 ⁴	4,1	3,7	3,4	3,7	3,9	4,3	4,3	3,7	-4,6	2,0	4,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,5	2,8	1,5	0,5	1,6	3,9	3,3	2,3	-1,9	5,8	3,4
Russie	4,9	1,5	-1,1	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,1	-2,6	4,7	3,0
Amérique latine et Caraïbes	2,6	1,8	0,1	-0,7	-1,8	0,2	0,2	-1,3	-8,2	5,5	2,2
Brésil	2,7	2,1	-0,3	-4,4	-4,1	0,5	1,0	0,6	-4,8	4,8	0,9
Mexique	0,8	0,1	1,6	2,1	1,5	1,0	1,1	-1,2	-9,2	5,3	3,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,5	0,3	0,5	0,5	2,3	0,0	0,0	-0,5	-5,0	1,7	2,2
Arabie saoudite	2,2	0,0	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,0	-2,0	-6,3	1,5	2,8
Afrique subsaharienne	2,7	2,1	2,3	0,5	-1,2	0,3	0,6	0,5	-4,3	1,2	1,2
Nigéria	4,9	2,6	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	0,1	0,1
Afrique du Sud	2,0	0,9	-0,1	-0,2	-0,8	-0,3	0,0	-1,3	-7,8	3,4	0,6
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	1,0	-0,1	1,5	2,1	1,9	2,8	2,1	1,7	-6,1	4,9	4,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,7	-0,4	-0,1	0,2	2,6	-0,9	-0,7	-1,1	-5,6	1,6	2,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,1	3,7	3,2	3,0	3,3	3,6	3,5	2,5	-3,3	5,7	4,3
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,4	3,8	2,1	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,1	0,7	3,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.³Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Bibliographie

- Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL). 2019. “Case Study: Teaching at the Right Level to Improve Learning.”
- Adrian, Tobias, Gita Gopinath, and Ceyla Pazarbasioglu. 2020. “Navigating Capital Flows—An Integrated Approach.” IMF blog. <https://blogs.imf.org/2020/12/09/navigating-capital-flows-an-integrated-approach/>.
- Agarwal, Ruchir, and Gita Gopinath. 2021. “A Proposal to End the COVID-19 Pandemic.” IMF Staff Discussion Note 21/04, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Agur, Itai, Damien Capelle, Giovanni Dell’Ariccia, and Damiano Sandri. Forthcoming. “Monetary Finance: Do Not Touch or Handle with Care?” Departmental Paper, Research Department, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Antolin-Diaz, Juan, Ivan Petrella, and Juan F. Rubio-Ramirez. 2021. “Structural Scenario Analysis with SVARs.” *Journal of Monetary Economics* 117: 798–815.
- Barrett, Philip, and Sophia Chen. 2021. “The Economics of Social Unrest.” *Finance and Development Online*. August.
- Boer, Lukas, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. Forthcoming. “Energy Transition Metals” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bowen, Alex, Karlygash Kuralbayeva, and Eileen L. Tipoe. 2018. “Characterising Green Employment: The Impacts of ‘Greening’ on Workforce Composition.” *Energy Economics* 72 (2018): 263–75.
- Carrillo-Tudela, Carlos, Bart Hobijn, Powen She, and Ludo Visschers. 2016. “The Extent and Cyclicity of Career Changes: Evidence for the UK.” *European Economic Review* 84: 18–41.
- Consoli, Davide, Giovanni Marin, Alberto Marzucchi, and Francesco Vona. 2016. “Do Green Jobs Differ from Non-Green Jobs in Terms of Skills and Human Capital?” *Research Policy* 45 (2016): 1046–60.
- Dougherty, Ann, and Robert van Order. 1982. “Inflation, Housing Costs, and the Consumer Price Index.” *American Economic Review* 72 (1): 154–64.
- Duca, John V., John Muellbauer, and Anthony Murphy. Forthcoming. “What Drives House Price Cycles? International Experience and Policy Issues.” *Journal of Economic Literature*.
- Glaeser, Edward L., and Charles G. Nathanson. 2015. “Housing Bubbles.” In *Handbook of Regional and Urban Economics*, edited by Gilles Duranton, Vernon Henderson, and William Strange, (5): 701–51. North Holland: Elsevier.
- Igan, Deniz, Alain Kabundi, Francisco Nadal De Simone, Marcelo Pinheiro, and Natalia Tamirisa. 2011. “Housing, Credit, and Real Activity Cycles: Characteristics and Comovement.” *Journal of Housing Economics* 20 (3): 210–31.
- International Energy Agency (IEA). 2021. “The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions.” World Energy Outlook Special Report, IEA, Paris.
- International Labour Organization (ILO). 2021a. “ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work, Seventh Edition, Updated Estimates and Analysis.” ILO, Geneva.
- International Labour Organization (ILO). 2021b. “World Employment and Social Outlook: Trends 2021.” ILO Flagship Report, ILO, Geneva.
- Karabarbounis, Loukas, and Brent Neiman. 2014. “The Global Decline of the Labor Share.” *The Quarterly Journal of Economics* 129 (1): 61–103.
- Muellbauer, John. 2011. “Housing and the Macroeconomy.” In the *International Encyclopedia of Housing and Home*, edited by Susan J. Smith, 301–14. Elsevier Science.
- O*NET Resource Center. 2021. “Green Occupations.” Version 22.0. https://www.onetcenter.org/dictionary/22.0/excel/green_occupations.html, accessed May 17.
- Parry, Ian, Simon Black, and James Roaf. 2021. “Proposal for an International Carbon Price Floor among Large Emitters.” IMF Staff Climate Notes 21/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Pesaran, H. Hashem, and Yongcheol Shin. 1998. “Generalized Impulse Response Analysis in Linear Multivariate Models.” *Economics Letters* 58 (1): 17–29.
- Schwerhoff, Gregor, and Martin Stuermer. 2020. “Non-Renewable Resources, Extraction Technology, and Endogenous Technological Change.” Working Paper 1506, Federal Reserve Bank of Dallas, TX.
- Vona, Francesco, Giovanni Marin, and Davide Consoli. 2019. “Measures, Drivers, and Effects of Green Employment: Evidence from US Local Labor Markets, 2006–2014.” *Journal of Economic Geography* 19 (5): 1021–48.
- Vona, Francesco, Giovanni Marin, Davide Consoli, and David Popp. 2018. “Environmental Regulation and Green Skills: An Empirical Exploration.” *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists* 5 (4): 713–53.
- World Bank Group. 2020a. “The COVID-19 Pandemic: Shocks to Education and Policy Responses.” Washington, DC.
- World Bank Group. 2020b. “Minerals for Climate Action: The Mineral Intensity of the Clean Energy Transition.” Washington, DC.

Depuis le début de 2021, l'inflation globale mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est accélérée dans les pays avancés et les pays émergents sous l'effet conjugué d'un raffermissement de la demande, de pénuries d'intrants et d'une forte hausse des cours des produits de base. En dépit des fortes incertitudes entourant la mesure des écarts de production autour de la pandémie, une relation significative persiste entre le degré de sous-utilisation des capacités de production et l'inflation. Les anticipations d'inflation à long terme sont restées relativement ancrées jusqu'ici, et il n'y a guère de signes montrant que les mesures exceptionnelles prises récemment par les pouvoirs publics ont entraîné un désancrage de ces anticipations. Pour l'avenir, l'inflation globale devrait atteindre un pic dans les derniers mois de 2021 et retrouver ses niveaux antérieurs à la pandémie mi-2022 tant dans les pays avancés que dans les pays émergents ; les risques sont orientés à la hausse. Le scénario de référence prévoit que les anticipations d'inflation à long terme resteront ancrées. Étant donné le profil incertain de la reprise, de considérables incertitudes demeurent, en particulier quant à l'évaluation du taux de sous-utilisation des capacités de production. Des perturbations prolongées de l'offre, des chocs sur les prix des produits de base et des logements, des engagements de dépenses à plus long terme et un désancrage des anticipations d'inflation pourraient aboutir à une inflation nettement supérieure à l'hypothèse du scénario de référence. Des communications claires, alliées à des politiques monétaires et budgétaires appropriées et adaptées aux particularités des contextes nationaux, pourraient empêcher que des « paniques inflationnistes » ne perturbent les anticipations.

Introduction

L'inflation globale s'est accélérée dans les pays avancés ainsi que dans les pays émergents et les pays en développement depuis le début de 2021, alors qu'elle a été relativement stable dans les pays à faible revenu (graphique 2.1). Si l'inflation de base — variation des prix

Les auteurs de ce chapitre sont Francesca Caselli (cocheffe d'équipe), Sonali Das, Christoffer Koch, Prachi Mishra (cocheffe d'équipe) et Philippe Wingender, avec des contributions de Chunya Bu et l'appui de Youyou Huang et Cynthia Nyakeri. Swapnil Agarwal et Mattia Coppo ont également apporté une aide concernant les données. Ce chapitre a bénéficié de discussions avec Rodrigo Valdés, ainsi que des commentaires des participants à un séminaire interne et des relecteurs. Olivier Coibion a donné d'utiles conseils et suggestions.

des biens et des services hors alimentation et énergie — a été moins forte que l'inflation globale, elle a augmenté elle aussi ces derniers mois. Ces développements sont intervenus dans un contexte de mesures de soutien encore substantielles tandis que les économies se redressent après la profonde contraction enregistrée en 2020. En outre, avec la réouverture des économies, le déblocage du surcroît d'épargne accumulé pendant la pandémie pourrait lui aussi stimuler les dépenses privées. Cette combinaison de facteurs sans précédent a fait naître des craintes d'une inflation durablement élevée.

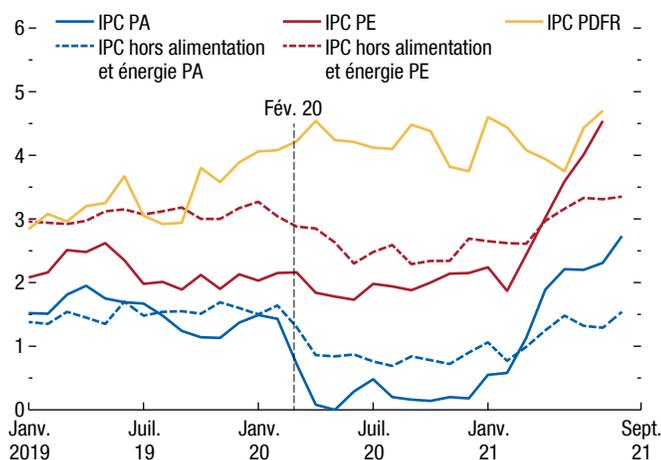
D'un point de vue macroéconomique, une hausse prolongée de l'inflation dans les pays avancés aboutissant à un retrait non anticipé des mesures monétaires accommodantes pourrait perturber les marchés financiers. Les pays émergents et les pays en développement seraient particulièrement affectés par les effets de contagion qui en résulteraient sous forme de sorties de capitaux et de dépréciation des taux de change, comme on l'a observé en 2013, lors de l'épisode du « *taper tantrum* » (accès de volatilité sur les marchés provoqué par l'annonce du retrait des mesures monétaires non conventionnelles de la Réserve fédérale américaine). Une inflation élevée tendrait aussi à nuire à ceux qui comptent principalement sur les revenus du travail (en général les individus à faible revenu), mais elle pourrait aussi profiter aux débiteurs et pénaliser les prêteurs. L'inflation peut donc avoir des conséquences complexes sur la répartition.

Ce chapitre propose une évaluation des perspectives de l'inflation et des risques qui les entourent. Après un point sur les tendances de l'inflation pendant la pandémie, les moteurs de l'inflation sont examinés au moyen de la courbe de Phillips, qui établit un lien entre l'inflation et la sous-utilisation des capacités de production — un cadre essentiel utilisé par les banques centrales pour se faire une opinion de l'inflation, puis définir la politique monétaire. Le chapitre étudie également si des changements sont intervenus dans la relation globale entre la sous-utilisation des capacités de production et l'inflation en incluant la période pandémique, ce qui pourrait avoir des implications majeures pour évaluer les effets d'une accélération de la demande au cours de la reprise et pour la conduite de la politique monétaire (voir, par exemple, Draghi, 2017, et Powell, 2018).

Graphique 2.1. Inflation des prix à la consommation, par groupe de pays

(Médiane, variation en pourcentage sur un an)

Hausse générale de l'inflation globale.



Sources : Haver Analytics ; FMI, base de données IPC ; calculs des services du FMI.
Note : Le trait vertical correspond à février 2020. IPC = indice des prix à la consommation ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PDFR = pays en développement à faible revenu.

Les anticipations d'inflation et les chocs sur l'offre sont également déterminants pour appréhender le processus de l'inflation. Une préoccupation majeure est de déterminer les conditions susceptibles d'entraîner une persistance des pics d'inflation, qui aboutirait à un désancrage des anticipations et à des spirales inflationnistes autoréalisatrices. Les dirigeants craignent que les mesures sans précédent de soutien à l'économie qui ont été prises face à la crise de la COVID-19 aient réduit la marge de manœuvre de la politique monétaire, affectant ainsi la crédibilité des banques centrales et entraînant un possible désancrage des anticipations d'inflation. Ce chapitre évalue la robustesse de l'ancrage des anticipations pendant la pandémie et le risque potentiel de désancrage pendant la reprise. Enfin, s'attachant à l'évolution des prix sectoriels et des cours des produits de base, l'analyse recherche les mécanismes par lesquels des chocs sur l'offre pourraient contribuer aux perspectives d'inflation.

Les principaux constats du chapitre sont les suivants :

L'inflation devrait retrouver ses niveaux pré-pandémiques d'ici mi-2022. L'analyse indique que l'inflation globale et les anticipations d'inflation à moyen terme devraient retrouver leurs niveaux pré-pandémiques mi-2022. Bien que de fortes incertitudes persistent, en particulier en ce qui concerne la mesure des écarts de production, le redressement de la demande ne devrait avoir qu'un effet

mineur sur l'inflation future. Le scénario de référence établi par le FMI prévoit que, pour le groupe des pays avancés, en moyenne, l'inflation globale culminera dans les derniers mois de 2021 et reviendra autour de 2 % mi-2022. Les risques demeurent légèrement orientés à la hausse à moyen terme. Pour les pays émergents et les pays en développement, les perspectives montrent de même un recul de l'inflation globale à environ 4 % après un pic de 6,8 % vers la fin de l'année, avec des risques orientés à la hausse prédominants à moyen terme. Ces perspectives se caractérisent par une forte hétérogénéité entre le groupe des pays avancés et celui des pays émergents et en développement, et même entre les pays avancés. Si les États-Unis sont à l'origine de la dynamique de forte inflation à court terme dans les pays avancés, avec une prédominance de risques orientés à la hausse à court terme, l'inflation hors alimentation et énergie reste faible dans la zone euro et au Japon.

Risques : Les anticipations d'inflation sont restées relativement bien ancrées jusqu'ici, et les risques de désancrage apparaissent limités dans les pays avancés malgré les fréquentes annonces de politique monétaire et budgétaire intervenues pendant la pandémie. La densité de prévision dans le scénario de référence pointe également des anticipations d'inflation ancrées dans les pays émergents et les pays en développement dans les deux prochaines années. Cependant, ces prévisions sont entourées de considérables incertitudes, notamment en ce qui concerne le taux de sous-utilisation des capacités de production, qui se reflètent dans la distribution autour du scénario de référence et des scénarios contrefactuels. Une forte hausse des prix de l'immobilier et des pénuries d'intrants prolongées dans les pays avancés comme dans les pays émergents et en développement, associées à des pressions continues sur les prix alimentaires et à une dépréciation des monnaies dans le dernier groupe de pays, pourraient maintenir l'inflation à un niveau élevé pendant plus longtemps. Les simulations d'un scénario de risque extrême marqué par des perturbations sectorielles continues et de fortes fluctuations des cours des produits de base montrent que l'inflation globale pourrait être nettement supérieure aux prévisions du scénario de référence. Les simulations intégrant un désancrage temporaire des anticipations d'inflation conduisent à une inflation encore plus forte, plus persistante et volatile.

Implications pour l'action publique : Une sélection d'études de cas complète l'analyse statistique et confirme que des « paniques inflationnistes » persistantes pourraient engendrer des anticipations d'inflation plus élevées. Si, par le passé, il a souvent fallu des mesures fortes

et durables pour réduire l'inflation et les anticipations d'inflation, ces actions étaient accompagnées d'une communication saine et claire, dont elles aidaient à renforcer la crédibilité. Surtout, les engagements de dépenses à plus long terme pouvaient être associés à un désancrage des anticipations, ce qui souligne l'importance de cadres budgétaires à moyen terme crédibles pour le maintien de l'ancrage des anticipations (chapitre 2 du Moniteur des finances publiques d'octobre 2021). Il est important que les dirigeants soient attentifs et prêts à agir, surtout si certains des risques soulignés dans ce chapitre devaient se réaliser simultanément : perturbations prolongées de l'offre, hausse des cours des produits de base et des prix des logements, engagements budgétaires permanents et non financés, désancrage des anticipations, combinés à une mesure inexacte des écarts de production.

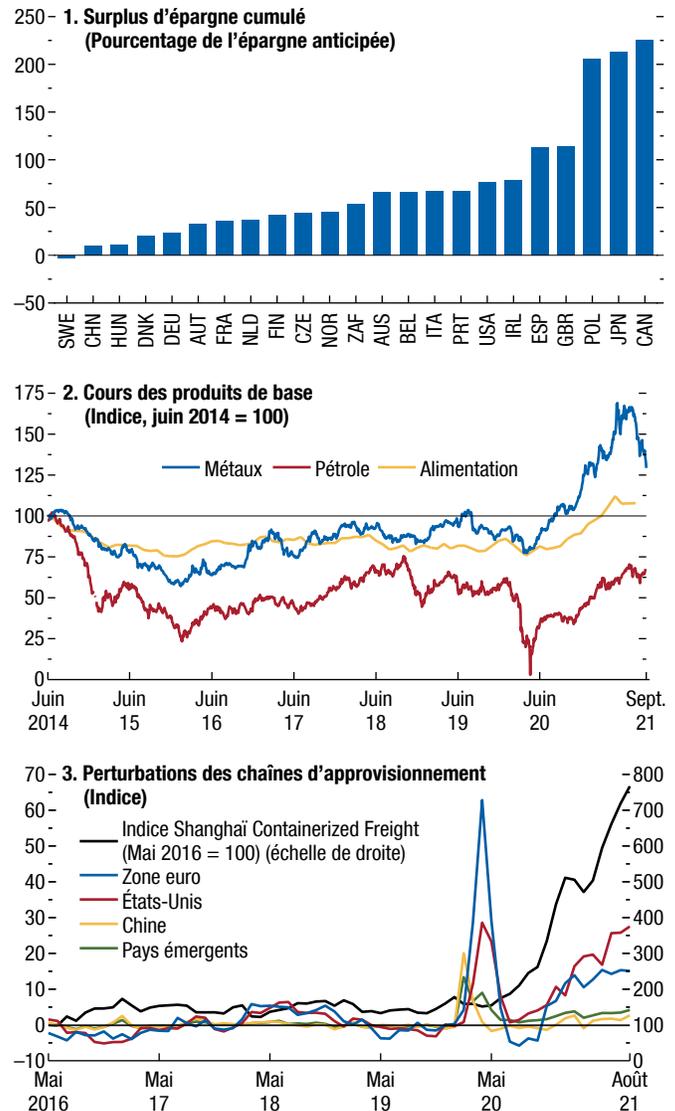
La suite du chapitre fait un état des lieux général de l'évolution récente de l'inflation avant d'évaluer les implications d'un redressement de la demande sur les perspectives d'inflation à travers le prisme d'une courbe de Phillips. Les conditions dans lesquelles, historiquement, des pics d'inflation ont tendu à persister et les anticipations d'inflation à perdre leur ancrage sont examinées, ainsi que les implications des récents chocs sur les prix sectoriels pour l'inflation globale et les anticipations d'inflation. Le chapitre conclut par une analyse des principales implications pour l'action publique.

Dynamique de l'inflation : facteurs récents

Le cadre employé ici apporte un éclairage sur trois grands facteurs d'accélération de l'inflation globale : 1) un redressement de l'activité économique ou une résorption de l'écart de production soutenus par des politiques budgétaire et monétaire accommodantes ainsi que l'expression d'une demande refoulée et le déblocage de l'épargne accumulée (graphique 2.2, page 1) ; 2) une forte hausse des cours des produits de base (graphique 2.2, page 2) ; et 3) des pénuries d'intrants et des perturbations des chaînes d'approvisionnement (graphique 2.2, page 3). Des économistes ont émis l'idée que l'expansion budgétaire — sans précédent comme elle l'a été, en particulier dans les pays avancés — pourrait ramener le chômage à un niveau suffisamment bas pour causer une surchauffe, ce qui pourrait entraîner un désancrage des anticipations d'inflation et engendrer une spirale inflationniste autoréalisatrice (Blanchard, 2021 ; Summers, 2021). D'autres jugent peu probable une élévation persistante des pressions sur les prix à partir d'une « hausse ponctuelle des dépenses » (Powell, 2021).

Graphique 2.2. Surplus d'épargne, cours des produits de base et perturbations des chaînes d'approvisionnement

Hausse de l'inflation globale sur fond de demande refoulée, de pressions sur les cours des produits de base et de perturbations des chaînes d'approvisionnement.



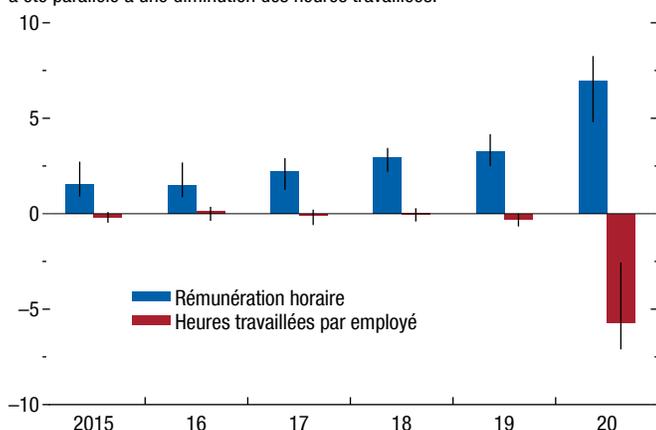
Sources : Baltic Exchange ; Haver Analytics ; FMI, système des cours des produits de base ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le surplus d'épargne cumulé est égal à l'épargne constituée par les ménages sur la période 2020 : T1–2021 : T1, ou le dernier trimestre disponible, qui dépasse l'épargne anticipée sur la base d'une tendance linéaire calculée sur la période 2017 : T1–2019 : T4 pour chaque pays. Dans la page 3, les données composites des pays émergents proviennent de IHS Markit. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement sont calculées comme la différence entre la sous-composante délais de livraison de l'indice des directeurs d'achat (PMI) et une mesure cyclique, contrefactuelle, des délais de livraison basée sur la sous-composante niveau de production de l'indice des directeurs d'achat. Les étiquettes des données utilisent les codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 2.3. Demande de main-d'œuvre dans les pays avancés

(Variation en pourcentage sur un an)

Bien que les salaires aient augmenté en 2020, cette évolution a été parallèle à une diminution des heures travaillées.



Sources : Eurostat ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les médianes ; les traits verticaux représentent les écarts interquartiles des variables correspondantes dans 24 pays avancés. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails.

Des perspectives incertaines

Les vues divergentes sur l'évolution prochaine de l'inflation témoignent des fortes incertitudes qui entourent les perspectives des mouvements de prix. Les facteurs à l'origine de ces perspectives incertaines de l'inflation — qui ne sont pas nécessairement couverts dans ce chapitre — sont l'évolution du logement (encadré 1.1 au chapitre 1), les transformations structurelles des marchés du travail et les prix alimentaires. Les prix alimentaires mondiaux ont bondi d'environ 40 % depuis le début de la pandémie. Cette évolution a des implications, en particulier pour les pays à faible revenu, où l'alimentation représente une forte part du panier de consommation (encadré 2.1).

Une autre source d'incertitude concerne les processus salariaux au sortir de la pandémie, l'accélération de la demande de main-d'œuvre se heurtant à de probables pénuries temporaires, suscitant des inquiétudes relatives à l'entretien d'une spirale salaires-prix. Des signes de croissance des salaires sont visibles dans les secteurs qui ont été les plus touchés par le choc de la COVID-19, ce qui concorde avec une reprise de l'activité — on observe, par exemple, des hausses notables des salaires versés aux États-Unis, entre autres, dans les secteurs des loisirs, de l'hôtellerie et de la distribution. Les données d'un échantillon de 23 pays avancés pointent elles aussi une nette augmentation de la rémunération horaire moyenne en 2020. Cependant, cette hausse des salaires

est intervenue en même temps qu'une diminution des heures (graphique 2.3), et la plus grande part de la réduction a été supportée par les travailleurs peu qualifiés et les jeunes, qui, en général, sont moins bien payés. En dépit de pressions sectorielles sur les salaires et d'une légère remontée de l'inflation des salaires nominaux à l'échelle de l'économie aux États-Unis, on observe peu de signes d'accélération dans les économies où des données sont disponibles à la fin du premier semestre (Allemagne, Canada, Espagne, Royaume-Uni). Même après correction des effets de composition, la croissance globale des salaires s'est maintenue dans des fourchettes normales, selon l'indice de croissance des salaires (*Wage Growth Tracker*) de la Réserve fédérale d'Atlanta. Avec l'amélioration des données sanitaires et la fin des mesures exceptionnelles de soutien aux revenus, les difficultés de recrutement rencontrées dans certains secteurs pourraient diminuer. Cela dit, de fortes incertitudes persistent — elles sont fonction de la capacité des entreprises à différer les recrutements, de leurs anticipations quant à la durée des pénuries de main-d'œuvre et de l'évolution des salaires d'acceptation corrigés des risques sanitaires (chapitre 1).

Afin de tenir compte des variations exceptionnellement fortes des prix des postes hors alimentation et énergie — comme le tourisme et les voyages — observées au cours de cette crise, d'autres mesures (comme les moyennes tronquées ou les médianes qui excluent les variations inhabituelles) signalent une augmentation plus modérée de l'inflation hors alimentation et énergie (encadré 2.2). Une partie des pressions actuelles sur les prix pourrait être effectivement passagère (par exemple en raison de sécheresses, de restrictions aux exportations et de la constitution de stocks alimentaires), mais l'évolution de plusieurs facteurs reste très incertaine.

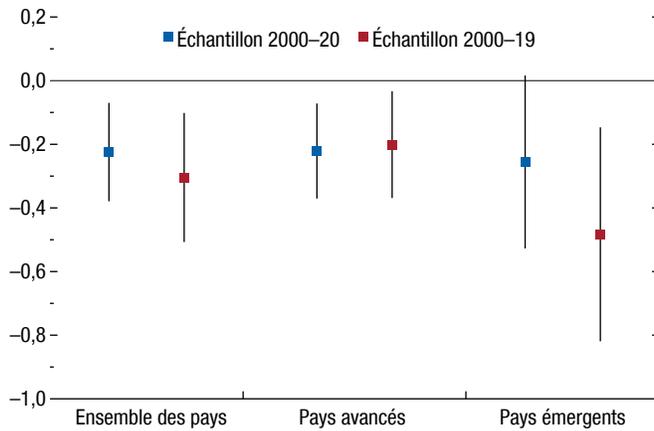
Sous-utilisation des capacités de production et perspectives de l'inflation : données issues de la courbe de Phillips

La courbe de Phillips est un élément clé des cadres de politique monétaire des banques centrales, qui décrit un arbitrage entre une faible sous-utilisation des capacités (par exemple un taux de chômage conjoncturel faible) et une inflation forte¹. Dans cette courbe, le processus de

¹Les autorités monétaires utilisent généralement le modèle « néo-keynésien » comprenant 1) une relation de demande globale, 2) une politique monétaire optimale et 3) une relation déterminée par une courbe de Phillips (voir Clarida, Galí et Gertler, 1999). D'autres approches adoptées pour appréhender le processus de l'inflation considèrent les agrégats monétaires comme des facteurs potentiellement prédictifs de l'inflation (voir, par exemple, Pradhan et Goodhart, 2021,

Graphique 2.4. Corrélation entre l'écart de chômage et l'inflation dans la courbe de Phillips (En points de pourcentage)

Les variations du chômage par rapport au taux naturel sont associées à une inflation plus modérée, plus particulièrement dans les pays émergents.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les carrés représentent le coefficient estimé de la corrélation entre écart de chômage et inflation ressortant de la courbe de Phillips. Les traits verticaux représentent les intervalles de confiance à 90 %. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails.

l'inflation est également lié aux chocs sur les coûts dus à des perturbations de l'offre et aux anticipations d'inflation à long terme. Les régimes de ciblage de l'inflation étant plus nombreux, les anticipations d'inflation à long terme jouent un rôle plus important dans l'explication des résultats de l'inflation².

Cette section évalue la puissance de la relation entre l'inflation et la sous-utilisation des capacités de production pour déterminer dans quelle mesure l'expansion de la demande pourrait contribuer à l'inflation dans la période à venir. Une courbe de Phillips intégrant les anticipations d'inflation, l'inflation retardée, les pressions liées aux prix extérieurs et les écarts de production est estimée sur un vaste échantillon de pays avancés et de pays émergents pour 2000–20. Le graphique 2.4 présente les estimations pour l'ensemble de l'échantillon et séparément pour le groupe des pays avancés et celui des pays émergents (voir l'annexe 2.2 en ligne pour le détail de

pour une revue). Dans le contexte de la crise actuelle, Agur *et al.* (2021) constatent que les fortes augmentations de la masse monétaire dues aux mesures majeures de stimulation budgétaire et monétaire n'ont eu que de modestes répercussions à court terme sur l'inflation, en particulier dans les pays dont la banque centrale est crédible.

²Les grandes banques centrales, comme la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine, ont récemment ajusté leurs cadres pour, entre autres objectifs, orienter les anticipations d'inflation à long terme et atténuer les risques déflationnistes. Jusqu'ici, l'évolution des anticipations d'inflation concorde avec les objectifs recherchés de l'ajustement du cadre.

la composition de l'échantillon et l'estimation)³. Une hausse de 1 point de pourcentage de l'écart de chômage — c'est-à-dire le chômage supérieur au taux de chômage naturel — est liée à une baisse de l'inflation hors alimentation et énergie de 0,22 point de pourcentage en moyenne. Une estimation ponctuelle similaire est observée pour les pays avancés lorsqu'on divise l'échantillon par groupes de revenu. Le coefficient des pays émergents est à peu près similaire, mais sans se distinguer statistiquement de zéro.

Toutefois, la période de la COVID-19 pose de nombreuses difficultés pour l'estimation de cette relation. Une forte incertitude entoure les écarts de chômage et de production pendant la pandémie (chapitre 1). Les mesures budgétaires et monétaires massives, sans précédent, qui ont été prises face au choc économique peuvent aussi davantage masquer la relation entre sous-utilisation des capacités de production et inflation que ce qu'on observerait au cours d'un cycle conjoncturel type. En outre, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'effondrement de certains secteurs dû à la pandémie, la volatilité des cours des produits de base, la recomposition des paniers de consommation (Cavallo, 2020 ; Reinsdorf, 2020) et des effets de base extrêmes contribuent également aux difficultés de mesure au-delà de celles qui ont trait au potentiel de production.

Une comparaison avec la relation établie par la courbe de Phillips avant la pandémie peut apporter un éclairage sur la mesure dans laquelle la chute et le rebond extraordinairement brutaux du potentiel de production induits par le confinement et la réouverture en 2020 pourraient avoir affecté les estimations. Le graphique 2.4 rapporte la réaction de l'inflation hors alimentation et énergie aux variations de l'écart de chômage estimé jusqu'au quatrième trimestre de 2019 pour les pays avancés. Les perturbations sans précédent causées par la pandémie ne semblent pas avoir altéré la relation indiquée par la courbe de Phillips dans les pays avancés. Pour les pays émergents, en revanche, les estimations semblent plus sensibles à l'inclusion de la période pandémique⁴. Les résultats indiquent aussi des données contrastées sur les effets non linéaires à différents niveaux de sous-utilisation des capacités (annexe 2.2 en ligne).

³Toutes les annexes sont disponibles à l'adresse : www.imf.org/en/Publications/WEO.

⁴La plus grande magnitude du coefficient estimé pour les marchés émergents dans l'échantillon pré-COVID-19 pourrait être due à d'autres politiques et chocs et pourrait aussi signaler des erreurs de mesure, en particulier en ce qui concerne le degré de sous-utilisation des capacités de production, qui atténuent les estimations dans la période 2000–20 pour les rapprocher de zéro.

Une courbe de Phillips causale confirme la pertinence de l'arbitrage entre inflation et activité

Bien que ces résultats soient issus d'un modèle intégrant des indicateurs nationaux spécifiques et plusieurs contrôles, ils pourraient quand même être infirmés par des variables omises et une causalité inverse. Un creusement de l'écart de production et un fléchissement de l'inflation pourraient, par exemple, inciter les banques centrales à abaisser les taux d'intérêt pour stimuler la demande et ainsi atténuer ce qui aurait été, en l'absence d'intervention, une variation marquée des données (pour une analyse détaillée des questions d'endogénéité dans ce cadre, voir McLeay et Tenreyro, 2020). Pour dissiper ces préoccupations, une autre estimation basée sur une méthodologie d'effet traitement est réalisée⁵. Comme le proposent Barnichon et Mesters (2021), des chocs sur la demande bien identifiés peuvent être utilisés comme variables pour représenter des variations du chômage. Des chocs de politique monétaire sont en particulier utilisés pour représenter des chocs sur la demande, afin de retrouver une relation causale entre inflation et activité. Des estimations causales du coefficient de Phillips peuvent être retrouvées en prenant le ratio de ces fonctions de réponse impulsionnelle de l'inflation au chômage sur l'horizon approprié⁶. Un coefficient de pente négatif et statistiquement significatif de moins 0,22 est estimé pour les pays avancés, ce qui conforte la validité des résultats de la forme réduite. Ces constats apportent de nouvelles confirmations de la

⁵Cela implique d'estimer les fonctions de réaction de la politique monétaire des banques centrales et d'utiliser une pondération inverse des probabilités pour déterminer l'effet des variations inattendues des taux à court terme. La méthodologie proposée par Angrist, Jordà et Kuersteiner (2018) est étendue ici à un panel. Parmi les études macroéconomiques récentes qui suivent cette méthodologie pour déterminer cet effet, citons Jordà et Taylor (2016), Serrato et Wingender (2016), Acemoglu *et al.* (2019) et Caselli et Wingender (2021). Willems (2020), pour sa part, construit une mesure d'un resserrement de la politique monétaire à partir de fortes hausses surprises des taux d'intérêt pour 162 pays.

⁶L'annexe 2.2 en ligne détaille les réponses impulsionnelles de l'inflation et du chômage à des mesures inattendues de restriction monétaire et analyse leur dynamique. Le graphique 2.2.2, page 1, de l'annexe en ligne montre que le taux de chômage s'accroît de 1 point de pourcentage en moyenne à la suite d'un resserrement inattendu cumulé de 40 points de base, par rapport à une orientation neutre, et qu'il faut environ 12 trimestres pour que l'effet soit pleinement ressenti. Le graphique 2.2.2, page 2, de l'annexe en ligne montre que l'inflation hors alimentation et énergie décroît fortement, d'environ 0,2 point de pourcentage, 15 trimestres après la même séquence de resserrement monétaire. Bien que la fonction de réponse impulsionnelle estimée pour le taux de chômage soit à l'extrémité haute, elle concorde avec les études empiriques qui adoptent une approche narrative pour estimer les effets des chocs de politique monétaire sur l'activité réelle (Ramey, 2016). Il faut en outre souligner les différences en termes de période examinée et d'approche de la composition et de l'estimation par rapport à la majorité des études, qui portent sur des modèles linéaires aux États-Unis. Voir l'annexe 2.2 en ligne pour une analyse plus détaillée.

puissance de la relation entre l'inflation et la sous-utilisation des capacités de production⁷.

Effet du redressement de la demande sur la dynamique de l'inflation

Quel rôle la résorption des écarts de production jouera-t-elle dans les perspectives d'inflation pendant la reprise ? La relation causale précédente est utilisée pour exclure la contribution de la résorption attendue de l'écart de chômage dans les pays avancés à la dynamique de l'inflation pour les six prochaines années⁸. Cette année et la suivante sont marquées par une impulsion inflationniste modérément positive d'environ 0,23 point de pourcentage et 0,14 point de pourcentage, respectivement (graphique 2.5). Cet effet s'atténue en 2023 et 2024 et devient une impulsion désinflationniste négligeable en 2026. Ces chiffres agrégés masquent une forte hétérogénéité, qui apparaît dans les écarts interquartiles ; les États-Unis et leur extraordinaires mesures de soutien tirent la dynamique de l'inflation à court terme. Pour les pays émergents, les résultats utilisant les estimations de la forme réduite font apparaître une impulsion inflationniste plus forte résultant du redressement des marchés du travail, égale à 0,5 point de pourcentage en 2021, mais des contributions modestes sur l'horizon de prévision (annexe 2.2 en ligne)⁹. Ces calculs sont étroitement dépendants des trajectoires prévisionnelles du chômage et des estimations des séquelles que la crise pourrait laisser (chapitre 1). Étant donné le caractère incertain de la reprise, de considérables incertitudes persistent autour de

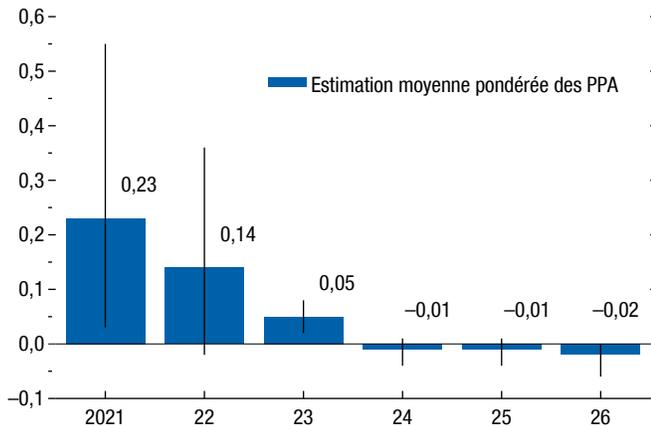
⁷Les résultats ne sont donnés que pour les pays avancés. L'insuffisance des données et la variabilité des fonctions de réaction des banques centrales des pays émergents ne permettent pas d'obtenir des résultats probants sur ces pays à la première étape de l'analyse.

⁸Les études produisent des données contrastées sur la robustesse de la courbe de Phillips. Plusieurs explications de l'aplatissement potentiel de la courbe de Phillips ont été proposées. Ainsi, depuis le milieu des années 90, les anticipations d'inflation revêtent une importance croissante dans l'explication de l'inflation actuelle (chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2013 ; Yellen, 2015). Deuxièmement, les forces de la mondialisation ont été mentionnées comme des facteurs potentiels d'un affaiblissement de la relation entre l'inflation et le degré de sous-utilisation des capacités nationales de production (Borio et Filardo, 2007 ; Auer, Borio et Filardo, 2017 ; chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018 ; Bems *et al.*, à paraître). Troisièmement, d'autres changements structurels à long terme, comme la perte de pouvoir de négociation des travailleurs et l'automatisation, la concentration croissante des employeurs et une plus grande rigidité des salaires, ont rendu l'inflation moins sensible au degré de sous-utilisation des capacités de production (Yellen, 2012 ; Daly, Hobbijn et Pyle, 2016 ; Hooper, Mishkin et Sufi, 2019).

⁹Le calcul pour les marchés émergents, présenté au graphique 2.2.3 de l'annexe en ligne, est basé sur des coefficients des moindres carrés ordinaires.

Graphique 2.5. Dynamique de l'inflation induite par le taux de sous-utilisation des capacités ressortant de la courbe de Phillips structurelle dans les pays avancés
(En points de pourcentage)

Les variations de l'écart de chômage dans les pays avancés entraînent une légère impulsion inflationniste résultant de la sous-utilisation des capacités de production.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent l'impulsion inflationniste résultant des variations de l'écart de chômage sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2021 et de l'estimation de la courbe de Phillips structurelle décrite dans le chapitre. Les traits verticaux représentent les écarts interquartiles. PPA = parités de pouvoir d'achat.

ces dynamiques induites par la sous-utilisation des capacités de production en raison des difficultés à quantifier l'étendue des séquelles que laissera la crise et ses effets sur le potentiel de production.

Rôle de l'ancrage des anticipations d'inflation

La section précédente a présenté des données montrant que l'expansion de la demande aura sans doute un effet modeste sur l'inflation future. Néanmoins, d'autres facteurs, comme l'ancrage des anticipations d'inflation et les chocs sur l'offre, sont également essentiels pour comprendre le processus de l'inflation. Une question cruciale est celle des conditions dans lesquelles les récents pics d'inflation pourraient persister, notamment en raison d'un désancrage des anticipations d'inflation aboutissant à des spirales inflationnistes autoréalisatrices. Cette section examine les conditions dans lesquelles un tel désancrage peut survenir. Elle examine ensuite les mesures historiques prises par les pays pour maintenir l'ancrage des anticipations ou les réduire lorsqu'elles augmentaient.

Ancrage : Les études publiées sur le sujet proposent différents indicateurs pour mesurer le degré d'ancrage. Le chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018 et Bems *et al.* (2021) construisent un

indicateur synthétique formé de quatre composants qui rendent compte des caractéristiques opérationnelles ou pratiques associées à des anticipations d'inflation stables et ancrées¹⁰. On considère que les anticipations d'inflation sont ancrées si elles sont stables dans le temps, présentent une faible dispersion transversale, ne sont pas sensibles aux nouvelles macroéconomiques et sont proches de l'objectif de la banque centrale. Comme le montre le graphique 2.6, page 1, les pays avancés se sont caractérisés par un ancrage relativement stable des anticipations au cours des vingt dernières années, qui concorde avec l'adoption précoce de régimes de ciblage de l'inflation, tandis que les pays émergents enregistrent des améliorations significatives depuis le début de la première décennie 2000 et sont parvenus à un ancrage comparable à celui des pays avancés ces dernières années. Néanmoins, une forte variabilité persiste parmi les pays émergents — comme le montre l'écart interquartile plus large au graphique 2.6, page 1.

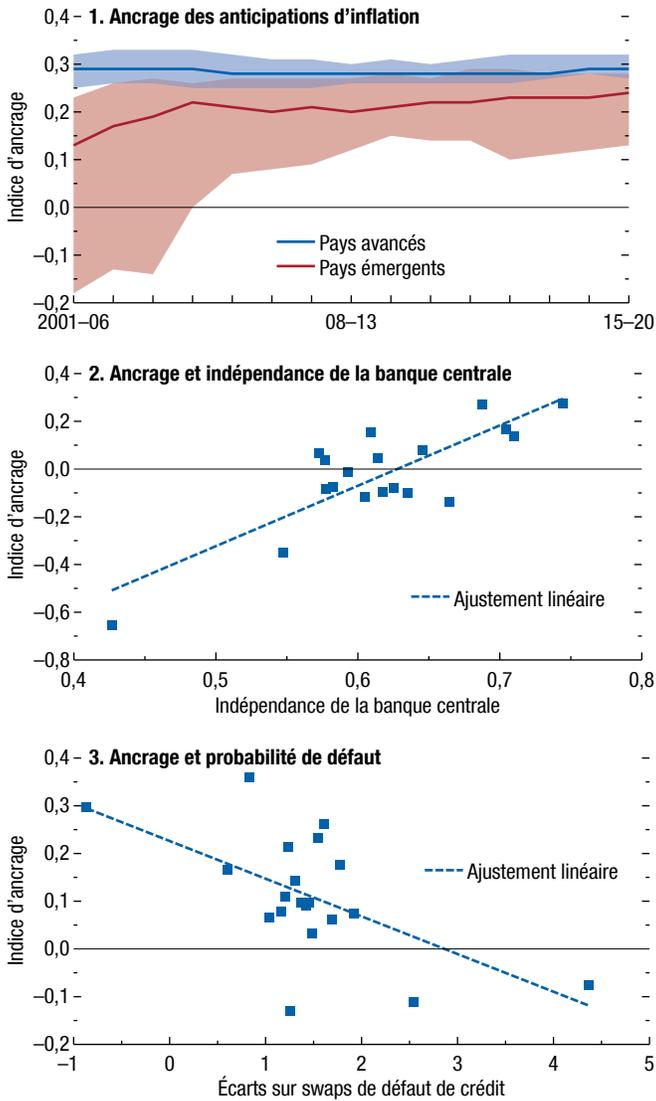
Caractéristiques institutionnelles et ancrage des anticipations d'inflation : Le degré d'ancrage est étroitement lié aux caractéristiques institutionnelles, telles que la crédibilité de la politique monétaire et de la politique budgétaire, ainsi qu'à la situation macroéconomique générale et aux caractéristiques structurelles. À cet égard, une banque centrale transparente et indépendante et une politique budgétaire saine et viable sont des conditions préalables indispensables pour des politiques crédibles (Mishkin, 2000 ; Mishkin et Savastano, 2001). La variation du degré d'ancrage d'un pays à l'autre est positivement corrélée au niveau d'indépendance de la banque centrale (graphique 2.6, page 2) et négativement associée à la probabilité de défaut (graphique 2.6, page 3).

Bénéfices de l'ancrage : Quels sont les bénéfices apportés par l'ancrage des anticipations d'inflation ? Si les anticipations d'inflation à long terme ne sont pas ancrées, les chocs qui affaiblissent l'activité économique pourraient poser un dilemme à la banque centrale. En effet, des politiques monétaires accommodantes pourraient être appropriées pour stimuler la demande, mais elles pourraient accélérer les pressions sur les prix et accroître l'incertitude, ce qui freinerait l'investissement privé et

¹⁰Ce sont : 1) la variabilité dans le temps des prévisions d'inflation à long terme — si les anticipations sont ancrées, les révisions apportées aux prévisions à long terme devraient être mineures, et la prévision moyenne doit donc rester relativement stable dans le temps ; 2) la dispersion des anticipations entre les agents ; 3) la sensibilité des anticipations à long terme à l'inflation à court terme ou aux surprises macroéconomiques ; 4) l'écart des anticipations d'inflation à moyen ou long terme par rapport à l'objectif de la banque centrale. Pour des informations détaillées sur la construction de l'indice, voir Bems *et al.* (2021). L'indice est construit en utilisant les anticipations d'inflation à long terme (trois ans et plus) des prévisionnistes professionnels.

Graphique 2.6. Ancrage de l'inflation (Indice)

L'ancrage s'est amélioré, en particulier dans les pays émergents, mais il reste variable d'un pays à l'autre. Des politiques monétaires et budgétaires saines et appropriées sont associées à des anticipations plus ancrées.

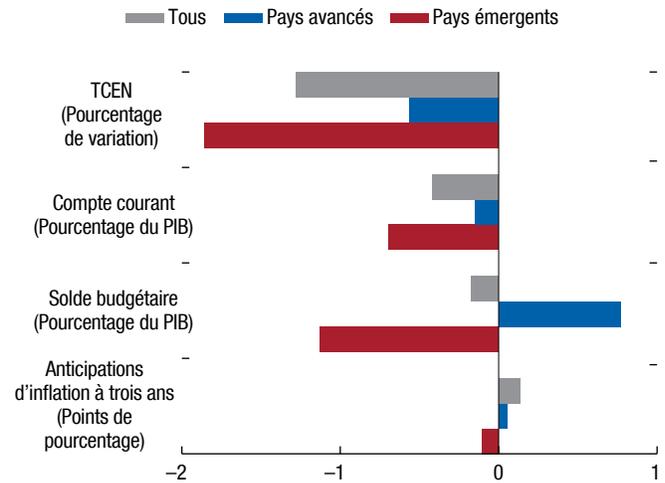


Sources : Bems *et al.* (2021) ; Consensus Economics ; Dincer et Eichengreen (2014) ; Garriga (2016) ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
 Note : Dans la plage 1, les courbes représentent la médiane ; les zones colorées représentent l'écart interquartile de l'indice d'ancrage par groupe de pays. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails.

la croissance de l'emploi. À l'inverse, si les anticipations d'inflation sont ancrées, la banque centrale dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour poursuivre la politique contracyclique appropriée pour stimuler la demande (chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018 ; Bems *et al.*, 2020).

Graphique 2.7. Épisodes d'inflation

Les épisodes d'inflation élevée sont associés à de fortes dépréciations des taux de change.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
 Note : Le graphique présente la différence entre les moyennes des trois trimestres précédant immédiatement le début d'un épisode d'accélération de l'inflation (de $t-3$ à $t-1$) et les moyennes des six trimestres précédents ($t-9$ à $t-4$). TCEN = taux de change effectif nominal.

Dans le passé, à quel moment a-t-on assisté à un désancrage des anticipations ?

L'analyse des épisodes d'inflation passés peut apporter un éclairage sur les conditions qui contribuent à désancrer les anticipations. Cet exercice repère des tournants dans l'inflation — « accélérations de l'inflation ou paniques inflationnistes » — suivant l'approche retenue dans Hausmann, Pritchett et Rodrik (2005) (pour la performance de la croissance). Cinquante-cinq épisodes répartis uniformément entre les pays avancés et les pays émergents sont recensés (graphique 2.7).

Les accélérations de l'inflation sont liées à de fortes dépréciations du taux de change dans les pays émergents. En moyenne, le taux de change effectif nominal s'est déprécié d'environ 8 % au cours du trimestre où l'épisode a débuté¹¹. En outre, les accélérations de l'inflation ont été précédées par un creusement des déficits budgétaires et des déficits des transactions courantes dans les pays émergents. Contrairement aux estimations portant sur l'échantillon complet ou sur les pays émergents et les pays en développement, les soldes budgétaires dans les pays avancés ont augmenté en moyenne avant les épisodes de forte inflation, ce qui laisse à penser que des

¹¹La dépréciation du taux de change est le seul facteur qui apparaît statistiquement significatif.

chocs sur la demande globale pourraient avoir été déterminants tant pour les performances budgétaires que pour l'inflation dans les pays avancés. Les anticipations d'inflation à court et moyen terme ont fortement augmenté pendant les « paniques inflationnistes ». Les épisodes plus persistants, définis comme ceux pendant lesquels l'inflation est restée élevée pendant six trimestres ou plus, ont été associés à une augmentation plus forte des anticipations d'inflation à trois ans (annexe 2.3 en ligne).

Étant donné la difficulté à quantifier certaines variables importantes de politique économique, comme la communication de la banque centrale, cette section applique également une approche narrative aux études de cas sélectionnées (encadré 2.3). L'analyse des résultats macroéconomiques dans les études de cas confirme de nombreux constats de l'analyse statistique et apporte un complément d'éclairage. Les engagements de dépenses à plus long terme (comme le financement de la guerre du Viet Nam et les programmes « Grande Société » menés dans les années 60 aux États-Unis, ou l'envolée des subventions et des effacements de dette agricole en Inde à la fin de la première décennie 2000) pourraient être associés à un désancrage des anticipations¹². Des chocs externes combinés à de fortes dépréciations du taux de change (comme au Brésil au début de la première décennie 2000) pourraient aussi désancrer les anticipations, surtout dans les pays où la politique monétaire manque déjà de crédibilité. En outre, même lorsque les anticipations sont bien ancrées, un écart prolongé de l'inflation par rapport à l'objectif pourrait faire changer les anticipations (comme au Chili avant la crise financière mondiale).

Ancrage des anticipations pendant la pandémie de COVID-19

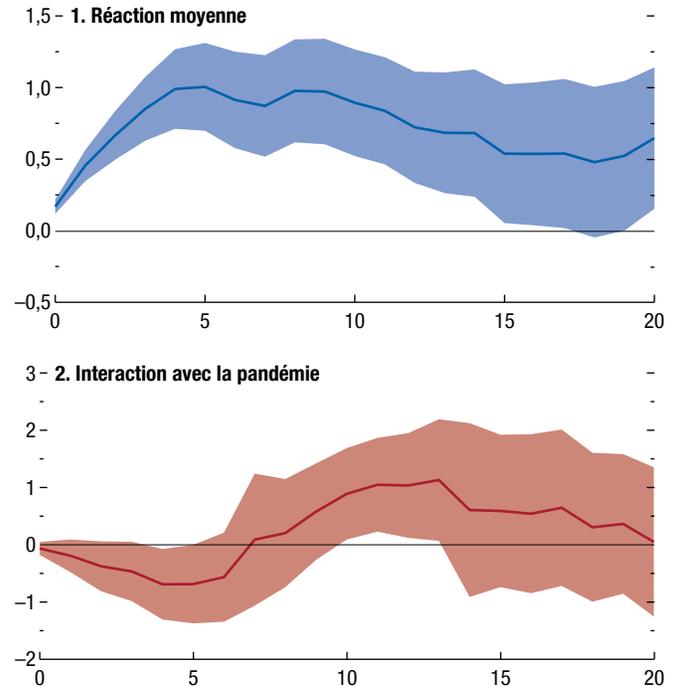
Quelle a été la force de cet ancrage pendant la pandémie de COVID-19 ? Des anticipations d'inflation bien ancrées ne devraient pas réagir aux surprises apportées par l'inflation. Concernant la période de la pandémie, une mesure journalière basée sur le marché des anticipations d'inflation à long terme, soit le point mort d'inflation anticipé à cinq ans, dans cinq ans (*five-year, five-year forward breakeven inflation rate*), est analysée pour un échantillon de 14 pays¹³.

¹²Coibion, Gorodnichenko et Weber (2021) constatent que les ménages américains anticipent une hausse de l'inflation à court et long terme après des nouvelles relatives à la dette future, mais que ce n'est pas le cas après des informations relatives à la dette actuelle, ce qui laisse à penser qu'ils sont capables de distinguer entre des changements budgétaires passagers et permanents.

¹³Voir l'annexe 2.3 en ligne pour les pays couverts, la définition des variables et le détail de l'estimation. Les taux d'équilibre reflètent

Graphique 2.8. Réaction du point mort d'inflation à cinq ans, dans cinq ans aux chocs sur les cours pétroliers
(En points de base)

Les anticipations d'inflation basées sur le marché réagissent aux surprises sur les cours pétroliers, mais elles ne sont pas devenues plus sensibles pendant la pandémie.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

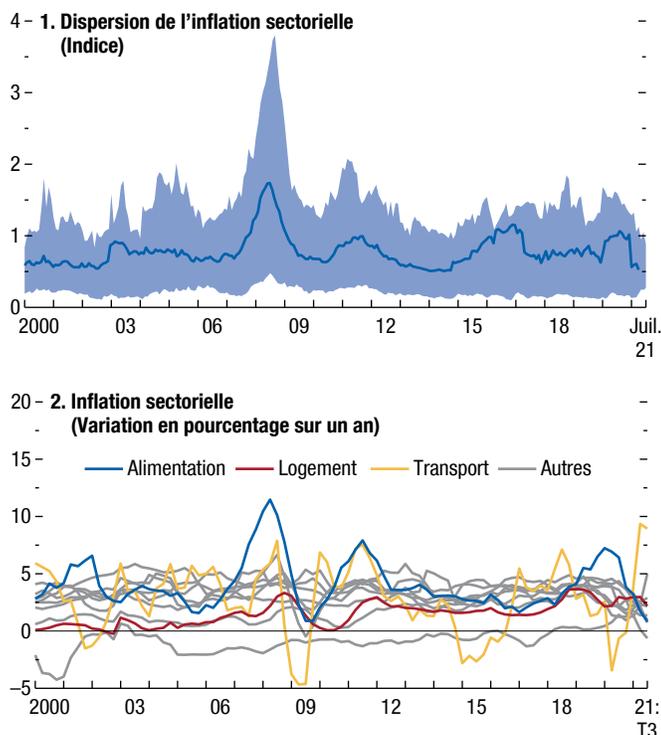
Note : Les courbes représentent la réaction estimée ; les zones colorées représentent les intervalles de confiance à 95 %. L'axe des abscisses indique le nombre de jours après le début du choc.

Les surprises sur le front de l'inflation sont représentées par les chocs sur les cours du pétrole, mesurés comme la variation du cours des contrats à terme sur le pétrole à un an. Conformément aux études précédentes (Gürkaynak, Sack et Wright, 2010 ; Beechey, Johannsen et Levin, 2011 ; Celasun, Mihet et Ratnovski, 2012), les résultats pointent un effet modeste mais significatif des chocs sur les cours du pétrole sur les anticipations (graphique 2.8, page 1). L'introduction d'un terme d'interaction des prix des

non seulement les anticipations d'inflation, mais ils intègrent aussi des primes de risque de liquidité et des primes de risque d'inflation représentant l'incertitude relative à l'inflation future, qui pourraient avoir d'importantes implications pour les politiques publiques (chapitre 1 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'octobre 2021). Les pays pour lesquels le point mort d'inflation est disponible sont surtout les pays avancés et les grands marchés émergents dont la banque centrale est crédible et les anticipations d'inflation bien ancrées. Des exercices de robustesse avec des mesures corrigées de la liquidité sont exécutés suivant Gürkaynak, Sack et Wright (2010). L'effet variable dans le temps de la liquidité sur la prime d'inflation est mesuré par les valeurs ajustées issues d'une régression du taux d'équilibre sur des variables représentatives de la liquidité pour les deux obligations.

Graphique 2.9. Dynamique de l'inflation sectorielle

La dispersion de l'inflation sectorielle pendant la pandémie ne se démarque pas des valeurs historiques, ce qui tient en grande partie à des variations moins amples et plus brèves des prix des carburants, des aliments et des logements.



Sources : Haver Analytics ; FMI, base de données IPC ; calculs des services du FMI.
 Note : Dans la page 1, la courbe représente la moyenne internationale de la dispersion de l'inflation sectorielle ; la zone colorée représente l'intervalle entre le 10^e centile et le 90^e. L'indice de dispersion de l'inflation sectorielle est calculé comme l'écart-type de l'inflation sectorielle pondérée des parts de consommation. La page 2 présente les moyennes pondérées du PIB en parités de pouvoir d'achat.

contrats à terme sur le pétrole avec un indicateur de la période pandémique (commençant en mars 2020) révèle qu'en moyenne, dans l'échantillon limité, il n'y a pas eu de variation significative de la relation entre les surprises sur les cours pétroliers et le taux d'équilibre pendant la pandémie par rapport aux périodes normales (graphique 2.8, page 2). Toutefois, les points morts d'inflation aux États-Unis ont dépassé leurs niveaux antérieurs à la pandémie en janvier 2021¹⁴. Une analyse des annonces quotidiennes de politiques monétaire et budgétaire ne révèle aucun signe de désancreage consécutif aux mesures exceptionnelles

¹⁴Les points morts d'inflation aux États-Unis ont augmenté, en particulier aux horizons plus courts, principalement en raison d'une élévation de la composante inflation anticipée corrigée du risque, ce qui concorde avec l'adoption d'une stratégie de ciblage flexible de l'inflation moyenne (chapitre 1 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'octobre 2021).

prises par les pouvoirs publics face à la pandémie (graphique 2.3.2 de l'annexe en ligne). Dans l'ensemble, ces constats incitent à penser que l'ancrage est resté relativement stable jusqu'ici pendant la crise de la pandémie de COVID-19.

Chocs sectoriels et perspectives d'inflation

La crise de la COVID-19 a déclenché de fortes fluctuations des prix dans certains secteurs, en particulier les transports, les produits alimentaires, l'habillement et les communications (annexe 2.4 en ligne). Cependant, la dispersion sectorielle globale des prix est restée relativement faible par rapport aux données historiques récentes, notamment par rapport à la crise financière mondiale (graphique 2.9, page 1). Comme l'illustre le graphique 2.9, page 2, la dispersion est due à des variations plutôt plus modestes et plus brèves des prix des carburants (transports), des aliments et des logements, qui sont, en moyenne, les trois principales composantes des paniers de consommation.

En outre, une étude de cas de l'industrie des semi-conducteurs aux États-Unis n'indique qu'une modeste augmentation de l'inflation globale face au doublement potentiel des prix des intrants des semi-conducteurs (graphique 2.4.2 de l'annexe en ligne). Ce phénomène s'explique par le fait que les catégories de produits qui, du fait du doublement des prix des semi-conducteurs qu'ils contiennent, ont le plus fort potentiel d'accélération de l'inflation pèsent très peu dans les dépenses de consommation individuelles (comme les ordinateurs individuels et le matériel photographique)¹⁵. Notons toutefois que, s'il est possible que la pénurie de puces à semi-conducteurs n'entraîne pas directement une hausse des prix, elle pourrait quand même conduire à une baisse de production des produits intégrant des puces, par exemple les voitures, ce qui pourrait augmenter le prix de ces produits ou de leurs substituts.

Perspectives d'inflation

Afin d'estimer l'effet que la dynamique des prix sectoriels pourrait avoir sur les perspectives d'inflation, un modèle structurel d'autorégression vectorielle quantile est estimé pour les pays avancés, d'une part, et pour les pays émergents et les pays en développement,

¹⁵En revanche, le renchérissement des semi-conducteurs a un effet négligeable sur les prix des postes de dépense qui pèsent le plus lourd dans le panier de consommation (comme le logement). L'analyse utilise les tableaux entrées-sorties des États-Unis.

d'autre part, pour évaluer la balance des risques en examinant des plages temporelles plus larges de la prévision de densité (Koenker et Xiao, 2006 ; Ghysels, Iania et Striaukas, 2018 ; Montes-Rojas, 2019 ; Chavleishvili et Manganelli, 2020 ; Boire, Duprey et Ueberfeldt, 2021)¹⁶. L'annexe 2.4 en ligne donne des détails et les définitions des variables.

Les prévisions de densité montrent une forte accélération de l'inflation à court terme. L'inflation globale dans les pays avancés devrait culminer à 3,6 % dans les derniers mois de 2021 (graphique 2.10, page 1), revenir à 3,2 % à la fin de l'année et s'établir autour de 2 % mi-2022. Les risques sont légèrement orientés à la hausse à moyen terme pour les pays avancés. Ces constats indiquent également une probabilité de 10 % que l'inflation demeure supérieure à 3,4 % jusqu'à la fin de 2021. Si les prévisions de densité laissent à penser que l'inflation atteindra probablement son plus haut niveau cette année dans les pays avancés, des incertitudes persistent quant aux facteurs mentionnés plus haut.

Les perspectives des pays émergents et des pays en développement indiquent un retour à l'inflation globale tendancielle d'environ 4 % mi-2022 (graphique 2.10, page 3). Les risques orientés à la hausse prédominent à moyen terme pour les pays émergents, comme le montre l'écart interquartile plus large dans la partie haute de la prévision de densité que dans la partie basse¹⁷.

Anticipations d'inflation : Les anticipations d'inflation à long terme présentent un degré d'ancrage relativement élevé. Elles reviennent progressivement vers 2 % environ, en moyenne, dans le scénario de référence pour les pays avancés, avec un risque faible de désancrage (graphique 2.10, page 2). Pour les pays émergents et les pays en développement, les anticipations devraient rester ancrées à moyen terme, mais avec des risques haussiers, signalés par le fait que la prévision moyenne est supérieure à la prévision médiane à partir de mi-2023 (graphique 2.10, page 4).

Évaluation de l'effet de fortes hausses continues des cours des produits de base et de la dispersion sectorielle des prix

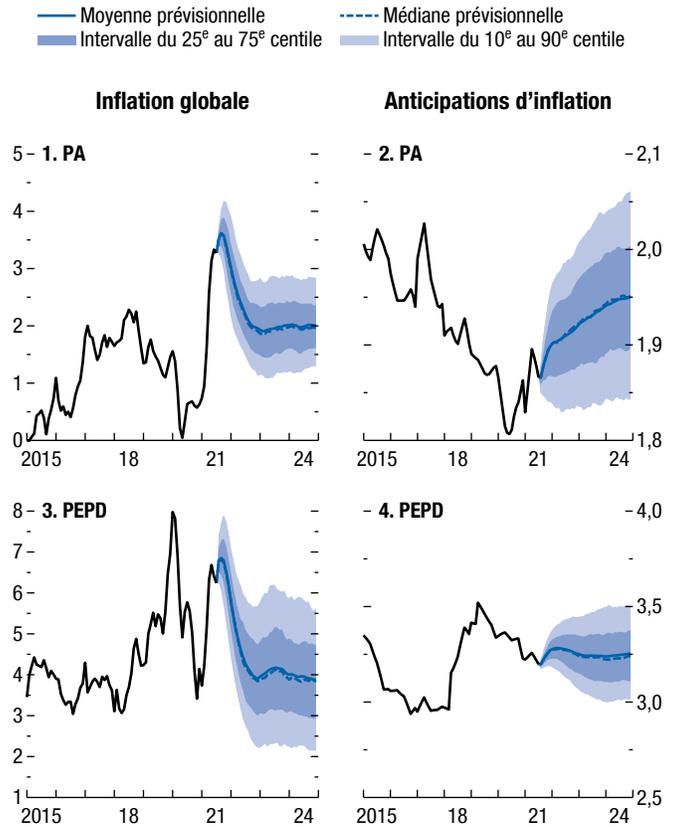
Les résultats qui précèdent s'appuient sur la relation historique entre la dynamique de l'inflation et ses déterminants, notamment la fonction de réaction des banques centrales aux données entrantes. Étant donné le caractère

¹⁶Suivant Lenza et Primiceri (2020), l'estimation des paramètres du modèle exclut la période pandémique.

¹⁷Le retour à la tendance peut être retardé si la politique monétaire ne réagit pas aussi vite que par le passé à une accélération de l'inflation.

Graphique 2.10. Perspectives du scénario de référence pour l'inflation globale et les anticipations d'inflation (En pourcentage)

Dans la prévision du scénario de référence, l'inflation globale enregistre une brève accélération aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement, et les anticipations d'inflation demeurent ancrées à moyen terme.



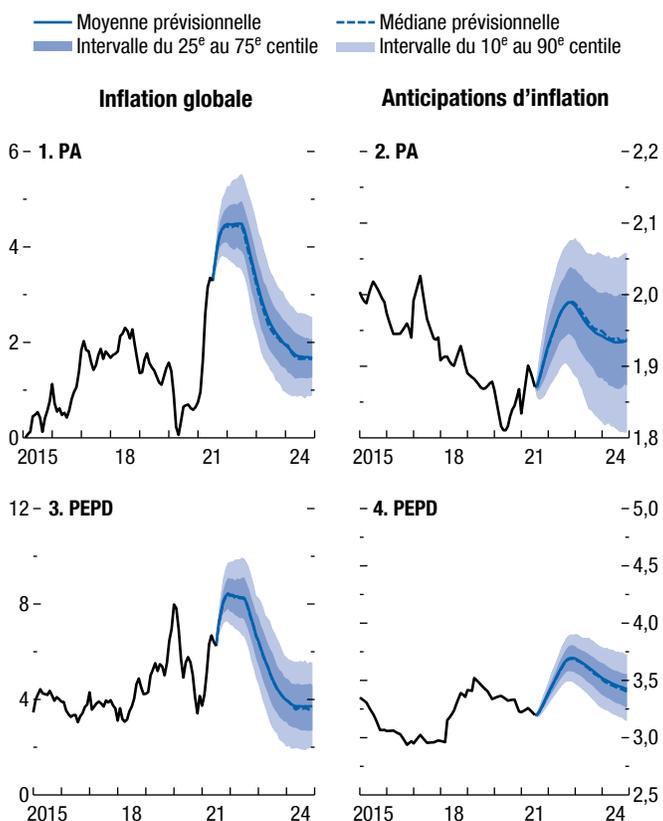
Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; FMI, base de données IPC ; estimations des services du FMI.

Note : Les courbes représentent les moyennes pondérées du PIB en parités de pouvoir d'achat. Les tendances centrales de l'inflation globale sont ajustées pour garantir la cohérence avec les prévisions d'inflation des *Perspectives de l'économie mondiale*. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails sur la liste des pays inclus dans les échantillons.

exceptionnel de l'épisode en cours, la prudence s'impose si l'on veut tenter de tirer des leçons de l'expérience pour l'avenir. Les dirigeants s'interrogent en particulier sur l'effet de perturbations sectorielles continues et durables sur les perspectives d'inflation. La volatilité des prix sectoriels, par exemple les prix des logements ou les prix alimentaires, pourrait-elle se propager à l'inflation globale et aboutir à une inflation plus élevée, plus persistante et plus volatile ? Pourrait-on alors observer une spirale inflationniste propulsée par le désancrage des anticipations d'inflation ?

Graphique 2.11. Perspectives de l'inflation globale et des anticipations d'inflation en cas de choc sur les prix sectoriels et les cours des produits de base
(En pourcentage)

Une forte hausse des cours des produits de base et de la dispersion de l'inflation sectorielle dans les douze prochains mois aurait un effet sensible mais passager sur l'inflation globale. Les anticipations d'inflation pourraient dépasser la tendance, mais elles reviendraient à celle-ci à moyen terme.



Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; FMI, base de données IPC ; estimations des services du FMI.

Note : Les courbes représentent les moyennes pondérées du PIB en parités de pouvoir d'achat. On suppose que les chocs sur la dispersion sectorielle et les cours des produits de base viennent des 75 % les plus élevés des distributions prédictives pour les douze mois consécutifs allant de juillet 2021 à juin 2022. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails sur la liste des pays compris dans les échantillons.

Scénario extrême : Pour répondre à ces questions, on recourt à un exercice prospectif qui simule l'évolution de l'inflation dans un scénario extrême, dont la probabilité de réalisation, selon le modèle employé ici, est inférieure à 0,01 %. Ce scénario, qui se caractérise par de fortes augmentations des cours des produits de base et de la dispersion sectorielle de l'inflation dans les douze prochains mois, permet d'évaluer les effets potentiels de perturbations ou de décalages continus de l'offre au cours de la reprise. Dans ce scénario, l'inflation globale

s'élèverait sensiblement, culminant à 4,4 %, en moyenne, dans les pays avancés mi-2022 et à 8,4 % dans les pays émergents début 2022 (graphique 2.11, pages 1 et 3), avec des risques globalement équilibrés à moyen terme. Cependant, même dans ce scénario extrême, l'inflation globale revient à sa tendance début 2024. Un examen des anticipations d'inflation indique un ancrage assez solide autour de 2 % dans les pays avancés, avec un faible risque de désancrage (graphique 2.11, page 2). Pour les pays émergents et les pays en développement, un dépassement des anticipations intervient à court terme (graphique 2.11, page 4), mais elles devraient rester ancrées à moyen terme.

En résumé, des perturbations sectorielles et d'amples fluctuations des cours des produits de base pourraient impliquer des risques orientés à la hausse pour l'inflation globale, avec des pics plus élevés et un retour plus tardif à l'inflation tendancielle. Toutefois, les perspectives à moyen terme resteraient sans doute liées aux fondamentaux, notamment la vitesse de la reprise et l'ancrage continu des anticipations d'inflation.

Effets potentiels d'un nouveau choc de désancrage :

Soulignons que le scénario précédent suppose que les anticipations d'inflation demeurent ancrées. Même si cette hypothèse est plausible — la dispersion sectorielle de l'inflation a atteint de très hauts niveaux après la crise financière mondiale sans avoir d'effets durables sur l'inflation globale —, la possibilité que les anticipations s'écartent de l'objectif et engendrent une spirale inflationniste auto-réalisatrice est une sérieuse préoccupation pour les dirigeants. Afin d'évaluer les effets potentiels d'un choc de désancrage sur les perspectives, le scénario précédent est étendu pour permettre aux anticipations d'inflation de devenir adaptatives pendant douze mois, ce qui signifie qu'elles ne sont plus prospectives, mais réagissent aux données entrantes¹⁸. Dans le graphique 2.12, l'inflation s'accélère fortement dans ce scénario extrême et devient plus persistante et volatile, comme l'indiquent les écarts interquartiles bien plus larges — ce qui signale les graves implications d'un désancrage des anticipations d'inflation.

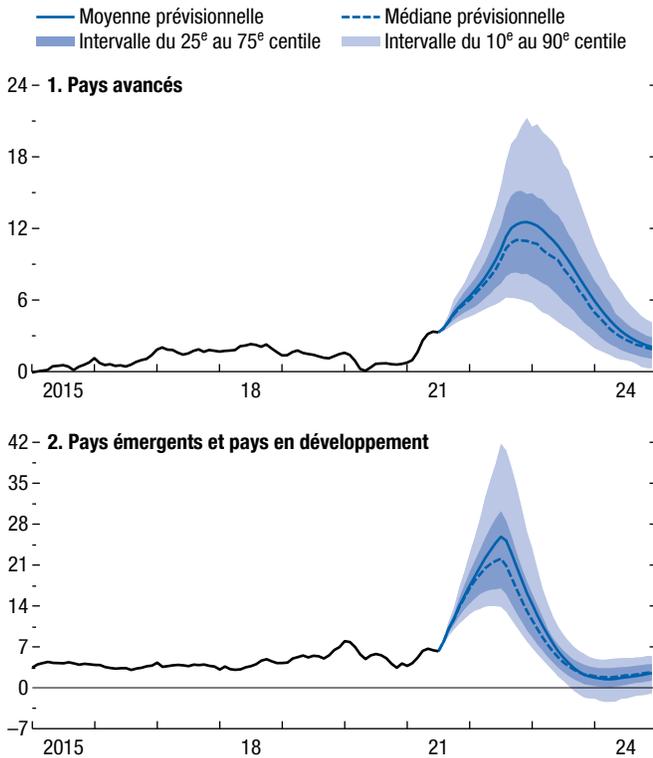
Conclusions

La hausse des cours des produits de base et les goulets d'étranglement qui se forment dans les chaînes

¹⁸Les simulations supposent que les anticipations pertinentes pour la formation des prix dans les pays avancés sont les anticipations d'inflation à un an au lieu de l'horizon à trois ans conventionnel. Pour les pays émergents et les pays en développement, les anticipations sont supposées égales à l'inflation du mois précédent.

Graphique 2.12. Inflation globale en cas de chocs sur les prix sectoriels et sur les cours des produits de base et choc sur les anticipations adaptatives
(En pourcentage)

Des chocs sur les prix sectoriels et les cours des produits de base en présence d'anticipations non ancrées entraîneraient une inflation plus forte, plus persistante et plus volatile.



Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; FMI, base de données IPC ; estimations des services du FMI.

Note : Les courbes représentent les moyennes pondérées du PIB en parités de pouvoir d'achat. Les anticipations adaptatives supposent que l'inflation est tirée par les anticipations d'inflation à un an au lieu de l'horizon conventionnel à trois ans pendant douze mois consécutifs allant de juillet 2021 à juin 2022. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails sur la liste des pays inclus dans les échantillons.

d'approvisionnement exercent des pressions haussières sur les taux d'inflation globale. En outre, le caractère sans précédent de la reprise en cours a suscité des interrogations sur le délai qu'il faudra à l'offre pour rattraper la demande qui s'accélère. Ces incertitudes font craindre que l'inflation puisse durablement dépasser les objectifs des banques centrales et désancrer les anticipations, ce qui engendrerait une spirale inflationniste autoréalisatrice.

L'analyse développée dans ce chapitre laisse à penser que ce ne sera sans doute pas le cas. Bien que les constats d'ensemble impliquent une hausse de l'inflation globale dans les pays avancés et dans les pays émergents, celle-ci devrait revenir aux fourchettes pré-pandémiques d'ici mi-2022 dans le scénario de référence.

Cependant, de fortes incertitudes pèsent sur cette évaluation en raison du profil incertain de la reprise. Les simulations des scénarios qui intègrent de fortes hausses des cours des produits de base, des chocs sectoriels continus et des anticipations adaptatives laissent entrevoir des risques importants pour les perspectives d'inflation. Des perturbations plus persistantes de l'offre et une envolée des prix des logements, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, ou des dépréciations des monnaies et des pressions sur les prix alimentaires dans le second groupe de pays pourraient maintenir l'inflation à un niveau élevé pour une période plus longue que ce qui est anticipé actuellement.

Sur le plan des politiques publiques, on peut dégager quatre enseignements.

Premièrement, le compte rendu narratif des études de cas sélectionnées et les analyses par scénarios indiquent que, lorsqu'on assiste à un désancrage des anticipations, l'inflation peut rapidement s'envoler et être coûteuse à maîtriser. En dernier ressort, la crédibilité des politiques des banques centrales et la formation des anticipations de prix sont un processus endogène, peut-être non linéaire, qu'il est difficile de définir précisément ; d'autre part, le désancrage ne peut être mesuré uniquement sur la base des relations observées dans les données historiques. Les dirigeants doivent donc se tenir prêts à agir et surtout veiller à ce que de solides cadres monétaires comprenant des seuils d'intervention soient en place. Ces seuils d'intervention pourraient être les signes précoces d'un désancrage des anticipations d'inflation ressortant d'enquêtes prospectives, des déficits budgétaires et courants non viables ou de fortes fluctuations des monnaies. Les dirigeants doivent être en particulier attentifs aux déclencheurs d'une dangereuse confluence de risques d'inflation qui pourraient être bénins individuellement mais qui, combinés, peuvent entraîner des augmentations encore plus rapides que ne l'anticipent les prévisions du scénario de référence.

Deuxièmement, les études de cas démontrent que, si des mesures fortes et durables ont souvent réussi à contenir l'inflation et les anticipations d'inflation, une communication saine et crédible a également joué un rôle crucial dans le maintien de l'ancrage des anticipations. Dans ce contexte, des orientations prospectives et des communications claires et modulables en fonction de la situation (avec des seuils d'intervention clairement exposés) émanant des banques centrales des pays avancés sont essentielles dans les périodes de normalisation des politiques pour éviter des scénarios tels le « *taper tantrum* ». De

même, un plan bien communiqué pour une sortie progressive des mesures exceptionnelles de politique monétaire et de soutien à la liquidité à mesure que la reprise se confirme favoriserait des transitions ordonnées sur les marchés, y compris dans les pays émergents. Les études de cas soulignent aussi l'importance du maintien d'une forte crédibilité budgétaire pour l'ancrage de l'inflation.

Troisièmement, les dirigeants doivent trouver le délicat équilibre entre agir patiemment pour soutenir la reprise et être prêts à intervenir rapidement en cas de signes de désancrage des anticipations d'inflation. Les banques centrales pourraient regarder au-delà des pressions inflationnistes temporaires et se garder de resserrer prématurément les politiques jusqu'à ce que la dynamique sous-jacente des prix soit plus claire (à condition que les anticipations restent solidement ancrées). En même temps, elles devraient aussi se préparer à intervenir rapidement s'il y a lieu et préparer des mesures contingentes qui révèlent leurs préférences réelles. Les politiques budgétaires doivent suivre des cadres à moyen terme viables. Cependant, l'incertitude relative aux écarts de production à moyen terme reste forte et pourrait affecter le moment optimal de la suppression des mesures de soutien pendant la reprise. Les politiques économiques doivent donc tenir compte de la

dynamique inhabituelle à court terme et des incertitudes entourant le potentiel de production.

Quatrièmement, une caractéristique clé des perspectives est la forte hétérogénéité entre les pays avancés et les pays émergents et en développement, et même entre les pays avancés. Si, selon les projections, les États-Unis sont à l'origine d'une grande partie de la forte inflation induite par la sous-utilisation des capacités de production dans le scénario de référence pour les pays avancés, avec des risques orientés à la hausse prédominants à court terme, la dynamique de l'inflation hors alimentation et énergie dans la zone euro et le Japon reste faible. Les recommandations pour l'action publique doivent être adaptées aux vulnérabilités particulières des économies et aux phases du cycle conjoncturel. Néanmoins, les répercussions de resserrements monétaires et budgétaires asynchrones doivent être au cœur des discussions multilatérales. Pour les pays émergents, les anticipations à moyen terme ont fortement augmenté dans les épisodes de panique inflationniste, qui ont été précédés d'une aggravation des déséquilibres internes et externes — qui soulignent tous le rôle de solides fondamentaux macroéconomiques et de cadres budgétaires à moyen terme crédibles pour maintenir l'ancrage des anticipations.

Encadré 2.1. Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19

Les prix mondiaux nominaux des aliments ont bondi de plus de 40 % depuis le début de la pandémie¹. Les prix des produits vendus sur un marché local — un indicateur plus pertinent, surtout si le produit est originaire du pays (comme le manioc en Afrique centrale et orientale) — ont été influencés par de multiples facteurs locaux, parmi lesquels l’offre et la demande, les politiques publiques, les taux de change, les coûts de transport et les niveaux de

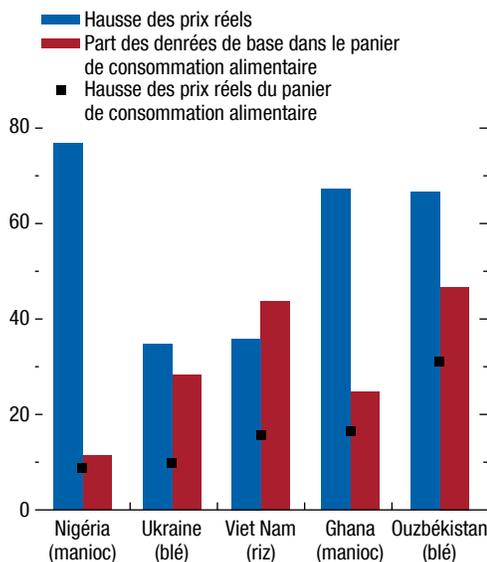
revenu. Les données utilisées sont les prix mensuels de sept denrées alimentaires de base (blé, riz, sucre, maïs, lait, volaille, manioc), qui représentent environ 60 % de la consommation journalière moyenne, vendues sur 259 marchés dans 73 pays émergents. Le prix local réel des denrées alimentaires de base dans les pays émergents a augmenté de 4,0 % depuis le début de la pandémie². De fortes hausses des prix de ces denrées sont observées dans plusieurs pays. En

Les auteurs de cet encadré sont Katrien Smuts, John Spray et Filiz Unsal.

¹FMI, système des cours des produits de base ; calculs des auteurs ; variation sur un an mai 2020–mai 2021.

²Les valeurs sont calculées comme la médiane régionale de la part dans la consommation c_{ij} * variation des prix réels en monnaie locale p_{ij} , où i = pays et j = denrée de base : variation sur un an 2020 : T1–2021 : T1.

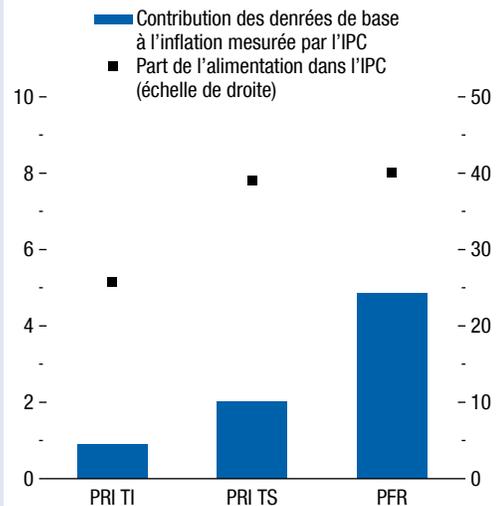
Graphique 2.1.1. Flambée des prix des produits de base dans un échantillon de pays
(Variation en pourcentage sur un an, sauf indication contraire)



Sources : FAOSTAT, bilans alimentaires ; SMIAR, outil FPMA ; calculs des services du FMI.

Note : L’augmentation réelle des paniers de consommation couvre toutes les denrées de base, et pas seulement celles qui sont énumérées ici. Données : 2020 : T1–2021 : T1.

Graphique 2.1.2. Contribution des denrées alimentaires de base à l’inflation mesurée par l’IPC ; médiane, par tranche de revenu des pays
(En points de pourcentage ; pourcentage sur l’échelle de droite)



Sources : FAOSTAT, bilans alimentaires ; SMIAR, outil FPMA ; FMI, International Financial Statistics ; calculs des services du FMI.

Note : Les denrées de base couvertes dans les calculs sont les suivantes : blé, maïs, riz, lait, volaille, sucre et manioc. Les pays considérés dans l’ensemble de données sont ceux pour lesquels on disposait du prix d’au moins une denrée de base sur la période examinée. Les prix manquants sont imputés sur la base des moyennes régionales et des moyennes par tranche de revenu. IPC = indice des prix à la consommation ; PFR = pays à faible revenu ; PRI TI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRI TS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure. Données : 2020 : T1–2021 : T1.

Encadré 2.1 (fin)

revanche, plusieurs pays producteurs de denrées alimentaires ayant bénéficié de conditions météorologiques favorables ont échappé aux pressions haussières sur les prix.

En l'absence de frictions telles que les coûts de transport, les prix tendent à se niveler d'un marché à l'autre. Toutefois, la pandémie a coïncidé avec une forte augmentation — 20 % en moyenne — des variations intranationales des prix alimentaires³. Celle-ci pourrait indiquer des pénuries croissantes de l'offre

³Les variations des prix alimentaires sont calculées comme suit : $(\max(\text{price}_{jct})_{jct} - \min(\text{price}_{jct})_{jct}) / \max(\text{price}_{jct})_{jct}$ pour le produit de base j , le marché i , dans le pays c au trimestre t . On calcule ensuite la moyenne entre les produits de base et les pays de chaque région. Les produits de base qui ne sont pas présents sur au moins trois marchés sont exclus. Variation sur un an 2020 : T1–2021 : T1.

locale, probablement dues à une diminution de la mobilité liée à la pandémie — une préoccupation plus sensible pour les régions éloignées des centres de production alimentaire.

Le double choc de la hausse des prix alimentaires et de la baisse des revenus accentuera les inégalités. Dans les pays à faible revenu, où la nourriture représente 40 % du panier de consommation, la hausse des prix des denrées alimentaires de base a accru l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation de 5 points de pourcentage. À l'intérieur des pays, les ménages les plus pauvres dépensent proportionnellement plus en alimentation (en Afrique subsaharienne, les individus dont la consommation est inférieure à 2,97 dollars par jour dépensent environ 58 % de leur revenu en nourriture).

Encadré 2.2. L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19

L'inflation globale aux États-Unis a fortement augmenté depuis le début de la pandémie. Pour interpréter cette évolution, les économistes opèrent une distinction entre l'inflation hors alimentation et énergie ou « de base », qui reflète les conditions macroéconomiques et s'avère particulièrement pertinente pour les délibérations de politique monétaire, et les fluctuations passagères autour de la base, qui résultent de variations des prix relatifs causées par des facteurs microéconomiques. Toutefois, cette distinction est difficile à opérer dans la conjoncture actuelle, car les différentes mesures de l'inflation hors alimentation et énergie produisent des signaux différents.

Une mesure courante de l'inflation de base des dépenses de consommation individuelles qui exclut l'alimentation et l'énergie a récemment enregistré un bond encore plus marqué que l'inflation globale. Cependant, exclure simplement les prix des aliments et de l'énergie n'est pas le meilleur moyen de mesurer l'inflation de base, car des variations passagères peuvent se produire dans différents secteurs (Dolmas, 2005). Ces préoccupations ont conduit à mesurer l'inflation de base à partir de l'inflation médiane (la variation de prix au 50^e centile de l'ensemble des prix chaque mois) ou de l'inflation

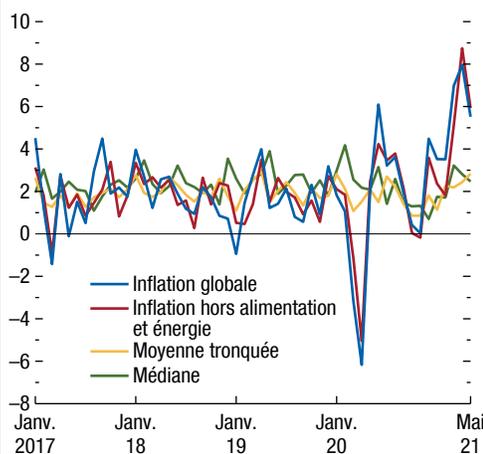
moyenne tronquée (qui exclut une part fixe des variations de prix).

Si l'on se fonde sur l'inflation médiane ou sur l'inflation moyenne tronquée, les développements récents sont moins alarmants. Cette différence reflète les importants chocs sectoriels survenus dans d'autres secteurs que l'alimentation et l'énergie, qui ont entraîné une forte hausse de la mesure traditionnelle, mais qui sont exclus de l'inflation médiane ou de l'inflation moyenne tronquée. Ainsi, le pic d'inflation observé en avril 2021 reflétait le prix des utilitaires légers, des chambres d'hôtel, des transports aériens, des sports de spectacle et des locations de voiture, qui ont plus que doublé à un taux mensuel annualisé, alors que l'inflation médiane n'était que de 2,8 % (graphique 2.2.1).

Parmi ces mesures de l'inflation de base, quelle est la plus pertinente pour appréhender la situation actuelle ? Les données historiques indiquent que c'est l'inflation médiane ou l'inflation moyenne tronquée. Le graphique 2.2.2 compare la volatilité de l'inflation et la

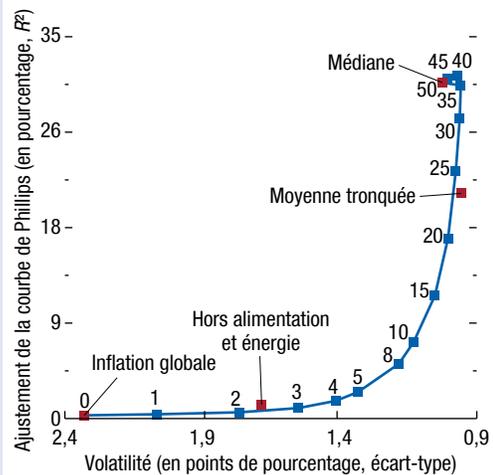
Les auteurs de cet encadré sont Laurence Ball, Daniel Leigh, Prachi Mishra et Antonio Spilimbergo.

Graphique 2.2.1. Inflation globale et inflation hors alimentation et énergie aux États-Unis
(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les taux d'inflation sont basés sur l'indice en chaîne des prix des dépenses individuelles de consommation. La moyenne tronquée est produite par la banque de la Réserve fédérale de Dallas.

Graphique 2.2.2. Taux d'inflation aux États-Unis, par secteur, avril 2021



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les points représentés sur la ligne indiquent différents pourcentages de troncature de la distribution mensuelle des variations de l'ensemble de prix. La volatilité est définie comme l'écart-type de variation de l'inflation mensuelle annualisée pour chaque mesure (janvier 1990–mai 2021). L'ajustement de la courbe de Phillips indique le coefficient de détermination (R^2) de la relation estimée entre l'inflation trimestrielle annualisée pour chaque mesure présentant un écart par rapport à l'enquête sur les anticipations des prévisionnistes professionnels à dix ans et l'écart moyen sur quatre trimestres entre le chômage et son taux naturel déterminé par le Congressional Budget Office, sur la base des données trimestrielles de la période 1990 : T1–2019 : T4.

Encadré 2.2 (fin)

puissance de sa relation avec le chômage en utilisant différentes mesures. L'exclusion des variations de prix les plus extrêmes accroît la stabilité de la mesure de l'inflation de base et conforte sa relation avec les conditions macroéconomiques. L'inflation de base est 70 %

plus volatile que l'inflation médiane et a eu une relation beaucoup plus faible avec le chômage. La crise de la COVID-19 a conforté les arguments en faveur de l'utilisation de l'inflation médiane ou de l'inflation moyenne tronquée.

Encadré 2.3. Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation

États-Unis 1965–83

Contexte : Après être restée modérée pendant les deux décennies consécutives à la Deuxième Guerre mondiale, l'inflation s'est progressivement accélérée à partir du milieu des années 60. Cette accélération s'est poursuivie dans les années 70 sous l'effet de chocs externes sur les prix, de déficits budgétaires élevés dus aux opérations militaires et à la montée des dépenses sociales, d'une probable surestimation de la croissance de la productivité et du potentiel de production, et d'une politique monétaire accommodante.

Mesures prises et résultats : La loi Humphrey–Hawkins de 1978 a modifié le mandat de la Réserve fédérale et a permis à Paul Volcker, alors président du conseil d'administration, de relever très fortement les taux d'intérêt. Le taux des fonds fédéraux, qui s'établissait en moyenne à 11,2 % en 1979, la première année du mandat de Volcker, atteignait 20 % en juin 1981. L'inflation a culminé en mars 1980 à presque 15 % pour retomber à 3 % en 1983. Cette chute a été provoquée par une forte récession due à l'effondrement de la demande, qui a porté le taux de chômage de 5,6 % en mai 1979 à 10,8 % en novembre 1982.

Conclusions : La « grande inflation » américaine des années 70 et sa disparition ont permis de tirer d'importantes leçons pour les politiques publiques. L'indépendance de la banque centrale, qui peut atténuer le biais inflationniste, et sa transparence, une planification budgétaire à moyen terme prudente et l'adhésion à des règles monétaires stabilisatrices et au ciblage de l'inflation sont devenues essentielles.

Brésil 2002–05

Contexte : Des dépréciations monétaires couplées à des chocs internes et externes survenus en 2001 ont provoqué un arrêt brutal de l'économie en 2002. Le Brésil a subi une inversion des flux de capitaux et des réductions des lignes de crédit commercial, et le real a perdu 53 % de sa valeur en 2002. Les anticipations d'inflation ont augmenté en même temps que l'inflation s'accélérait.

Mesures prises et résultats : Face au manque de crédibilité de la politique monétaire et aux craintes de domination de la politique budgétaire, les dirigeants ont décidé qu'un resserrement progressif ne conviendrait pas. En février 2003, l'augmentation cumulée du taux directeur atteignait 550 points de base, tandis que les exigences

de réserves imposées aux banques avaient été relevées. Il a fallu attendre que le comité de politique monétaire du pays maintienne le taux directeur à 26,5 % en avril 2003 pour le troisième mois consécutif, en dépit des protestations du public, pour que les anticipations d'inflation amorcent une décline. Elles sont restées stables jusqu'à mi-2004. En septembre 2004, le comité a réagi aux préoccupations suscitées par la montée de l'inflation en amorçant un nouveau cycle de resserrement et en énonçant clairement les conditions dans lesquelles il interviendrait. Il s'est engagé sur un objectif d'inflation pour 2005 et a annoncé que la politique monétaire réagirait de manière asymétrique aux chocs augmentant et diminuant l'inflation. Les anticipations ont diminué par la suite, alors même que l'inflation continuait d'augmenter, et ont bel et bien convergé vers l'objectif vers la fin de 2005. Le nouveau gouvernement s'est également efforcé de conduire une politique budgétaire prudente.

Conclusions : Considérée comme un test de résistance d'un nouveau régime de ciblage de l'inflation, cette expérience a montré 1) que de plus amples mesures de politique monétaire étaient nécessaires pour contrer les anticipations non ancrées et établir la crédibilité, et 2) que des orientations prospectives claires et modulables en fonction de la situation pouvaient compléter les mesures initiales.

Chili 2007–09

Contexte : Le Banco Central de Chile (BCC) a officiellement adopté un régime de ciblage flexible de l'inflation en 1999. Les anticipations d'inflation ont été bien ancrées par la suite, autour de 3 %. La nouvelle politique monétaire s'est accompagnée d'une règle budgétaire crédible, d'une solide réglementation du secteur financier et de l'exercice d'un contrôle. Toutefois, de mi-2007 à fin 2008, le Chili a enregistré des pressions inflationnistes dues à des facteurs internationaux — hausse des prix du cuivre, des produits alimentaires et de l'énergie. L'inflation globale a dépassé la fourchette cible en août 2007. Les anticipations d'inflation ont commencé à augmenter et ont dépassé l'objectif de 3 % fin 2008.

Mesures prises et résultats : Au second semestre de 2007, la BCC a resserré sa politique monétaire, relevant le taux directeur de 25 points de base en juillet 2007. Bien que la hausse des taux cumulée ait atteint 325 points de base en septembre 2008, les anticipations à deux ans ont été portées à 3,9 %. La BCC a quelque peu tardé à réagir à la montée de l'inflation pour plusieurs raisons : 1) le ralentissement de l'économie a été inférieur aux

Les auteurs de cet encadré sont Sonali Das, Christoffer Koch et Prachi Mishra.

Encadré 2.3 (fin)

estimations, 2) la répercussion de l'appréciation du taux de change a été plus faible que prévu, et 3) l'ampleur et la persistance de l'augmentation des prix des produits de base agricoles n'avaient pas été anticipées. La crise financière mondiale a ensuite provoqué une récession et une inversion de la hausse de prix des produits de base, tandis que l'inflation a fortement baissé et que les anticipations ont diminué pour rejoindre l'objectif en 2009.

Conclusions : Même en présence d'anticipations bien ancrées, la crédibilité peut être menacée lorsque l'inflation s'éloigne de son objectif ou lorsqu'elle reste au-dessus de sa bande pendant une période prolongée.

Inde 2010–14

Contexte : Après le rebond consécutif à la crise financière mondiale, la croissance a amorcé un ralentissement en 2011 sous l'effet de facteurs internes et externes. Les règles budgétaires de 2003 ont été abandonnées, ce qui a provoqué des déséquilibres internes et externes. Les anticipations d'inflation n'étaient pas ancrées à cette époque. Au premier signe d'une diminution des achats d'obligations réalisés par la Réserve fédérale américaine, le 22 mai 2013, le considérable déficit des transactions courantes de l'Inde et sa dépendance à l'égard des flux de portefeuille sont apparus très clairement. La plongée

de la roupie a accentué les craintes d'une nouvelle hausse de l'inflation et les risques d'une révision à la baisse de la note de crédit.

Mesures prises et résultats : Un nouveau banquier central a été nommé et a fixé plusieurs priorités dès le premier jour, le 2 septembre 2013. Deux éléments sautent aux yeux : 1) une promesse de restaurer la confiance et 2) un engagement de rendre la banque centrale plus transparente et prévisible. Un nouveau régime de ciblage de l'inflation a commencé à guider la politique monétaire et les communications en janvier 2014. Cette stratégie s'est accompagnée d'interventions sur le marché des changes pour gérer la volatilité des cours des matières premières. L'économie du pays a inspiré confiance lorsque les anticipations relatives à la roupie ont été fermement ancrées et que l'inflation et les anticipations d'inflation ont été maîtrisées.

Conclusions : Les améliorations apportées aux opérations de politique monétaire et les stratégies de communication mises en place, accompagnées d'un engagement transparent et crédible de réduire l'inflation, ont permis de faire baisser l'inflation, qui était alors forte. La réussite de la banque centrale sur ce front a ouvert la voie à la poursuite d'autres objectifs sans perturber les anticipations d'inflation.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Suresh Naidu, Pascual Restrepo, and James A. Robinson. 2019. “Democracy Does Cause Growth.” *Journal of Political Economy* 127 (1): 47–100.
- Agur, Itai, Damien Capelle, Giovanni Dell’Ariccia, and Damiano Sandri. Forthcoming. “Monetary Finance: Do Not Touch or Handle with Care?” Departmental Paper, Research Department, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Angrist, Joshua D., Òscar Jordà, and Guido M. Kuersteiner. 2018. “Semiparametric Estimates of Monetary Policy Effects: String Theory Revisited.” *Journal of Business & Economic Statistics* 36 (3): 371–87.
- Auer, Raphael, Claudio Borio, and Andrew Filardo. 2017. “The Globalization of Inflation: The Growing Importance of Global Value Chains.” CEPR Discussion Paper 11905, Centre for Economic Policy Research, London.
- Ball, Laurence, Gita Gopinath, Daniel Leigh, Prachi Mishra, and Antonio Spilimbergo. 2021. “Underlying US Inflation: Set for Take-Off? VoxEU, May 7.
- Barnichon, Regis, and Geert Mesters. 2021. “The Phillips Multiplier.” *Journal of Monetary Economics* 117: 689–705.
- Beechey, Meredith, Benjamin Johannsen, and Andrew Levin. 2011. “Are Long-Run Inflation Expectations Anchored More Firmly in the Euro Area than in the United States?” *American Economic Journal: Macroeconomics* 3: 104–29.
- Bems, Rudolfs, Francesca G. Caselli, Francesco Grigoli, and Bertrand Gruss. 2020. “Gains from Anchoring Inflation Expectations: Evidence from the Taper Tantrum Shock.” *Economics Letters*, Volume 188, March 2020, 108820.
- Bems, Rudolfs, Francesca G. Caselli, Francesco Grigoli, and Bertrand Gruss. 2021. “Expectations Anchoring and Inflation Persistence.” *Journal of International Economics* 132: 103516.
- Bems, Rudolfs, Francesca G. Caselli, Francesco Grigoli, and Bertrand Gruss. Forthcoming. “Is Inflation Domestic or Global?” *International Journal of Central Banking*.
- Blanchard, Olivier. 2021. “In Defense of Concerns over the \$1.9 Trillion Relief Plan.” *Real Time Economic Issues Watch*, Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- Boire, François-Michel, Thibaut Duprey, and Alexander Ueberfeldt. 2021. “Shaping the Future: Policy Shocks and the GDP Growth Distribution.” Bank of Canada Working Paper 2021–24, Ottawa.
- Borio, Claudio, and Andrew Filardo. 2007. “Globalization and Inflation: New Cross-Country Evidence on the Global Determinants of Domestic Inflation.” BIS Working Paper 227, Bank for International Settlements, Basel.
- Carrière-Swallow, Yan, Bertrand Gruss, Nicolás E. Magud, and Fabián Valencia. 2021. “Monetary Policy Credibility and Exchange Rate Pass-Through.” *International Journal of Central Banking* 17 (3): 61–94.
- Caselli, Francesca, and Philippe Wingender. 2021. “Heterogeneous Effects of Fiscal Rules: The Maastricht Fiscal Criterion and the Counterfactual Distribution of Government Deficits.” *European Economic Review* 136.
- Cavallo, Alberto. 2020. “Inflation with COVID Consumption Baskets.” NBER Working Paper 27352, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Celasun, Oya, Roxana Mihet, and Lev Ratnovski. 2012. “Commodity Prices and Inflation Expectations in the United States.” IMF Working Paper 12/89, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chavleishvili, Sulkhan, and Simone Manganelli. 2020. “Forecasting and Stress Testing with Quantile Vector Autoregression.” ECB Working Paper 2330, European Central Bank, Frankfurt.
- Chernozhukov, Victor, Iván Fernández-Val, and Alfred Galichon. 2010. “Quantile and Probability Curves without Crossing.” *Econometrica* 78 (3): 1093–125.
- Clarida, Richard, Jordi Galí, and Mark Gertler. 1999. “The Science of Monetary Policy: A New Keynesian Perspective.” *Journal of Economic Literature* 37 (4): 1661–707.
- Coibion, Olivier, and Yuriy Gorodnichenko. 2015. “Is the Phillips Curve Alive and Well after All? Inflation Expectations and the Missing Disinflation.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 7 (1): 197–232.
- Coibion, Olivier, Yuriy Gorodnichenko, Saten Kumar, and Mathieu Pedemonte. 2020. “Inflation Expectations as a Policy tool?” *Journal of International Economics* 124.
- Coibion, Olivier, Yuriy Gorodnichenko, and Michael Weber. 2021. “Fiscal Policy and Households’ Inflation Expectations: Evidence from a Randomized Control Trial.” CESifo Working Paper Series 8905, Center of Economic Studies, Munich.
- Daly, Mary C., Bart Hobijn, and Benjamin Pyle. 2016. “What’s Up with Wage Growth?” Federal Reserve Bank of San Francisco Economic Letter 2016-07, March 7.
- Dincer, N. Nergiz, and Barry Eichengreen. 2014. “Central Bank Transparency and Independence: Updates and New Measures.” *International Journal of Central Banking*. 10 (1): 189–259.
- Dolmas, Jim. 2005. “Trimmed Mean PCE Inflation.” Research Department Working Paper 0506, Federal Reserve Bank of Dallas.
- Draghi, Mario. 2017. “Accompanying the Economic Recovery.” Speech at the European Central Bank Forum on Central Banking, Sintra, June 27.
- Galí, Jordi, and Mark Gertler. 1999. “Inflation Dynamics: A Structural Econometric Analysis.” *Journal of Monetary Economics* 44 (2): 195–222.
- Galí, Jordi, Mark Gertler, and David Lopez-Salido. 2001. “European Inflation Dynamics.” *European Economic Review* 45 (7): 1237–270.
- Galí, Jordi, Mark Gertler, and David Lopez-Salido. 2005. “Robustness of the Estimates of the Hybrid New Keynesian Phillips Curve.” *Journal of Monetary Economics* 52 (6): 1107–118.

- Galí, Jordi, Frank Smets, and Rafael Wouters. 2012. "Unemployment in an Estimated New Keynesian Model." *NBER Macroeconomics Annual* 26: 329–60.
- Garriga, Ana Carolina. 2016. Central Bank Independence in the World: A New Dataset. *International Interactions* 42 (5): 849–868.
- Ghysels, Eric, Leonardo Iania, and Jonas Striaukas. 2018. "Quantile-Based Inflation Risk Models." National Bank of Belgium Working Paper 34, Brussels.
- Goel, Rohit, and Sheheryar Malik. 2021. "What Is Driving the Rise in Advanced Economy Bond Yields?" IMF Global Financial Stability Note 2021/03, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gopinath, Gita. 2015. "The International Price System." NBER Working Paper 21646, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Gürkaynak, Refet S., Brian Sack, and Jonathan H. Wright. 2010. "The TIPS Yield Curve and Inflation Compensation." *American Economic Journal: Macroeconomics* 2 (1): 70–92.
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, and Dani Rodrik. 2005. "Growth Accelerations." *Journal of Economic Growth* 10 (4): 303–29.
- Hooper, Peter, Frederic Mishkin, and Amir Sufi. 2019. "Prospects for Inflation in a High-Pressure Economy: Is the Phillips Curve Dead or Is It Just Hibernating?" NBER Working Paper 25792, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Imbens, G. W., and J. M. Wooldridge. 2009. "Recent Developments in the Econometrics of Program Evaluation." *Journal of Economic Literature* 47 (1): 5–86.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Jordà, Òscar, and Alan Taylor. 2016. "The Time for Austerity: Estimating the Average Treatment Effect of Fiscal Policy." *Economic Journal* 126 (590): 219–55.
- Koenker, Roger, and Zhijie Xiao. 2006. "Quantile Autoregression." *Journal of the American Statistical Association* 101 (475): 980–90.
- Kumar, Anil, and Orrenius, Pia M. 2016. "A Closer Look at the Phillips Curve Using State-Level Data." *Journal of Macroeconomics* 47 (Part A): 84–102.
- Lenza, Michele, and Giorgio Primiceri. 2020. "How to Estimate a VAR after March 2020." NBER Working Paper 27771, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Lopez-Salido, David, and Francesca Loria. 2020. "Inflation at Risk." Finance and Economics Discussion Series 2020-013, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC.
- Mavroeidis, Sophocles, Mikkel Plagborg-Møller, and James H. Stock. 2014. "Empirical Evidence on Inflation Expectations in the New Keynesian Phillips Curve." *Journal of Economic Literature* 52 (1): 124–88.
- McLeay, Michael, and Silvana Tenreyro. 2020. "Optimal Inflation and the Identification of the Phillips Curve." *NBER Macroeconomics Annual* 2020 34: 199–255.
- Mikhailov, Alexander, Giovanni Razzu, and Zhe Wang. 2019. "Heterogeneous Effects of Single Monetary Policy on Unemployment Rates in the Largest EMU Economies." Economics Discussion Papers em-dp2019-07, Department of Economics, University of Reading.
- Mishkin, Frederic S. 2000. "Inflation Targeting in Emerging Market Countries." *American Economic Review* 90 (2): 105–9.
- Mishkin, Frederic S. 2007. "Inflation Dynamics." *International Finance* 10 (3): 317–34.
- Mishkin, Frederic S., and Miguel A. Savastano. 2001. "Monetary Policy Strategies for Latin America." *Journal of Development Economics* 66 (2): 415–44.
- Montes-Rojas, Gabriel. 2019. "Multivariate Quantile Impulse Response Functions." *Journal of Time Series Analysis* 40 (5): 739–52.
- Powell, Jerome H. 2018. "Monetary Policy at a Time of Uncertainty and Tight Labor Markets." Remarks at Price and Wage-Setting in Advanced Economies, European Central Bank Forum on Central Banking, Sintra, Portugal, June 20.
- Powell, Jerome H. 2021. "Virtual Hearing—Oversight of the Treasury Department's and Federal Reserve's Pandemic Response." March 23.
- Pradhan, Manoj, and Charles Goodhart. 2021. "Friedman vs Phillips: A Historic Divide." *VoxEU* column, February 26.
- Ramey, Valerie A. 2016. "Macroeconomic Shocks and Their Propagation." In *Handbook of Macroeconomics* 2A, edited by John B. Taylor and Harald Uhlig, 71–162.
- Reinsdorf, Marshall. 2020. "COVID-19 and the CPI: Is Inflation Underestimated?" IMF Working Paper 20/224, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Romer, Christina D., and David H. Romer. 2004. "A New Measure of Monetary Shocks: Derivation and Implications." *American Economic Review* 94 (4): 1055–84.
- Serrato, J. C., and P. Wingender. 2016. "Estimating Local Fiscal Multipliers." NBER Working Paper 22425, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Strohsal, Till, and Lars Winkelmann. 2015. "Assessing the Anchoring of Inflation Expectations." *Journal of International Money and Finance* 50 (C): 33–48.
- Summers, Laurence H. 2021. "The Biden Stimulus Is Admirably Ambitious. But It Brings Some Big Risks, Too." Opinion, *Washington Post*, February 4.
- Willems, Tim. 2020. "What Do Monetary Contractions Do? Evidence from Large Tightenings." *Review of Economic Dynamics* 38: 41–58.
- Yellen, Janet L. 2012. "Perspectives on Monetary Policy." Speech at the Boston Economic Club, Boston, MA, June 6.
- Yellen, Janet L. 2015. "Inflation Dynamics and Monetary Policy." Speech at the Philip Gamble Memorial Lecture, University of Massachusetts, Amherst, September 24.
- Yellen, Janet L. 2016. "Macroeconomic Research after the Crisis." Speech at the 60th Annual Economic Conference, The Elusive "Great" Recovery: Causes and Implications for Future Business Cycle Dynamics, sponsored by the Federal Reserve Bank of Boston, October 14.

Comment stimuler la croissance à long terme dans l'économie mondiale post-COVID-19 ? Ce chapitre examine le rôle de la recherche fondamentale, qu'il s'agisse de travaux non dirigés, théoriques ou expérimentaux. À partir d'un riche corpus de données nouvelles qui portent sur le lien entre les innovations et les articles scientifiques, il montre que la recherche fondamentale est un facteur essentiel de l'innovation aux répercussions internationales vastes et durables. Ces retombées sont particulièrement importantes pour les pays émergents et les pays en développement, où les facteurs institutionnels, notamment de meilleurs systèmes éducatifs et des marchés financiers plus profonds, contribuent à transformer l'innovation en croissance économique. Les transferts de technologie rapides, la libre circulation des idées et la collaboration par-delà les frontières sont par conséquent des priorités majeures. Une analyse modélisée révèle que les pays avancés pourraient stimuler la croissance à long terme s'ils finançaient davantage la recherche, privilégiaient la recherche fondamentale et créaient des liens plus étroits entre la recherche publique et la recherche privée. En augmentant le potentiel de croissance et l'assiette future de l'impôt, ces investissements sont généralement rentabilisés en une décennie. Les investissements dans la recherche fondamentale peuvent également être bénéfiques pour l'environnement puisqu'une recherche plus fondamentale et nouvelle est essentielle pour créer des innovations technologiques plus écologiques.

Introduction

Rares sont les concepts qui ont des conséquences aussi vastes sur la politique économique que celui de croissance à long terme. La croissance, à savoir l'augmentation du *potentiel* d'une économie à produire des biens et des services, est cruciale non seulement pour améliorer les niveaux de vie, mais aussi pour faire face aux inégalités, à la viabilité de la dette et au coût de l'atténuation du changement climatique.

Or on observe depuis quelques décennies un recul long et persistant de la croissance à long terme. Les décideurs sont confrontés à une question urgente et

Les auteurs de ce chapitre sont Philip Barrett (coresponsable), Niels-Jakob Hansen, Jean-Marc Natal (coresponsable) et Diaa Noureldin, avec le concours d'Evgenia Pugacheva, Max Rozycki et Xiaohui Sun.

essentielle : comment inverser cette tendance et bâtir une économie mondiale plus dynamique après la pandémie ? Si, jusqu'à présent, ce phénomène s'est observé principalement dans les pays avancés, il est plus urgent d'y répondre au vu de l'évolution démographique de la Chine et d'autres pays émergents. Avec la diminution du nombre d'actifs et le vieillissement de la population, il faudra accroître la production par travailleur pour maintenir les niveaux de vie.

Pour répondre à cette question, il faut comprendre les moteurs sous-jacents de la croissance. Les premières explications insistaient sur le rôle de la *productivité*, à savoir la capacité à créer davantage de produits avec les mêmes intrants¹. Des travaux plus récents soulignent le rôle de l'*innovation* — l'émergence et l'adoption de nouvelles technologies qui améliorent la production de biens et de services — comme moteur de la productivité². Les données semblent toutefois mettre en cause cette idée. La croissance de la productivité a ralenti en dépit de la hausse des dépenses de recherche et développement, indicateur de substitution courant de l'effort d'innovation (graphique 3.1, pages 1 et 2). Du fait de cette contradiction apparente avec les théories dominantes, il est assez difficile de formuler des politiques publiques propres à stimuler la croissance à long terme.

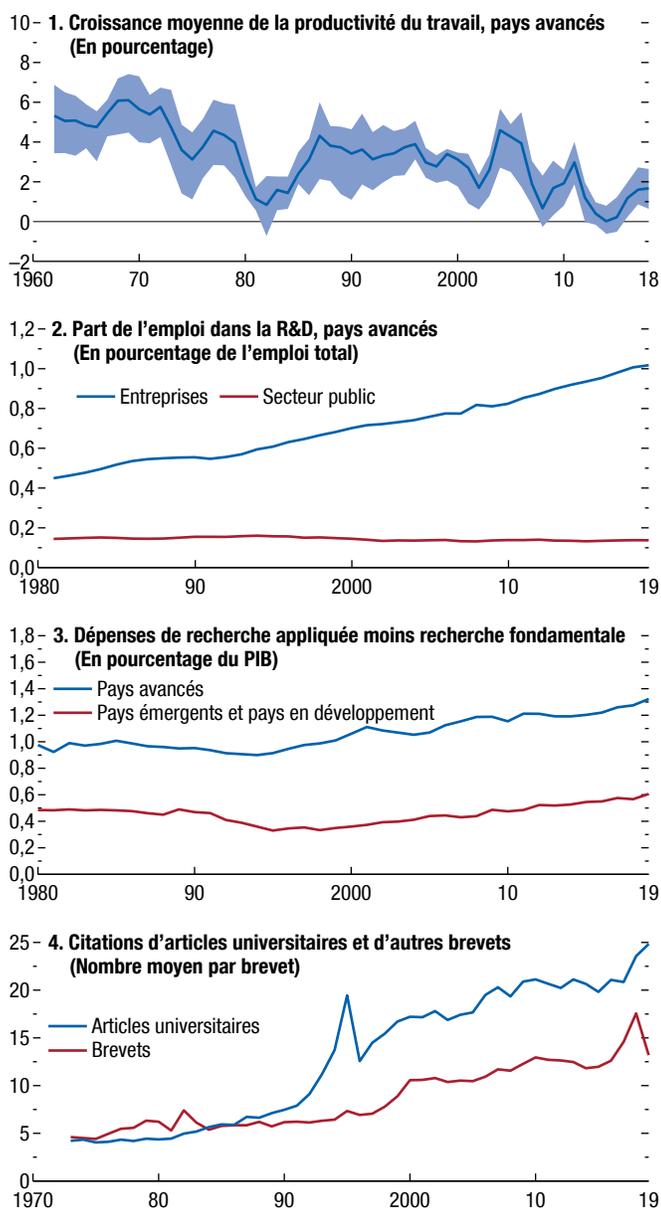
Une explication possible est que le type de recherche est important. Les innovations, petites ou grandes, ne sortent pas du néant, mais puisent dans le stock de connaissances scientifiques *fondamentales*. Le stimulateur cardiaque n'a pas pu être inventé sans une compréhension scientifique aussi bien de l'anatomie humaine que de l'électronique. La technologie des GPS que connaissent bien les utilisateurs de téléphones intelligents fait appel aux théories de la relativité d'Einstein pour tenir compte du fait que le temps ne s'écoule pas à la même vitesse sur des satellites qui se déplacent rapidement et à la surface de la Terre. Plus récemment, le développement extraordinairement rapide

¹Contrairement à la croissance démographique ou à l'accumulation de capital. Voir Ramsey (1928), Solow (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965).

²Voir l'édition d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Grossman et Helpman (1991) ; Aghion et Howitt (1992) ; Mankiw, Romer et Weil (1992) ; Aghion *et al.* (2005).

Graphique 3.1. Indicateurs de la recherche et de la productivité

La croissance de la productivité recule depuis des décennies malgré une hausse constante des efforts de recherche. L'importance accrue de la science, conjuguée à l'accent mis sur une recherche plus commerciale, pourrait expliquer cette baisse.



Sources : Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE ; Penn World Table 10.0 ; Reliance on Science ; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.

Note : À la page 1, la croissance de la productivité du travail est indiquée sous forme de moyenne mobile sur trois ans. La zone bleue représente l'intervalle entre le 25^e et le 75^e centile. L'échantillon est limité de façon à l'équilibrer sur toute la période. À la page 3, le graphique illustre la différence moyenne de financement de la recherche appliquée moins la recherche fondamentale au fil du temps. À la page 4, les citations moyennes, dans les brevets, d'articles universitaires et d'autres brevets sont indiquées par année de demande. Le pic de 1995 s'explique vraisemblablement par un changement de la législation qui a provoqué une augmentation des demandes de brevets (Byrne, 1995). R&D = recherche et développement.

des vaccins contre la COVID-19, qui repose sur des décennies de recherche scientifique fondamentale, a présenté des avantages économiques considérables en accélérant la réouverture de nombreuses économies, sans doute de plusieurs années (encadré 3.1). L'augmentation des intrants de la recherche a bénéficié de plus en plus à la recherche *appliquée* alors même que l'innovation dépend davantage des avancées de la recherche scientifique fondamentale (graphique 3.1, pages 3 et 4), ce qui pourrait être l'une des clés de cette énigme.

La nature même de la recherche scientifique fondamentale montre en outre que les politiques publiques qui visent à l'encourager pourraient être particulièrement puissantes, et il y a lieu d'en tenir compte dans les aspirations à bâtir une meilleure économie post-COVID-19 (voir le chapitre 1). Contrairement à l'innovation appliquée, la recherche fondamentale peut avoir des applications économiques très vastes. Cela signifie sans doute que les sciences pures procurent un rendement social élevé, mais aussi que les entreprises peuvent avoir du mal à internaliser les avantages que présentent les sciences pures, ce qui compromet les mesures d'incitation en faveur de la recherche privée. Aucune entreprise ne peut recueillir l'ensemble des avantages que procure l'invention du réacteur ou de l'Internet, par exemple. Les entreprises privées ont donc tendance à sous-financer les recherches les plus fondamentales qui ont des retombées considérables et un impact sur l'économie (Nelson, 1959). Les politiques publiques auraient alors un rôle à jouer pour combler ce manque.

On se demande dans ce chapitre si les politiques publiques doivent encourager la recherche fondamentale pour doper la croissance pendant la sortie de la pandémie mondiale en répondant aux questions suivantes :

- *Comment passe-t-on des sciences pures à l'innovation et à la croissance de la productivité ? Comment les connaissances scientifiques fondamentales se diffusent-elles au niveau international ? Enfin, en quoi le rôle économique de la recherche fondamentale diffère-t-il de celui de la recherche appliquée ?*
- *Quels sont les avantages, pour l'économie mondiale, de l'intégration scientifique ? Quelle pourrait être l'incidence d'un revirement de l'intégration scientifique de grandes économies telles que les États-Unis et la Chine sur la croissance mondiale ?*
- *La recherche fondamentale est-elle sous-financée ou sur-financée ? Les pouvoirs publics peuvent-ils intervenir pour corriger des niveaux de la recherche fondamentale qui sont inefficaces du point de vue social ? Dans l'affirmative, quel est le dosage approprié de mesures ? Comment ces mesures doivent-elles assurer*

un équilibre entre les bénéfices de la recherche fondamentale publique et privée ? Quels sont les avantages que peuvent procurer ces politiques publiques ? La recherche fondamentale peut-elle contribuer à la lutte contre le changement climatique ? Si c'est le cas, comment ces avantages se manifestent-ils ?

Ce chapitre permet de tirer les principales conclusions suivantes :

- La recherche fondamentale est un facteur déterminant de l'innovation et de la productivité, et les connaissances scientifiques pures se diffusent plus largement au niveau international que les connaissances appliquées. On estime qu'une hausse de 10 % de la recherche fondamentale nationale (étrangère) augmente la productivité de l'ordre de 0,3 % (0,6 %) en moyenne. La diffusion des connaissances à l'échelle internationale est plus importante pour l'innovation dans les pays émergents et les pays en développement que dans les pays avancés. La facilitation des transferts de technologie, la collaboration et la libre circulation des idées par-delà les frontières doivent être des priorités majeures.
- Un découplage de la recherche fondamentale entre les États-Unis et la Chine risque d'avoir des effets négatifs importants sur la productivité mondiale puisque l'on estime qu'il provoquerait, dans un premier temps, une baisse qui pourrait atteindre 0,8 %.
- Les pays avancés n'investissent pas suffisamment dans la recherche fondamentale, les politiques publiques qui financent la recherche publique et subventionnent la recherche privée auront des résultats positifs. Un modèle estimé sur trois pays avancés indique qu'il faudrait approximativement doubler les taux de subvention de la recherche privée, et augmenter d'un tiers environ les dépenses consacrées à la recherche publique. Fléchir le soutien vers la recherche fondamentale donnera les

meilleurs résultats, mais, si c'est impossible, une autre solution, certes imparfaite, pourrait consister à accroître les partenariats public-privé. Ces mesures sont rentabilisées à long terme, mais le niveau de financement optimal pourrait être inférieur dans les pays soumis à des contraintes budgétaires immédiates. En outre, la science joue un rôle plus décisif dans l'innovation verte que dans les changements technologiques polluants, ce qui laisse à penser que les politiques publiques en faveur de la science peuvent contribuer à lutter contre le changement climatique.

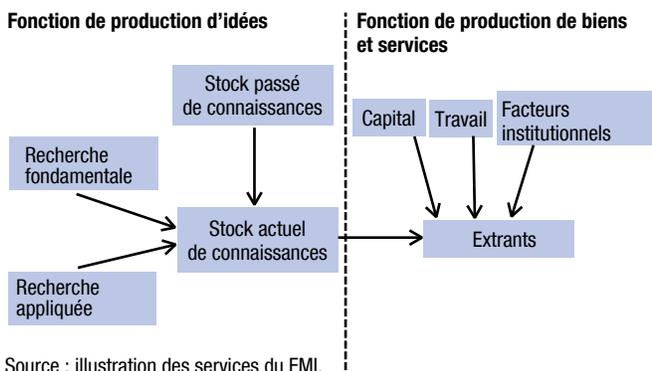
Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel retenu dans ce chapitre repose sur la théorie de la croissance endogène fondée sur l'innovation (Romer, 1990 ; Grossman et Helpmann, 1991 ; Aghion et Howitt, 1992 ; Akcigit et Kerr, 2018), selon laquelle la création de savoir est un facteur central de la croissance de la productivité.

Sous sa forme la plus simple, on peut considérer que la production économique est le produit de deux fonctions de production connexes (graphique 3.2). Dans la première, la fonction de production d'idées, les intrants de la recherche, tant fondamentale qu'appliquée, se conjuguent au savoir préexistant pour produire des innovations pertinentes sur le plan économique qui augmentent le stock de savoir commun. La principale différence entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée est que la première est non dirigée, théorique ou expérimentale, tandis que la seconde vise à mettre des produits sur le marché. Dans la deuxième fonction de production (celle de biens et services), les facteurs de production macroéconomiques habituels (capital et travail) se combinent pour produire des sorties. La productivité de ce processus dépend du stock actuel d'idées et d'autres facteurs institutionnels propres aux pays. Ainsi, la recherche augmente les connaissances, celles-ci améliorent la productivité, et cette dernière détermine la quantité de production finale générée par les facteurs de production réels.

L'analyse de ce chapitre ajoute des détails plus précis à ce tableau, mais la structure de base reste inchangée du début à la fin. L'analyse empirique dissèque ces deux fonctions de production et estime l'effet direct et les retombées internationales des investissements dans les sciences fondamentales. Une analyse des politiques à partir de modèles complète ensuite les données empiriques en permettant d'établir des interactions plus riches, notamment entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée en équilibre général. L'analyse

Graphique 3.2. Cadre conceptuel stylisé

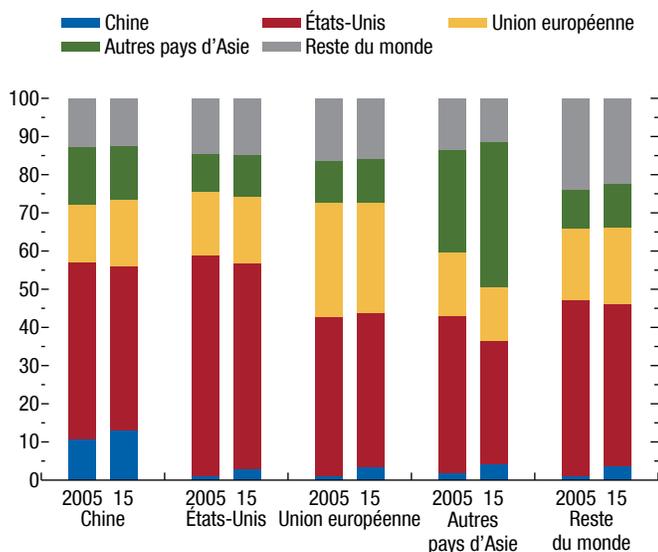


Source : illustration des services du FMI.

Graphique 3.3. Géographie des flux internationaux de recherche fondamentale

(Part des citations)

La plupart des publications scientifiques citées dans les demandes de brevet sont américaines, mais les publications d'Europe et d'Asie gagnent en importance.



Sources : Reliance on Science ; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres correspondent au pays ou à la région du brevet citant.

Les éléments de la légende correspondent au pays ou à la région de l'article de recherche cité.

des catégories les plus fondamentales de la recherche étant novatrice, ce chapitre porte naturellement sur la recherche fondamentale. On trouvera des informations complémentaires sur la recherche appliquée dans l'édition d'avril 2016 du *Moniteur des finances publiques* et celle d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Relier la science pure à la croissance

Cette section présente une enquête empirique sur les deux fonctions de production décrites dans le graphique 3.2 en la prolongeant de façon à intégrer une dimension internationale, et en mettant en évidence non seulement l'effet de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, mais aussi l'ampleur des retombées internationales. Il est important, dans un premier temps, de construire des mesures du stock de connaissances étrangères accessible par chaque pays.

Diffusion des connaissances fondamentales et appliquées

La pertinence des connaissances dans un pays pour un innovateur dans un autre pays peut dépendre de

divers facteurs, notamment la proximité, la langue, etc., et être différente selon qu'il s'agit de connaissances fondamentales ou appliquées. Les citations internationales dans les demandes de brevets, d'après la base de données de Reliance on Science (RoS, pour la recherche fondamentale) et PATSTAT (pour la recherche appliquée), donnent des indices précieux sur les vecteurs de la transmission internationale du savoir.

La base de données de RoS est un riche ensemble de données qui repère les citations d'articles scientifiques dans quelque 38 millions de brevets des États-Unis et d'Europe (Marx et Fuegi, 2020). En attribuant des identifiants uniques aux brevets délivrés par l'US Patent and Trademark Office, RoS peut déterminer le pays non seulement de l'inventeur (ou des inventeurs) du brevet, mais aussi des auteurs des articles scientifiques cités. PATSTAT, géré par l'Office européen des brevets, assure une couverture mondiale des demandes de brevets avec 105 millions d'entrées de plus de 190 offices des brevets. Ces sources mettent en lumière deux intrants de la fonction de production d'idées, la recherche fondamentale et la recherche appliquée, qui sont analysés dans l'annexe 3.1 en ligne³.

Les travaux empiriques reposent sur une hypothèse fondamentale selon laquelle les citations d'articles scientifiques rendent compte de la dépendance à l'égard de la recherche fondamentale, et les citations de brevets de celle à l'égard de la recherche appliquée. Cette distinction est nette alors que la réalité est plus floue, car certains articles peuvent traiter de questions appliquées, et des travaux brevetables peuvent donner lieu à des percées scientifiques majeures⁴.

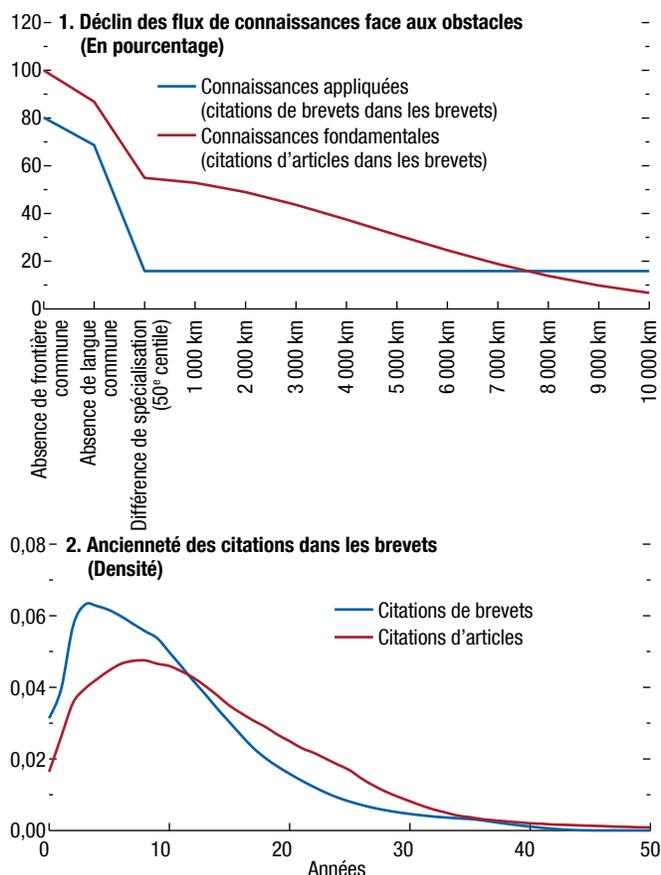
Le graphique 3.3 illustre les principales caractéristiques de citations internationales de connaissances fondamentales à partir des citations internationales dans la base de données de RoS. Les États-Unis sont la principale source des travaux cités, une constante ces dernières décennies. En revanche, les citations de travaux scientifiques chinois ont fortement augmenté depuis 2005 (mais elles étaient peu nombreuses précédemment), tout comme les citations des autres pays asiatiques. De façon générale, les régions tendent à afficher une préférence nationale en citant leurs propres travaux scientifiques davantage que les autres, ce qui porte à croire que la diffusion du savoir à partir de sa source est partielle. Cette question sera étudiée plus précisément dans la section suivante.

³Toutes les annexes sont disponibles à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO.

⁴Ahmadpoor et Jones (2017) donne des exemples de la façon dont les deux types de recherche renforcent mutuellement leur rôle dans l'innovation.

Graphique 3.4. Diffusion de la connaissance fondamentale et appliquée

Les connaissances fondamentales se diffusent plus largement que les connaissances appliquées et restent pertinentes plus longtemps.



Sources : PATSTAT ; Reliance on Science ; calculs des services du FMI.
 Note : À la plage 1, le flux de connaissances de référence est égal à 100 en l'absence d'obstacles. À la plage 2, l'échantillon est limité aux demandes de brevets déposées entre 2010 et 2019. L'abscisse s'arrête à 50 ans. La différence de spécialisation est mesurée comme étant 1 moins le coefficient de corrélation décentré entre les vecteurs de spécialisation du pays i et du pays j , où les vecteurs sont la part des brevets appartenant à des domaines scientifiques/techniques classifiés au niveau international. km = kilomètres. On trouvera des détails complémentaires aux annexes 3.1 et 3.2 en ligne.

Dans l'espace

Pour exploiter ces informations, on estime dans ce chapitre un modèle de type gravitationnel des flux internationaux de connaissances. La variable de résultat est le nombre de citations d'un pays par un autre. Pour la recherche fondamentale, il s'agirait, par exemple, du nombre de citations, par les inventeurs malaisiens, d'articles scientifiques d'auteurs espagnols (dans le cas de la recherche appliquée, il s'agirait de citations d'autres brevets). Les variables explicatives sont les suivantes : si les deux pays ont une frontière commune, s'ils partagent une langue officielle, en quoi la spécialisation de leurs économies diffère (spécialisation scientifique pour les citations

scientifiques, technologiques pour les citations de brevets) et leur distance géographique en kilomètres. Les effets fixes par pays citant et cité rendent compte des différences dans la masse de connaissances, les droits de propriété intellectuelle et d'autres facteurs qui peuvent influencer sur la propension d'un pays à breveter ou à citer d'autres brevets. On trouvera des détails supplémentaires à ce sujet dans l'annexe 3.2 en ligne.

La page 1 du graphique 3.4 illustre l'effet cumulé estimé de ces différents obstacles, calculés séparément pour les connaissances fondamentales et appliquées. Elle montre que les connaissances fondamentales se diffusent plus fortement que les connaissances appliquées, la ligne rouge restant au-dessus de la ligne bleue au regard de la plupart des obstacles. Les frontières, l'absence d'une langue commune et les différences de spécialisation sont autant d'éléments qui constituent les plus grands freins à la diffusion des connaissances appliquées. L'effet marginal de la distance géographique est négatif pour les connaissances fondamentales, mais négligeable pour les connaissances appliquées. En revanche, l'intensité des citations de brevets dans les brevets pour les connaissances appliquées dépend d'autres facteurs tels que la concurrence intense. On peut citer, par exemple, la course technologique de la 5G qu'ont menée récemment la Chine, les États-Unis et l'Union européenne. L'effet cumulé ne diffère cependant que sur de très longues distances. Ces constatations résistent à une série de tests de robustesse, qui tiennent compte notamment des différences dans la production scientifique et technologique selon les pays, comme on peut le voir en détail dans l'annexe 3.2 en ligne.

Ce type de démarche est adopté de longue date dans les publications universitaires sur les échanges internationaux. Les premières tentatives d'adapter ce cadre à la diffusion des connaissances étaient généralement axées sur les flux de connaissances appliquées à partir des citations de brevets dans les brevets⁵. Le prolongement aux flux de connaissances fondamentales à partir des citations d'articles scientifiques dans les brevets est nouveau. On peut également utiliser des prédictions des modèles estimés pour déterminer dans quelle mesure des connaissances dans un pays sont pertinentes pour la recherche ailleurs. Cette question

⁵La diffusion spatiale des connaissances à l'aide des données des brevets a été largement étudiée, à commencer par Jaffe, Trajtenberg et Henderson (1993). Voir Peri (2005) pour un exemple plus récent. Alors que les progrès des télécommunications ont amélioré l'accès aux articles scientifiques, on trouve toujours des preuves de la localisation de la connaissance scientifique (Belenzon et Schankerman, 2013, par exemple), qui s'explique en partie par des politiques nationales visant à encourager la collaboration entre les universités locales, les entreprises et les organismes publics de financement (Etzkowitz et Leydesdorff, 2000).

est importante pour l'analyse empirique de la fonction de production d'idées, qui utilise cet indicateur pour créer des stocks de connaissances étrangères globales pour chaque pays (on reviendra sur cette question plus loin).

Dans le temps

Les connaissances se diffusent dans l'espace, mais aussi dans le temps, comme le montre la plage 2 du graphique 3.4, qui illustre la densité de l'âge des articles scientifiques (courbe rouge) et des brevets (courbe bleue) cités par différents brevets. Elle donne ainsi une valeur indicative de l'influence des connaissances fondamentales et appliquées au fil des ans. Les connaissances fondamentales affichent un impact durable, la densité de l'âge des articles scientifiques cités culminant à huit ans environ, contre trois ans pour les brevets cités. Ces données permettent de penser que les idées scientifiques peuvent continuer d'avoir une influence sur le plan économique pendant longtemps⁶.

Bien entendu, il faut se montrer prudent lorsque l'on utilise les flux de connaissances issus des brevets pour comprendre les déterminants de l'innovation. Une partie de la recherche et développement peut avoir un impact direct sur la productivité sans nécessairement donner lieu à de nouveaux brevets, et les nouvelles demandes de brevets peuvent être davantage le signe de pratiques stratégiques que de véritables innovations. Il n'en reste pas moins que, si l'on retient uniquement les brevets déposés dans au moins deux bureaux nationaux des brevets — ce qui devrait permettre de tenir compte de ces effets —, on obtient des résultats analogues (tableau 3.2.3 de l'annexe 3.2 en ligne).

Stocks de connaissances et fonction de production d'idées

La fonction de production empirique d'idées explique comment le flux de nouvelles idées productives — représentées par des brevets — dépend du stock de recherches appliquées et fondamentales étrangères et nationales.

Ces stocks étant des indicateurs des dépenses consacrées à la recherche (en d'autres termes, les intrants de la recherche), ce sont de véritables intrants d'une fonction de production. Les stocks nationaux sont calculés en additionnant les dépenses passées et en appliquant un taux d'amortissement annuel de 10 %. La construction des stocks étrangers se fonde sur Peri (2005). Pour chaque pays, on calcule une moyenne pondérée du stock de recherches nationales dans tous les autres pays, les coefficients de

pondération étant déterminés par le modèle de gravitation exposé dans le présent chapitre. Ainsi, le stock étranger de recherche fondamentale construit du Mexique affecte aux États-Unis un coefficient de pondération proportionnel à la moyenne des citations par l'inventeur mexicain moyen de publications scientifiques aux États-Unis, telle que prédite par les déterminants du modèle de gravitation (géographie, langue et éventail de technologies). Dans ce sens, la construction des données mesure l'accessibilité des stocks de recherche étrangère par un pays donné.

L'impact estimé des stocks de recherche et développement sur l'innovation est représenté à la plage 1 du graphique 3.5. Les principales estimations suivent la méthode des moindres carrés ordinaires dynamiques, qui utilise de façon efficiente la cointégration des données⁷. L'estimation ponctuelle montre l'effet de l'augmentation de 1 point de pourcentage des stocks de recherche respectifs sur le flux annuel de brevets, avec un intervalle de confiance de 95 %. L'impact est de 0,67 point de pourcentage pour la recherche fondamentale nationale et de 0,77 point de pourcentage pour la recherche appliquée, avec un intervalle de confiance étroit dans chaque cas, ce qui semble indiquer que la recherche nationale, aussi bien fondamentale qu'appliquée, a des effets positifs sur l'activité de brevetage et que leur ampleur est analogue.

La recherche fondamentale étrangère a elle aussi un effet notable puisqu'elle fait augmenter les flux annuels de brevets de 1,36 point de pourcentage. En revanche, les connaissances appliquées étrangères ont un impact estimé négatif sur l'activité de brevetage, mais cette estimation est très imprécise. En effet, le niveau d'imprécision interdit toute confiance, ne serait-ce que sur l'orientation de leur véritable effet. Ceci dit, un impact négatif de la recherche appliquée étrangère sur l'innovation nationale n'est pas absolument invraisemblable et serait au moins cohérent avec l'idée qu'une partie des activités de recherche et développement appliqués crée un effet de détournement par les concurrents (par opposition au caractère non rival et non excluible de la recherche fondamentale étrangère ; voir Bloom, Schankerman et Van Reenen, 2013)⁸.

L'annexe 3.3 en ligne présente les estimations d'autres spécifications possibles de la fonction de production

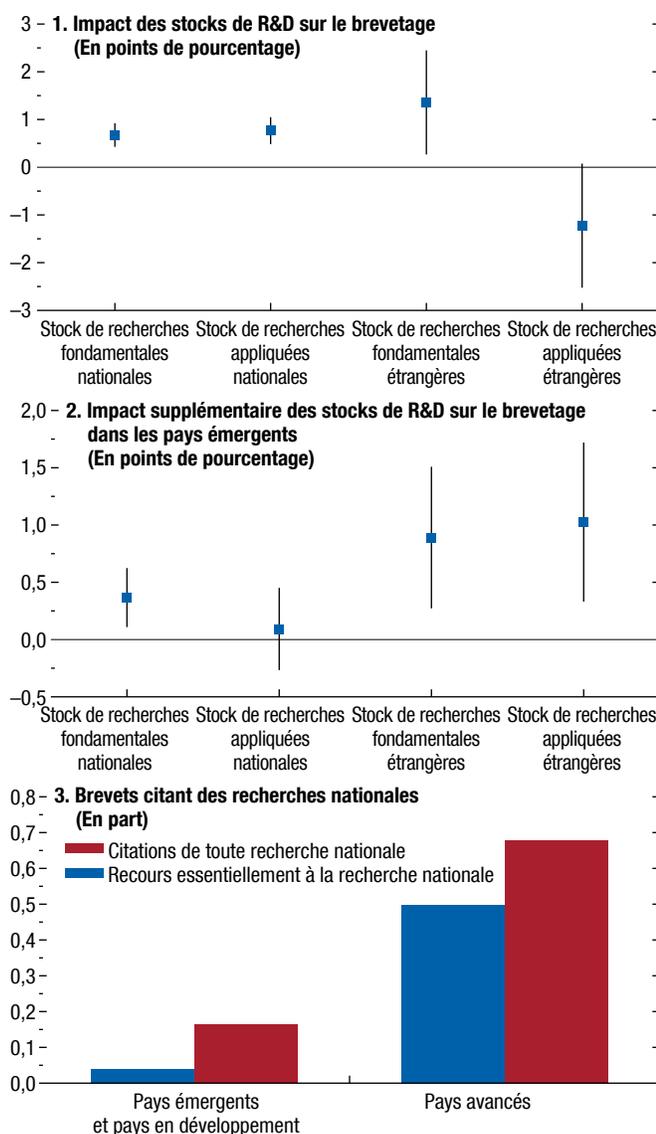
⁷Voir la colonne (7) du tableau 3.3.1 de l'annexe 3.3 en ligne.

⁸Il convient de noter que les stocks de recherche étrangère sont d'un ordre de grandeur supérieur aux stocks nationaux, voire davantage dans les pays émergents et les pays en développement. Ce phénomène influe sur l'interprétation des coefficients estimés : une hausse de 1 point de pourcentage de la recherche étrangère provoque un changement beaucoup plus grand des connaissances totales. De plus, les résultats de la plage 1 du graphique 3.5 ne sont pas sensibles à l'exclusion des États-Unis (qui sont un élément fondamental de la frontière technologique) de l'échantillon.

⁶Un calcul rapide du taux de décroissance en queue de distribution révèle qu'à long terme, les connaissances fondamentales (appliquées) déclinent de 7 % (11 %) par an.

Graphique 3.5. Fonction de production d'idées estimée

Il existe une corrélation étroite entre les dépenses consacrées à la recherche fondamentale et la création de brevets, et les stocks de connaissances étrangères ont plus de retombées dans les pays émergents que dans les pays avancés.



Sources : PATSTAT ; Penn World Table 10.0 ; Reliance on Science; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : La page 1 illustre la réaction aux flux de brevets (échelle logarithmique) de l'évolution d'un point de pourcentage de chaque covariable (échelle logarithmique), ainsi que l'intervalle de confiance de 95 %. La page 2 montre l'effet estimé supplémentaire des stocks de recherche sur l'innovation dans les pays émergents. On trouvera des détails complémentaires à l'annexe 3.3 en ligne. R&D = recherche et développement.

d'idées. Si les détails varient, les estimations révèlent systématiquement un lien fort et significatif entre la recherche fondamentale et l'innovation et les retombées positives de la recherche étrangère (bien que le rôle relatif de la recherche étrangère fondamentale et appliquée

ne soit pas toujours aussi clair). L'encadré 3.2 prolonge cette analyse pour s'intéresser à une catégorie particulière d'innovation, les technologies vertes. Il en ressort que la recherche fondamentale a davantage de retombées positives pour l'environnement, ce qui porte à croire que les dépenses consacrées à la recherche fondamentale peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique mondial.

Différences dans la fonction de production d'idées : comparaison entre pays avancés et pays émergents et pays en développement

Les estimations présentées jusqu'à présent portaient sur une économie moyenne dans l'ensemble de données. Les effets estimés des stocks de recherche fondamentale et appliquée sur l'innovation peuvent cependant varier d'un pays à un autre. Pour avoir une idée de l'ampleur de ces différences et de leurs déterminants, le graphique 3.5 (page 2) présente la différence estimée entre les pays avancés, d'une part, et les pays émergents et les pays en développement, d'autre part (voir le tableau 3.3.2 de l'annexe 3.3 en ligne). Deux conclusions se dégagent :

- Premièrement, l'accès à la recherche étrangère a un effet estimé sur l'innovation plus important dans les pays émergents que dans les pays avancés. C'est le cas aussi bien de la recherche appliquée que de la recherche fondamentale. Logiquement, les inventeurs des pays émergents ont également moins tendance à citer la recherche nationale (graphique 3.5, page 3). Ces résultats semblent indiquer que l'adoption de technologies étrangères est plus importante pour les pays émergents que pour les pays avancés, comme le montrait l'édition d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale*. L'apprentissage par la pratique en est l'un des moyens possibles ; l'adoption de technologies étrangères (par les relations commerciales, par exemple ; voir Chuang, 1998) peut donner aux travailleurs locaux la possibilité d'apprendre de nouveaux processus, et poser ainsi les fondements de l'innovation.
- Deuxièmement, les éléments montrant le rôle de la recherche nationale sont mitigés. Si l'effet estimé de la recherche appliquée sur l'innovation n'est pas sensiblement différent dans les pays émergents et les pays avancés, la recherche fondamentale semble jouer un plus grand rôle dans les pays émergents⁹. Il est pos-

⁹Il convient cependant de noter que le coefficient devient négligeable (tout en restant positif) lorsque la Chine est exclue de l'échantillon (voir l'annexe 3.3 en ligne).

sible que cela s'explique par l'effet plus important de la science fondamentale dans des domaines spécialisés auxquels les pays avancés prêtent moins attention, mais qui peuvent présenter de l'intérêt pour les pays émergents.

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent l'importance des connaissances étrangères pour les pays émergents et les pays en développement. Bien que la recherche fondamentale nationale soit plus productive que pour les pays avancés en créant plus d'innovation, cet effet est encore plus grand pour la recherche étrangère.

La fonction de production de biens et services

À partir des estimations de la fonction de production d'idées présentée plus haut, on examine dans cette section le lien entre innovation et productivité. L'analyse repose sur une fonction de production des extrants et estime la relation à long terme entre la productivité (la production réelle par travailleur) et le stock d'innovations propre à chaque pays¹⁰. C'est l'équivalent empirique de la fonction de production des extrants du graphique 3.2.

Dans ce cadre, le stock d'innovations est mesuré à l'aide des flux annuels cumulés des nouveaux brevets, en supposant un taux d'amortissement annuel de 10 %. La régression intègre également les facteurs de production habituels tels que le capital par travailleur et le capital humain, ainsi que les effets fixes temporels et par pays. Enfin, la régression comprend les relations entre l'innovation et les facteurs institutionnels pour permettre aux institutions de procéder au passage de l'innovation à la productivité. Des rendements d'échelle constants sont imposés, et l'estimation exploite des données couvrant 138 pays entre 1980 et 2017¹¹.

La relation estimée entre l'innovation et la productivité est solide et significative (graphique 3.6). Une augmentation du stock de brevets de 1 % est associée à une hausse de la productivité par travailleur de 0,04 %¹², ce qui concorde avec les estimations dont fait état Ulku (2004) et dépend des caractéristiques institutionnelles des pays (graphique 3.6). La relation est plus forte dans les pays dont le système financier est développé et où le nombre d'années de scolarité est élevé, ce qui est conforme avec l'idée que des marchés financiers plus profonds et une

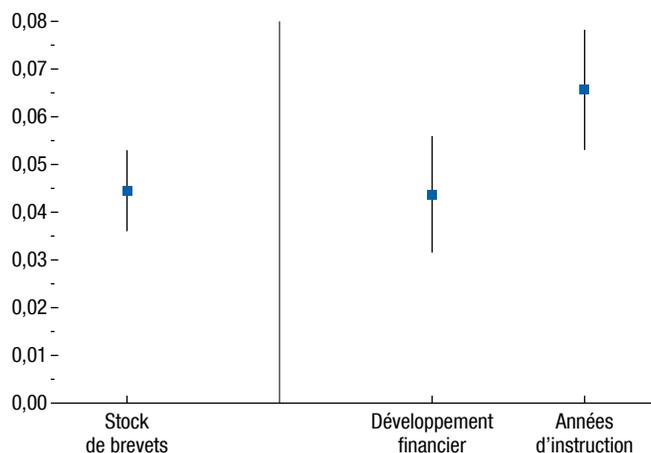
¹⁰Voir également Ulku (2004) pour une analyse analogue.

¹¹L'annexe 3.4 en ligne présente la spécification économétrique complète utilisée et les détails de l'analyse.

¹²Les résultats d'autres spécifications de l'annexe 3.4 en ligne montrent qu'ils demeurent constants si l'on calcule une moyenne sur des intervalles pluriannuels, ce qui semble bien indiquer une relation à long terme.

Graphique 3.6. Fonction de production des extrants estimée (En points de pourcentage)

Il existe une corrélation entre l'innovation et la productivité, surtout dans les pays où les marchés financiers sont profonds et la population instruite.



Sources : PATSTAT ; Penn World Table 10.0 ; Reliance on Science; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Le stock de brevets montre l'effet estimé sur la productivité d'une augmentation de 1 % du stock de brevets. Les autres coefficients illustrent l'effet supplémentaire estimé (dans des équations distinctes) de l'innovation sur la productivité lorsque l'on passe du tercile intermédiaire au tercile supérieur des pays en termes de développement financier et d'années d'instruction, respectivement. On trouvera des détails complémentaires à l'annexe 3.4 en ligne.

main-d'œuvre plus instruite contribuent à transformer l'innovation en productivité. Tout comme les constatations sur les fortes retombées de la recherche étrangère (graphique 3.5, page 2), ces conclusions s'appliquent aux pays émergents et aux pays en développement, et donnent à penser que le marché financier et les réformes du système éducatif peuvent permettre aux pays de mieux absorber le stock de recherches étrangères.

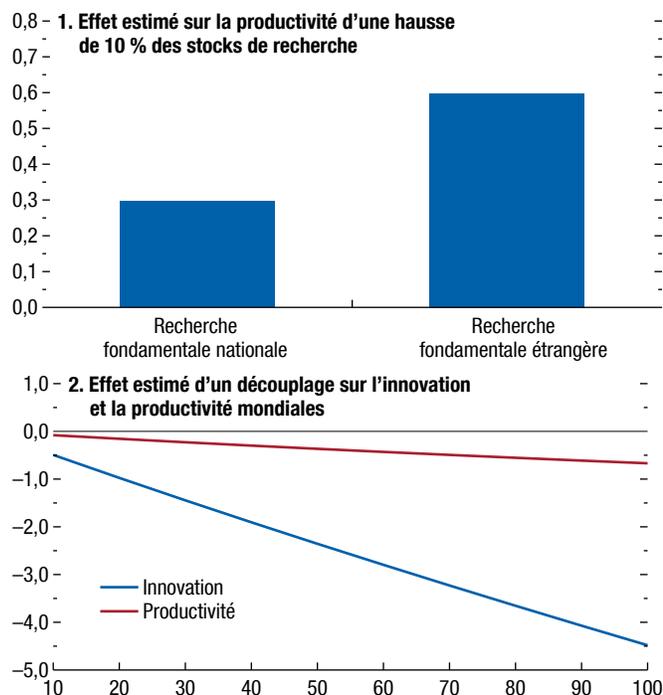
Synthèse

Cette section combine les analyses des sections précédentes pour déterminer l'impact final de l'augmentation des stocks de recherche fondamentale sur la productivité.

Plus précisément, le graphique 3.7 (page 1) montre que l'effet estimé d'une augmentation permanente de 10 % du stock de recherche fondamentale réalisée par un pays est une hausse de la productivité de 0,30 %, alors qu'on estime qu'un accroissement analogue du stock de recherche fondamentale étrangère produit un effet plus marqué puisqu'il augmente la productivité de 0,6 % environ. On estime que l'impact sur la productivité de la recherche appliquée d'un pays est du même ordre que l'impact de sa recherche fondamentale, et ses retombées

Graphique 3.7. Conséquences des observations empiriques
(En pourcentage)

L'investissement dans la recherche stimule la productivité, mais un découplage scientifique aurait des effets préjudiciables sur l'innovation et la productivité mondiales.



Source : calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 illustre l'effet estimé d'une augmentation permanente de 10 % des stocks de recherche sur le PIB réel par travailleur. On utilise une élasticité estimée de 0,674/1,358 pour les brevets par rapport à la recherche fondamentale nationale/étrangère, et une élasticité estimée de 0,044 pour la productivité par rapport au stock de brevets. La plage 2 montre l'effet estimé sur l'innovation mondiale (mesurée comme étant le flux de nouveaux brevets) et la productivité d'une réduction donnée (en pourcentage) des citations entre les États-Unis et la Chine. On trouvera des détails complémentaires à l'annexe 3.5 en ligne.

internationales ne sont pas significatives. Les différences s'expliquent par les élasticités respectives estimées à partir de la fonction de production d'idées (graphique 3.5).

Globalement, les données montrent que les retombées internationales en termes de productivité sont importantes, en particulier celles issues de la recherche fondamentale, ce qui est conforme aux éléments précédents sur l'ampleur des retombées internationales du graphique 3.4, qui montrent également que les connaissances fondamentales se diffusent plus largement et plus longtemps que les connaissances appliquées. Il semble donc que le type de recherche ait de l'importance pour la croissance de la productivité. D'un point de vue quantitatif, cependant, les grands intervalles de confiance autour de ces estimations incitent à interpréter ces résultats avec prudence, en particulier s'agissant de l'effet de la recherche étrangère

(graphique 3.5). De plus, la méthode de régression linéaire mesure uniquement l'effet direct de la recherche fondamentale sur l'innovation et la croissance de la productivité. Son effet réel pourrait être encore plus important du fait des liens non linéaires entre la recherche appliquée et le stock de connaissances fondamentales¹³.

Expérience : découplage scientifique entre les États-Unis et la Chine

Depuis quelques années, la possibilité que l'intensification des tensions entre la Chine et les États-Unis donne lieu à un découplage technologique qui aurait des effets préjudiciables sur la capacité d'innovation et la croissance au niveau mondial suscite une inquiétude croissante. On utilise dans cette section le cadre empirique décrit dans ce chapitre pour calculer rapidement le coût, pour l'innovation mondiale, d'un découplage scientifique accru entre les deux pays.

Ce cadre empirique peut servir à modéliser le découplage scientifique, qui se traduit par une diminution de l'intensité des citations entre les deux pays. Cette diminution réduit le stock étranger de recherches fondamentales disponibles pour chaque pays, ce qui fait alors reculer l'innovation et la productivité. Dans le même ordre d'idées, les différences dans les normes techniques provoquent des changements dans les deux pays, de sorte que la recherche réalisée dans un pays devient moins pertinente pour l'autre. Des limites aux flux de connaissances pourraient également apparaître si, du fait de tensions géopolitiques persistantes, les chercheurs des deux pays ont davantage de difficultés à communiquer ou collaborer. Ainsi, des restrictions sur les déplacements peuvent empêcher les contacts personnels essentiels qui peuvent se nouer lors de séminaires, conférences ou autres.

Le graphique 3.7 illustre l'effet estimé sur l'innovation mondiale mesuré par le flux annuel de nouveaux brevets selon divers degrés de découplage scientifique. À titre purement illustratif, on estime qu'un découplage total, modélisé par des citations entre les deux pays ramenées à zéro, réduirait les flux de brevets de 4,4 % et la productivité mondiale de 0,8 %¹⁴.

Ces estimations sont vraisemblablement à la limite inférieure de l'impact du découplage, et ce pour deux raisons. Premièrement, elles supposent que seuls les stocks

¹³Voir à la section « Analyse des politiques publiques » les effets d'équilibre général des mesures d'encouragement de la recherche fondamentale.

¹⁴On trouvera à l'annexe 3.5 en ligne des détails complémentaires ainsi qu'une décomposition complète de ces effets.

étrangers de recherche fondamentale, l'innovation et la productivité aux États-Unis et en Chine sont touchés par un scénario de découplage. En réalité, les stocks d'autres pays en subissent probablement aussi l'effet, ce qui ajoute une dimension supplémentaire au choc. Deuxièmement, ces estimations sont partielles dans la mesure où elles ne comprennent pas d'effets d'équilibre général qui pourraient agir sur l'impact du choc initial sur l'innovation et la productivité mondiales. Compte tenu des données présentées précédemment sur l'ampleur des retombées internationales de la recherche fondamentale, ceux-ci pourraient être considérables¹⁵.

Analyse des politiques publiques

Dans les sections précédentes, les liens empiriques entre la recherche fondamentale, l'innovation et l'activité économique ont été établis. Se pose alors une question évidente : comment les politiques publiques peuvent-elles exploiter au mieux ces liens afin d'améliorer les niveaux de vie ? Un aspect important de ce travail empirique est qu'il mesure uniquement l'élément direct de ces liens, le reste étant fixe. Mais, en réalité, il existe de nombreux canaux indirects. Ainsi, les politiques qui encouragent la science fondamentale font tache d'huile et augmentent les rendements des innovations appliquées, et l'amélioration de la productivité se répercute sur les salaires, stimule la demande et influence les incitations à la recherche. Pour évaluer l'effet des politiques publiques, il faut un cadre pour articuler ces liens.

Modèle

Des travaux récents d'Akcigit, Hanley et Serrano-Velarde (2021) fournissent un cadre théorique qui permet de répondre à cette question. Il analyse une situation dans laquelle les entreprises mènent deux catégories de recherche : l'une, fondamentale, qui bâtit le stock de connaissances, et l'autre, appliquée, qui transforme les connaissances en produits. Elles correspondent étroitement aux concepts de dépenses consacrées à la recherche fondamentale et appliquée utilisés dans l'analyse empirique. Les pouvoirs publics disposent de trois leviers : des subventions à chacune des deux catégories de recherche, et le financement direct de la recherche fondamentale publique comme celle des universités et des laboratoires de recherche publics.

¹⁵Voir Cerdeiro *et al.* (2021) pour une approche plus structurelle de la question du découplage.

La principale caractéristique de cette approche est que la recherche fondamentale est modélisée comme ayant des applications dans de nombreux domaines différents. On tient ainsi compte d'un aspect essentiel de la recherche fondamentale, le fait que, chaque entreprise fonctionnant généralement dans quelques secteurs seulement, elle ne peut bénéficier pleinement de l'éventail d'applications économiques ouvert par les découvertes de base les plus fondamentales. C'est pourquoi les mesures incitant le secteur privé à financer la recherche fondamentale sont sans commune mesure avec les avantages sociaux que celle-ci procure. Sans réaction des pouvoirs publics, l'innovation et la productivité seront faibles pour être efficaces.

Malgré le caractère particulier de la recherche fondamentale, elle n'est pas la seule cible potentielle de la politique publique dans ce cadre. La recherche appliquée, qui est complémentaire à la recherche fondamentale dans le sens où elle adapte les connaissances pour produire des produits commercialisables, a elle aussi des retombées, qui pourraient également motiver un soutien public. En effet, les innovations qui amènent un produit sur le marché peuvent être remplacées par les innovations des concurrents. C'est ainsi qu'intervient un mécanisme d'« échelle de qualité » : les entreprises ne sont pas nécessairement capables d'internaliser totalement la valeur sociale de l'innovation appliquée, et la recherche appliquée est alors elle aussi insuffisamment financée. Le fait que la recherche appliquée ou fondamentale soit plus souhaitable n'est pas intégré dans le modèle, mais est plutôt une fonction des paramètres estimés à partir des données.

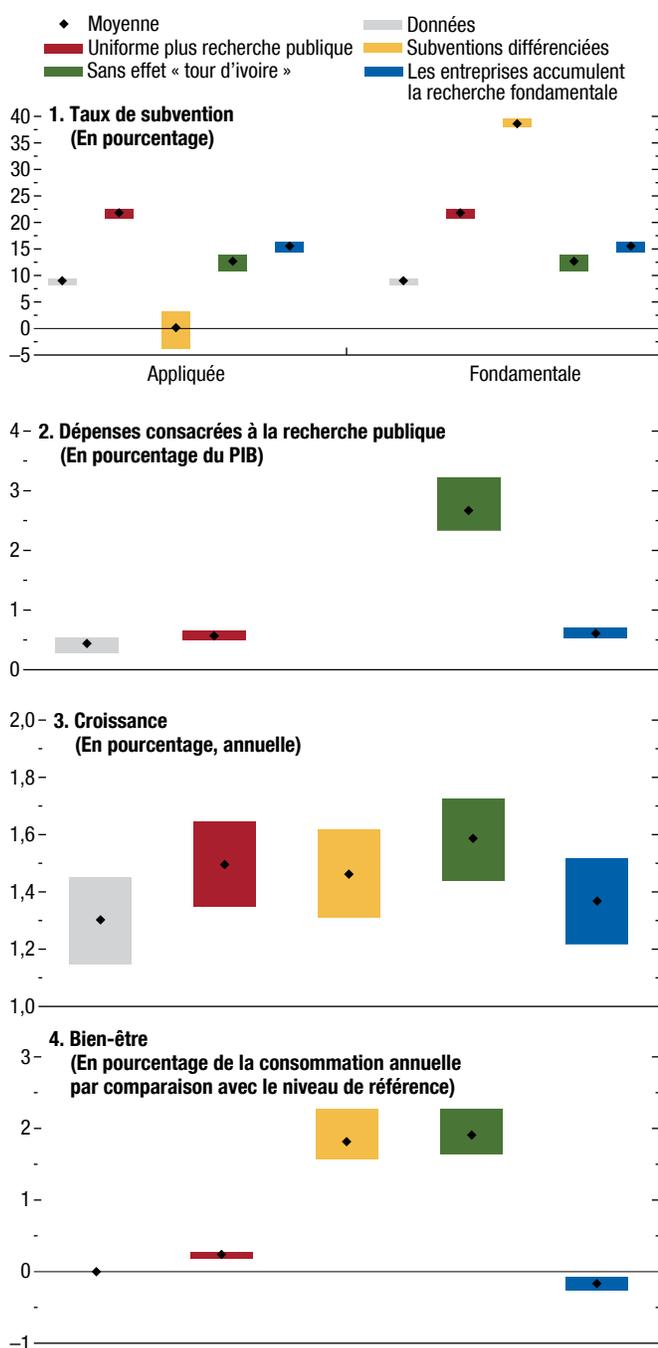
Le modèle est estimé pour trois pays : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Bien qu'idéalement, il faudrait faire des estimations pour davantage de pays, on ne dispose pas des données nécessaires pour maintenir la distinction importante entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Cette analyse donne cependant une idée de l'effet de facteurs propres aux pays, au moins au sein des pays avancés.

Politiques optimales

Le graphique 3.8 illustre les politiques optimales et leurs résultats à partir de plusieurs expériences. La première, indiquée en rouge, décrit le cas où les pouvoirs publics ne peuvent pas subventionner la recherche appliquée et la recherche fondamentale séparément, et doivent donc appliquer le même taux aux deux. Cette approximation de la réalité n'est pas déraisonnable, car il est souvent difficile de déterminer si telle ou telle activité d'une

Graphique 3.8. Politiques optimales

La recherche publique et privée est sous-financée. Lorsqu'il est impossible d'accorder des subventions différentes à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée, des partenariats public-privé peuvent être une bonne solution.



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : La fourchette montre les politiques optimales suivant tout le modèle réestimé pour les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Dans le cas des subventions différenciées, on suppose que la recherche publique est fixée au niveau des données. On trouvera des détails complémentaires à l'annexe 3.6 en ligne.

entreprise est « appliquée » ou « fondamentale », et on peut alors avoir du mal à les cibler séparément. De fait, de nombreuses sources de données relatives à ces subventions ne peuvent faire cette distinction.

Cette analyse donne à penser que, de façon générale, la recherche est financée en deçà de son niveau socialement optimal. Il faudrait doubler les taux de subvention de la recherche privée, et augmenter d'un tiers environ les dépenses consacrées à la recherche publique. Bien que des réserves propres à certains pays (voir plus loin les « Conclusions pour l'action publique ») puissent mettre en garde contre une interprétation trop littérale de ces conclusions, elles étayent au moins globalement la notion selon laquelle il existe sans doute des retombées sous-exploitées de la recherche qui donnent une marge de manœuvre aux pouvoirs publics pour améliorer la situation des ménages. Une hausse des subventions et des dépenses consacrées à la recherche publique, comme cela est recommandé, augmenterait la croissance de la productivité de l'ordre de 0,2 point de pourcentage par an et commencerait à être rentabilisée dans une dizaine d'années. Si elle avait été appliquée durant la période indiquée à la plage 1 du graphique 3.1, elle aurait augmenté de 12 % environ le revenu par habitant par rapport aux données du graphique. De plus, en un temps où les taux d'intérêt réels sont bas, de faibles hausses de la croissance économique peuvent avoir des répercussions considérables sur la viabilité de la dette.

Suivant ce programme, le stock de connaissances, tant appliquées que fondamentales, progresse. Cependant, les dépenses publiques étant uniquement consacrées à la recherche fondamentale, le stock de connaissances fondamentales augmente davantage et devient plusieurs fois supérieur au stock de connaissances appliquées. En outre, cette hausse du stock de connaissances varie selon les pays et est plus importante aux États-Unis, où, le taux d'entrée et de sortie des entreprises étant plus élevé, les entreprises n'internalisent pas les avantages sociaux de la recherche et laissent donc davantage de marge de manœuvre aux pouvoirs publics pour jouer un rôle positif. Les salaires s'accroissent eux aussi suivant la politique optimale, de 2,5 % à 3 % selon les pays.

Bien entendu, il peut sembler quelque peu restrictif de supposer qu'il n'existe aucune possibilité de cibler les subventions. Les résultats de subventions distinctes à la recherche appliquée et fondamentale sont donc indiqués en jaune au graphique 3.8. Cette mesure domine clairement la précédente, ce qui indique que, dans la mesure du possible, les pouvoirs publics doivent cibler audacieusement les subventions en faveur de la recherche fondamentale.

Cette recommandation est cohérente avec les données empiriques présentées plus haut, qui montrent que la recherche fondamentale est un facteur important de la croissance de la productivité.

Bien que le ciblage n'ait qu'un impact supplémentaire mineur sur la croissance, il réduit le coût des subventions et la fiscalité et rend les ménages sensiblement plus prospères. Intuitivement, la raison en est que le secteur de la recherche fondamentale est plus réduit que celui de la recherche appliquée. Les subventions étant inférieures, et la recherche fondamentale ayant davantage de répercussions sur la croissance que la recherche appliquée, on obtient un effet sur la croissance analogue, mais avec une subvention beaucoup plus faible. Une baisse des dépenses de subventions peut se traduire par une réduction de la fiscalité et accroître de façon permanente le revenu disponible des ménages et leur consommation.

Analyse des hypothèses

Comme dans toute analyse modélisée, les résultats dépendent des hypothèses du modèle. On analyse ici en détail deux hypothèses importantes.

La première est la substituabilité de la recherche publique et privée. Dans le scénario de référence, cette substituabilité est imparfaite : la recherche publique exige davantage d'efforts pour être utile aux innovations commerciales. C'est l'effet « tour d'ivoire ». Si on le supprime, la recherche fondamentale publique peut être commercialisée plus facilement et adopter davantage les qualités d'un partenariat public-privé.

L'effet le plus évident de cette expérience est que les dépenses optimales consacrées à la recherche augmentent considérablement, pour atteindre 3 % environ du PIB (graphique 3.8, page 2, en vert). Ce n'est pas surprenant, puisqu'un secteur public capable de créer davantage d'innovations adaptables commercialement est synonyme d'une meilleure utilisation des ressources. Les subventions optimales diminuent, et la croissance progresse en moyenne de 0,1 point de pourcentage de plus. Du point de vue des politiques publiques, la conséquence est que, même s'il est impossible d'établir une distinction entre les subventions à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée, les pouvoirs publics peuvent être en mesure d'obtenir des résultats analogues en encourageant une collaboration plus étroite entre les chercheurs fondamentaux du secteur public et du secteur privé.

La deuxième expérience consiste à déterminer la sensibilité de ces résultats aux hypothèses sur les retombées de la recherche fondamentale privée. Il est concevable que les

retombées de la recherche des entreprises privées puissent diminuer si, par exemple, des évolutions techniques récentes leur permettent d'être davantage en position de force sur le marché ou d'acquérir d'autres aptitudes pour privatiser ces avancées. Pour le représenter de manière approchée, les bandes bleues du graphique 3.8 montrent ce qui se produit si les retombées de la recherche fondamentale privée diminuent d'un quart. Les avantages publics de la recherche sont limités et, par conséquent, les taux optimaux de subventions à la recherche publique n'augmentent que de la moitié par rapport aux données (alors qu'ils doublent dans le scénario de référence).

Conclusions pour l'action publique

Ces expériences permettent de tirer quatre grands enseignements pour l'action publique.

- Premièrement, le financement public de la recherche est insuffisant. Il y aurait avantage à la fois à subventionner davantage de recherches privées et à réaliser davantage de recherches publiques.
- Deuxièmement, il est très utile d'établir une distinction entre les différentes catégories de recherche. Lorsque cela est possible, les pouvoirs publics pourraient obtenir des résultats analogues à ceux du scénario de référence à un coût à peu près deux fois moindre.
- Troisièmement, de meilleures relations entre les chercheurs publics et privés pourraient se substituer à un ciblage des subventions, lequel peut être difficile à mettre en œuvre.
- Quatrièmement, s'agissant de la capacité des entreprises à protéger leurs découvertes, si les retombées de la recherche fondamentale diminuent, alors les avantages sociaux de la recherche reculeront, ce qui semble indiquer qu'une réduction d'un pouvoir de marché dominateur ou des dépôts de brevets excessivement vastes peut stimuler la productivité et la croissance (l'encadré 3.3 se penche sur cette question plus largement).

Comme dans toute analyse modélisée, on doit, par commodité, omettre de cette évaluation un certain nombre d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les conclusions. C'est pourquoi il faut considérer ces dernières comme un point de référence, duquel des particularités propres à tel ou tel pays pourraient amener à dévier.

L'une de ces questions est l'absence de distorsion fiscale. Dans la situation qui nous intéresse, les impôts sont

levés en percevant une somme forfaitaire auprès des ménages. En réalité, la plupart des instruments fiscaux, tels que les impôts sur le travail ou le capital, créent une certaine forme d'inefficience. Ces instruments ajoutent un coût supplémentaire aux interventions des pouvoirs publics. Ces coûts augmentant généralement avec la taille de l'impôt, les mesures en faveur de la recherche fondamentale peuvent être plus coûteuses pour les pays ayant des distorsions fiscales importantes. Une réserve analogue s'applique aux pays très endettés ou dont les systèmes de recouvrement des recettes sont inefficients. Dans ces cas, redéfinir les dépenses prioritaires ou améliorer la mobilisation des recettes pourrait être un meilleur moyen de trouver des financements.

De plus, ces conclusions s'appliquent sans doute plus directement aux pays avancés, car le modèle ne prévoit pas de canaux de diffusion internationale des connaissances tels que les échanges, alors qu'on avait montré précédemment qu'ils étaient importants dans les pays émergents et les pays en développement. Ces pays peuvent donc considérer que des mesures visant à mieux adapter les connaissances étrangères aux conditions locales sont une meilleure voie vers le développement que l'investissement direct dans la recherche fondamentale nationale (Acemoglu, Aghion et Zilibotti, 2006). D'autres facteurs non modélisés, tels que les contraintes politiques, peuvent également faire obstacle aux politiques encourageant l'innovation financées par l'impôt présentées ici.

Conclusions : L'investissement dans les sciences pures dope la productivité et est rentabilisé à long terme

Le développement des vaccins à ARN messager contre la COVID-19 a rappelé brutalement l'importance de la science dans l'innovation et la croissance. Tout comme d'autres percées technologiques, ce sont généralement des découvertes scientifiques faites dans le passé dans des domaines non apparentés qui ont jeté les bases des avancées technologiques d'aujourd'hui et stimulent ainsi la productivité et la croissance économique de demain (encadré 3.1).

Il sera essentiel pour les économies de l'après-pandémie d'améliorer les chiffres de la croissance, car cela aidera à financer une dette publique plus élevée et de nouvelles

dépenses sociales postpandémie. C'est pourquoi il est inquiétant que la part de la recherche fondamentale ait régulièrement reculé depuis une trentaine d'années.

Que le secteur privé n'investisse pas suffisamment dans la recherche fondamentale n'a rien de surprenant. On l'a vu dans ce chapitre, les avantages que procure la recherche fondamentale sont diffus et durables, et par conséquent sans intérêt pour les entreprises privées. Une occasion s'ouvre ainsi aux pouvoirs publics pour intervenir. Ce chapitre montre qu'un doublement des subventions à la recherche privée et une augmentation d'un tiers des dépenses consacrées à la recherche publique pourraient accroître la croissance annuelle par habitant d'environ 0,2 %. Un meilleur ciblage des subventions et une coopération plus étroite entre le secteur public et le secteur privé pourraient accroître encore ces effets, à un coût moindre pour les finances publiques. Ces investissements commenceraient à être rentabilisés en une dizaine d'années.

Ce chapitre montre également que la connaissance scientifique se déplace loin avec le temps et la distance et qu'elle est un moteur fondamental de l'innovation, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Les retombées des pays avancés vers les pays émergents sont particulièrement importantes. Des marchés financiers profonds et de meilleurs systèmes éducatifs sont des moyens essentiels de faciliter l'adoption des technologies par-delà les frontières.

De plus, il est important d'assurer la libre circulation des idées et la collaboration scientifique internationale, en particulier pour les pays émergents. Les trajectoires technologiques de la Chine et des États-Unis ont été étroitement liées ces vingt dernières années. Une intensification des tensions politiques pourrait entraîner un découplage scientifique, ce qui aurait des effets préjudiciables sur la capacité d'innovation et la croissance de l'économie mondiale.

Outre son impact sur la croissance, la science pure va sans doute largement contribuer à un avenir plus vert. La lutte contre le changement climatique exige de réduire considérablement les émissions mondiales, et les nouvelles technologies propres seront essentielles à cet effort. Les données présentées dans ce chapitre permettent de penser que les investissements dans les sciences de pointe, en particulier les sciences naturelles et l'ingénierie, pourraient accélérer la transition vers une économie plus propre.

Encadré 3.1. Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale

Les vaccins qui font appel à la nouvelle technique de l'ARN messenger sont essentiels pour lutter contre la COVID-19. Les plus connus sont ceux conçus par Pfizer/BioNTech et Moderna¹. Cette technique utilise l'information génétique d'une molécule appelée ARN messenger (ou ARNm) pour ordonner aux cellules humaines de produire une partie de la membrane protectrice du virus. Ces fragments entraînent le système immunitaire à attaquer le véritable virus. Par rapport aux méthodes traditionnelles, celle de l'ARNm permet de produire des vaccins plus efficaces avec des délais de recherche et de production plus courts. Les conséquences sociales et économiques de ces vaccins ont été énormes, car ils ont sans doute écourté la pandémie de plusieurs années, et ils semblent amenés à révolutionner les traitements médicaux pendant des années.

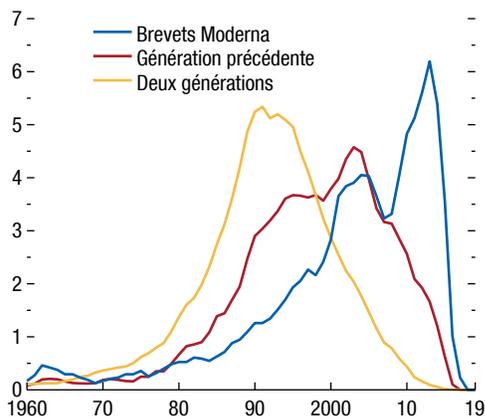
Cette technique s'est élaborée en tirant parti de vagues successives de découvertes scientifiques. Pour les suivre, le

Les auteurs de cet encadré sont Philip Barrett et Xiaohui Sun.

¹Le vaccin Moderna reposant sur quelques brevets seulement, il est facile de repérer ses liens avec la recherche fondamentale, mais les principales conclusions valent sans doute pour d'autres vaccins. C'est le cas de ceux qui utilisent aussi bien de nouvelles techniques de vaccination (comme Johnson & Johnson et Oxford/AstraZeneca) que des méthodes plus traditionnelles (comme Sinopharm). Ils font tous appel à des connaissances scientifiques qui étaient nouvelles à un certain moment.

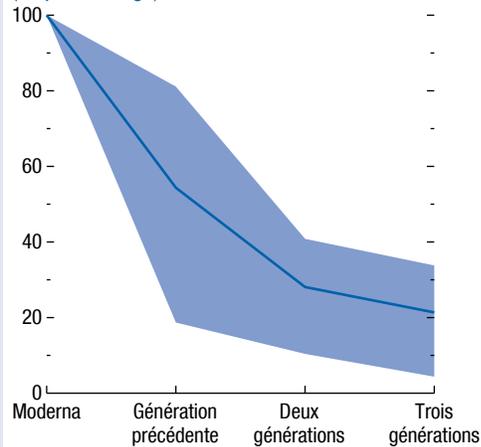
graphique 3.1.1 montre les dates de publication des articles scientifiques cités par cinq des sept brevets du vaccin Moderna contre la COVID-19 (en bleu). Leur répartition illustre la dépendance directe du développement des vaccins à l'égard des découvertes scientifiques passées et est concentrée autour des avancées sur la fonction de l'ARNm au début de la décennie 2010. Pour mesurer l'influence indirecte de la science, la courbe jaune représente les citations scientifiques des brevets antérieurs au vaccin (d'autres brevets auxquels renvoient les cinq brevets initiaux du vaccin). Elle culmine au début de la première décennie 2000, ce qui correspond aux découvertes dans la modification des codes génétiques. Au début des années 90, des percées dans la lecture des codes génétiques avaient provoqué une vague analogue de citations de brevets remontant à deux générations. Ces vagues d'influence scientifique montrent bien comment des politiques publiques qui encouragent des avancées de la science fondamentale aujourd'hui servent de tremplin aux technologies de demain et procurent des avantages économiques durables.

Graphique 3.1.1. La technique de l'ARNm repose sur des vagues successives de découvertes scientifiques
(En pourcentage de citations)



Sources : Moderna ; Reliance on Science ; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.
Note : En ordonnée, les citations scientifiques dans les brevets de l'ARNm de Moderna et les brevets antérieurs. Les brevets de la génération précédente sont ceux cités par les brevets du vaccin à ARNm de Moderna, et ceux remontant à deux générations sont ceux cités par les brevets de la génération précédente.

Graphique 3.1.2. Les vaccins à ARNm sont basés sur un vaste socle de connaissances scientifiques
(En pourcentage)



Sources : Moderna ; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.
Note : En ordonnée, la part des brevets dans la même catégorie technologique que les sept brevets du vaccin Moderna. La ligne bleue représente la moyenne, en pourcentage, pour chaque brevet précédent. La zone bleue représente la fourchette de chaque citation de brevet précédent dans les sept brevets du vaccin Moderna. Le nombre total de catégories est de 7 523 selon la Classification internationale des brevets. Les brevets de la génération précédente sont ceux cités par les brevets du vaccin Moderna à ARNm, ceux remontant à deux générations sont ceux cités par les brevets de la génération précédente, et ceux remontant à trois générations sont ceux cités par les brevets de deuxième génération.

Encadré 3.1 (fin)

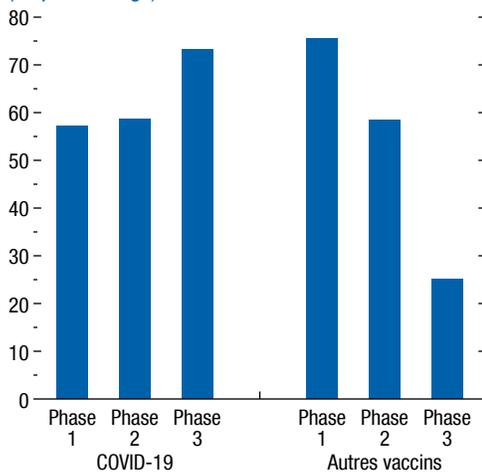
Les vaccins à ARN messenger ont été développés à partir d'un vaste socle de connaissances scientifiques. En moyenne, les brevets du vaccin Moderna appartiennent à la même catégorie technologique que seulement 55 % des brevets antérieurs, et à moins encore à mesure que la chaîne de citations s'allonge (graphique 3.1.2). On voit ainsi comment la science fondamentale couvrant un champ très vaste a contribué aux vaccins à ARN messenger, ce qui montre que des politiques publiques qui bâtissent une large assise scientifique peuvent donner des résultats à la fois nombreux et inattendus.

Le développement des vaccins contre la COVID-19 a été encouragé par un soutien public sans précédent. Il a notamment bénéficié d'un assouplissement temporaire des contraintes réglementaires (avec l'autorisation de l'utilisation d'urgence de vaccins contre la COVID-19), d'investissements de départ risqués et de subventions à la production de vaccins (opération Warp Speed), d'une aide à l'intensification de la production (dons des autorités indiennes aux producteurs de vaccins), d'accords de licence avec des producteurs locaux (Afrique du Sud, Inde) et d'engagements d'achats publics anticipés (États-Unis, Israël, Royaume-Uni). Le soutien public en faveur des vaccins contre la COVID-19 a eu la particularité de

se poursuivre durant tout le processus de développement. En général, les financements publics sont plus généreux au stade des premiers essais et diminuent à mesure que les produits s'approchent de leur commercialisation. Dans le cas des vaccins contre la COVID-19, les financements publics et universitaires des essais cliniques sont restés élevés, même aux dernières étapes du développement (graphique 3.1.3), preuve qu'un soutien tout au long du processus de production peut encourager la recherche par des entreprises visionnaires.

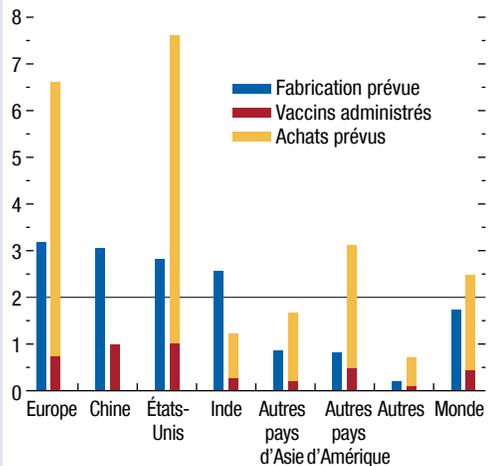
La distribution des vaccins à l'échelle mondiale demeure complexe. Bien qu'il soit difficile de trouver des données fiables, il semble que l'offre mondiale soit insuffisante. La production mondiale de vaccins contre la COVID-19 devrait sans doute suffire pour fournir près de deux doses par habitant d'ici la fin de 2021, soit légèrement moins que la demande. Des ruptures d'approvisionnement et des contraintes de capacité risquent de freiner la livraison de vaccins et, même lorsque les achats sont planifiés, leur distribution est inégale, avec une demande disproportionnée aux États-Unis et en Europe (graphique 3.1.4). Pour distribuer équitablement les vaccins, il faudra modifier les contingents prévus sans tenir compte du lieu de leur production.

Graphique 3.1.3. Un soutien public sans précédent en faveur des essais cliniques des vaccins contre la COVID-19
(En pourcentage)



Sources : US National Library of Medicine ; calculs des services du FMI.
Note : En ordonnée, la part des essais cliniques qui n'ont pas bénéficié d'un soutien privé. Les trois barres de gauche représentent les essais cliniques des vaccins contre la COVID-19. Les activités de soutien sont notamment celles liées au financement, à la conception, à la mise en œuvre et à l'analyse et la communication des données. Les financements sont privés s'ils proviennent uniquement d'organisations du secteur privé. Les phases correspondent à la définition de l'US Food and Drug Administration.

Graphique 3.1.4. La distribution mondiale des vaccins reste un défi majeur
(Doses par habitant)



Sources : Duke Global Health Innovation Center ; Our World in Data ; calculs des services du FMI.
Note : Les barres bleues représentent les doses prévues de vaccins fabriquées par région d'ici la fin de 2021, et comprennent aussi les doses faisant l'objet de contrats en cours de négociation. Les barres rouges représentent le nombre de vaccins administrés par région. Les barres jaunes montrent les différences entre le nombre d'achats prévus de vaccins d'ici la fin de 2021 et le nombre de vaccins administrés. Autres pays d'Amérique = Amériques hors États-Unis ; Autres pays d'Asie = Asie hors Chine et Inde.

Encadré 3.2. Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale

Une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre s'impose si l'on veut éviter que le changement climatique ait des conséquences catastrophiques. Ce ne sera possible qu'en opérant une transition de façon à ce que l'énergie mondiale soit essentiellement produite par des sources d'énergie propres (sans carbone). Les progrès de la technologie qui diminuent le coût de l'énergie propre sont un élément fondamental de toute stratégie visant à réduire l'impact économique de cette transition. On montre dans cet encadré comment il est particulièrement important d'investir dans la recherche fondamentale pour encourager l'innovation dans les technologies propres, et favoriser ainsi une réduction des émissions.

Cette question est traitée à l'aide de l'ensemble de données au niveau des brevets de Reliance on Science. Il contient des informations détaillées sur le secteur auquel appartiennent les brevets qui le constituent, qui servent à classer la technologie couverte dans chaque brevet dans la catégorie des innovations propres ou polluantes (d'après Dechezleprêtre, Muckley et Neelakantan, 2020). Parmi les innovations propres, on peut citer les technologies des énergies renouvelables et des véhicules électriques, tandis que les innovations polluantes recouvrent les turbines à gaz, les fourneaux, etc. En comparant les propriétés des innovations propres et polluantes à celles de tous les autres brevets (qui servent de référence), on peut découvrir le lien entre la recherche scientifique et l'orientation des mutations techniques¹.

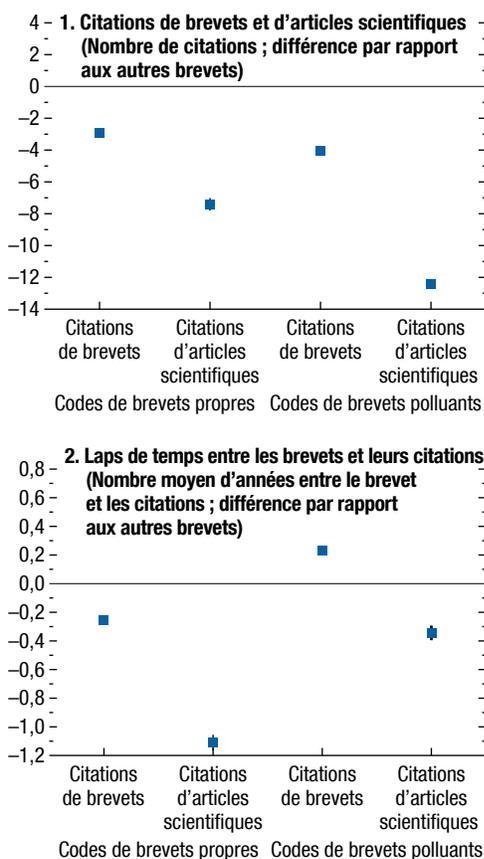
La première dimension qui sert à comparer les brevets propres et polluants est le nombre relatif de citations de brevets antérieurs et d'articles scientifiques. Ces citations donnent des informations sur la dépendance des différents types d'innovation à l'égard des stocks de connaissances appliquées et fondamentales. Le graphique 3.2.1 présente la synthèse de cette analyse. La première plage montre que les innovations propres et polluantes citent moins de recherches antérieures que d'autres types d'innovations. Les innovations propres citent davantage de recherches que les innovations polluantes, mais principalement au sein d'articles scientifiques. On estime ces différences très précisément avec un échantillon de plusieurs millions de brevets.

La deuxième plage compare l'ancienneté de la recherche utilisée par les innovations propres et polluantes, que l'on peut considérer comme un indicateur indirect

Les auteurs de cet encadré sont Philip Barrett et Niels-Jakob Hansen.

¹Cette comparaison est réalisée par régression, ce qui permet d'obtenir des résultats qui prennent en considération des facteurs tiers qui auraient autrement influencé ce lien. Il s'agit notamment de l'année de délivrance du brevet et du pays de l'inventeur.

Graphique 3.2.1. Les innovations propres reposent relativement plus sur des recherches fondamentales et récentes



Sources : Reliance on Science ; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 (plage 2) illustre les coefficients de régression de citations (le délai de citation) sur des variables muettes en fonction des types de brevets, de leur année et du pays de leur inventeur. Les marges d'erreur représentent des intervalles de confiance de 95 %. L'échantillon étant très vaste, les intervalles de confiance sont parfois si faibles qu'ils sont plus étroits que la largeur du repère pour l'estimation ponctuelle.

de la distance par rapport à la frontière technologique. Les innovations propres citent des brevets et des articles plus récents que ne le font aussi bien les innovations polluantes que les autres types d'innovations. Toutefois, la différence est plus grande pour les articles scientifiques, qui sont, en moyenne, plus récents de 0,8 année que ceux cités par les innovations polluantes. En d'autres termes, les avancées des technologies propres reposent

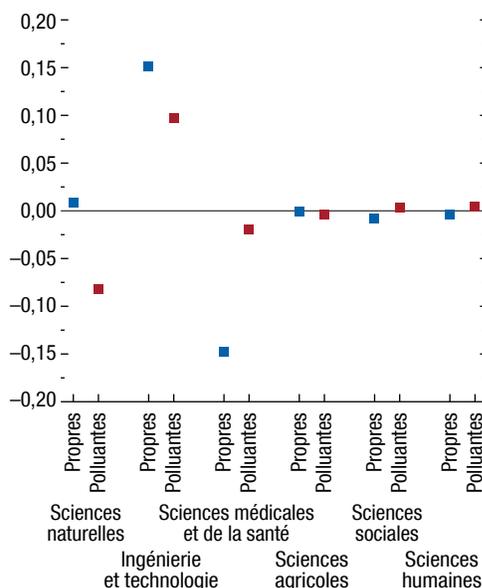
Encadré 3.2 (fin)

davantage sur des recherches scientifiques proches de la frontière que les innovations polluantes.

Le graphique 3.2.2 illustre la part de la recherche scientifique dans différents domaines, par rapport à d'autres brevets. Il montre que les innovations propres sont particulièrement susceptibles de faire appel à la recherche en ingénierie et en technologie, et ont peu de chances de reposer sur la recherche médicale. Il est intéressant de noter que les innovations polluantes citent les sciences naturelles beaucoup moins souvent que ne le font les innovations propres. Enfin, il n'est pas surprenant que les innovations propres, tout comme les polluantes, ne semblent pas reposer beaucoup sur la recherche en agriculture, en sciences sociales ou en sciences humaines.

Dans l'ensemble, les données présentées ici permettent de penser que les innovations propres dépendent davantage que les innovations polluantes de la science de pointe, en particulier les sciences naturelles et l'ingénierie. C'est pourquoi les investissements dans la recherche fondamentale dans ces domaines ont toutes chances d'avoir un effet positif dans la lutte contre le changement climatique. Ceci dit, l'encouragement par le secteur public de la recherche fondamentale dans ces domaines n'est qu'une partie de la solution. D'autres facteurs, tels que des mesures incitant à mettre sur le marché de nouvelles technologies propres et la résolution du problème des actifs échoués associés aux combustibles polluants, seront aussi importants.

Graphique 3.2.2. Les innovations propres citent davantage l'ingénierie et la technologie
(Part des citations ; différence par rapport aux autres brevets)



Sources : Reliance on Science; United States Patent and Trademark Office ; calculs des services du FMI.
 Note : Ce graphique illustre les coefficients de régressions de variables muettes de domaines de recherche sur des variables muettes pour les types de brevets. Les marges d'erreur représentent des intervalles de confiance de 95 %. L'échantillon étant très vaste, les intervalles de confiance sont parfois si faibles qu'ils sont plus étroits que la largeur du repère pour l'estimation ponctuelle.

Encadré 3.3. Propriété intellectuelle, concurrence et innovation

Les droits de propriété intellectuelle sont l'un des instruments de politique publique qui encouragent l'innovation privée, et l'innovation nécessite des investissements de départ coûteux et risqués dans la recherche et le développement. C'est pourquoi des entreprises désireuses de devenir innovantes ne peuvent y consentir que si elles ont une certaine garantie que leurs idées peuvent être protégées d'imitateurs potentiels, au moins pendant un certain temps. Les droits de propriété intellectuelle sont précisément conçus à cet effet. En mettant les inventeurs dans une situation de monopole temporaire, ils rendent les investissements dans la recherche et le développement rentables et favorisent un flux continu d'innovations. En outre, des droits de propriété intellectuelle solides complètent les politiques favorables à la concurrence et porteuses de croissance, par exemple la réduction des obstacles à la pénétration des marchés et le renforcement des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles (Aghion, Howitt et Prantl, 2015). La concurrence est généralement bonne pour l'innovation, mais, lorsqu'elle est trop intense, elle risque d'affaiblir les rentes de monopole qu'espèrent les entreprises, et par conséquent leur intérêt à innover (*Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019 ; FMI, 2021), à moins que ces rentes futures soient bien protégées par le droit des brevets.

Il y a cependant des limites à la solidité voulue des droits de propriété intellectuelle. S'ils sont trop protecteurs, ils risquent de consolider la position des entreprises dominantes et les dissuader d'innover, et de décourager les entreprises à la traîne de le faire elles aussi (Akcigit et Ates, 2021). C'est ce qui a de grandes chances de se produire si les brevets récompensent excessivement des innovations progressives ou si les leaders du marché s'en servent pour faire obstacle à la concurrence. Les « maquis de brevets » (dispositifs juridiques excessivement complexes qui obligent les entreprises à nouer des accords

avec de nombreuses parties pour utiliser une technologie) en sont un exemple (Shapiro, 2001).

En somme, il faut que les droits de propriété intellectuelle ne soient ni trop faibles ni trop solides, et récompensent des innovations de rupture beaucoup plus que des innovations progressives. Toutefois, même s'ils sont bien calibrés, ces droits confèrent un monopole temporaire qui retarde la diffusion à grande échelle des innovations auprès des concurrents et du grand public, ce qui peut parfois aller à l'encontre des objectifs plus vastes de la société. Ainsi, dans une pandémie, tout retard dans la production généralisée de vaccins a un coût humain et économique énorme. C'est pourquoi en cas de danger public, et lorsque l'on connaît clairement l'utilisation de l'innovation en question, les pouvoirs publics doivent envisager d'autres stratégies qui provoquent moins de distorsions. Des crédits d'impôt en faveur de la recherche et développement dans des domaines précis, une aide publique directe et des prix à l'innovation ont ainsi été proposés dans de telles situations (Kremer et Williams, 2010 ; Maskin, 2020). Ces mesures mettent davantage en adéquation les objectifs de la société et les incitations privées lorsque l'innovation voulue (un nouveau vaccin, par exemple) et les critères de succès (comme l'efficacité et la sécurité) sont bien établis.

L'opération Warp Speed, en prenant en charge les coûts et les risques *au départ*, a créé les mesures d'incitation nécessaires pour que les sociétés pharmaceutiques élaborent des vaccins efficaces en un temps record. Les droits de propriété intellectuelle ont sans doute aussi stimulé le développement des vaccins, mais au risque de ralentir prochainement la production mondiale. Pour y faire face, une proposition de lever temporairement ces droits sur les vaccins, soutenue par la Chine, les États-Unis et la Russie, est actuellement débattue à l'Organisation mondiale du commerce. En cas de nouvelle pandémie, il faudrait envisager d'autres mesures de soutien des pouvoirs publics telles que des prix à l'innovation, qui stimuleraient tout aussi efficacement le développement de vaccins *tout en facilitant* leur diffusion rapide.

Les auteurs de cet encadré sont Romain Duval et Jean-Marc Natal.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Philippe Aghion, and Fabrizio Zilibotti. 2006. “Distance to Frontier, Selection, and Economic Growth.” *Journal of the European Economic Association* 4 (1): 37–74.
- Aghion, Philippe, and Peter Howitt. 1992. “A Model of Growth through Creative Destruction.” *Econometrica* 60 (2): 323–51.
- Aghion, Philippe, Nicholas Bloom, Richard Blundell, and Rachel Griffith. 2005. “Competition and Innovation: An Inverted-U Relationship.” *The Quarterly Journal of Economics*, 120 (2): 701–28.
- Aghion, Philippe, Peter Howitt, and Susanne Prantl. 2015. “Patent Rights, Product Market Reforms, and Innovation.” *Journal of Economic Growth* 20 (3): 223–62.
- Aghion, Philippe, Ufuk Akcigit, and Peter Howitt. 2013. “What Do We Learn from Schumpeterian Growth Theory?” In *Handbook of Economic Growth 2*, edited by Philippe Aghion and Steven Durlauf. Amsterdam: North-Holland.
- Ahmadpoor, Mohammad, and Benjamin F. Jones. 2017. “The Dual Frontier: Patented Inventions and Prior Scientific Advance.” *Science* 357 (6351): 583–87.
- Akcigit, Ufuk, and Sina T. Ates. 2021. “Ten Facts on Declining Business Dynamism and Lessons from Endogenous Growth Theory.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 13 (1): 257–98.
- Akcigit, Ufuk, Wenjie Chen, Federico J. Diez, Romain Duval, Philipp Engler, Jiayue Fan, Chiara Maggi, Marina Mendes Tavares, Daniel A. Schwartz, Ipei Shibata, and Carolina Villegas-Sánchez. 2021. “Rising Corporate Market Power: Emerging Policy Issues.” IMF Staff Discussion Note 2021/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Akcigit, Ufuk, Douglas Hanley, and Nicolas Serrano-Velarde. 2021. “Back to Basics: Basic Research Spillovers, Innovation Policy, and Growth.” *The Review of Economic Studies* 88 (1): 1–43.
- Akcigit, Ufuk, and William R. Kerr. 2018. “Growth through Heterogeneous Innovations.” *Journal of Political Economy* 126 (4): 1374–443.
- Belenzon, Sharon, and Mark Schankerman. 2013. “Spreading the Word: Geography, Policy, and Knowledge Spillovers.” *The Review of Economics and Statistics* 95 (3): 884–903.
- Bloom, Nicholas, Mark Schankerman, and John Van Reenen. 2013. “Identifying Technology Spillovers and Product Market Rivalry.” *Econometrica* 81 (4): 1347–93.
- Blundell, Richard, and Stephen Bond. 1998. “Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models.” *Journal of Econometrics* 87 (1): 115–43.
- Byrne, John G. 1995. “Changes on the Frontier of Intellectual Property Law: An Overview of the Changes Required by GATT.” *Duquesne Law Review* 34 (1): 121.
- Cass, David. 1965. “Optimum Growth in an Aggregative Model of Capital Accumulation.” *The Review of Economic Studies* 32: 233–40.
- Cerdeiro, Diego A., Johannes Eugster, Rui C. Mano, Dirk Muir, and Shanaka J. Peiris. 2021. “Sizing Up the Effects of Technological Decoupling.” IMF Working Paper 21/69, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chuang, Yih-Chyi. 1998. “Learning by Doing, the Technology Gap, and Growth.” *International Economic Review* 39 (3): 697–721.
- Dechezleprêtre, Antoine, Cal B. Muckley, and Parvati Neelakantan. 2020. “Is Firm-Level Clean or Dirty Innovation Valued More?” *The European Journal of Finance*, July 2. doi: 10.1080/1351847X.2020.1785520.
- Etzkowitz, Henry, and Loet Leydesdorff. 2000. “The Dynamics of Innovation: From National Systems and ‘Mode 2’ to a Triple Helix of University–Industry–Government Relations.” *Research Policy* 29 (2): 109–23.
- Grossman, Gene M., and Elhanan Helpman. 1991. *Innovation and Growth in the Global Economy*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Jaffe, Adam B., Manuel Trajtenberg, and Rebecca Henderson. 1993. “Geographic Localization of Knowledge Spillovers as Evidenced by Patent Citations.” *The Quarterly Journal of Economics* 108 (3): 577–98.
- Koopmans, Tjalling C. 1965. “On the Concept of Optimal Economic Growth.” In *Study Week on the Econometric Approach to Development Planning*, 225–87. Amsterdam: North-Holland.
- Kremer, Michael, and Heidi Williams. 2010. “Incentivizing Innovation: Adding to the Toolkit.” In *Innovation Policy and the Economy* 10. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Mankiw, Gregory N., David Romer, and David N. Weil. 1992. “A Contribution to the Empirics of Economic Growth.” *The Quarterly Journal of Economics* 107 (2): 407–37.
- Marx, Matt, and Aaron Fuegi. 2020. “Reliance on Science: Worldwide Front-Page Patent Citations to Scientific Articles.” *Strategic Management Journal* 41 (9): 1572–94.
- Maskin, Eric. 2020. “Mechanism Design for Pandemics.” Talk at the Santa Fe Institute Webinar on the Complexity of COVID-19, April 14.
- Nelson, Richard R. 1959. “The Simple Economics of Basic Scientific Research.” *Journal of Political Economy* 67 (3): 297–306.
- Peri, Giovanni. 2005. “Determinants of Knowledge Flows and Their Effect on Innovation.” *The Review of Economics and Statistics* 87 (2): 308–22.
- Ramsey, Frank. 1928. “A Mathematical Theory of Saving.” *The Economic Journal* 38 (152): 543–59.
- Romer, Paul. 1990. “Endogenous Technological Change.” *Journal of Political Economy* 98 (5): S71–S102.
- Santos Silva, João, and Silvana Tenreiro. 2006. “The Log of Gravity.” *The Review of Economics and Statistics* 88 (4): 641–58.
- Shapiro, Carl. 2001. “Navigating the Patent Thicket: Cross Licenses, Patent Pools, and Standard Setting.” *Innovation Policy and the Economy* (1): 119–50.
- Solow, Robert M. 1956. “A Contribution to the Theory of Economic Growth.” *The Quarterly Journal of Economics* 70 (1): 65–94.
- Ulku, Hulya. 2004. “R&D, Innovation, and Economic Growth: An Empirical Analysis.” IMF Working Paper 04/185, International Monetary Fund, Washington, DC.

APPENDICE STATISTIQUE

L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans les *Perspectives de l'économie mondiale* ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2021–22. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'avril 2021 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente des informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types. La sixième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. (L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne, en anglais, à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 27 septembre 2021. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2021–22 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 23 juillet au 20 août 2021. Pour 2021 et 2022, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,431 et 1,444 pour le taux dollar/

DTS, 1,194 et 1,208 pour le taux dollar/euro¹, et 108,5 et 106,7 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 65,68 dollars en 2021 et de 64,52 dollars en 2022.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) à six mois en dollars s'établira en moyenne à 0,2 % en 2021 et à 0,4 % en 2022, le LIBOR sur les dépôts à trois mois en euros à –0,5 % en 2021 et 2022, et le LIBOR sur les dépôts à six mois en yen à –0,1 % en 2021 et à 0,0 % en 2022.

Modifications récentes

- Des données concernant Andorre ont été ajoutées à la base de données et prises en considération dans les valeurs composites du groupe des pays avancés.

Données et conventions

La base des données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des

¹En ce qui concerne l'euro, le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme décrit dans l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Pour plus de précisions sur l'établissement des taux de conversion de l'euro, veuillez vous reporter également à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Le tableau le plus récent des taux de conversion fixes figure dans l'annexe statistique de l'édition d'octobre 2020 des PEM.

renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014)) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux définitions des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont adopté une partie des normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années².

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à

²Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés³. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré⁴. Les taux annuels d'inflation sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes, sauf dans le cas des pays émergents et des pays en développement, pour lesquels les taux reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs dans la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

³Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

⁴Voir l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la Mise à jour des PEM de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the World Economic Outlook », dans Staff Studies for the World Economic Outlook (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar américain.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente). Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2020 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Notes sur les pays

Pour l'*Afghanistan*, toutes les projections pour 2021–26 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

Pour l'*Albanie*, les projections ont été établies avant la mission de 2021 au titre de l'article IV qui s'est terminée le 11 octobre 2021 et ne tiennent donc pas compte des mises à jour effectuées pendant la mission.

Pour l'*Argentine*, les variables concernant les finances publiques et l'inflation ne sont pas publiées pour 2021–26, car elles sont dans une large mesure liées à des négociations en cours au sujet d'un programme. L'indice des prix à la consommation (IPC) officiel pour tout le pays est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPCNU, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la

même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans l'édition d'octobre 2021 des PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail en décembre 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les données et les prévisions pour le *Bangladesh* sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire à partir de l'édition d'octobre 2020 des PEM. Toutefois, les agrégats du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat qui tiennent compte du Bangladesh sont basés sur des estimations de l'année civile.

Pour le *Costa Rica*, la définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1^{er} janvier 2021, pour englober 51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données sont ajustées jusqu'en 2019 pour des raisons de comparabilité.

Les données budgétaires pour l'*Équateur* indiquent les emprunts/prêts nets du secteur public non financier. Les autorités équatoriennes, avec l'appui technique du FMI, révisent les données budgétaires rétrospectives pour les emprunts/prêts nets du secteur public non financier au cours de la période 2012–17, afin de corriger les erreurs statistiques récemment constatées en ce qui concerne l'établissement des données au niveau infranational et la cohérence entre les données au-dessus de la ligne et les données de financement par sous-secteurs.

Pour l'*Éthiopie*, les projections pour 2022–26 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

Les taux de croissance du PIB réel de l'*Inde* sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2011 et 2011/12 pour les années ultérieures.

Pour le *Liban*, les projections pour 2021–26 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Les données officielles du PIB ne sont disponibles que jusqu'en 2019.

Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la *Libye*, en particulier pour les comptes nationaux et les projections à moyen terme, est faible.

Le périmètre des séries de finances publiques pour la *République dominicaine* est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

Les données pour la *Syrie* sont exclues à compter de 2011 en raison de la situation politique incertaine.

Pour le *Turkménistan*, les données des comptes nationaux correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN), à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'ONU et de la Banque mondiale. Les autorités turkmènes estiment que la croissance du PIB réel en 2020 sera de 5,9 %. Les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

Les données révisées des comptes nationaux de l'*Ukraine* sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent pas la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

En décembre 2020, les autorités de l'*Uruguay* ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

À compter d'octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* reçoit des transferts dans le contexte d'une nouvelle loi qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données et les projections pour 2018–21. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,1 % du PIB en 2019 et 0,6 % en 2020, et devraient représenter 0,3 % en 2021 et 0 % ultérieurement. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64⁵. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'*Uruguay* est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier

⁵Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

L'établissement des perspectives économiques du *Venezuela*, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est compliqué par : l'absence d'entretiens avec les autorités (la dernière consultation au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), une compréhension incomplète des données communiquées et des difficultés dans l'interprétation de certains indicateurs économiques étant donné l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et une série d'entreprises publiques, dont Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA) ; les données pour 2018–21 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Par exemple, le PIB nominal est projeté en supposant que le déflateur du PIB augmente en phase avec la projection de l'inflation moyenne estimée par les services du FMI. Le ratio dette publique extérieure/PIB est estimé à l'aide de l'estimation du taux de change moyen annuel établie par les services du FMI. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

En 2019, les autorités du *Zimbabwe* ont adopté le dollar à règlement brut en temps réel, rebaptisé par la suite dollar du Zimbabwe, et sont en train de redéfinir les statistiques de leurs comptes nationaux. Les données actuelles sont sujettes à révision. Le dollar du Zimbabwe avait auparavant cessé de circuler en 2009 et, entre 2009 et 2019, le Zimbabwe a fonctionné sous un régime multidevise dont l'unité de compte était le dollar américain.

Classification des pays

Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement⁶. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques

⁶Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (40 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (156 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan » ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui

tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international — CTCI, section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2016 et 2020.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les *pays émergents et pays à revenu intermédiaire*. Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2020 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*⁷.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref⁸. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

⁷Pendant la période 2016–20, 32 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020*.

⁸Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2020¹
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
Pays avancés	40	100,0	42,4	100,0	63,0	100,0	14,0
États-Unis		37,3	15,8	15,3	9,6	30,7	4,3
Zone euro	19	28,4	12,1	42,4	26,7	31,6	4,4
Allemagne		8,1	3,4	12,0	7,5	7,7	1,1
France		5,4	2,3	5,4	3,4	6,1	0,9
Italie		4,4	1,9	4,0	2,5	5,6	0,8
Espagne		3,2	1,4	2,8	1,8	4,4	0,6
Japon		9,5	4,0	5,7	3,6	11,7	1,6
Royaume-Uni		5,3	2,2	5,3	3,3	6,2	0,9
Canada		3,3	1,4	3,4	2,2	3,5	0,5
Autres pays avancés	17	16,2	6,9	27,9	17,6	16,2	2,3
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	73,2	31,1	51,1	32,2	71,5	10,0
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
Pays émergents et pays en développement	156	100,0	57,6	100,0	37,0	100,0	86,0
Par région							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	55,9	32,2	53,3	19,7	56,0	48,1
Chine		31,8	18,3	33,3	12,3	21,5	18,5
Inde		11,8	6,8	6,1	2,3	21,0	18,0
ASEAN-5	5	9,8	5,7	12,3	4,6	8,8	7,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	16	13,4	7,7	16,4	6,1	5,8	5,0
Russie		5,4	3,1	4,6	1,7	2,2	1,9
Amérique latine et Caraïbes	33	12,6	7,3	13,1	4,9	9,7	8,3
Brésil		4,2	2,4	2,9	1,1	3,2	2,8
Mexique		3,2	1,8	5,3	2,0	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	12,5	7,2	13,1	4,8	12,7	10,9
Arabie saoudite		2,1	1,2	2,2	0,8	0,5	0,5
Afrique subsaharienne	45	5,5	3,2	4,1	1,5	15,9	13,7
Nigéria		1,4	0,8	0,5	0,2	3,1	2,7
Afrique du Sud		1,0	0,6	1,1	0,4	0,9	0,8
Classification analytique²							
Source des recettes d'exportation							
Combustibles	26	10,0	5,8	12,3	4,5	9,5	8,2
Autres produits	128	89,9	51,8	87,7	32,5	90,4	77,7
Dont : produits primaires	36	5,7	3,3	5,4	2,0	9,7	8,3
Source de financement extérieur							
Pays débiteurs (net)	121	51,0	29,3	46,5	17,2	67,8	58,3
Pays débiteurs (net), selon le service de la dette							
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	32	4,6	2,6	3,2	1,2	9,9	8,5
Autres groupes							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	96	91,6	52,7	92,3	34,2	76,7	65,9
Pays en développement à faible revenu	59	8,4	4,9	7,7	2,8	23,3	20,0
Pays pauvres très endettés	39	2,9	1,7	2,1	0,8	12,1	10,4

¹Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parités de pouvoir d'achat (PPA). Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

²La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données.

Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe

Principales zones monétaires		
États-Unis		
Zone euro		
Japon		
Zone euro		
Allemagne	France	Malte
Autriche	Grèce	Pays-Bas
Belgique	Irlande	Portugal
Chypre	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Finlande	Luxembourg	
Principaux pays avancés		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
Autres pays avancés		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) ²	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) ¹	Porto Rico	Taiwan, prov. chinoise de
Islande	République tchèque	

¹Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

²Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Tableau C. Union européenne

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation¹

	Combustibles	Autres produits, dont produits primaires
Pays émergents et pays en développement d'Asie		
	Brunei Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
Amérique latine et Caraïbes		
	Équateur	Argentine
	Trinité-et-Tobago	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Guyana
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
Moyen-Orient et Asie centrale		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Ouzbékistan
	Bahreïn	Somalie
	Émirats arabes unis	Soudan
	Iran	Tadjikistan
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
Afrique subsaharienne		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Burkina Faso
	Guinée équatoriale	Burundi
	Nigéria	Congo, Rép. dém. du
	Soudan du Sud	Côte d'Ivoire
	Tchad	Érythrée
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

¹Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Pays émergents et pays en développement d'Asie							
Bangladesh	*		*	Monténégro	*		•
Bhoutan	*		*	Pologne	*		•
Brunei Darussalam	•		•	Roumanie	*		•
Cambodge	*		*	Russie	•		•
Chine	•		•	Serbie	*		•
Fidji	*		•	Turquie	*		•
Îles Marshall	*		•	Ukraine	*		•
Îles Salomon	*		*	Amérique latine et Caraïbes			
Inde	*		•	Antigua-et-Barbuda	*		•
Indonésie	*		•	Argentine	•		•
Kiribati	•		*	Aruba	*		•
Malaisie	*		•	Bahamas	*		•
Maldives	*		•	Barbade	*		•
Micronésie	•		•	Belize	*		•
Mongolie	*		•	Bolivie	*	•	•
Myanmar	*		*	Brésil	*		•
Nauru	*		•	Chili	*		•
Népal	•		*	Colombie	*		•
Palaos	*		•	Costa Rica	*		•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Dominique	•		•
Philippines	*		•	El Salvador	*		•
République dém. pop. lao	*		*	Équateur	*		•
Samoa	*		•	Grenade	*		•
Sri Lanka	*		•	Guatemala	*		•
Thaïlande	•		•	Guyana	*	•	•
Timor-Leste	•		*	Haïti	*	•	*
Tonga	*		•	Honduras	*	•	*
Tuvalu	•		•	Jamaïque	*		•
Vanuatu	•		•	Mexique	*		•
Viet Nam	*		*	Nicaragua	*	•	*
Pays émergents et pays en développement d'Europe				Panama	*		•
Albanie	*		•	Paraguay	*		•
Bélarus	*		•	Pérou	*		•
Bosnie-Herzégovine	*		•	République dominicaine	*		•
Bulgarie	*		•	Saint-Kitts-et-Nevis	*		•
Croatie	*		•	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		•
Hongrie	*		•	Sainte-Lucie	*		•
Kosovo	*		•	Suriname	*		•
Macédoine du Nord	*		•	Trinité-et-Tobago	•		•
Moldova	*		*	Uruguay	*		•
				Venezuela	•		•

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Moyen-Orient et Asie centrale				Cabo Verde	*		●
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●		●	Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●		●	Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*		●	Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●		●	Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●		●	Érythrée	●	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		●	Eswatini	●		●
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	●	*
Égypte	*		●	Gabon	●		●
Émirats arabes unis	●		●	Gambie	*	●	*
Géorgie	*		●	Ghana	*	●	*
Iran	●		●	Guinée	*	●	*
Iraq	●		●	Guinée-Bissau	*	●	*
Jordanie	*		●	Guinée équatoriale	●		●
Kazakhstan	*		●	Kenya	*		*
Koweït	●		●	Lesotho	*		*
Liban	*		●	Libéria	*	●	*
Libye	●		●	Madagascar	*	●	*
Maroc	*		●	Malawi	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Mali	*	●	*
Oman	*		●	Maurice	●		●
Ouzbékistan	●		*	Mozambique	*	●	*
Pakistan	*		●	Namibie	*		●
Qatar	●		●	Niger	*	●	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	●	*
Syrie ⁴	Rwanda	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Tunisie	*		●	Sénégal	*	●	*
Turkménistan	●		●	Seychelles	*		●
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	●	*
Afrique subsaharienne				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	●		●	Tanzanie	*	●	*
Angola	*		●	Tchad	*	●	*
Bénin	*	●	*	Togo	*	●	*
Botswana	●		●	Zambie	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	●	*				

¹La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débitteur) net.

²La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.

³La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).

⁴La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente¹

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Namibie		Avril/mars
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

¹Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2019	2016	SCN 2008		BSN	2020
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2020	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Algérie	Dinar algérien	BSN	2019	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2020
Andorre	Euro	BSN et MEP	2020	2010	...		BSN	2020
Allemagne	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2020
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2020	2002	SECN 1995		BSN	2020
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2019	2006 ⁶	SCN 1993		BC	2020
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Argentine	Peso argentin	BSN	2020	2004	SCN 2008		BSN	2020
Arménie	Dram arménien	BSN	2020	2005	SCN 2008		BSN	2020
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2020	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2020
Australie	Dollar australien	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Autriche	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2020
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2019	2012	SCN 1993		BSN	2019
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2019/20	2005/06	SCN 2008		BSN	2020/21
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2019	2010	SCN 1993		BSN	2020
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2020
Belgique	Euro	BC	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2020
Belize	Dollar du Belize	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2019
Bénin	Franc CFA	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2019
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2019/20	2000/01 ⁶	SCN 1993		BC	2019/20
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2020	1990	SCN 2008		BSN	2020
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Brésil	Real brésilien	BSN	2020	1995	SCN 2008		BSN	2020
Brunei Darussalam	Dollar de Brunei	MdF	2020	2010	SCN 2008		BSN et MdF	2020
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2019	2005	SCN 1993		BSN	2020
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2019	2007	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2019
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2020
Cameroun	Franc CFA	BSN	2020	2005	SCN 2008		BSN	2020
Canada	Dollar canadien	BSN	2020	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Chili	Peso chilien	BC	2020	2013 ⁶	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2019
Chine	Yuan chinois	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Chypre	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Colombie	Peso colombien	BSN	2020	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2020
Comores	Franc comorien	MdF	2019	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2019
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993		BC	2020
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2018	2005	SCN 1993		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2019	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2019	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2020	2001	AC, AEF, CSS, autre	C	BC	2020	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2019	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2020	MBP 6
Algérie	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Allemagne	BSN	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Andorre	BSN	2019	...	AC,AL,CSS	C	BSN	2019	MBP 6
Angola	MdF	2020	2001	AC, AL	...	BC	2020	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2020	2014	AC	C	BC	2020	MBP 6
Argentine	MEP	2020	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Arménie	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Aruba	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Australie	MdF	2019	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2020	MBP 6
Autriche	BSN	2019	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Bahamas	MdF	2019/20	2014	AC	C	BC	2020	MBP 5
Bahreïn	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Bangladesh	MdF	2018/19	...	AC	C	BC	2019/20	MBP 6
Barbade	MdF	2019/20	1986	ACB	C	BC	2019	MBP 5
Bélarus	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Belgique	BC	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Belize	MdF	2020	1986	AC,SPM	Mixte	BC	2020	MBP 6
Bénin	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Bhoutan	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019/20	MBP 6
Bolivie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 6
Botswana	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Brésil	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Brunei Darussalam	MdF	2020	...	AC, ACB	C	BSN, MEP et DAP	2019	MBP 6
Bulgarie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2020	2001	AC	CE	BC	2019	MBP 6
Burundi	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2020	2001	AC	E	BSN	2019	MBP 6
Cambodge	MdF	2018	2001	AC, AL	Mixte	BC	2020	MBP 5
Cameroun	MdF	2020	2001	AC, SPNF, SPFNM	Mixte	MdF	2020	MBP 6
Canada	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2020	MBP 6
Chili	MdF	2020	2001	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Chine	MdF	2019	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2020	MBP 6
Chypre	BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BSN	2020	MBP 6
Colombie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2020	MBP 6
Comores	MdF	2020	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Congo, Rép. dém. du	MdF	2020	2001	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Congo, Rép. du	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2018	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Costa Rica	Colon costa-ricien	BC	2020	2017	SCN 2008		BC	2020
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2017	2015	SCN 2008		BSN	2019
Croatie	Kuna croate	BSN	2020	2015	SECN 2010		BSN	2020
Danemark	Couronne danoise	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2018	2013	SCN 2008		BSN	2020
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2019
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2019/20	2016/17	SCN 2008		BSN	2019
El Salvador	Dollar EU	BC	2020	2014	SCN 2008		BSN	2020
Émirats arabes unis	Dirham des É.A.U.	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Équateur	Dollar EU	BC	2020	2007	SCN 2008		BSN et BC	2020
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2018	2011	SCN 1993		BSN	2018
Espagne	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Estonie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Eswatini	Lilangeni	BSN	2019	2011	SCN 2008		BSN	2020
États-Unis	Dollar EU	BSN	2020	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2019/20	2015/16	SCN 2008		BSN	2019
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2020	2014	SCN 1993		BSN	2020
Finlande	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
France	Euro	BSN	2020	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Gabon	Franc CFA	MdF	2019	2001	SCN 1993		BSN	2020
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2020
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2020
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2019	2013	SCN 2008		BSN	2019
Grèce	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 2008		BSN	2020
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2020	2013	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2020
Guinée	Franc guinéen	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2020
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2017	2015	SCN 2008		BSN	2020
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2020	2006	SCN 1993		MEP	2019
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2020	2012 ⁶	SCN 1993		BSN	2020
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2019/20	2011/12	SCN 2008		BSN	2019/20
Honduras	Lempira hondurien	BC	2019	2000	SCN 1993		BC	2019
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2020	2019	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	OEI	2020
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2019/20	2003/04	SCN 2008		BSN	2019/20
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2019	2012	SCN 1993		BSN	2019
Inde	Roupie indienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2019/20
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2019	2001	AC, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2020	1986	AC	E	BC	2019	MBP 6
Croatie	MdF	2020	2014	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Danemark	BSN	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Djibouti	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 5
Dominique	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Égypte	MdF	2019/20	2001	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2019/20	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2020	1986	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2019	2001	AC, ACB, AEF, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 5
Équateur	BC et MdF	2020	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2020	MBP 6
Érythrée	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Estonie	MdF	2020	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Eswatini	MdF	2019/20	2001	AC	E	BC	2020	MBP 6
États-Unis	MEP	2020	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Éthiopie	MdF	2019/20	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2019/20	MBP 5
Fidji	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Finlande	MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
France	BSN	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 5
Gambie	MdF	2019	1986	AC	C	BC et services du FMI	2019	MBP 6
Géorgie	MdF	2020	2001	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6
Ghana	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Grèce	BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Grenade	MdF	2020	2014	AC	CE	BC	2019	MBP 6
Guatemala	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Guinée	MdF	2019	2001	AC	C	BC et MEP	2019	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2019	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2019	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Haïti	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019/20	MBP 5
Honduras	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2019	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2020/21	2001	AC	C	BSN	2020	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2020	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2019/20	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019/20	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2019/20	1986	AC, AEF	C	BC	2019/20	MBP 6
Indonésie	MdF	2020	2001	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2020/21	2011/12	SCN 1993		BC	2020/21
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2020	2007	SCN 1968/93		BSN	2020
Irlande	Euro	BSN	2020	2017	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Islande	Couronne islandaise	BSN	2020	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2020
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2020
Italie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2020	2007	SCN 1993		BSN	2019
Japon	Yen japonais	DAP	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2020
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2019	2016	SCN 1993		BSN	2019
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2020
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Kiribati	Dollar australien	BSN	2019	2006	SCN 2008		Services du FMI	2019
Kosovo	Euro	BSN	2020	2016	SECN 2010		BSN	2020
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2019
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2018/19	2012/13	SCN 2008		BSN	2020
Lettonie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Liban	Livre libanaise	BSN	2019	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2020
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2016	2018	SCN 1993		BC	2019
Libye	Dinar libyen	BC	2014	2007	SCN 1993		BSN	2020
Lituanie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2020
Luxembourg	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2020	2019	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2020
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2020	2005	SECN 2010		BSN	2020
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2018	2007	SCN 1993		BSN	2020
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2020	2014	SCN 1993		BC	2020
Mali	Franc CFA	BSN	2018	1999	SCN 1993		BSN	2020
Malte	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Maroc	Dirham marocain	BSN	2020	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2018	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2020
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2020	2014	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2020
Mexique	Peso mexicain	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2020
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 1993		BSN	2017/18
Moldova	Leu moldave	BSN	2019	1995	SCN 1993		BSN	2020
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2020
Monténégro	Euro	BSN	2020	2006	SECN 2010		BSN	2020
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2019	2014	SCN 1993		BSN	2019
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2019/20	2015/16	...		BSN	2019/20
Namibie	Dollar namibien	BSN	2020	2015	SCN 1993		BSN	2020
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2018	2006/07	SCN 1993		BSN	2019
Népal	Roupie népalaise	BSN	2019/20	2000/01	SCN 1993		BC	2020/21
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2020	2006	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2020
Niger	Franc CFA	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2018/19	2001	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Iraq	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Islande	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2019	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2020	MBP 6
Italie	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Jamaïque	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Japon	DAP	2019	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2020	MBP 6
Jordanie	MdF	2019	2001	AC, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Kazakhstan	BSN	2020	2001	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Kenya	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Kiribati	MdF	2019	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2019	MBP 6
Kosovo	MdF	2020	...	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6
Koweït	MdF	2019	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2018	MBP 6
Lesotho	MdF	2020/21	2001	AC, AL	C	BC	2020/21	MBP 6
Lettonie	MdF	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Liban	MdF	2020	2001	AC	C	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Libéria	MdF	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 5
Libye	BC	2019	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2017	MBP 6
Lituanie	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Luxembourg	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2019	2014	AC, CSS	C	BSN	2019	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2020	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Madagascar	MdF	2020	1986	AC	BC	BC	2019	MBP 6
Malaisie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2020	MBP 6
Malawi	MdF	2019	2014	AC	C	BSN et DAP	2020	MBP 6
Maldives	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mali	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Malte	BSN	2020	2001	AC, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Maroc	MEP	2020	2001	AC	E	DAP	2020	MBP 6
Maurice	MdF	2020/21	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Mauritanie	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mexique	MdF	2020	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Micronésie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF	...	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova	MdF	2019	1986	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Mongolie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Monténégro	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Mozambique	MdF	2020	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2019	MBP 6
Myanmar	MdF	2019/20	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2018/19	MBP 6
Namibie	MdF	2020/21	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Nauru	MdF	2019/20	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2018/19	MBP 6
Népal	MdF	2019/20	2001	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Nicaragua	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2020	MBP 6
Niger	MdF	2020	1986	AC	E	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2020	2018	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2019
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2020	2009 ⁶	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2020
Oman	Rial omani	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2020
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2020	2016	SCN 2008		BC	2020
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2020	2015	SCN 1993		BSN et services du FMI	2020
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2019/20	2005/06 ⁶	SCN 2008		BSN	2019/20
Palaos	Dollar EU	MdF	2019/20	2018/1	SCN 1993		MdF	2018/19
Panama	Dollar EU	BSN	2020	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2019	2013	SCN 2008		BSN	2019
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2019	2014	SCN 2008		BC	2019
Pays-Bas	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Pérou	Sol péruvien	BC	2020	2007	SCN 2008		BC	2020
Philippines	Peso philippin	BSN	2020	2018	SCN 2008		BSN	2020
Pologne	Zloty polonais	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2020
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2019/20	1954	...		BSN	2020
Portugal	Euro	BSN	2020	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2020	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2020
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2017	2005	SCN 1993		BSN	2020
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2020	2012	SCN 1993		BSN	2020
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2020	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2020
République kirghize	Som kirghize	BSN	2020	2005	SCN 1993		BSN	2020
République slovaque	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2020
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2019
Roumanie	Leu roumain	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2020	2018	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Russie	Rouble russe	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2020
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2019	2017	SCN 2008		BSN	2019
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Saint-Marin	Euro	BSN	2019	2007	...		BSN	2020
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2018	SCN 2008		BSN	2020
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2019/20	2012/13	SCN 2008		BSN	2019/20
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2020	2008	SCN 1993		BSN	2020
Sénégal	Franc CFA	BSN	2019	2014	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nigéria	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2020	2014	AC, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Oman	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 5
Ouganda	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2020	MBP 6
Pakistan	MdF	2019/20	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2019/20	MBP 6
Palaos	MdF	2018/19	2001	AC	...	MdF	2019/20	MBP 6
Panama	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2020	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 5
Paraguay	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 5
Philippines	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Porto Rico	MEP	2019/20	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Qatar	MdF	2020	1986	AC, autre	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5
République centrafricaine	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2017	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
République dominicaine	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2020	MBP 6
République kirghize	MdF	2020	...	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
République slovaque	BSN	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
République tchèque	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Roumanie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2020	2001	AC, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Russie	MdF	2020	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 6
Rwanda	MdF	2019	1986	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2020	1986	AC, AEF	C	BC	2018	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2019	...	AC	...	Autre	2019	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Samoa	MdF	2019/20	2001	AC	E	BC	2019/20	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Sénégal	MdF	2020	2001	AC	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5
Serbie	MdF	2020	1986/2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2020	MBP 6
Seychelles	MdF	2020	1986	AC, CSS	C	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Serbie	Dinar serbe	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2020	2006	SCN 1993		BSN	2020
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2018	2006	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2019
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2020	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2020
Slovénie	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Somalie	Dollar EU	BC	2019	2013	SCN 2008		BC	2020
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	SCN 1968		BSN	2019
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2018	2010	SCN 1993		BSN	2019
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Suède	Couronne suédoise	BSN	2020	2020	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2020
Suisse	Franc suisse	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2019	1995	SCN 1993		BSN	2019
Taiwan, prov. chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Tchad	Franc CFA	BC	2017	2005	SCN 1993		BSN	2020
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2020	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2020
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2020
Togo	Franc CFA	BSN	2016	2016	SCN 1993		BSN	2019
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2019/20	2016/17	SCN 1993		BC	2018/19
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2019	2012	SCN 1993		BSN	2020
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2020	2010	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2020
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2020	2006	...	Depuis 2007	BSN	2020
Turquie	Livre turque	BSN	2020	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2020
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2019	2005	2016		BSN	2020
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2020
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2019
Venezuela	Bolívar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2020
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2020
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2020	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2020
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Zimbabwe	Dollar du Zimbabwe	BSN	2019	2012	...		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Sierra Leone	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2018	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2020/21	2014	AC	C	BSN	2020	MBP 6
Slovénie	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Somalie	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Soudan	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2019	...	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2018	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Suède	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Suisse	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Suriname	MdF	2020	1986	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2019	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Taiwan, prov. chinoise de	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Tanzanie	MdF	2020	1986	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6
Tchad	MdF	2020	1986	AC, SPNF	C	BC	2013	MBP 5
Thaïlande	MdF	2019/20	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Togo	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Tonga	MdF	2019/20	2014	AC	C	BC et BSN	2018/19	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Tunisie	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 5
Turkménistan	MdF	2020	1986	AC, AL	C	BSN et services du FMI	2020	MBP 6
Turquie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2020	MBP 6
Tuvalu	MdF	2019	...	AC	Mixte	Services du FMI	2019	MBP 6
Ukraine	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Uruguay	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Vanuatu	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 5
Yémen	MdF	2020	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2020	MBP 5
Zambie	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2019	1986	AC	C	BC et MdF	2019	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = *Système des comptes nationaux* ; SECN = *Système européen des comptes nationaux*.

¹BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

²L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

³L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

⁴AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

⁵Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

⁶L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections

Hypothèses de politique budgétaire

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B4 à B6 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels¹).

Afrique du Sud : Les hypothèses budgétaires reposent sur le budget 2021. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

Allemagne : Les projections des services du FMI pour 2021 et au-delà reposent sur les lois de

¹L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir les PEM d'octobre 1993, annexe I). La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette. Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative.

finances 2021, le projet de loi de finances 2022 et les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques (Destatis) et du ministère des Finances, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticités des recettes. L'estimation de la dette brute inclut la liquidation de portefeuilles d'actifs compromis et d'activités non essentielles qui avaient été transférées à des institutions en cours de liquidation, ainsi que d'autres opérations d'aide au secteur financier et à l'Union européenne.

Arabie saoudite : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires de référence en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget 2021. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique actuelle des autorités en matière d'exportation de pétrole dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays non membres de l'OPEP).

Australie : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, le budget des autorités du Commonwealth pour l'exercice 2021/22, le budget pour les exercices 2020/21 et 2021/22 publié par les autorités de chaque État ou territoire, le budget pour l'exercice 2021/22 publié par les autorités de certains États (au 10 septembre), ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

Autriche : Les projections budgétaires reposent sur le budget 2021, le programme de stabilité autrichien et le programme national de réformes 2021. Les projections ont été établies en tenant compte des fonds au titre du nouvel instrument de relance de l'Union européenne.

Belgique : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2020–21, le projet de budget pour 2020 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Brésil : Les projections budgétaires pour 2021 tiennent compte des mesures annoncées par les autorités au 31 mai 2021. Dans les projections à moyen terme, le plafond de dépenses prévu dans la Constitution est pleinement respecté.

Canada : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans le budget fédéral de 2021 et les derniers budgets provinciaux disponibles. Les services

Encadré A1 (suite)

du FMI ajustent ces prévisions pour tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres trimestriels des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux.

Chili : Les projections reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB, les prix du cuivre, la dépréciation de la monnaie et l'inflation.

Chine : Après une forte expansion budgétaire estimée pour 2020, une nette contraction est prévue pour 2021 sur la base du budget 2021 établi par les autorités et des résultats budgétaires enregistrés à ce jour.

Danemark : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments ponctuels liés à COVID-19 sont toutefois pris en considération).

Espagne : Les projections budgétaires pour 2021 ont été établies en tenant compte des mesures de soutien liées à la COVID-19, de l'augmentation des pensions prévue par la loi et des mesures relatives aux recettes adoptées par le législateur. Les projections fiscales à partir de 2022 ne supposent aucun changement de la politique économique. Les décaissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne sont pris en compte dans les projections pour 2021–24.

États-Unis : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de juillet 2021 du Congressional Budget Office, corrigé de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets du plan pour l'emploi américain (*American Jobs Plan*), du plan pour les familles américaines (*American Families Plan*), du plan bipartisan pour les infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Plan*), du plan de sauvetage américain (*American Rescue Plan*) adopté par le législateur, de la loi relative aux crédits supplémentaires visant à se préparer et à faire face au coronavirus (*Coronavirus Preparedness and Response*

Supplemental Appropriations Act), de la loi relative à la protection des familles face au coronavirus (*Families First Coronavirus Response Act*), des mesures d'aide face au coronavirus (*Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act*), du programme de protection des salaires (*Paycheck Protection Program*) et de la loi d'amélioration des services de santé (*Health Care Enhancement Act*). Enfin, les projections budgétaires sont ajustées de manière à tenir compte des prévisions des services du FMI pour les principales variables macroéconomiques et financières et d'un traitement comptable différent de l'aide au secteur financier et des plans de retraite à prestations définies, et sont converties en base administrations publiques. Les données sont établies sur la base du SCN 2008 ; lorsqu'elles sont traduites en statistiques des finances publiques, cela se fait conformément au *Manuel de statistiques de finances publiques 2014*. En raison des limitations des données, la plupart des séries commencent en 2001.

France : Les projections pour 2021 et au-delà reposent sur les mesures figurant dans les lois de finances de la période 2018–21 et la loi de finances rectificative votée en juillet 2021, corrigées pour tenir compte des différences dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

Grèce : Les données rétrospectives depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

Hong Kong (RAS) : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

Hongrie : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget 2020.

Inde : Les données historiques reposent sur les données relatives à l'exécution de la loi de finances. Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut

Encadré A1 (suite)

des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour les exercices 2020/21 et 2021/22.

Indonésie : Les projections des services du FMI reposent sur des réformes modérées de la politique fiscale et de l'administration, sur certaines dépenses effectives et sur une augmentation progressive des dépenses d'équipement à moyen terme, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

Irlande : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances 2021 et la mise à jour 2021 du programme de stabilité.

Israël : Les données rétrospectives reposent sur les statistiques de finances publiques qui sont établies par le Bureau central des statistiques. Les projections reposent sur les données sur la mise en œuvre en 2020 des mesures budgétaires relatives au coronavirus communiquées par le ministère des Finances et supposent une application partielle de ces mesures en 2021.

Italie : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le budget et les lois de finances rectificatives de 2021. L'encours des bons postaux arrivant à échéance est pris en considération dans l'établissement des projections concernant la dette.

Japon : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Mexique : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2021–22 reposent sur les estimations figurant dans la proposition de budget pour 2022 ; dans les projections pour 2023 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans la loi de responsabilité budgétaire sont constamment observées.

Nouvelle-Zélande : Les projections budgétaires reposent sur la mise à jour économique et budgétaire de la loi de finances 2021 et sur les estimations des services du FMI.

Pays-Bas : Les projections budgétaires pour 2020–26 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le projet de loi de finances des autorités et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique. Les données rétrospectives ont été révisées après que le Bureau central des statistiques a publié des données macroéconomiques révisées en juin 2014 en raison de l'adoption du Système européen des comptes nationaux et régionaux, ainsi que de la révision des sources de données.

Porto Rico : Les projections budgétaires reposent sur les plans de finances publiques et de croissance économique, qui ont été établis en août 2021, et sont validés par le Conseil de surveillance financière et de gestion. Le plan budgétaire 2021 prévoit une série de réformes structurelles, telles que l'octroi de crédits d'impôt sur les revenus du travail, le programme d'assistance face aux catastrophes naturelles, l'abaissement des barrières à l'entrée pour les entreprises étrangères et l'investissement dans l'éducation, le secteur de l'électricité et les infrastructures. Le nouveau plan budgétaire met également l'accent sur le recours à des investissements stratégiques pour des interventions d'urgence et la prestation de services de première ligne, car l'île est très vulnérable aux catastrophes naturelles et lutte contre une pandémie en cours. Ce plan représente un niveau sans précédent de soutien budgétaire : plus de 100 % du produit national brut de Porto Rico. Il est également axé sur la mise en œuvre de mesures budgétaires (centralisation de l'autorité budgétaire, amélioration de l'efficacité des organismes publics, réforme du programme Medicaid, réforme des retraites, réduction des crédits alloués, amélioration du respect des obligations fiscales et optimisation du recouvrement des taxes et redevances) qui permettront de réduire le déficit public à long terme. Les projections budgétaires des services du FMI reposent sur les informations présentées ci-dessus ainsi que sur l'hypothèse d'une détérioration de la situation budgétaire à terme. Les précédentes éditions des PEM (avant l'automne 2021) reposaient sur l'hypothèse d'un assainissement des finances publiques. Bien que les hypothèses du FMI soient similaires à celles du scénario du plan comprenant l'ensemble complet des mesures, les projections des services du FMI pour les recettes, les dépenses et le solde sont différentes. Cela s'explique par deux différences principales sur le plan méthodologique : premièrement, les projections du FMI sont effectuées sur la base des droits constatés, et celles du plan, sur la base des encaissements–décaissements. Deuxièmement, les hypothèses macroéconomiques des services du FMI sont très différentes de celles du plan.

Encadré A1 (suite)

Portugal : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées.

République de Corée : Les prévisions tiennent compte du solde budgétaire global prévu dans le budget et la loi de finances rectificative de 2021, du plan budgétaire à moyen terme annoncé conjointement au budget 2021, ainsi que des ajustements des services du FMI.

Royaume-Uni : Les projections budgétaires reposent sur les dernières données relatives au PIB publiées par l'Office nationale des statistiques le 12 février 2021 et sur les prévisions du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility) communiquées le 23 novembre 2020. Les projections des recettes sont corrigées de manière à tenir compte des différences entre les prévisions du FMI pour des variables macroéconomiques (telles que la croissance du PIB et l'inflation) et les prévisions pour ces variables adoptées dans les projections des autorités. Les projections sont établies en supposant que les mesures prises pour faire face à l'épidémie de coronavirus arrivent à échéance comme annoncé. Il est également supposé qu'un certain rééquilibrage budgétaire supplémentaire par rapport aux politiques annoncées à ce jour se produise à partir de l'exercice 2023/24 en vue de stabiliser la dette publique dans un délai de cinq ans. Les données des services du FMI excluent les banques du secteur public et l'effet du transfert des actifs du Royal Mail Pension Plan au secteur public en avril 2012. La consommation et l'investissement réels du secteur public font partie de la trajectoire du PIB réel, qui, selon les services du FMI, pourrait ou non être la même que celle prévue par le Bureau de la responsabilité budgétaire. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

Russie : La politique budgétaire a été anticyclique en 2020. Elle présentera un certain degré de consolidation en 2021, en fonction de la reprise économique, et le déficit devrait se situer de nouveau au-dessous de la limite prévue dans la règle budgétaire en 2022.

Singapour : Pour l'exercice 2020, les estimations reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2020. Les projections pour l'exercice 2021 sont fondées sur la loi de finances initiale du 16 février 2021. Les services du FMI supposent un retrait progressif des mesures d'exception restantes au cours de l'exercice 2022 et la poursuite de la même politique économique pendant le reste de la période de projection.

Suède : Les estimations pour 2020 sont basées sur des informations préliminaires concernant le projet de loi de finances de l'automne 2020. L'effet de l'évolution conjoncturelle sur les comptes budgétaires est calculé à l'aide de l'élasticité 2014 de l'OCDE² de manière à tenir compte des écarts de production et d'emploi.

Suisse : Les mesures de relance discrétionnaires annoncées par les autorités, dont il est tenu compte pour l'établissement des projections budgétaires pour 2020 et 2021, sont autorisées dans le cadre de la règle du frein à l'endettement en cas de « circonstances exceptionnelles ».

Turquie : La base des projections dans les PEM et le Moniteur des finances publiques est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. En conséquence, on suppose que le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars à six mois sera en moyenne de 0,2 % en 2021 et 0,4 % en 2022 (voir aussi le tableau 1.1 du chapitre 1), que le taux des dépôts en euros à trois mois sera en moyenne de -0,5 % en 2021 et 2022, et que le taux des dépôts en yen à six mois sera en moyenne de -0,1 % en 2021 et de 0,0 % en 2022.

Afrique du Sud : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 %.

Arabie saoudite : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

Australie : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

²Voir Robert Price, Thai-Thanh Dang et Yvan Guillemette, « New Tax and Expenditure Elasticity Estimates for EU Budget Surveillance », document de travail no 1174 du département des affaires économiques de l'OCDE (Paris, Publications de l'OCDE, 2014).

Encadré A1 (fin)

Brésil : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une inflation qui converge vers le milieu de la fourchette cible à la fin de l'année 2022.

Canada : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse effectuée par les services du FMI.

Chili : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Chine : La politique monétaire devrait connaître en 2021 un léger resserrement, qui devrait se poursuivre en 2022.

Danemark : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

Espagne : La croissance des projections monétaires est proportionnelle à la croissance du PIB nominal.

États-Unis : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

Grèce : Les taux d'intérêt sont basés sur le taux interbancaire offert à Londres retenu dans les PEM, avec l'hypothèse d'un écart pour la Grèce. Les projections concernant la monnaie au sens large sont basées sur les bilans des établissements financiers monétaires et les hypothèses de flux de dépôts.

Hong Kong (RAS) : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

Inde : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve d'Inde à moyen terme.

Indonésie : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

Israël : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

Italie : Les estimations et projections des services du FMI reposent sur les données effectives et les plans d'action de la Banque d'Italie et sur les prévisions de

l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne établies par l'équipe du FMI chargée de la zone euro.

Japon : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

Mexique : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Nouvelle-Zélande : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

Pays-Bas : Les projections monétaires reposent sur les projections du taux interbancaire offert à Londres à six mois en euros estimées par les services du FMI.

Portugal : Les hypothèses relatives à la politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et des projections pour les secteurs réel et budgétaire.

République de Corée : Les projections supposent que le taux directeur évolue conformément aux attentes des marchés.

Royaume-Uni : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

Russie : Les projections monétaires supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire modérément restrictive.

Singapour : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

Suède : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

Suisse : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2021–22.

Turquie : Dans le scénario de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire reste conforme aux attentes des marchés.

Zone euro : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres sont conformes aux anticipations des marchés.

Encadré A2. Données du graphique 1.21 sur le changement climatique et les émissions

Les données et les estimations sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) passées et les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont tirées du tableau de bord des indicateurs du changement climatique du FMI, coordonné par le département des statistiques du FMI. Les émissions de GES *passées* indiquées à la page 1 du graphique 1.21 ne tiennent pas compte des émissions et des éliminations par l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie. Elles représentent donc les émissions des principaux GES causées par les activités humaines, en particulier dans le secteur de l'énergie. Les estimations recouvrent les émissions totales 1) de dioxyde de carbone par la consommation d'énergie et les procédés industriels (production de ciment par exemple) ; 2) de méthane causées par les déchets solides, l'élevage, l'extraction de la houille et du lignite, les rizières, l'agriculture et les fuites des gazoducs ; 3) d'oxyde nitreux ; 4) d'hydrofluorocarbones ; 5) d'hydrocarbures perfluorés ; 6) d'hexafluorure de soufre et 7) de trifluorure d'azote.

Les émissions de GES entre 2019 et 2030 *prévues sur la base d'un scénario de poursuite inchangée des activités*, hors utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie, représentent une estimation des GES en supposant que les tendances actuelles en matière de consommation et de technologies de production persistent jusqu'en 2030. Les projections sont estimées à l'aide de l'outil d'évaluation de la tarification du carbone élaboré par les services de la Banque mondiale et du FMI. Cet outil permet d'estimer les émissions de GES liées à l'énergie, en fixant les émissions non liées à l'énergie à leur niveau de 2018 à partir des projections du PIB, des régimes fiscaux et des prix mondiaux de l'énergie, et en retenant des hypothèses sur les revenus, l'élasticité-prix et le rythme des changements technologiques. Les émissions de GES dans l'ensemble de l'économie *prévues dans les contributions déterminées au niveau national pour 2030* correspondent aux calculs par le FMI des objectifs d'émissions déclarés par chaque pays pour 2030 (situation en août 2021). Les informations proviennent des soumissions des CDN par les pays en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

L'objectif d'émissions de GES *nettement en dessous du plafond de réchauffement de 2 °C en 2030 et l'objectif d'un plafond de réchauffement de 1,5 °C en 2030* sont calculés à l'aide de trajectoires et de budgets carbone adaptés à partir du « Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C » du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (communément appelé SR15 ; voir IPCC, 2018) et de son sixième rapport d'évaluation (communément appelé AR6 ; voir IPCC, 2021). L'objectif de 1,5 °C représente le niveau d'émissions

en 2030 suivant la trajectoire P2 (« non-dépassement ou dépassement limité ») du SR15, adapté afin de correspondre aux budgets actualisés de 1,5 °C dans l'AR6, et mis à l'échelle des GES en fonction de la part estimée de dioxyde de carbone dans tous les GES, conformément à la trajectoire représentative de concentration de 2,6 (estimée dans Matthews *et al.*, 2017). L'objectif d'émissions « nettement en dessous » de 2 °C en 2030 est estimé à l'aide de budgets permettant d'atteindre 1,8 °C à l'intervalle de confiance de 80 % (niveau de confiance déduit pour le scénario P2 pour 1,5 °C dans le SR15, compte tenu des budgets carbone de l'AR6), puis mis à l'échelle des émissions totales des GES en retenant la même part proportionnelle supposée de dioxyde de carbone dans le total des GES pour 1,5 °C (85,9 % en 2030).

On entend par *recettes des taxes environnementales* les recettes provenant des droits qui frappent une entité physique d'un élément ayant un impact négatif prouvé sur l'environnement (on peut citer par exemple les taxes sur l'essence, les billets d'avion et les tonnes d'émissions de dioxyde de carbone). Les *dépenses environnementales* recouvrent les dépenses publiques consacrées à un ensemble précis d'activités décrites par le cadre de la *Classification des fonctions des administrations publiques*, lutte contre la pollution, protection de la biodiversité et gestion des déchets par exemple (FMI, 2014).

Bibliographie

- International Monetary Fund (IMF). 2014. "Annex to Chapter 6, Classifications of Functions of Government." *Government Finance Statistics Manual*. Washington DC.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2018. "Global Warming of 1.5°C (SR15)." An IPCC Special Report on the Impacts of Global Warming of 1.5°C above Pre-Industrial Levels and Related Global Greenhouse Gas Emission Pathways, in the Context of Strengthening the Global Response to the Threat of Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. In Press.
- . 2021. "Sixth Assessment Report (AR6) Contribution from Working Group I. Climate Change 2021: The Physical Science Basis." IPCC, Geneva.
- Matthews, H. Damon, Jean-Sébastien Landry, Antti-Ilari Partanen, Myles Allen, Michael Eby, Piers M. Forster, Pierre Friedlingstein, and Kirsten Zickfeld. 2017. "Estimating Carbon Budgets for Ambitious Climate Targets." *Current Climate Change Reports* 3 (1): 69–77.

Liste des tableaux de l'appendice statistique A¹

Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

¹Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

Tableau A1. Production mondiale : récapitulation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Monde	4,2	3,4	3,5	3,4	3,3	3,8	3,6	2,8	-3,1	5,9	4,9	3,3
Pays avancés	1,7	1,4	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,5	5,2	4,5	1,6
États-Unis	1,9	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	6,0	5,2	1,7
Zone euro	0,9	-0,2	1,4	2,0	1,9	2,6	1,9	1,5	-6,3	5,0	4,3	1,4
Japon	0,7	2,0	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	0,0	-4,6	2,4	3,2	0,5
Autres pays avancés ²	2,7	2,4	3,0	2,1	2,2	2,8	2,4	1,8	-4,1	5,2	4,2	2,0
Pays émergents et pays en développement	6,6	5,0	4,7	4,3	4,5	4,8	4,6	3,7	-2,1	6,4	5,1	4,4
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,7	6,9	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,4	-0,8	7,2	6,3	5,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,6	3,1	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-2,0	6,0	3,6	2,6
Amérique latine et Caraïbes	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,3	3,0	2,4
Moyen-Orient et Asie centrale	5,8	3,0	3,3	2,7	4,6	2,5	2,2	1,5	-2,8	4,1	4,1	3,7
Afrique subsaharienne	5,7	4,9	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,1	-1,7	3,7	3,8	4,2
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	6,2	3,0	3,0	1,4	2,2	0,5	0,1	-0,3	-4,4	3,8	3,6	2,7
Autres produits	6,6	5,4	5,0	4,7	4,8	5,3	5,1	4,1	-1,8	6,7	5,3	4,6
Dont : produits primaires	4,9	4,1	2,1	2,8	1,8	2,9	1,9	1,2	-5,2	6,4	3,8	3,2
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	5,4	4,8	4,5	4,1	4,1	4,7	4,6	3,4	-3,9	6,0	5,4	4,6
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	4,9	3,4	2,4	1,1	2,6	3,3	3,5	3,5	-0,9	2,5	4,2	5,4
Autres groupes												
Union européenne	1,3	0,0	1,7	2,5	2,1	3,0	2,3	1,9	-5,9	5,1	4,4	1,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,5	2,6	3,0	2,6	5,1	1,9	1,4	1,0	-3,2	4,1	4,1	3,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,6	5,0	4,6	4,3	4,5	4,8	4,5	3,5	-2,3	6,7	5,1	4,3
Pays en développement à faible revenu	6,2	5,8	6,1	4,6	3,8	4,9	5,1	5,3	0,1	3,0	5,3	5,6
<i>Pour mémoire</i>												
Taux de croissance médian												
Pays avancés	2,0	1,2	2,3	2,2	2,2	3,0	2,8	2,0	-4,6	5,3	4,1	1,9
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,9	3,8	3,3	3,4	3,7	3,5	3,0	-3,9	3,5	4,4	3,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,2	3,4	3,2	3,0	2,9	2,9	2,9	2,3	-5,9	3,6	4,1	2,9
Pays en développement à faible revenu	5,4	5,0	5,0	4,0	4,3	4,5	4,3	4,5	-1,0	2,9	4,6	5,0
Production par habitant³												
Pays avancés	1,0	0,9	1,5	1,7	1,2	2,0	1,8	1,3	-4,9	5,0	4,3	1,4
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,5	3,1	2,8	2,9	3,3	3,3	2,3	-3,4	5,1	4,0	3,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,1	3,7	3,2	3,0	3,3	3,6	3,5	2,5	-3,3	5,7	4,3	3,5
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,4	3,8	2,1	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,1	0,7	3,0	3,4
Croissance mondiale sur la base des cours de change	2,7	2,6	2,8	2,8	2,6	3,2	3,1	2,5	-3,5	5,7	4,7	2,7
Production mondiale (valeur en milliards de dollars)												
Aux cours de change	58 088	77 208	79 238	74 954	76 154	80 823	85 883	87 391	84 972	94 935	102 404	127 391
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	79 773	105 245	109 144	111 354	115 591	121 736	129 000	134 916	131 980	144 636	155 835	194 217

¹ PIB réel.² Hors États-Unis, Japon et zone euro.³ La production par habitant est calculée sur la base des parités de pouvoir d'achat.

Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			4 ^e trimestre ¹		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020:T4	Projections	
														2021:T4	2022:T4
PIB réel															
Pays avancés	1,7	1,4	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,5	5,2	4,5	1,6	-2,8	5,0	3,3
États-Unis	1,9	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	6,0	5,2	1,7	-2,3	6,1	4,0
Zone euro	0,9	-0,2	1,4	2,0	1,9	2,6	1,9	1,5	-6,3	5,0	4,3	1,4	-4,4	4,9	3,0
Allemagne	1,1	0,4	2,2	1,5	2,2	2,7	1,1	1,1	-4,6	3,1	4,6	1,1	-2,9	4,1	1,9
France	1,2	0,6	1,0	1,0	1,0	2,4	1,8	1,8	-8,0	6,3	3,9	1,4	-4,3	4,5	2,6
Italie	-0,1	-1,8	0,0	0,8	1,3	1,7	0,9	0,3	-8,9	5,8	4,2	1,0	-6,5	5,6	2,9
Espagne	1,1	-1,4	1,4	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,7	6,4	1,5	-8,8	7,4	3,1
Pays-Bas	1,2	-0,1	1,4	2,0	2,2	2,9	2,4	2,0	-3,8	3,8	3,2	1,6	-3,2	4,2	2,0
Belgique	1,7	0,5	1,6	2,0	1,3	1,6	1,8	1,8	-6,3	5,6	3,1	1,3	-4,9	5,0	2,2
Autriche	1,6	0,0	0,7	1,0	2,0	2,4	2,6	1,4	-6,2	3,9	4,5	1,8	-5,7	6,0	4,3
Irlande	1,8	1,3	8,7	25,2	2,0	8,9	9,0	4,9	5,9	13,0	3,5	2,9	4,4	13,2	4,9
Portugal	-0,1	-0,9	0,8	1,8	2,0	3,5	2,8	2,7	-8,4	4,4	5,1	1,8	-6,8	4,8	2,3
Grèce	-0,9	-2,7	0,7	-0,4	-0,5	1,3	1,6	1,9	-8,2	6,5	4,6	1,3	-6,8	2,7	11,2
Finlande	1,4	-0,9	-0,4	0,5	2,8	3,2	1,1	1,3	-2,9	3,0	3,0	1,3	-1,8	2,9	3,3
République slovaque	4,7	0,7	2,6	4,8	2,1	3,0	3,6	2,5	-4,8	4,4	5,2	2,6	-2,7	4,5	3,6
Lituanie	4,0	3,6	3,5	2,0	2,5	4,3	3,9	4,3	-0,9	4,7	4,1	2,4	-1,1	4,6	5,3
Slovénie	1,9	-1,0	2,8	2,2	3,2	4,8	4,4	3,3	-4,2	6,3	4,6	2,9	-2,9	4,7	4,6
Luxembourg	2,3	3,7	4,3	4,3	4,6	1,8	3,1	2,3	-1,3	5,5	3,8	2,5	1,7	1,4	6,2
Lettonie	3,5	2,3	1,1	4,0	2,4	3,3	4,0	2,0	-3,6	4,5	5,2	3,0	-1,8	2,7	7,5
Estonie	3,2	1,5	3,0	1,9	3,2	5,8	4,1	4,1	-3,0	8,5	4,2	3,2	-1,5	7,9	4,2
Chypre	2,2	-6,6	-1,8	3,2	6,4	5,2	5,2	3,1	-5,1	4,8	3,6	2,6	-4,4	4,8	2,4
Malte	2,7	5,5	7,6	9,6	3,8	11,0	6,1	5,7	-8,3	5,7	6,0	3,3	-7,9	4,6	6,6
Japon	0,7	2,0	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	0,0	-4,6	2,4	3,2	0,5	-0,8	1,2	2,2
Royaume-Uni	1,4	2,2	2,9	2,4	1,7	1,7	1,3	1,4	-9,8	6,8	5,0	1,5	-7,3	7,2	2,2
Corée	4,0	3,2	3,2	2,8	2,9	3,2	2,9	2,2	-0,9	4,3	3,3	2,4	-1,1	5,0	2,3
Canada	1,9	2,3	2,9	0,7	1,0	3,0	2,4	1,9	-5,3	5,7	4,9	1,5	-3,1	4,9	4,0
Australie	3,1	2,1	2,6	2,3	2,7	2,4	2,8	1,9	-2,4	3,5	4,1	2,6	-0,9	1,2	5,6
Taiwan, prov. chinoise de	4,4	2,5	4,7	1,5	2,2	3,3	2,8	3,0	3,1	5,9	3,3	2,1	4,9	3,1	4,1
Suisse	2,0	1,9	2,4	1,6	2,0	1,7	2,9	1,2	-2,5	3,7	3,0	1,8	-1,8	4,8	0,5
Suède	2,1	1,2	2,7	4,5	2,1	2,6	2,0	2,0	-2,8	4,0	3,4	2,0	-1,8	3,9	2,2
Singapour	6,6	4,8	3,9	3,0	3,3	4,5	3,5	1,3	-5,4	6,0	3,2	2,5	-2,4	3,8	2,5
Hong Kong (RAS)	4,5	3,1	2,8	2,4	2,2	3,8	2,8	-1,7	-6,1	6,4	3,5	2,8	-2,7	5,1	5,7
République tchèque	2,8	0,0	2,3	5,4	2,5	5,2	3,2	3,0	-5,8	3,8	4,5	2,5	-5,3	5,6	2,0
Israël	4,1	4,8	4,1	2,3	4,5	4,4	4,0	3,8	-2,2	7,1	4,1	3,2	-0,1	5,8	2,4
Norvège	1,6	1,0	2,0	2,0	1,1	2,3	1,1	0,9	-0,8	3,0	4,1	1,4	-1,1	4,3	2,0
Danemark	0,8	0,9	1,6	2,3	3,2	2,8	2,0	2,1	-2,1	3,8	3,0	1,8	-0,5	3,9	1,5
Nouvelle-Zélande	2,3	2,3	3,7	3,6	3,9	3,5	3,4	2,4	-2,1	5,1	3,3	2,4	0,1	3,1	4,8
Porto Rico	-0,5	-0,3	-1,2	-1,0	-1,3	-2,9	-4,2	1,5	-3,9	-0,6	-0,3	-0,4	...	...	...
Macao (RAS)	13,2	10,8	-2,0	-21,5	-0,7	10,0	6,5	-2,6	-56,3	20,4	37,6	3,1	...	...	...
Islande	2,4	4,6	1,7	4,4	6,3	4,2	4,9	2,4	-6,5	3,7	4,1	2,3	-5,4	3,8	4,7
Andorre	0,9	-3,5	2,5	1,4	3,7	0,3	1,6	2,0	-12,0	5,5	4,8	1,5	...	...	...
Saint-Marin	-1,2	-0,8	-0,7	2,7	2,3	0,3	1,5	2,4	-6,5	5,5	3,7	1,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,4	1,4	1,8	2,1	1,5	2,2	2,1	1,6	-4,9	5,3	4,7	1,4	-3,0	5,1	3,2
Demande intérieure réelle totale															
Pays avancés	1,5	1,2	2,0	2,6	2,0	2,5	2,2	2,1	-4,5	5,2	4,7	1,6	-2,8	5,6	3,2
États-Unis	1,7	1,6	2,5	3,4	1,8	2,4	3,1	2,4	-3,0	7,1	5,4	1,6	-1,0	6,6	4,2
Zone euro	0,7	-0,5	1,3	2,3	2,4	2,3	1,8	2,4	-6,2	3,9	4,4	1,5	-6,5	4,9	3,0
Allemagne	0,8	1,1	1,7	1,4	3,1	2,6	1,7	1,8	-4,0	2,5	4,9	1,3	-4,0	5,2	2,2
France	1,4	0,8	1,5	1,5	1,4	2,5	1,4	2,1	-6,8	6,5	3,7	1,3	-3,8	5,4	2,1
Italie	-0,4	-2,7	0,1	1,2	1,8	1,8	1,3	-0,4	-8,4	5,8	4,4	1,1	-6,2	6,3	2,7
Espagne	0,7	-2,9	1,9	4,1	2,1	3,3	3,0	1,6	-8,9	5,7	5,3	1,5	-6,7	6,3	3,0
Japon	0,4	2,4	0,3	1,1	0,3	1,1	0,5	0,5	-3,8	1,8	3,5	0,6	-1,1	2,2	2,0
Royaume-Uni	1,2	2,6	3,1	3,0	3,0	1,6	0,5	1,6	-10,5	7,3	5,4	1,5	-3,5	6,0	2,1
Canada	3,1	2,2	1,7	-0,2	0,4	4,1	2,2	1,5	-6,4	7,5	5,4	1,9	-3,6	7,1	3,8
Autres pays avancés ²	3,0	1,7	2,8	2,5	2,9	3,6	2,7	1,5	-2,7	4,2	3,6	2,6	-2,3	5,5	2,7
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,3	1,4	1,9	2,4	1,7	2,2	2,1	1,8	-4,5	5,8	4,9	1,4	-2,1	5,7	3,3

¹Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2003-12	2013-22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande de consommation privée												
Pays avancés	1,6	1,7	1,2	1,8	2,4	2,1	2,2	2,1	1,6	-5,9	5,3	4,8
États-Unis	2,0	2,5	1,5	2,7	3,3	2,5	2,4	2,9	2,2	-3,8	8,2	3,9
Zone euro	0,8	0,9	-0,7	0,9	1,9	2,0	1,8	1,5	1,3	-7,9	3,2	5,9
Allemagne	0,7	1,2	0,4	1,1	1,9	2,4	1,4	1,4	1,6	-5,9	0,5	7,4
France	1,3	1,1	0,7	0,9	1,4	1,6	1,7	0,8	1,9	-7,2	4,1	6,0
Italie	0,0	0,1	-2,4	0,2	1,9	1,2	1,5	1,0	0,3	-10,7	4,2	5,0
Espagne	0,8	0,8	-2,9	1,7	2,9	2,7	3,0	1,7	1,0	-12,0	5,9	5,1
Japon	0,7	0,3	2,6	-0,9	-0,2	-0,4	1,1	0,3	-0,3	-5,8	2,2	4,8
Royaume-Uni	1,2	1,4	2,6	2,3	3,0	3,4	1,1	1,4	1,1	-10,9	4,0	7,1
Canada	2,9	2,1	2,6	2,6	2,3	2,1	3,7	2,5	1,7	-5,9	5,2	4,9
Autres pays avancés ¹	2,8	2,0	2,3	2,5	2,9	2,6	2,8	2,8	1,9	-5,7	4,0	4,4
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,4	1,7	1,4	1,7	2,4	2,0	2,0	2,0	1,6	-5,6	5,6	4,9
Consommation publique												
Pays avancés	1,5	1,6	-0,1	0,6	1,8	2,1	0,8	1,5	2,3	1,9	3,5	1,2
États-Unis	0,9	0,9	-1,9	-0,8	1,6	1,9	0,0	1,2	2,0	2,0	2,0	1,5
Zone euro	1,4	1,3	0,2	0,8	1,3	1,9	1,1	1,1	1,8	1,4	3,3	0,3
Allemagne	1,4	2,2	1,4	1,7	2,9	4,0	1,7	1,0	3,0	3,5	2,9	-0,1
France	1,6	1,0	1,5	1,3	1,0	1,4	1,4	0,8	1,0	-3,2	5,3	-0,5
Italie	0,1	0,1	-1,1	-0,6	-0,6	0,7	-0,1	0,1	-0,8	1,6	1,4	0,8
Espagne	3,5	1,3	-2,1	-0,7	2,0	1,0	1,0	2,3	2,0	3,3	3,2	0,8
Japon	1,3	1,6	1,5	1,0	1,9	1,6	0,1	1,0	1,9	2,8	2,3	1,9
Royaume-Uni	1,9	1,7	-0,5	2,0	1,8	1,0	0,7	0,6	4,0	-6,5	15,5	-0,2
Canada	2,2	2,2	-0,8	0,6	1,4	1,8	2,1	2,9	2,0	-0,3	7,9	5,2
Autres pays avancés ¹	2,8	3,0	2,7	2,7	2,7	3,5	2,4	3,5	3,7	4,5	3,5	1,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,1	1,3	-0,6	0,2	1,6	1,9	0,5	1,1	2,0	1,2	3,6	1,2
Formation brute de capital fixe												
Pays avancés	1,1	2,9	1,7	3,4	3,5	2,6	3,8	3,0	3,0	-3,7	6,4	5,8
États-Unis	1,4	3,9	3,6	5,1	3,7	2,1	3,8	4,4	3,1	-1,5	7,3	7,7
Zone euro	0,2	2,3	-2,3	1,4	4,7	4,0	3,9	3,0	6,5	-7,2	5,2	4,9
Allemagne	1,3	2,1	-1,3	3,2	1,7	3,8	2,6	3,4	1,8	-2,2	3,5	4,2
France	1,3	2,0	-0,7	0,0	0,9	2,5	5,0	3,3	4,1	-8,9	12,5	3,0
Italie	-1,9	1,4	-6,4	-2,2	1,8	4,0	3,2	3,1	1,1	-9,1	15,0	5,1
Espagne	-1,6	3,0	-3,8	4,1	4,9	2,4	6,8	6,3	4,5	-9,5	6,4	9,9
Japon	-1,0	1,1	4,1	2,2	2,3	1,2	1,6	0,2	0,9	-4,2	1,5	2,0
Royaume-Uni	0,3	2,7	3,7	7,0	5,3	4,4	2,8	0,4	1,5	-8,8	6,0	5,5
Canada	4,2	1,6	1,4	2,3	-5,2	-4,7	3,3	1,8	0,3	-3,7	12,7	9,2
Autres pays avancés ¹	3,4	2,5	2,6	2,6	2,2	3,0	4,9	2,1	0,4	-1,7	5,7	3,8
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,9	2,1	3,7	2,7	2,2	3,3	3,1	2,4	-3,6	7,2	6,0

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure finale												
Pays avancés	1,5	2,0	1,1	1,9	2,5	2,2	2,3	2,1	2,2	-4,0	5,2	4,3
États-Unis	1,7	2,6	1,4	2,7	3,1	2,3	2,4	3,0	2,4	-2,5	7,2	4,3
Zone euro	0,8	1,3	-0,8	1,0	2,3	2,4	2,1	1,7	2,6	-5,8	3,7	4,4
Allemagne	1,0	1,6	0,2	1,7	2,1	3,1	1,7	1,8	1,9	-3,0	1,7	4,9
France	1,4	1,3	0,6	0,8	1,2	1,8	2,3	1,4	2,2	-6,7	6,3	3,7
Italie	-0,4	0,4	-2,9	-0,4	1,4	1,6	1,5	1,2	0,2	-8,1	5,6	4,2
Espagne	0,8	1,3	-2,9	1,6	3,1	2,3	3,3	2,7	1,9	-8,5	5,4	5,1
Japon	0,4	0,8	2,8	0,1	0,8	0,3	1,0	0,4	0,5	-3,8	2,3	3,7
Royaume-Uni	1,2	1,7	2,2	3,0	3,2	3,1	1,3	1,1	1,7	-9,7	6,6	5,3
Canada	3,0	1,9	1,6	2,1	0,3	0,5	3,3	2,5	1,4	-4,3	6,7	5,3
Autres pays avancés ¹	2,9	2,3	2,4	2,6	2,7	2,9	3,4	2,4	1,7	-2,7	4,2	3,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,3	1,9	1,2	1,9	2,3	2,0	2,0	2,1	1,8	-4,0	5,7	4,4
Formation de stock²												
Pays avancés	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1	0,0	-0,4	0,1	0,4
États-Unis	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,3	-0,5	0,0	0,2	0,1	-0,5	-0,1	1,1
Zone euro	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,5	0,2	0,0
Allemagne	-0,2	0,1	0,8	0,0	-0,7	0,0	0,9	-0,1	-0,1	-0,9	0,7	0,0
France	0,0	0,1	0,2	0,7	0,3	-0,4	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,3	0,0
Italie	-0,1	0,1	0,2	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,6	-0,3	0,1	0,1
Espagne	-0,1	-0,1	0,1	0,2	-1,5	-0,1	0,0	0,3	-0,2	-0,5	0,3	0,2
Japon	0,1	0,0	-0,4	0,1	0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,3	0,0
Royaume-Uni	0,1	0,0	0,1	0,4	-0,1	-0,1	0,2	-0,7	0,1	-0,5	0,4	0,1
Canada	0,1	0,1	0,5	-0,4	-0,5	0,0	0,9	-0,2	0,2	-1,3	1,3	0,1
Autres pays avancés ¹	0,1	0,0	-0,6	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,0	0,0	-0,5	0,1	0,6
Solde extérieur²												
Pays avancés	0,2	-0,1	0,2	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
États-Unis	0,1	-0,4	0,2	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-1,3	-0,4
Zone euro	0,3	0,1	0,3	0,1	-0,2	-0,4	0,4	0,1	-0,8	-0,3	1,3	0,1
Allemagne	0,4	-0,1	-0,5	0,7	0,3	-0,6	0,2	-0,5	-0,7	-0,8	0,8	-0,1
France	-0,2	-0,3	-0,1	-0,5	-0,4	-0,4	-0,1	0,4	-0,3	-1,1	-0,4	0,1
Italie	0,3	-0,1	0,8	-0,1	-0,4	-0,5	0,0	-0,3	0,7	-0,7	0,1	0,0
Espagne	0,3	0,1	1,4	-0,5	-0,1	1,0	-0,2	-0,6	0,5	-2,2	0,2	1,2
Japon	0,2	0,0	-0,4	0,1	0,5	0,5	0,6	0,0	-0,5	-0,8	0,6	-0,3
Royaume-Uni	0,2	-0,2	-0,6	-0,9	-0,8	-0,4	0,8	0,1	-0,1	0,7	-0,4	-0,4
Canada	-1,2	-0,1	0,1	1,2	0,8	0,4	-1,1	0,1	0,3	0,5	-2,5	-0,6
Autres pays avancés ¹	0,6	0,4	0,7	0,5	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,6	0,8	0,9	0,4
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,4	-0,2	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,7	-0,3

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

²Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,7	6,9	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,4	-0,8	7,2	6,3	5,3
Bangladesh	6,1	6,0	6,1	6,6	7,1	7,3	7,9	8,2	3,5	4,6	6,5	7,1
Bhoutan	8,5	3,6	4,0	6,2	7,4	6,3	3,8	4,3	-0,8	-1,9	4,2	5,8
Brunei Darussalam	0,5	-2,1	-2,5	-0,4	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,1	2,0	2,6	2,1
Cambodge	8,0	7,4	7,1	7,0	6,9	7,0	7,5	7,1	-3,1	1,9	5,7	6,6
Chine	10,5	7,8	7,4	7,0	6,9	6,9	6,8	6,0	2,3	8,0	5,6	4,9
Fidji	1,2	4,7	5,6	4,5	2,4	5,4	3,8	-0,4	-15,7	-4,0	6,2	3,4
Îles Marshall	0,3	3,9	-1,0	1,6	1,4	3,3	3,1	6,8	-2,4	-1,5	3,5	1,6
Îles Salomon	5,4	5,3	1,0	1,4	5,9	5,3	3,9	1,2	-4,3	1,2	4,4	2,9
Inde ¹	7,9	6,4	7,4	8,0	8,3	6,8	6,5	4,0	-7,3	9,5	8,5	6,1
Indonésie	5,8	5,6	5,0	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,2	5,9	5,2
Kiribati	1,1	4,2	-0,7	10,4	5,1	0,9	3,8	3,9	-0,5	1,8	2,5	2,0
Lao, Rép. dém. pop.	7,6	8,0	7,6	7,3	7,0	6,9	6,3	4,7	-0,4	2,1	4,2	5,8
Malaisie	5,1	4,7	6,0	5,0	4,4	5,8	4,8	4,4	-5,6	3,5	6,0	5,0
Maldives	6,6	7,3	7,3	2,9	6,3	7,2	8,1	7,0	-32,0	18,9	13,2	5,4
Micronésie	0,1	-3,7	-2,3	4,6	0,9	2,7	0,2	1,2	-1,8	-3,2	0,6	0,6
Mongolie	8,2	11,6	7,9	2,4	1,2	5,3	7,2	5,2	-5,3	5,2	7,5	5,0
Myanmar	9,6	7,9	8,2	7,5	6,4	5,8	6,4	6,8	3,2	-17,9	-0,1	2,5
Nauru	...	31,0	27,2	3,4	3,0	-5,5	5,7	1,0	0,7	1,6	0,9	0,5
Népal	4,2	3,5	6,0	4,0	0,4	9,0	7,6	6,7	-2,1	1,8	4,4	5,1
Palaos	-0,3	-1,6	4,8	9,9	0,6	-3,3	2,2	-0,7	-8,7	-19,7	14,9	2,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,6	3,8	13,5	6,6	5,5	3,5	-0,3	5,9	-3,9	1,2	4,0	2,7
Philippines	5,2	6,8	6,3	6,3	7,1	6,9	6,3	6,1	-9,6	3,2	6,3	6,5
Samoa	2,3	-0,4	0,1	4,3	8,1	1,0	-2,1	3,6	-2,7	-7,2	1,0	2,8
Sri Lanka	6,7	3,4	5,0	5,0	4,5	3,6	3,3	2,3	-3,6	3,6	3,3	4,1
Thaïlande	4,4	2,7	1,0	3,1	3,4	4,2	4,2	2,3	-6,1	1,0	4,5	3,6
Timor-Leste ²	4,9	2,1	4,4	2,9	3,4	-4,1	-1,1	1,8	-7,6	1,8	3,8	3,0
Tonga	0,1	0,3	2,0	1,2	6,6	3,3	0,3	0,7	0,7	-2,0	2,9	1,8
Tuvalu	0,0	3,8	1,7	9,4	4,7	3,4	1,6	13,9	1,0	2,5	3,5	3,7
Vanuatu	3,9	0,5	3,1	0,4	4,7	6,3	2,9	3,9	-6,8	1,2	3,0	2,7
Viet Nam	6,6	5,6	6,4	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	2,9	3,8	6,6	6,9
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,6	3,1	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-2,0	6,0	3,6	2,6
Albanie ¹	4,7	1,0	1,8	2,2	3,3	3,8	4,1	2,2	-3,3	5,3	4,5	3,5
Bélarus	7,1	1,0	1,7	-3,8	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,9	2,1	0,5	1,3
Bosnie-Herzégovine	3,1	2,4	1,1	3,1	3,1	3,2	3,7	2,8	-4,3	2,8	3,2	3,0
Bulgarie	3,8	0,3	1,9	4,0	3,8	3,5	3,1	3,7	-4,2	4,5	4,4	2,8
Croatie	1,4	-0,4	-0,3	2,4	3,5	3,4	2,8	2,9	-8,0	6,3	5,8	3,1
Hongrie	1,3	1,9	4,2	3,8	2,1	4,3	5,4	4,6	-5,0	7,6	5,1	2,6
Kosovo	4,1	3,4	1,2	4,1	4,1	4,2	3,8	4,9	-5,3	6,0	4,5	3,5
Macédoine du Nord	3,3	2,9	3,6	3,9	2,8	1,1	2,9	3,2	-4,5	4,0	4,2	3,6
Moldova, Rép. de	4,3	9,0	5,0	-0,3	4,4	4,7	4,3	3,7	-7,0	4,5	5,2	5,0
Monténégro	3,0	3,5	1,8	3,4	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,2	7,0	5,6	2,9
Pologne	4,2	1,1	3,4	4,2	3,1	4,8	5,4	4,7	-2,7	5,1	5,1	2,9
Roumanie	3,5	3,8	3,6	3,0	4,7	7,3	4,5	4,1	-3,9	7,0	4,8	3,5
Russie	4,8	1,8	0,7	-2,0	0,2	1,8	2,8	2,0	-3,0	4,7	2,9	1,6
Serbie	3,9	2,9	-1,6	1,8	3,3	2,1	4,5	4,2	-1,0	6,5	4,5	4,0
Turquie	5,6	8,5	4,9	6,1	3,3	7,5	3,0	0,9	1,8	9,0	3,3	3,3
Ukraine ¹	3,4	0,0	-6,6	-9,8	2,4	2,4	3,5	3,2	-4,0	3,5	3,6	4,0
Amérique latine et Caraïbes	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,3	3,0	2,4
Antigua-et-Barbuda	1,9	-0,6	3,8	3,8	5,5	3,1	7,0	4,7	-20,0	1,0	7,0	2,7
Argentine	5,6	2,4	-2,5	2,7	-2,1	2,8	-2,6	-2,1	-9,9	7,5	2,5	1,8
Aruba	0,1	6,4	0,0	3,6	2,1	5,5	1,3	-2,1	-22,3	12,8	7,5	1,4
Bahamas	0,5	-3,6	2,3	1,6	0,1	1,6	2,8	0,7	-14,5	2,0	8,0	1,5
Barbade	0,7	-1,4	-0,1	2,4	2,5	0,5	-0,6	-1,3	-18,0	3,3	8,5	1,8
Belize	3,1	1,3	4,0	2,6	0,0	1,8	2,9	1,8	-14,0	8,5	5,4	2,0
Bolivie	4,5	6,8	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2	2,2	-8,8	5,0	4,0	3,4
Brésil	3,8	3,0	0,5	-3,5	-3,3	1,3	1,8	1,4	-4,1	5,2	1,5	2,1
Chili	4,7	4,0	1,8	2,3	1,7	1,2	3,7	1,0	-5,8	11,0	2,5	2,5
Colombie	4,7	5,1	4,5	3,0	2,1	1,4	2,6	3,3	-6,8	7,6	3,8	3,5

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	
Amérique latine et Caraïbes (suite)	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,3	3,0	2,4	
Costa Rica	4,7	2,5	3,5	3,7	4,2	4,2	2,6	2,3	-4,1	3,9	3,5	3,3	
Dominique	2,6	-1,0	4,8	-2,7	2,8	-6,6	3,5	7,5	-11,0	3,4	7,9	2,5	
El Salvador	2,0	2,2	1,7	2,4	2,5	2,3	2,4	2,6	-7,9	9,0	3,5	1,8	
Équateur	4,7	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,3	0,0	-7,8	2,8	3,5	2,8	
Grenade	1,6	2,4	7,3	6,4	3,7	4,4	4,4	0,7	-13,1	2,7	6,2	2,8	
Guatemala	3,5	3,5	4,4	4,1	2,7	3,1	3,3	3,9	-1,5	5,5	4,5	3,5	
Guyana	3,1	3,7	1,7	0,7	3,8	3,7	4,4	5,4	43,5	20,4	48,7	3,7	
Haïti	2,0	4,3	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-0,7	1,3	1,4	
Honduras	4,3	2,8	3,1	3,8	3,9	4,8	3,8	2,7	-9,0	4,9	4,4	3,9	
Jamaïque	0,5	0,2	0,6	0,9	1,5	0,7	1,8	1,0	-10,0	4,6	2,7	1,6	
Mexique	2,2	1,4	2,8	3,3	2,6	2,1	2,2	-0,2	-8,3	6,2	4,0	2,0	
Nicaragua	3,8	4,9	4,8	4,8	4,6	4,6	-3,4	-3,7	-2,0	5,0	3,5	2,7	
Panama	7,7	6,9	5,1	5,7	5,0	5,6	3,6	3,0	-17,9	12,0	5,0	5,0	
Paraguay	4,1	8,3	5,3	3,0	4,3	4,8	3,2	-0,4	-0,6	4,5	3,8	3,5	
Pérou	6,2	5,9	2,4	3,3	4,0	2,5	4,0	2,2	-11,0	10,0	4,6	3,2	
République dominicaine	4,5	4,9	7,1	6,9	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	9,5	5,5	4,9	
Saint-Kitts-et-Nevis	2,1	5,7	7,6	0,7	3,9	0,9	2,7	4,8	-14,4	-1,0	10,0	2,7	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,2	1,8	1,2	1,3	1,9	1,0	2,2	0,5	-3,3	-6,1	8,3	2,7	
Sainte-Lucie	2,7	-2,2	1,3	-0,2	3,8	3,5	2,9	-0,1	-20,4	3,5	13,1	1,5	
Suriname	5,0	2,9	0,3	-3,4	-4,9	1,6	4,9	1,1	-15,9	0,7	1,5	1,0	
Trinité-et-Tobago	4,5	2,2	-0,9	1,5	-5,6	-3,0	0,1	-1,2	-7,9	-1,0	5,4	1,6	
Uruguay ¹	5,2	4,6	3,2	0,4	1,7	1,6	0,5	0,4	-5,9	3,1	3,2	2,2	
Venezuela	4,7	1,3	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-19,6	-35,0	-30,0	-5,0	-3,0	...	
Moyen-Orient et Afrique centrale	5,8	3,0	3,3	2,7	4,6	2,5	2,2	1,5	-2,8	4,1	4,1	3,7	
Afghanistan ¹	9,2	5,7	2,7	1,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-2,4	...	...	...
Algérie	3,6	2,8	3,8	3,7	3,2	1,4	1,2	0,8	-4,9	3,4	1,9	0,1	
Arabie saoudite	5,3	2,7	3,7	4,1	1,7	-0,7	2,4	0,3	-4,1	2,8	4,8	2,8	
Arménie	6,9	3,4	3,6	3,3	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,4	6,5	4,5	4,0	
Azerbaïdjan	12,7	5,8	2,8	1,0	-3,1	0,2	1,5	2,5	-4,3	3,0	2,3	1,7	
Bahreïn	5,3	5,4	4,4	2,5	3,6	4,3	1,7	2,6	-5,1	2,4	3,1	3,1	
Cisjordanie et Gaza	8,6	4,7	-0,2	3,7	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,5	4,4	6,0	2,0	
Djibouti	4,3	5,0	7,1	7,7	6,9	5,1	8,5	7,5	1,0	5,0	5,5	6,0	
Égypte	4,6	3,3	2,9	4,4	4,3	4,1	5,3	5,6	3,6	3,3	5,2	5,8	
Émirats arabes unis	4,6	5,1	4,3	5,1	3,1	2,4	1,2	3,4	-6,1	2,2	3,0	3,3	
Géorgie	6,6	3,6	4,4	3,0	2,9	4,8	4,8	5,0	-6,2	7,7	5,8	5,2	
Iran	3,1	-0,2	4,6	-1,3	13,4	3,8	-6,0	-6,8	3,4	2,5	2,0	2,0	
Iraq	16,1	7,6	0,7	2,5	15,2	-3,4	4,7	5,8	-15,7	3,6	10,5	3,1	
Jordanie	5,6	2,6	3,4	2,5	2,0	2,1	1,9	2,0	-1,6	2,0	2,7	3,3	
Kazakhstan	7,2	6,0	4,2	1,2	1,1	4,1	4,1	4,5	-2,6	3,3	3,9	3,9	
Koweït	5,9	1,2	0,5	0,6	2,9	-4,7	2,4	-0,6	-8,9	0,9	4,3	2,7	
Liban ¹	5,1	3,8	2,5	0,6	1,6	0,8	-1,7	-7,3	-25,0	...	...	...
Libye ¹	-0,8	-36,8	-53,0	-13,0	-7,4	64,0	17,9	13,2	-59,7	123,2	5,3	4,5	
Maroc	4,7	4,5	2,7	4,5	1,1	4,2	3,1	2,6	-6,3	5,7	3,1	3,4	
Mauritanie	4,6	4,2	4,3	5,4	1,3	6,3	4,5	5,8	-1,8	2,7	5,0	4,2	
Oman	3,8	5,1	1,4	4,7	4,9	0,3	0,9	-0,8	-2,8	2,5	2,9	2,6	
Ouzbékistan	7,4	7,3	6,9	7,2	5,9	4,4	5,4	5,7	1,7	6,1	5,4	5,5	
Pakistan	4,8	3,7	4,1	4,1	4,6	5,2	5,5	2,1	-0,5	3,9	4,0	5,0	
Qatar	13,9	5,6	5,3	4,8	3,1	-1,5	1,2	0,8	-3,6	1,9	4,0	4,2	
République kirghize	4,1	10,9	4,0	3,9	4,3	4,7	3,5	4,6	-8,6	2,1	5,6	3,8	
Somalie	...	1,9	2,4	3,5	2,9	1,4	2,8	2,9	-0,7	1,6	3,9	4,3	
Soudan ³	1,1	2,0	4,7	1,9	3,5	0,7	-2,7	-2,2	-3,6	0,9	3,5	6,5	
Syrie ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	7,5	7,4	6,7	6,0	6,9	7,1	7,3	7,5	4,5	5,0	4,5	4,0	
Tunisie	3,9	2,8	2,9	1,2	1,2	1,9	2,7	1,0	-8,6	3,0	3,3	2,1	
Turkménistan ¹	12,2	0,5	4,6	1,5	-4,7	0,5	1,3	-7,7	-3,4	4,5	1,7	1,9	
Yémen	2,3	4,8	-0,2	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	1,4	-8,5	-2,0	1,0	5,5	

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Afrique subsaharienne	5,7	4,9	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,1	-1,7	3,7	3,8	4,2
Angola	8,2	5,0	4,8	0,9	-2,6	-0,2	-2,0	-0,5	-5,4	-0,7	2,4	3,7
Afrique du Sud	3,4	2,5	1,4	1,3	0,7	1,2	1,5	0,1	-6,4	5,0	2,2	1,3
Bénin	3,7	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	5,5	6,5	6,5
Botswana	4,5	11,3	4,1	-5,7	7,0	4,0	4,0	3,0	-8,5	9,2	4,7	4,0
Burkina Faso	6,1	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	1,9	6,7	5,6	5,3
Burundi	4,2	4,9	4,2	-3,9	-0,6	0,5	1,6	1,8	-1,0	1,6	4,2	4,8
Cabo Verde	4,8	0,8	0,6	1,0	4,7	3,7	4,5	5,7	-14,8	4,0	6,5	6,2
Cameroun	3,9	5,4	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7	-1,5	3,6	4,6	5,6
Comores	2,8	4,5	2,1	1,3	3,5	4,2	3,6	1,8	-0,5	1,6	3,8	4,4
Congo, Rép. dém. du	6,0	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	4,9	5,6	5,4
Congo, Rép. du	4,9	-0,7	6,7	-3,6	-10,7	-4,4	-4,8	-0,4	-8,2	-0,2	2,3	0,7
Côte d'Ivoire	1,8	9,3	8,8	8,8	7,2	7,4	6,9	6,2	2,0	6,0	6,5	6,0
Érythrée	2,7	-10,5	30,9	-20,6	7,4	-10,0	13,0	3,8	-0,6	2,9	4,8	3,9
Eswatini	3,8	3,9	0,9	2,2	1,1	2,0	2,4	2,2	-2,4	1,5	1,7	2,2
Éthiopie ¹	9,7	9,9	10,3	10,4	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	2,0	...	...
Gabon	2,4	5,5	4,4	3,9	2,1	0,5	0,8	3,9	-1,8	1,5	3,9	3,5
Gambie	2,9	2,9	-1,4	4,1	1,9	4,8	7,2	6,2	-0,2	4,9	6,0	5,6
Ghana	7,1	7,2	2,9	2,1	3,4	8,1	6,2	6,5	0,4	4,7	6,2	5,2
Guinée	3,4	3,9	3,7	3,8	10,8	10,3	6,4	5,6	7,1	5,2	6,3	5,4
Guinée-Bissau	3,1	3,3	1,0	6,1	5,3	4,8	3,4	4,5	-1,4	3,3	4,0	5,0
Guinée équatoriale	9,5	-4,1	0,4	-9,1	-8,8	-5,7	-6,2	-6,0	-4,9	4,1	-5,6	-2,1
Kenya	4,7	3,8	5,0	5,0	4,2	3,8	5,6	5,0	-0,3	5,6	6,0	5,5
Lesotho	3,8	1,8	2,1	3,3	1,9	-2,7	-1,0	-1,5	-5,4	2,8	1,6	2,0
Libéria	2,9	8,8	0,7	0,0	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	3,6	4,7	5,6
Madagascar	3,8	2,3	3,3	3,1	4,0	3,9	3,2	4,4	-6,1	2,9	4,8	4,9
Malawi	5,8	5,2	5,7	3,0	2,3	4,0	4,4	5,4	0,9	2,2	3,0	6,0
Mali	4,2	2,3	7,1	6,2	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,6	4,0	5,3	5,0
Maurice	4,3	3,4	3,7	3,6	3,8	3,8	3,8	3,0	-14,9	5,0	6,7	3,3
Mozambique	7,4	7,0	7,4	6,7	3,8	3,7	3,4	2,3	-1,2	2,5	5,3	13,9
Namibie	4,1	5,6	6,1	4,3	0,0	-1,0	1,1	-0,6	-8,0	1,3	3,6	2,5
Niger	5,0	5,3	6,6	4,4	5,7	5,0	7,2	5,9	3,6	5,4	6,6	6,0
Nigéria	7,7	5,4	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	2,6	2,7	2,7
Ouganda	7,3	3,9	5,7	8,0	0,2	6,8	5,6	7,7	-0,8	4,7	5,1	6,8
République centrafricaine	2,8	-36,4	0,1	4,3	4,7	4,5	3,8	3,0	1,0	-1,0	4,0	4,9
Rwanda	7,7	4,7	6,2	8,9	6,0	4,0	8,6	9,5	-3,4	5,1	7,0	6,1
Sao Tomé-et-Principe	5,4	4,8	6,5	3,8	4,2	3,9	3,0	2,2	3,0	2,1	2,9	4,0
Sénégal	3,5	2,4	6,2	6,4	6,4	7,4	6,2	4,4	1,5	4,7	5,5	5,4
Seychelles	3,0	6,0	4,5	4,9	4,4	5,0	1,3	1,9	-12,9	6,9	7,7	4,8
Sierra Leone	6,8	20,7	4,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,5	-2,2	3,2	5,9	4,2
Soudan du Sud	...	29,3	2,9	-0,2	-13,5	-5,8	-1,9	0,9	-6,6	5,3	6,5	4,4
Tanzanie	6,5	6,8	6,7	6,2	6,9	6,8	7,0	7,0	4,8	4,0	5,1	6,0
Tchad	8,6	5,8	6,9	1,8	-5,6	-2,4	2,3	3,0	-0,8	0,9	2,4	3,8
Togo	3,0	6,1	5,9	5,7	5,6	4,3	5,0	5,5	1,8	4,8	5,9	6,5
Zambie	7,8	5,1	4,7	2,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-3,0	1,0	1,1	1,5
Zimbabwe ¹	-0,3	2,0	2,4	1,8	0,5	5,0	4,8	-6,1	-4,1	5,1	3,1	3,0

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, à l'Éthiopie, à l'Inde, au Liban, à la Libye, au Turkménistan, à l'Ukraine, à l'Uruguay et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour le Timor-Leste excluent les projections concernant les exportations pétrolières de la zone d'exploitation pétrolière commune (Joint Petroleum Development Area).

³Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁴Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A5. Inflation : récapitulation*(En pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Déflateurs du PIB												
Pays avancés	1,6	1,3	1,5	1,3	1,0	1,5	1,8	1,5	1,4	2,6	2,0	1,8
États-Unis	2,1	1,8	1,9	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	1,2	3,6	2,8	2,1
Zone euro	1,7	1,2	0,9	1,4	0,9	1,1	1,5	1,7	1,5	1,6	1,8	1,8
Japon	-1,1	-0,4	1,7	2,1	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,8	0,4	0,5	0,4
Autres pays avancés ¹	2,1	1,4	1,3	1,2	1,3	2,0	1,8	1,3	1,9	2,9	1,8	1,9
Prix à la consommation												
Pays avancés	2,0	1,4	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	2,8	2,3	1,9
États-Unis	2,5	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,3	3,5	2,3
Zone euro ²	2,1	1,4	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,2	1,7	1,7
Japon	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	0,5	1,0
Autres pays avancés ¹	2,3	1,7	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	2,2	2,0	1,9
Pays émergents et pays en développement³	6,4	5,4	4,7	4,7	4,3	4,4	4,9	5,1	5,1	5,5	4,9	3,9
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,8	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,3	2,7	2,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,8	5,5	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,4	8,4	7,1	5,8
Amérique latine et Caraïbes	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,3	7,8	4,3
Moyen-Orient et Asie centrale	7,9	8,3	6,4	5,6	5,7	6,9	9,5	7,3	10,1	11,7	8,5	6,4
Afrique subsaharienne	9,1	6,5	6,4	6,7	10,3	10,6	8,3	8,2	10,3	10,7	8,6	6,4
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	8,2	8,2	5,6	5,6	7,6	6,4	8,4	6,4	8,9	11,5	8,8	7,1
Autres produits	6,0	5,0	4,6	4,6	3,9	4,2	4,5	4,9	4,7	4,9	4,5	3,6
Dont : produits primaires ⁴	6,6	6,7	7,4	5,8	6,7	11,6	13,8	16,9	18,5	19,2	14,4	6,8
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	7,2	6,2	5,8	5,7	5,4	5,8	5,6	5,4	5,9	7,0	5,8	4,6
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2022	10,4	6,4	9,5	13,9	11,0	17,4	16,4	13,3	16,3	17,3	10,9	6,3
Autres groupes												
Union européenne	2,4	1,4	0,4	0,1	0,2	1,6	1,8	1,4	0,7	2,4	1,9	1,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7,6	8,7	6,3	5,6	5,5	7,0	10,7	7,5	10,5	12,7	8,6	6,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,1	5,2	4,5	4,6	4,0	4,0	4,5	4,8	4,5	5,0	4,6	3,7
Pays en développement à faible revenu	9,9	7,9	7,2	6,5	8,4	9,2	8,8	8,3	11,4	11,5	8,2	5,9
<i>Pour mémoire</i>												
Taux d'inflation médian												
Pays avancés	2,3	1,4	0,7	0,1	0,5	1,6	1,8	1,4	0,4	2,0	1,8	2,0
Pays émergents et pays en développement ³	5,3	3,7	3,2	2,6	2,7	3,3	3,1	2,6	2,8	3,6	3,7	3,0

¹Hors États-Unis, Japon et zone euro.²Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.³Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.⁴Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	Projections	
														2021	2022
Pays avancés	2,0	1,4	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	2,8	2,3	1,9	0,5	3,5	1,9
États-Unis	2,5	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,3	3,5	2,3	1,6	5,1	2,6
Zone euro ³	2,1	1,4	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,2	1,7	1,7	-0,3	2,9	1,4
Allemagne	1,8	1,6	0,8	0,7	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	2,9	1,5	2,0	-0,7	4,0	1,2
France	1,9	1,0	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,0	1,6	1,3	-0,1	2,9	1,0
Italie	2,4	1,2	0,2	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,7	1,8	1,4	-0,3	1,7	1,8
Espagne	2,7	1,4	-0,2	-0,5	-0,2	2,0	1,7	0,7	-0,3	2,2	1,6	1,7	-0,5	2,5	1,4
Pays-Bas	1,8	2,6	0,3	0,2	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	1,9	1,7	1,9	0,9	1,8	1,8
Belgique	2,3	1,2	0,5	0,6	1,8	2,2	2,3	1,2	0,4	2,4	2,2	1,8	0,4	3,0	1,6
Autriche	2,1	2,1	1,5	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	2,5	2,4	2,0	1,0	2,9	2,2
Irlande	1,7	0,5	0,3	0,0	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,5	1,9	1,9	2,0	-1,0	3,2	2,0
Portugal	2,3	0,4	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	1,2	1,3	1,4	-0,3	3,1	1,5
Grèce	3,1	-0,9	-1,4	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	-0,1	0,4	1,9	-2,4	1,3	-0,1
Finlande	1,9	2,2	1,2	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	1,9	1,6	1,9	0,2	2,2	1,6
République slovaque	3,8	1,5	-0,1	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	2,4	3,0	2,0	1,6	3,5	2,5
Lituanie	3,6	1,2	0,2	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	3,0	2,8	2,2	-0,1	3,0	2,8
Slovénie	3,0	1,8	0,2	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,4	1,8	2,2	-1,1	2,2	2,1
Luxembourg	2,9	1,7	0,7	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	2,7	1,4	1,9	-0,4	1,3	1,7
Lettonie	5,6	0,0	0,7	0,2	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	2,6	3,0	2,1	-0,5	5,0	2,3
Estonie	4,2	3,2	0,5	0,1	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	3,8	4,9	2,1	-0,9	7,0	3,1
Chypre	2,6	0,4	-0,3	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,6	-1,1	1,7	1,0	1,9	-0,8	2,0	1,0
Malte	2,5	1,0	0,8	1,2	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	1,8	2,0	0,2	1,6	1,7
Japon	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	0,5	1,0	-0,9	0,7	0,4
Royaume-Uni	2,6	2,6	1,5	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	2,2	2,6	2,0	0,5	3,5	2,0
Corée	3,1	1,3	1,3	0,7	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	2,2	1,6	2,0	0,5	2,7	1,4
Canada	2,0	0,9	1,9	1,1	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	3,2	2,6	2,0	0,8	3,8	2,0
Australie	2,8	2,5	2,5	1,5	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	2,5	2,1	2,4	0,9	2,6	2,0
Taiwan, prov. chinoise de	1,3	1,0	1,3	-0,6	1,0	1,1	1,5	0,5	-0,2	1,6	1,5	1,4	0,0	1,6	1,5
Suisse	0,7	-0,2	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,4	0,6	1,0	-0,8	0,9	0,6
Suède	1,7	0,4	0,2	0,7	1,1	1,9	2,0	1,7	0,7	2,0	1,6	1,9	0,4	2,0	1,4
Singapour	2,5	2,4	1,0	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	1,6	1,5	1,5	0,0	1,3	1,7
Hong Kong (RAS)	1,8	4,3	4,4	3,0	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,9	2,1	2,5	-0,9	2,6	2,4
République tchèque	2,4	1,4	0,3	0,3	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	2,7	2,3	2,0	2,3	2,7	2,3
Israël	2,0	1,5	0,5	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,4	1,8	1,6	-0,7	2,5	1,5
Norvège	1,8	2,1	2,0	2,2	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	2,6	2,0	2,0	1,4	2,3	2,0
Danemark	2,0	0,5	0,4	0,2	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,4	1,6	2,0	0,4	1,4	1,6
Nouvelle-Zélande	2,6	1,1	1,2	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	3,0	2,2	2,0	1,4	3,6	1,9
Porto Rico	3,1	1,1	0,6	-0,8	-0,3	1,8	1,3	0,1	-0,5	4,0	1,9	1,6	-0,1	4,0	1,9
Macao (RAS)	3,9	5,5	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	-0,3	2,0	2,5	-0,9	-0,3	2,0
Islande	6,0	3,9	2,0	1,6	1,7	1,8	2,7	3,0	2,9	4,3	3,1	2,5	3,6	4,3	2,5
Andorre	2,5	0,5	-0,1	-1,1	-0,4	2,6	1,3	0,7	0,3	1,7	1,5	1,7	-0,2	2,3	1,7
Saint-Marin	2,3	1,6	1,1	0,1	0,6	1,0	1,8	1,0	0,2	0,8	0,9	1,1	0,2	0,8	0,9
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,9	1,3	1,5	0,3	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	3,0	2,5	2,0	0,6	3,9	2,0

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections			Projections		
										2021	2022	2026	2020	2021	2022
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,8	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,3	2,7	2,7	1,2	2,9	2,8
Bangladesh	7,9	6,8	7,3	6,4	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	5,7	5,4	6,0	5,6	5,8
Bhoutan	5,8	8,1	9,6	6,7	3,3	4,3	3,7	2,8	4,2	6,3	6,9	3,9	4,5	8,0	5,9
Brunei Darussalam	0,7	0,4	-0,2	-0,3	-0,4	-1,3	1,1	-0,4	1,9	2,5	1,5	1,0	2,0	0,7	0,7
Cambodge	6,0	3,0	3,9	1,2	3,0	2,9	2,4	2,0	2,9	2,5	3,2	3,0	2,9	2,7	3,2
Chine	3,0	2,6	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1	2,9	2,4	1,1	1,8	2,0	-0,3	2,0	1,8
Fidji	4,2	2,9	0,5	1,4	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	1,1	1,7	2,2	-2,8	1,4	1,8
Îles Marshall	...	1,9	1,1	-2,2	-1,5	0,1	0,8	-0,5	-0,3	0,6	1,6	2,0	-0,3	0,6	1,6
Îles Salomon	8,1	5,2	5,3	-0,6	0,5	0,5	3,5	1,6	3,0	2,4	3,5	2,0	-2,5	4,0	3,7
Inde	7,6	9,4	5,8	4,9	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	5,6	4,9	4,0	4,9	5,5	4,9
Indonésie	7,2	6,4	6,4	6,4	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	2,8	3,0	1,7	2,0	3,4
Kiribati	2,0	-1,5	2,1	0,6	1,9	0,4	0,6	-1,8	1,8	3,3	4,1	1,4	1,5	3,7	3,2
Lao, Rép. dém. pop.	6,9	6,4	4,1	1,3	1,6	0,8	2,0	3,3	5,1	4,9	3,7	3,1	3,2	4,3	3,1
Malaisie	2,4	2,1	3,1	2,1	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	2,0	2,0	-1,4	2,5	2,0
Maldives	6,0	4,0	2,4	1,4	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	1,4	2,3	2,0	-2,0	2,9	1,1
Micronésie	4,2	2,1	0,7	0,0	-0,9	0,1	1,4	1,5	0,5	2,6	2,6	2,4	0,5	2,6	2,6
Mongolie	10,7	10,5	12,3	5,7	0,7	4,3	6,8	7,3	3,7	5,4	7,3	6,0	2,3	7,0	7,5
Myanmar	14,3	6,4	5,7	7,3	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	4,1	6,5	6,6	2,0	7,2	7,0
Nauru	...	-1,1	0,3	9,8	8,2	5,1	0,5	4,3	0,9	1,2	2,0	2,0	-0,9	1,2	1,4
Népal	7,4	9,9	9,0	7,2	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	5,7	5,4	4,8	4,2	5,7
Palaos	3,5	2,8	4,0	2,2	-1,3	1,1	2,0	0,6	0,7	1,0	1,0	2,0	0,6	1,0	1,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,3	5,0	5,2	6,0	6,7	5,4	4,7	3,7	4,9	3,6	4,5	3,6	5,1	4,0	4,4
Philippines	4,6	2,6	3,6	0,7	1,3	2,9	5,2	2,5	2,6	4,3	3,0	3,0	3,5	3,3	2,9
Samoa	5,7	-0,2	-1,2	1,9	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	2,7	2,6	-3,3	4,1	1,9
Sri Lanka	8,8	6,9	2,8	2,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	5,1	6,2	5,2	4,2	6,0	6,5
Thaïlande	3,1	2,2	1,9	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	0,9	1,3	1,9	-0,3	1,0	0,8
Timor-Leste	6,1	9,5	0,8	0,6	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	1,6	2,5	2,0	1,2	2,0	3,0
Tonga	7,0	0,7	2,3	0,1	-0,6	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	4,7	2,9	-1,4	6,9	2,3
Tuvalu	2,5	2,0	1,1	3,1	3,5	4,1	2,2	3,5	1,6	2,5	2,7	3,0	0,1	2,5	2,7
Vanuatu	2,6	1,5	0,8	2,5	0,8	3,1	2,4	2,7	5,7	5,4	2,6	2,2	7,0	3,9	2,3
Viet Nam	10,1	6,6	4,1	0,6	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	2,0	2,3	4,0	0,2	2,6	2,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,8	5,5	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,4	8,4	7,1	5,8	6,4	8,5	6,5
Albanie ³	2,8	1,9	1,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	1,9	2,3	3,0	1,0	2,1	2,2
Bélarus	20,8	18,3	18,1	13,5	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	9,2	8,3	5,0	7,3	9,4	7,1
Bosnie-Herzégovine	2,7	-0,1	-0,9	-1,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-1,1	1,8	1,8	2,1	-1,1	1,6	1,6
Bulgarie ⁴	5,2	0,4	-1,6	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	2,1	1,9	2,0	0,0	3,3	1,5
Croatie	2,8	2,2	-0,2	-0,5	-1,1	1,1	1,5	0,8	0,1	2,0	2,0	2,0	-0,7	2,9	2,1
Hongrie	5,1	1,7	-0,2	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	4,5	3,6	3,0	2,7	4,8	3,6
Kosovo	2,3	1,8	0,4	-0,5	0,3	1,5	1,1	2,7	0,2	3,1	3,6	2,0	0,1	5,4	2,6
Macédoine du Nord	2,2	2,8	-0,3	-0,3	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	3,1	2,2	2,0	2,3	3,8	0,9
Moldova, Rép. de	9,3	4,6	5,1	9,6	6,4	6,5	3,6	4,3	4,4	3,0	5,8	5,0	0,9	4,9	5,5
Monténégro	4,0	2,2	-0,7	1,5	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	2,0	1,5	1,7	-0,9	2,9	1,3
Pologne	2,8	0,9	0,0	-0,9	-0,6	2,0	1,6	2,3	3,4	4,4	3,3	2,5	2,4	5,0	2,6
Roumanie	7,6	4,0	1,1	-0,6	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	4,3	3,4	2,5	2,1	5,3	3,3
Russie	10,2	6,8	7,8	15,5	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	5,9	4,8	4,0	4,9	5,8	4,3
Serbie	9,1	7,7	2,1	1,4	1,1	3,1	2,0	1,9	1,6	3,0	2,7	2,8	1,3	4,1	2,0
Turquie	10,0	7,5	8,9	7,7	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	17,0	15,4	12,5	14,6	16,7	14,5
Ukraine ³	10,7	-0,3	12,1	48,7	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,5	7,1	5,0	5,0	10,2	6,0
Amérique latine et Caraïbes⁵	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,3	7,8	4,3	6,3	9,7	6,9
Antigua-et-Barbuda	2,4	1,1	1,1	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	2,0	2,0	2,8	2,0	2,0
Argentine ³	9,2	10,6	...	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	...	...	...	36,1	...	...
Aruba	3,2	-2,4	0,4	0,5	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,3	1,7	1,3	-3,1	1,7	1,6
Bahamas	2,4	0,4	1,2	1,9	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	3,0	4,2	2,5	1,2	5,0	3,5
Barbade	5,2	1,8	1,8	-1,1	1,5	4,4	3,7	4,1	2,9	2,5	4,4	2,3	1,3	3,2	2,5
Belize	2,5	0,5	1,2	-0,9	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	3,1	2,5	2,0	0,4	4,1	2,2
Bolivie	5,8	5,7	5,8	4,1	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	1,3	2,7	3,5	0,7	2,5	2,8
Brésil	6,3	6,2	6,3	9,0	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	7,7	5,3	3,1	4,5	7,9	4,0
Chili	3,2	1,8	4,7	4,3	3,8	2,2	2,3	2,3	3,0	4,2	4,4	3,0	2,9	5,5	3,4
Colombie	4,8	2,0	2,9	5,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	3,2	3,5	3,0	1,6	4,3	3,1

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	2021	2022
Amérique latine et Caraïbes (suite)⁵	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,3	7,8	4,3	6,3	9,7	6,9
Costa Rica	9,2	5,2	4,5	0,8	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,3	1,5	2,9	0,9	1,6	1,5
Dominique	2,3	0,0	0,8	-0,9	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,7	1,5	2,0	2,0	-0,7	2,0	2,0
El Salvador	3,6	0,8	1,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,6	2,9	1,4	-0,1	4,5	1,6
Équateur	4,5	2,7	3,6	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,0	2,1	1,0	-0,9	1,8	2,2
Grenade	3,2	0,0	-1,0	-0,6	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	2,5	0,6	2,0	-0,8	2,5	0,6
Guatemala	6,2	4,3	3,4	2,4	4,4	4,4	3,8	3,7	3,2	4,8	4,5	4,3	4,8	4,6	4,3
Guyana	5,8	1,9	0,7	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	0,7	3,2	2,7	3,1	0,9	3,4	2,8
Haïti	12,8	6,8	3,9	7,5	13,4	14,7	12,9	17,3	22,9	16,2	15,5	11,6	25,2	15,0	16,3
Honduras	7,1	5,2	6,1	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,6	3,7	4,0	4,0	4,1	4,0
Jamaïque	11,4	9,4	8,3	3,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,6	6,3	5,0	5,2	6,0	6,5
Mexique	4,3	3,8	4,0	2,7	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	5,4	3,8	3,0	3,2	5,9	3,1
Nicaragua	8,7	7,1	6,0	4,0	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,1	3,6	3,5	2,9	4,1	3,5
Panama	3,6	4,0	2,6	0,1	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,4	2,0	2,0	-1,6	2,0	2,0
Paraguay	7,2	2,7	5,0	3,1	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	3,5	4,0	4,0	2,2	4,0	4,0
Pérou	2,9	2,8	3,2	3,5	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	3,1	2,5	2,0	2,0	3,2	2,6
République dominicaine	11,9	4,8	3,0	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	7,8	4,5	4,0	5,6	6,5	4,0
Saint-Kitts-et-Nevis	3,5	1,1	0,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-0,6	-1,0	-0,5	2,0	-1,2	-0,8	-0,3
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,3	0,8	0,2	-1,7	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	2,0	2,1	2,0	-1,0	2,2	2,0
Sainte-Lucie	2,8	1,5	3,5	-1,0	-3,1	0,1	2,4	0,5	-1,8	2,5	3,0	2,0	-0,4	3,8	1,8
Suriname	10,6	1,9	3,4	6,9	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	54,4	31,7	12,8	60,7	48,6	25,2
Trinité-et-Tobago	7,4	5,2	5,7	4,7	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	1,0	0,0	1,4	0,8	1,2	1,4
Uruguay	8,5	8,6	8,9	8,7	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	7,5	6,1	4,5	9,4	7,2	5,8
Venezuela ³	23,3	40,6	62,2	121,7	254,9	438,1	65 374	19 906	2 355	2 700	2 000	...	2 960	2 700	2 000
Moyen-Orient et Asie centrale	7,9	8,3	6,4	5,6	5,7	6,9	9,5	7,3	10,1	11,7	8,5	6,4	12,5	10,3	7,7
Afghanistan ³	11,2	7,4	4,7	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	...	...	...	5,0	...	...
Algérie	4,3	3,3	2,9	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	6,5	7,6	5,4	3,5	7,6	7,2
Arabie saoudite	2,9	3,6	2,2	1,2	2,0	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,2	2,2	2,0	5,4	1,6	2,2
Arménie	4,9	5,8	3,0	3,7	-1,4	1,0	2,5	1,4	1,2	6,9	5,8	4,0	3,8	8,0	5,2
Azerbaïdjan	7,8	2,4	1,4	4,0	12,4	12,8	2,3	2,7	2,8	4,4	3,2	3,2	2,7	4,5	3,2
Bahreïn	2,2	3,3	2,6	1,8	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	1,0	2,7	2,4	-1,6	2,5	3,0
Cisjordanie et Gaza	4,0	1,7	1,7	1,4	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,3	1,7	1,6	0,1	1,2	1,7
Djibouti	4,3	1,1	1,3	-0,8	2,7	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	2,0	2,0	0,3	2,0	2,0
Égypte	9,4	6,9	10,1	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	6,3	7,1	5,7	4,9	7,0
Émirats arabes unis	5,0	1,1	2,3	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	2,0	2,2	2,0	-2,1	2,0	2,2
Géorgie	6,3	-0,5	3,1	4,0	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	9,3	5,4	3,0	2,4	13,1	3,2
Iran	17,0	34,7	15,6	11,9	9,1	9,6	30,2	34,6	36,4	39,3	27,5	25,0	48,7	30,0	25,0
Iraq	...	1,9	2,2	1,4	0,5	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,4	4,5	2,0	3,2	6,4	3,1
Jordanie	4,4	4,9	3,0	-1,1	-0,6	3,6	4,5	0,7	0,4	1,6	2,0	2,5	-0,3	2,5	2,0
Kazakhstan	8,5	5,8	6,7	6,7	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	7,5	6,5	4,0	7,5	7,5	5,8
Koweït	3,8	2,7	3,1	3,7	3,5	1,5	0,6	1,1	2,1	3,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,0
Liban ³	3,6	4,8	1,8	-3,7	-0,8	4,5	4,6	2,9	84,9	...	...	...	145,8	...	...
Libye ³	4,6	2,6	2,4	14,8	24,0	28,0	-1,2	0,2	2,8	21,1	8,0	5,0	2,8	21,1	8,0
Maroc	1,8	1,6	0,4	1,4	1,5	0,7	1,6	0,2	0,6	1,4	1,2	2,0	-0,9	1,1	1,2
Mauritanie	6,7	4,1	3,8	0,5	1,5	2,3	3,1	2,3	2,3	2,7	3,8	4,0	1,8	3,5	4,0
Oman	3,8	1,2	1,0	0,1	1,1	1,6	0,9	0,1	-0,9	3,0	2,7	2,5	-0,9	3,0	2,7
Ouzbékistan	11,7	11,7	9,1	8,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	11,0	10,9	5,1	11,1	10,6	10,2
Pakistan	9,8	7,4	8,6	4,5	2,9	4,1	3,9	6,7	10,7	8,9	8,5	6,5	8,6	9,7	9,2
Qatar	5,3	3,1	4,2	0,9	2,7	0,4	0,3	-0,7	-2,7	2,5	3,2	2,5	-3,4	6,5	0,1
République kirghize	8,4	6,6	7,5	6,5	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	13,0	7,8	5,0	9,7	12,6	5,6
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,8	4,3	4,0
Soudan ⁶	13,6	36,5	36,9	16,9	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	194,6	41,8	8,0	269,3	115,5	27,0
Syrie ⁷	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	10,5	5,0	6,1	5,8	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	8,0	6,5	6,5	9,4	8,0	6,5
Tunisie	3,7	5,3	4,6	4,4	3,6	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	6,5	5,0	4,9	6,8	6,1
Turkménistan	6,3	6,8	6,0	7,4	3,6	8,0	13,3	5,1	7,6	12,5	13,0	10,0	8,9	16,0	10,0
Yémen	11,4	11,0	8,2	22,0	21,3	30,4	27,6	12,0	23,1	40,7	31,5	8,4	35,0	45,0	22,3

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (fin)*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
														Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	2021	2022	
Afrique subsaharienne	9,1	6,5	6,4	6,7	10,3	10,6	8,3	8,2	10,3	10,7	8,6	6,4	10,7	10,1	7,6	
Angola	23,3	8,8	7,3	9,2	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	24,4	14,9	6,8	25,1	22,0	11,0	
Afrique du Sud	5,5	5,8	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,4	4,5	4,5	3,2	5,0	4,5	
Bénin	3,4	1,0	-1,1	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	3,0	2,0	2,0	1,2	3,0	2,0	
Botswana	8,7	5,9	4,4	3,1	2,8	3,3	3,2	2,7	1,9	5,8	5,0	4,3	2,2	6,1	5,0	
Burkina Faso	2,7	0,5	-0,3	1,7	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,0	2,6	2,5	2,3	2,7	2,6	
Burundi	11,1	7,9	4,4	5,6	5,5	1,6	-4,0	-0,7	7,3	5,6	4,6	4,2	7,5	5,1	4,2	
Cabo Verde	2,6	1,5	-0,2	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,5	1,6	2,0	-0,9	1,5	1,6	
Cameroun	2,4	2,1	1,9	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,4	2,3	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	
Comores	4,1	0,4	0,0	0,9	0,8	0,1	1,7	3,7	0,8	-1,0	1,2	2,0	-6,3	15,6	-0,1	
Congo, Rép. dém. du	16,6	0,9	1,2	0,7	3,2	35,7	29,3	4,7	11,4	9,4	6,4	6,3	15,8	6,0	6,3	
Congo, Rép. du	3,2	4,6	0,9	3,2	3,2	0,4	1,2	2,2	1,8	2,0	2,8	3,0	0,5	2,7	3,0	
Côte d'Ivoire	2,8	2,6	0,4	1,2	0,7	0,7	0,4	0,8	2,4	3,0	2,5	2,0	2,0	2,0	1,6	
Erythrée	15,8	5,9	10,0	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	-16,4	4,8	4,3	4,2	2,0	4,0	4,0	4,0	
Eswatini	6,8	5,6	5,7	5,0	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	4,3	4,7	4,6	4,6	5,2	4,0	
Éthiopie ³	17,6	8,1	7,4	9,6	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	25,2	...	...	18,2	...	...
Gabon	1,4	0,5	4,5	-0,1	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	2,0	
Gambie	6,6	5,2	6,3	6,8	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	7,0	6,3	5,0	5,7	6,5	6,2	
Ghana	12,7	11,7	15,5	17,2	17,5	12,4	9,8	7,1	9,9	9,3	8,8	6,0	10,5	10,2	8,4	
Guinée	19,0	11,9	9,7	8,2	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	11,6	9,9	7,8	10,6	11,3	9,9	
Guinée-Bissau	2,4	0,8	-1,0	1,5	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	1,9	2,0	2,0	1,5	2,0	2,0	
Guinée équatoriale	4,8	3,2	4,3	1,7	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	0,5	3,1	3,0	-0,5	3,2	3,0	
Kenya	8,5	5,7	6,9	6,6	6,3	8,0	4,7	5,2	5,2	6,0	5,0	5,0	5,8	5,2	5,0	
Lesotho	6,2	4,9	5,4	3,2	6,6	4,4	4,8	5,2	5,0	5,8	5,3	5,5	6,5	5,4	4,9	
Libéria	8,9	7,6	9,9	7,7	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	5,9	11,8	5,0	13,1	7,6	13,3	
Madagascar	9,3	5,8	6,1	7,4	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	6,0	6,4	5,7	4,6	6,5	6,3	
Malawi	9,4	28,3	23,8	21,9	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,5	9,0	5,0	7,6	9,5	8,1	
Mali	2,5	-2,4	2,7	1,4	-1,8	1,8	1,7	-2,9	0,5	3,0	2,0	2,0	0,7	3,9	2,0	
Maurice	5,5	3,5	3,2	1,3	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	5,1	6,6	3,3	2,7	10,0	2,8	
Mozambique	10,0	4,3	2,6	3,6	17,4	15,1	3,9	2,8	3,1	6,2	6,4	5,5	3,5	7,3	5,5	
Namibie	6,0	5,6	5,3	3,4	6,7	6,1	4,3	3,7	2,2	4,0	4,5	4,5	2,4	4,0	4,5	
Niger	2,2	2,3	-0,9	1,0	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,9	2,9	2,5	2,0	3,1	3,0	2,5	
Nigéria	12,1	8,5	8,0	9,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	16,9	13,3	11,5	15,8	15,0	12,6	
Ouganda	9,5	5,5	4,3	3,7	5,2	5,6	2,6	2,3	2,8	2,2	5,0	5,0	2,5	1,8	5,0	
République centrafricaine	3,3	7,0	14,9	1,4	4,9	4,2	1,6	2,7	2,3	3,7	2,5	2,5	4,8	3,3	2,5	
Rwanda	8,6	4,2	1,8	2,5	5,7	4,8	1,4	2,4	7,7	2,4	4,9	5,0	3,7	3,5	5,2	
Sao Tomé-et-Principe	16,7	8,1	7,0	6,1	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	8,3	7,8	4,4	9,4	8,4	6,2	
Sénégal	2,0	0,7	-1,1	0,9	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,4	2,0	1,5	2,4	3,1	0,9	
Seychelles	8,0	4,3	1,4	4,0	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	10,0	3,7	3,0	3,8	8,6	3,9	
Sierra Leone	9,4	5,5	4,6	6,7	10,9	18,2	16,0	14,8	13,4	11,3	13,3	7,0	10,4	14,6	12,0	
Soudan du Sud	...	0,0	1,7	52,8	379,8	187,9	83,5	51,2	24,0	23,0	24,0	11,3	87,7	8,0	8,0	
Tanzanie	8,5	7,9	6,1	5,6	5,2	5,3	3,5	3,4	3,3	3,2	3,4	3,5	3,2	3,2	3,4	
Tchad	2,4	0,2	1,7	4,8	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	4,5	2,6	2,8	3,0	3,0	2,3	4,8	
Togo	2,4	1,8	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	2,7	2,5	1,0	3,5	1,6	4,7	
Zambie	12,6	7,0	7,8	10,1	17,9	6,6	7,0	9,2	15,7	22,8	19,2	7,0	19,2	23,2	15,2	
Zimbabwe ³	3,9	1,6	-0,2	-2,4	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	92,5	30,7	10,0	348,6	41,0	23,0	

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.³Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, à l'Argentine, à l'Éthiopie, au Liban, à la Libye, à l'Ukraine, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.⁴Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat⁵Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.⁶Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.⁷Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques¹
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Principaux pays avancés												
Prêt/emprunt (net)	-5,4	-4,3	-3,6	-3,0	-3,3	-3,3	-3,4	-3,8	-12,2	-10,0	-5,4	-3,6
Écart de production ²	-1,9	-3,4	-2,7	-1,9	-1,6	-0,8	-0,1	0,1	-3,5	-0,9	1,5	0,6
Solde structurel ²	-4,4	-3,2	-2,6	-2,3	-2,8	-3,0	-3,3	-3,8	-8,3	-7,9	-6,0	-3,9
États-Unis												
Prêt/emprunt (net) ³	-6,5	-4,5	-4,0	-3,5	-4,3	-4,6	-5,4	-5,7	-14,9	-10,8	-6,9	-5,3
Écart de production ²	-3,4	-5,1	-4,0	-2,5	-2,1	-1,3	0,0	0,7	-3,3	0,6	3,3	1,1
Solde structurel ²	-4,6	-3,2	-2,7	-2,5	-3,5	-4,2	-5,2	-6,1	-10,7	-8,8	-8,3	-5,8
Dette nette	56,6	80,4	81,1	80,9	81,9	81,6	82,1	83,0	98,7	101,9	100,8	108,9
Dette brute	77,7	104,5	104,5	104,9	106,9	106,0	107,1	108,5	133,9	133,3	130,7	133,5
Zone euro												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-3,0	-2,5	-2,0	-1,5	-0,9	-0,5	-0,6	-7,2	-7,7	-3,4	-1,6
Écart de production ²	-0,2	-3,1	-2,8	-2,2	-1,6	-0,6	-0,1	0,0	-4,3	-2,8	-0,6	0,1
Solde structurel ²	-3,2	-1,0	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-4,6	-5,9	-3,1	-1,7
Dette nette	60,9	76,0	76,2	75,0	74,6	72,4	70,6	69,3	80,7	82,8	80,9	78,4
Dette brute	75,8	92,6	92,8	90,9	90,1	87,7	85,7	83,7	97,5	98,9	96,3	92,2
Allemagne												
Prêt/emprunt (net)	-2,0	0,0	0,6	1,0	1,2	1,3	1,9	1,5	-4,3	-6,8	-1,8	0,5
Écart de production ²	-0,2	-0,8	-0,3	-0,3	0,1	1,0	0,8	0,4	-2,6	-2,0	-0,3	0,0
Solde structurel ²	-1,7	0,6	1,2	1,2	1,2	1,1	1,6	1,3	-3,1	-5,7	-1,6	0,5
Dette nette	57,0	58,8	55,2	52,5	49,6	45,7	42,9	40,8	50,1	54,4	52,9	46,0
Dette brute	71,0	78,8	75,7	72,3	69,3	65,0	61,6	59,2	69,1	72,5	69,8	60,9
France												
Prêt/emprunt (net)	-4,4	-4,1	-3,9	-3,6	-3,6	-3,0	-2,3	-3,1	-9,2	-8,9	-4,7	-3,4
Écart de production ²	-0,3	-2,0	-2,2	-2,4	-2,6	-1,5	-0,8	0,0	-4,3	-2,2	-0,2	0,0
Solde structurel ²	-4,2	-2,8	-2,5	-2,1	-1,9	-1,9	-1,6	-2,1	-6,3	-7,5	-4,6	-3,4
Dette nette	64,6	83,0	85,5	86,3	89,2	89,4	89,2	88,9	102,6	103,3	100,9	104,4
Dette brute	74,2	93,4	94,9	95,6	98,0	98,3	98,0	97,6	115,1	115,8	113,5	116,9
Italie												
Prêt/emprunt (net)	-3,4	-2,9	-3,0	-2,6	-2,4	-2,4	-2,2	-1,6	-9,5	-10,2	-4,7	-2,4
Écart de production ²	-0,3	-4,1	-4,1	-3,4	-2,6	-1,6	-1,1	-1,3	-6,1	-4,9	-1,4	0,4
Solde structurel ²	-3,7	-0,5	-1,0	-0,6	-1,3	-1,6	-1,7	-0,9	-5,9	-7,1	-3,8	-2,5
Dette nette	102,1	119,2	121,4	122,2	121,6	121,3	121,8	122,1	142,3	142,2	138,5	135,7
Dette brute	111,6	132,5	135,4	135,3	134,8	134,1	134,4	134,6	155,8	154,8	150,4	146,5
Japon												
Prêt/emprunt (net)	-6,8	-7,9	-5,9	-3,9	-3,8	-3,3	-2,7	-3,1	-10,3	-9,0	-3,9	-2,2
Écart de production ²	-1,4	-1,9	-2,3	-1,5	-1,5	-0,5	-0,9	-1,5	-2,7	-2,4	-0,8	0,0
Solde structurel ²	-6,3	-7,4	-5,6	-4,4	-4,3	-3,5	-2,7	-2,6	-9,2	-8,0	-3,6	-2,2
Dette nette	110,4	142,9	145,1	144,6	149,6	148,1	151,2	150,8	167,0	171,5	169,2	169,4
Dette brute ⁴	188,1	229,6	233,5	228,4	232,5	231,4	232,5	235,4	254,1	256,9	252,3	251,9
Royaume-Uni												
Prêt/emprunt (net)	-5,4	-5,5	-5,5	-4,5	-3,3	-2,4	-2,2	-2,3	-12,5	-11,9	-5,6	-2,9
Écart de production ²	0,3	-1,6	-0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	-4,3	-2,1	-0,4	0,0
Solde structurel ²	-5,6	-4,2	-4,9	-4,4	-3,3	-2,5	-2,3	-2,3	1,4	-5,6	-4,9	-3,1
Dette nette	48,8	75,9	77,9	78,2	77,8	76,8	75,9	75,3	91,8	97,2	95,2	99,9
Dette brute	54,5	84,2	86,1	86,7	86,8	86,3	85,8	85,2	104,5	108,5	107,1	111,6
Canada												
Prêt/emprunt (net)	-0,8	-1,5	0,2	-0,1	-0,5	-0,1	0,3	0,5	-10,9	-7,5	-2,2	0,4
Écart de production ²	-0,1	0,0	1,0	-0,1	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,0	0,8	0,0
Solde structurel ²	-0,8	-1,5	-0,6	0,0	0,1	-0,3	0,0	0,3	-8,1	-6,6	-2,7	0,4
Dette nette ⁵	27,2	29,7	28,5	28,4	28,7	26,0	25,6	23,4	34,7	34,9	32,5	22,2
Dette brute	75,1	86,1	85,6	91,2	91,7	88,8	88,8	86,8	117,5	109,9	103,9	89,7

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

¹ Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

² En pourcentage du PIB potentiel.

³ Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

⁴ Sur base non consolidée.

⁵ Comprend les prises de participation.

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce de biens et de services												
Commerce mondial¹												
Volume	5,6	3,0	3,5	3,8	2,9	2,2	5,6	3,9	0,9	-8,2	9,7	6,7
Déflateur des prix												
En dollars	5,1	-0,4	-0,6	-1,8	-13,3	-4,0	4,3	5,5	-2,5	-2,3	10,3	2,0
En DTS	3,3	0,2	0,2	-1,7	-5,9	-3,4	4,6	3,4	-0,1	-3,0	7,4	1,1
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,6	2,6	3,0	3,8	3,7	2,0	4,9	3,6	1,2	-9,4	8,0	6,6
Pays émergents et pays en développement	8,3	3,5	4,6	3,3	2,0	2,8	6,5	3,9	0,4	-5,2	11,6	5,8
Importations												
Pays avancés	3,9	3,0	2,5	3,9	4,7	2,5	4,8	3,7	2,0	-9,0	9,0	7,3
Pays émergents et pays en développement	9,8	3,2	5,1	4,3	-0,6	1,6	7,5	4,8	-0,9	-8,0	12,1	7,1
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,6	1,0	0,3	1,8	1,1	-0,2	-0,4	0,2	0,8	0,9	0,2
Pays émergents et pays en développement	1,6	-0,5	-0,5	-0,6	-4,4	-1,6	1,5	1,1	-1,2	-1,0	1,6	-0,1
Commerce de biens												
Commerce mondial¹												
Volume	5,7	3,1	3,3	3,0	2,3	2,1	5,6	3,8	0,3	-4,9	10,5	6,0
Déflateur des prix												
En dollars	5,3	-0,7	-1,2	-2,4	-14,6	-4,8	4,9	5,8	-3,1	-2,8	11,8	1,8
En DTS	3,5	-0,1	-0,4	-2,3	-7,2	-4,2	5,2	3,6	-0,8	-3,5	8,8	0,9
Prix mondiaux en dollars²												
Produits manufacturés	3,1	-0,2	-2,8	-0,4	-3,0	-5,1	0,1	2,0	0,5	-3,2	5,5	4,4
Pétrole	15,5	-4,8	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	59,1	-1,8
Produits primaires hors combustibles	10,3	0,7	-5,8	-5,5	-17,1	-0,4	6,4	1,3	0,8	6,7	26,7	-0,9
Produits alimentaires	6,8	0,8	-0,3	-1,6	-16,9	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	27,8	1,9
Boissons	9,2	-0,2	-13,7	20,1	-7,2	-3,1	-4,7	-8,2	-3,8	3,5	14,1	5,8
Matières premières agricoles	6,5	-1,1	-4,4	-7,5	-11,5	0,0	5,2	2,0	-5,4	-3,3	17,0	0,2
Métaux	15,3	1,3	-3,9	-12,2	-27,3	-5,3	22,2	6,6	3,7	3,5	49,7	-6,5
Prix mondiaux en DTS²												
Produits manufacturés	1,4	0,3	-2,1	-0,3	5,3	-4,5	0,4	-0,1	2,9	-4,0	2,7	3,5
Pétrole	13,5	-4,2	-0,1	-7,5	-42,7	-15,1	23,6	26,7	-8,0	-33,3	54,8	-2,6
Produits primaires hors combustibles	8,5	1,3	-5,1	-5,5	-10,0	0,3	6,6	-0,8	3,3	5,8	23,3	-1,7
Produits alimentaires	5,0	1,4	0,5	-1,5	-9,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	24,4	1,0
Boissons	7,4	0,4	-13,0	20,1	0,7	-2,5	-4,5	-10,1	-1,4	2,7	11,1	4,8
Matières premières agricoles	4,8	-0,5	-3,7	-7,5	-4,0	0,6	5,5	-0,1	-3,1	-4,1	13,8	-0,7
Métaux	13,4	1,9	-3,1	-12,1	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,2	2,7	45,7	-7,4
Prix mondiaux en euros²												
Produits manufacturés	0,0	0,4	-5,9	-0,4	16,2	-4,8	-1,9	-2,5	6,0	-5,0	0,8	3,3
Pétrole	12,0	-4,2	-4,1	-7,6	-36,8	-15,4	20,8	23,7	-5,2	-34,0	52,0	-2,8
Produits primaires hors combustibles	7,0	1,3	-8,9	-5,6	-0,7	-0,1	4,2	-3,1	6,4	4,7	21,0	-2,0
Produits alimentaires	3,5	1,5	-3,5	-1,6	-0,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,3	22,1	0,8
Boissons	5,9	0,4	-16,4	20,0	11,1	-2,8	-6,6	-12,2	1,5	1,5	9,1	4,6
Matières premières agricoles	3,3	-0,4	-7,5	-7,6	5,9	0,3	3,1	-2,5	-0,2	-5,2	11,8	-0,9
Métaux	11,8	1,9	-7,0	-12,2	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,4	1,5	43,0	-7,6

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce de biens												
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,5	2,7	2,5	3,1	3,1	1,6	4,8	3,0	0,5	-6,4	9,3	5,6
Pays émergents et pays en développement	8,2	3,5	4,5	2,6	1,5	2,7	6,5	3,8	-0,5	-2,0	11,2	5,2
Pays exportateurs de combustibles	6,1	-0,3	1,1	-0,8	2,5	0,8	0,7	-0,8	-4,0	-6,6	0,0	4,4
Pays exportateurs d'autres produits	8,7	4,2	5,6	3,6	1,3	3,1	7,6	4,7	0,2	-1,2	12,8	5,4
Importations												
Pays avancés	4,0	3,2	2,3	3,3	3,7	2,2	4,7	3,8	0,6	-5,8	11,1	6,8
Pays émergents et pays en développement	9,9	3,4	4,7	2,7	-0,3	2,1	7,4	5,2	0,1	-4,3	10,9	6,3
Pays exportateurs de combustibles	10,5	-0,8	5,8	4,2	0,0	-6,9	-0,9	-3,4	1,7	-10,8	0,6	2,4
Pays exportateurs d'autres produits	9,8	3,9	4,5	2,5	-0,4	3,5	8,6	6,3	-0,1	-3,5	12,1	6,7
Déflateur des prix en DTS												
Exportations												
Pays avancés	2,4	0,4	0,4	-1,9	-6,4	-2,2	4,3	2,9	-1,4	-2,1	9,0	1,9
Pays émergents et pays en développement	6,2	-0,5	-1,1	-3,1	-9,2	-7,0	7,0	5,1	0,2	-5,2	9,8	-0,2
Pays exportateurs de combustibles	10,7	-3,0	-1,7	-7,4	-30,2	-10,8	15,7	15,4	-3,9	-22,3	32,0	-1,1
Pays exportateurs d'autres produits	4,9	0,1	-0,9	-1,8	-3,6	-6,3	5,5	3,2	1,0	-2,1	6,8	0,0
Importations												
Pays avancés	2,9	-0,3	-0,6	-2,0	-8,1	-3,5	4,5	3,5	-1,5	-3,2	7,6	1,7
Pays émergents et pays en développement	4,3	-0,1	-0,6	-2,8	-5,0	-5,5	5,8	3,7	0,4	-4,6	9,2	-0,6
Pays exportateurs de combustibles	4,2	0,4	-1,5	-2,7	-2,4	-3,7	3,4	1,6	2,8	-2,7	9,7	0,7
Pays exportateurs d'autres produits	4,3	-0,2	-0,5	-2,8	-5,5	-5,7	6,1	4,0	0,1	-4,8	9,2	-0,7
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,5	0,6	1,0	0,1	1,8	1,4	-0,2	-0,6	0,2	1,1	1,3	0,2
Pays émergents et pays en développement	1,8	-0,4	-0,5	-0,3	-4,4	-1,7	1,2	1,3	-0,2	-0,6	0,5	0,4
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,2	0,7	1,1	2,4	8,5	0,2	-3,4	-2,3	1,2	4,5	-6,6	2,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,2	-1,1	-3,3	-0,6	-10,6	-6,2	2,9	4,4	0,3	-3,1	7,0	0,0
Amérique latine et Caraïbes	2,8	-0,3	-1,1	-2,5	-8,7	1,1	4,2	0,0	-0,1	0,5	5,8	-1,0
Moyen-Orient et Asie centrale	4,6	-2,9	-0,8	-3,6	-24,5	-5,6	10,0	11,1	-4,7	-16,4	15,3	-3,1
Afrique subsaharienne	4,6	-0,5	-0,8	-3,2	-14,8	-1,5	8,7	4,6	-2,6	-0,3	9,8	-2,5
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	6,2	-3,4	-0,2	-4,7	-28,5	-7,4	11,9	13,6	-6,6	-20,1	20,3	-1,8
Autres produits	0,6	0,3	-0,4	1,0	2,0	-0,6	-0,6	-0,8	0,9	2,9	-2,2	0,7
<i>Pour mémoire</i>												
Exportations mondiales (milliards de dollars)												
Biens et services	16 453	23 960	23 385	23 802	21 132	20 752	22 881	25 063	24 618	22 123	26 785	29 063
Biens	13 056	18 545	18 563	18 637	16 199	15 741	17 447	19 110	18 544	17 201	21 205	22 806
Prix moyen du pétrole ³	15,5	-4,8	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	59,1	-1,8
En dollars le baril	70,22	64,80	104,07	96,25	50,79	42,84	52,81	68,33	61,39	41,29	65,68	64,52
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés ⁴	3,1	-0,2	-2,8	-0,4	-3,0	-5,1	0,1	2,0	0,5	-3,2	5,5	4,4

¹Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.

²Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 83 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.

³Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

⁴Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	239,4	237,6	283,9	372,7	491,7	412,6	336,5	173,8	245,5	200,3	442,7
États-Unis	-339,5	-370,0	-408,9	-397,6	-361,7	-438,2	-472,1	-616,1	-796,1	-868,0	-688,1
Zone euro	278,8	316,5	315,1	364,8	401,4	409,0	316,0	282,6	375,3	428,1	509,3
Allemagne	244,8	280,3	288,8	295,1	287,9	312,1	289,6	267,0	287,6	316,7	361,4
France	-14,3	-27,3	-9,0	-12,0	-19,8	-23,2	-7,9	-49,8	-49,0	-44,3	-24,6
Italie	23,7	41,1	26,1	48,7	50,6	52,6	64,3	66,9	78,8	80,8	93,0
Espagne	27,6	23,3	24,2	39,1	36,4	27,4	29,8	8,8	6,0	22,2	22,1
Japon	46,0	36,8	136,4	197,8	203,5	177,8	176,5	164,4	176,9	178,5	203,8
Royaume-Uni	-136,2	-149,6	-147,4	-146,9	-100,4	-105,3	-87,6	-100,6	-104,6	-117,0	-120,6
Canada	-58,0	-41,9	-54,4	-47,2	-46,2	-40,3	-35,7	-29,9	10,6	4,6	-48,0
Autres pays avancés ¹	343,7	354,7	356,5	336,5	339,6	337,0	358,4	406,4	504,0	488,9	484,2
Pays émergents et pays en développement	159,3	164,6	-73,6	-95,7	-24,6	-64,5	2,7	201,8	324,5	247,7	-222,4
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	97,2	227,5	296,8	212,2	166,3	-51,3	92,6	338,7	249,6	236,8	4,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-59,3	-11,0	34,2	-8,4	-19,8	66,3	51,7	4,3	66,3	43,0	-8,5
Amérique latine et Caraïbes	-172,8	-186,4	-172,3	-101,0	-94,6	-140,8	-102,7	0,7	-28,7	-52,9	-127,5
Moyen-Orient et Asie centrale	332,9	198,8	-139,8	-145,5	-42,1	103,1	20,3	-92,7	79,3	75,4	-12,2
Afrique subsaharienne	-38,6	-64,3	-92,4	-53,0	-34,4	-41,7	-59,2	-49,2	-42,0	-54,5	-78,2
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	426,7	251,3	-143,6	-97,1	38,2	192,5	76,3	-73,3	114,6	122,0	38,8
Autres produits	-265,5	-84,8	72,0	3,5	-60,7	-254,8	-71,9	276,1	211,5	127,6	-259,1
Dont : produits primaires	-90,3	-55,1	-64,1	-44,9	-57,6	-76,5	-45,2	1,7	-1,9	-18,9	-42,9
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-376,0	-366,1	-343,2	-262,7	-297,3	-373,5	-282,9	-89,7	-184,9	-242,9	-478,4
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-58,5	-54,1	-71,5	-67,6	-55,9	-46,7	-49,4	-29,2	-35,9	-36,4	-57,4
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	398,7	402,2	210,3	277,0	467,1	348,1	339,1	375,5	570,0	448,0	220,3
Union européenne	433,2	451,9	442,9	472,1	501,1	506,8	450,5	425,3	516,4	567,9	655,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	326,8	190,1	-122,2	-120,5	-21,5	119,4	40,6	-78,0	82,6	90,0	18,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	198,2	207,2	0,5	-55,6	8,9	-9,6	61,6	257,5	390,9	308,2	-131,8
Pays en développement à faible revenu	-38,9	-42,6	-74,0	-40,1	-33,6	-54,8	-59,0	-55,7	-66,4	-60,4	-90,7

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	0,5	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,6	0,3	0,4	0,3	0,6
États-Unis	-2,0	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-2,4
Zone euro	2,1	2,3	2,7	3,0	3,2	3,0	2,4	2,2	2,6	2,7	2,7
Allemagne	6,6	7,2	8,6	8,5	7,8	7,8	7,4	6,9	6,8	6,9	6,7
France	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-1,7	-1,4	-0,7
Italie	1,1	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,5	3,7	3,6	3,6
Espagne	2,0	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	0,4	1,4	1,2
Japon	0,9	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,3	3,5	3,3	3,2
Royaume-Uni	-4,9	-4,9	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,7	-3,4	-3,4	-2,9
Canada	-3,1	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,8	0,5	0,2	-1,8
Autres pays avancés ¹	5,0	5,0	5,5	5,1	4,8	4,5	4,9	5,6	6,1	5,6	4,5
Pays émergents et pays en développement	0,5	0,5	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,6	0,8	0,6	-0,4
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,7	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,6	1,1	0,9	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,3	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,1	1,6	1,0	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-0,6	-1,0	-1,9
Moyen-Orient et Asie centrale	8,6	5,0	-4,0	-4,2	-1,2	2,7	0,5	-2,4	1,7	1,5	-0,2
Afrique subsaharienne	-2,2	-3,5	-5,7	-3,5	-2,1	-2,4	-3,4	-3,0	-2,2	-2,7	-2,7
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	10,5	6,1	-4,0	-2,9	1,1	5,3	2,0	-2,0	2,7	2,7	0,7
Autres produits	-1,0	-0,3	0,3	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,9	0,6	0,3	-0,5
Dont : produits primaires	-4,3	-2,7	-3,2	-2,3	-2,7	-3,7	-2,3	0,1	-0,1	-0,8	-1,6
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-2,7	-2,6	-2,6	-2,0	-2,1	-2,6	-1,9	-0,6	-1,2	-1,4	-2,1
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-5,2	-4,8	-6,6	-6,3	-5,5	-4,5	-4,4	-2,7	-3,0	-2,8	-3,2
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	0,5	0,5	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,2
Union européenne	2,8	2,9	3,3	3,4	3,4	3,2	2,9	2,8	3,0	3,1	3,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10,3	5,9	-4,3	-4,3	-0,7	3,8	1,2	-2,4	2,1	2,2	0,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,7	0,7	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,8	1,1	0,8	-0,3
Pays en développement à faible revenu	-2,1	-2,1	-3,8	-2,1	-1,7	-2,6	-2,6	-2,4	-2,7	-2,2	-2,3

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)*(En pourcentage des exportations des biens et des services)*

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	1,6	1,6	2,1	2,8	3,4	2,6	2,2	1,2	1,5	1,1	2,0
États-Unis	-14,7	-15,5	-17,9	-17,8	-15,1	-17,3	-18,7	-28,9	-31,1	-29,4	-18,3
Zone euro	8,2	8,9	9,7	11,2	11,3	10,6	8,3	8,1	...	...	...
Allemagne	14,4	15,8	18,3	18,5	16,5	16,6	16,0	16,0	14,8	15,0	14,2
France	-1,7	-3,1	-1,2	-1,5	-2,4	-2,5	-0,9	-6,6	-5,5	-4,5	-2,1
Italie	3,9	6,5	4,8	8,8	8,4	8,0	10,1	12,0	11,5	10,4	9,4
Espagne	6,2	5,1	6,0	9,4	7,9	5,5	6,1	2,2	1,3	4,1	3,2
Japon	5,5	4,3	17,4	24,4	23,2	19,1	19,5	20,7	19,0	17,5	17,5
Royaume-Uni	-16,4	-17,3	-18,4	-19,2	-12,5	-11,9	-10,0	-13,7	-12,7	-12,4	-10,4
Canada	-10,4	-7,3	-11,0	-9,8	-8,9	-7,2	-6,4	-6,3	1,7	0,7	-6,2
Autres pays avancés ¹	8,2	8,5	9,6	9,2	8,5	7,8	8,5	10,4	10,8	9,8	8,2
Pays émergents et pays en développement	1,8	2,1	-0,8	-1,2	-0,3	-0,7	0,0	2,5	3,1	2,3	-1,7
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	2,5	5,7	7,8	5,8	4,1	-1,1	2,1	7,7	4,7	4,2	0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-4,0	-0,7	2,9	-0,7	-1,5	4,3	3,4	0,3	3,9	2,4	-0,4
Amérique latine et Caraïbes	-13,6	-15,0	-15,9	-9,6	-8,0	-11,1	-8,2	0,1	-2,1	-3,8	-7,5
Moyen-Orient et Asie centrale	18,7	12,7	-10,4	-12,0	-3,3	6,6	1,4	-8,4	5,2	4,7	-1,1
Afrique subsaharienne	-8,1	-14,1	-26,9	-16,6	-9,3	-9,9	-14,5	-14,7	-9,8	-12,2	-14,3
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	22,2	14,8	-10,8	-8,1	2,7	12,5	5,4	-7,1	8,0	8,2	2,1
Autres produits	-3,8	-1,2	1,1	0,1	-0,9	-3,3	-0,9	3,8	2,4	1,4	-2,2
Dont : produits primaires	-18,2	-11,4	-15,4	-10,9	-12,4	-15,4	-9,2	0,4	-0,3	-3,2	-5,9
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-9,7	-9,4	-10,1	-7,8	-7,7	-8,8	-6,6	-2,4	-4,0	-4,9	-7,5
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-16,6	-16,6	-27,9	-29,0	-21,0	-15,2	-15,9	-11,2	-11,8	-10,9	-12,6
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	1,7	1,8	1,0	1,4	2,0	1,4	1,4	1,7	2,1	1,5	0,6
Union européenne	6,2	6,3	6,9	7,2	7,0	6,4	5,8	6,0	6,1	6,1	5,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	20,9	13,8	-10,1	-11,0	-2,0	8,6	3,1	-8,0	6,2	6,4	0,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	2,4	2,7	0,1	-0,7	0,1	-0,1	0,7	3,4	4,1	3,0	-1,1
Pays en développement à faible revenu	-7,6	-8,0	-15,4	-8,3	-6,0	-8,6	-8,6	-8,9	-9,3	-7,6	-8,4

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	0,5	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,6	0,3	0,4	0,3	0,6
États-Unis	-2,0	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-2,4
Zone euro ¹	2,1	2,3	2,7	3,0	3,2	3,0	2,4	2,2	2,6	2,7	2,7
Allemagne	6,6	7,2	8,6	8,5	7,8	7,8	7,4	6,9	6,8	6,9	6,7
France	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-1,7	-1,4	-0,7
Italie	1,1	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,5	3,7	3,6	3,6
Espagne	2,0	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	0,4	1,4	1,2
Pays-Bas	9,8	8,2	6,3	8,1	10,8	10,8	9,4	7,0	7,9	8,7	8,4
Belgique	1,0	0,8	1,4	0,6	0,7	-0,8	0,3	-0,2	0,0	-0,6	0,0
Autriche	1,9	2,5	1,7	2,7	1,4	1,3	2,8	2,5	1,6	2,0	2,0
Irlande	1,6	1,1	4,4	-4,2	0,5	4,9	-19,9	-2,7	11,1	8,8	6,0
Portugal	1,6	0,2	0,2	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,1	-1,7	-2,1	-1,1
Grèce	-2,6	-2,4	-1,5	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,4	-7,4	-5,1	-3,4
Finlande	-1,8	-1,3	-0,9	-2,0	-0,8	-1,8	-0,3	0,8	-0,1	0,4	1,7
République slovaque	1,9	1,1	-2,1	-2,7	-1,9	-2,2	-2,7	-0,4	-0,9	-1,3	-0,8
Lituanie	0,8	3,2	-2,8	-0,8	0,6	0,3	3,3	8,3	6,7	4,7	-0,1
Slovénie	3,3	5,1	3,8	4,8	6,2	6,0	6,0	7,4	6,4	6,3	3,0
Luxembourg	5,4	5,2	5,1	4,9	4,9	4,8	4,6	4,3	4,7	4,3	4,1
Lettonie	-2,8	-1,6	-0,6	1,6	1,3	-0,3	-0,6	3,0	-1,0	-1,1	-1,8
Estonie	0,3	0,7	1,8	1,2	2,3	0,9	2,0	-0,6	-1,8	-2,0	-3,3
Chypre	-1,5	-4,1	-0,4	-4,2	-5,3	-3,9	-6,3	-11,9	-9,3	-7,4	-3,9
Malte	2,6	8,5	2,7	-0,6	5,6	6,1	5,5	-3,5	-2,4	-0,3	3,3
Japon	0,9	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,3	3,5	3,3	3,2
Royaume-Uni	-4,9	-4,9	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,7	-3,4	-3,4	-2,9
Corée	5,6	5,6	7,2	6,5	4,6	4,5	3,6	4,6	4,5	4,2	4,3
Canada	-3,1	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,8	0,5	0,2	-1,8
Australie	-3,4	-3,1	-4,6	-3,3	-2,6	-2,1	0,7	2,7	3,6	1,3	-0,5
Taiwan, prov. chinoise de	9,7	11,3	13,6	13,1	14,1	11,6	10,6	14,2	15,6	15,2	10,8
Suisse	11,4	8,1	10,3	9,0	7,2	6,7	6,7	3,8	7,2	7,5	7,5
Suède	5,2	4,2	3,3	2,4	3,0	2,6	5,5	5,7	4,8	4,3	3,0
Singapour	15,7	18,0	18,7	17,6	17,3	15,4	14,3	17,6	15,9	15,7	14,9
Hong Kong (RAS)	1,5	1,4	3,3	4,0	4,6	3,7	5,9	6,5	6,0	5,6	4,0
République tchèque	-0,5	0,2	0,4	1,8	1,5	0,4	0,3	3,6	1,6	0,8	0,8
Israël	2,9	4,1	5,2	3,5	3,6	2,8	3,4	5,4	4,5	3,8	3,2
Norvège	10,3	10,8	8,0	4,5	5,5	8,0	2,8	2,0	7,2	7,0	3,2
Danemark	7,8	8,9	8,2	7,8	8,0	7,3	8,8	8,2	7,0	6,8	6,5
Nouvelle-Zélande	-3,2	-3,1	-2,8	-2,1	-2,8	-4,0	-2,9	-0,8	-3,3	-2,5	-3,1
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	39,3	32,7	23,3	26,5	30,8	33,1	33,6	-34,2	-18,5	8,9	31,5
Islande	6,3	4,4	5,6	8,1	4,2	3,5	5,8	0,9	1,0	1,2	2,0
Andorre	...	...	...	...	...	...	18,0	14,3	14,7	15,7	18,2
Saint-Marin	...	...	...	...	-0,1	-1,9	6,3	1,8	1,1	1,0	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,7	-0,6	-0,5	-0,2	0,0	-0,2	-0,2	-0,8	-0,9	-1,0	-0,4
Zone euro ²	2,9	3,0	3,4	3,6	3,6	3,5	3,0	2,7	3,1	3,3	3,3

¹Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.

²Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes*(En pourcentage du PIB)*

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,7	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,6	1,1	0,9	0,0
Bangladesh	1,6	0,8	1,8	1,9	-0,5	-3,5	-1,7	-1,5	-1,1	-1,5	-2,2
Bhoutan	-25,6	-27,1	-27,9	-30,3	-24,0	-19,1	-21,1	-12,2	-8,8	-12,0	2,1
Brunei Darussalam	20,9	31,9	16,7	12,9	16,4	6,9	6,6	4,5	4,6	5,5	13,7
Cambodge	-8,5	-8,6	-8,7	-8,5	-7,9	-11,8	-15,0	-12,1	-21,3	-16,1	-8,2
Chine	1,5	2,2	2,6	1,7	1,5	0,2	0,7	1,8	1,6	1,5	0,5
Fidji	-8,9	-5,8	-3,5	-3,6	-6,7	-8,4	-12,6	-13,4	-15,7	-8,7	-9,7
Îles Marshall	-6,7	2,0	15,6	13,5	5,0	4,0	-25,9	16,2	3,6	0,4	-2,6
Îles Salomon	-3,0	-3,7	-2,7	-3,5	-4,3	-3,1	-9,8	-1,6	-5,8	-14,7	-10,5
Inde	-1,7	-1,3	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,0	-1,4	-2,5
Indonésie	-3,2	-3,1	-2,0	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	-0,3	-1,0	-2,2
Kiribati	-5,5	31,1	32,8	10,8	37,6	38,1	43,9	7,5	15,3	15,8	17,7
Lao, Rép. dém. pop.	-26,5	-23,3	-22,4	-11,0	-11,1	-13,0	-9,1	-4,4	-6,2	-6,9	-6,5
Malaisie	3,4	4,3	3,0	2,4	2,8	2,2	3,5	4,2	3,8	3,7	3,4
Maldives	-4,3	-3,7	-7,5	-23,6	-21,6	-28,4	-26,5	-29,9	-15,9	-13,9	-8,1
Micronésie	-9,9	6,1	4,5	7,2	10,3	21,0	17,0	3,0	1,2	1,1	-5,2
Mongolie	-37,6	-15,8	-8,1	-6,3	-10,1	-16,8	-15,4	-5,1	-8,5	-13,3	-8,4
Myanmar	-1,2	-4,5	-3,5	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,4	-0,8	-1,0	-2,1
Nauru	49,5	25,2	-21,3	2,0	12,7	-4,6	10,6	4,0	3,4	5,8	1,4
Népal	2,9	4,0	4,4	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-8,3	-6,7	-3,8
Palaos	-15,0	-19,6	-9,2	-13,7	-19,6	-15,9	-31,8	-45,5	-59,3	-44,0	-25,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-31,7	13,7	24,5	28,4	28,4	24,4	20,1	13,2	22,2	21,1	17,6
Philippines	4,0	3,6	2,4	-0,4	-0,7	-2,6	-0,8	3,6	0,4	-1,8	-1,8
Samoa	-1,5	-9,1	-2,8	-4,5	-1,9	0,9	3,1	1,0	-13,0	-5,6	-4,2
Sri Lanka	-3,4	-2,5	-2,3	-2,1	-2,6	-3,2	-2,2	-1,3	-3,2	-2,9	-2,4
Thaïlande	-2,1	2,9	6,9	10,5	9,6	5,6	7,0	3,5	-0,5	2,1	3,0
Timor-Leste	171,4	75,6	12,8	-33,0	-17,7	-12,3	6,6	-17,3	-31,9	-44,4	-37,3
Tonga	-9,6	-6,3	-10,1	-6,5	-6,4	-6,3	-0,9	-3,9	-1,3	-8,2	-14,0
Tuvalu	-7,2	-3,7	-70,6	13,9	11,5	53,9	-16,9	3,8	-4,5	-4,6	-3,4
Vanuatu	-3,5	7,8	0,3	3,4	-4,4	12,2	16,0	3,3	-6,9	-8,0	-4,1
Viet Nam	3,6	3,7	-0,9	0,2	-0,6	1,9	3,8	3,7	1,8	3,2	0,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,3	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,1	1,6	1,0	-0,1
Albanie ¹	-9,3	-10,8	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-7,6	-8,9	-8,6	-8,3	-7,9
Bélarus	-10,0	-6,6	-3,3	-3,4	-1,7	0,0	-1,9	-0,4	0,4	-0,7	-1,0
Bosnie-Herzégovine	-5,3	-7,4	-5,1	-4,8	-4,8	-3,4	-3,1	-3,2	-3,9	-3,5	-3,3
Bulgarie	1,3	1,2	0,0	3,1	3,3	0,9	1,8	-0,7	0,5	0,3	0,4
Croatie	-1,1	0,3	3,3	2,2	3,5	1,8	3,0	-0,4	-0,1	-0,8	0,1
Hongrie	3,5	1,2	2,3	4,5	2,0	0,3	-0,5	-0,1	0,6	0,9	0,7
Kosovo	-3,4	-6,9	-8,6	-7,9	-5,4	-7,6	-5,6	-7,1	-7,9	-6,7	-5,2
Macédoine du Nord	-1,6	-0,5	-2,0	-2,9	-1,0	-0,1	-3,3	-3,5	-2,1	-2,1	-2,5
Moldova, Rép. de	-5,2	-6,0	-6,0	-3,5	-5,7	-10,4	-9,3	-6,7	-8,5	-9,6	-7,6
Monténégro	-11,4	-12,4	-11,0	-16,2	-16,1	-17,0	-14,3	-26,0	-21,0	-16,8	-11,6
Pologne	-1,8	-2,6	-0,9	-0,8	-0,4	-1,3	0,5	3,4	2,3	1,6	0,0
Roumanie	-0,9	-0,3	-0,8	-1,6	-3,1	-4,6	-4,9	-5,2	-5,7	-5,5	-4,5
Russie	1,5	2,8	5,0	1,9	2,0	7,0	3,9	2,4	5,7	4,4	2,9
Serbie	-5,7	-5,6	-3,5	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,3	-4,1	-4,4	-4,6
Turquie	-5,8	-4,1	-3,2	-3,1	-4,8	-2,8	0,9	-5,2	-2,4	-1,6	-1,9
Ukraine ¹	-9,2	-3,9	1,7	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	4,0	-0,7	-2,4	-4,0
Amérique latine et Caraïbes	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-0,6	-1,0	-1,9
Antigua-et-Barbuda	...	0,3	2,2	-2,4	-7,8	-14,5	-6,6	-8,0	-10,3	-9,9	-7,3
Argentine	-2,1	-1,6	-2,7	-2,7	-4,8	-5,2	-0,8	0,9	1,0	0,8	0,9
Aruba	-12,0	-4,8	3,9	4,6	1,0	-0,5	2,5	-13,1	-7,0	-4,7	2,8
Bahamas	-14,4	-19,7	-13,5	-8,8	-12,7	-8,7	4,0	-18,1	-20,9	-15,8	-7,8
Barbade	-8,4	-9,2	-6,1	-4,3	-3,8	-4,0	-3,1	-7,3	-12,7	-8,4	-3,4
Belize	-4,6	-8,1	-10,1	-9,1	-8,5	-7,9	-9,3	-7,5	-8,2	-8,2	-8,1
Bolivie	3,4	1,7	-5,8	-5,6	-5,0	-4,5	-3,4	-0,5	-2,2	-2,8	-4,0
Brésil	-3,2	-4,1	-3,0	-1,4	-1,1	-2,7	-3,5	-1,8	-0,5	-1,7	-3,3
Chili	-4,8	-2,0	-2,4	-2,0	-2,3	-3,9	-3,7	1,4	-2,5	-2,2	-2,0
Colombie	-3,3	-5,3	-6,6	-4,5	-3,4	-4,1	-4,5	-3,4	-4,4	-4,0	-3,9

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Amérique latine et Caraïbes (suite)	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-0,6	-1,0	-1,9
Costa Rica	-4,8	-4,7	-3,4	-2,1	-3,6	-3,2	-2,1	-2,2	-3,0	-2,7	-2,5
Dominique	...	-5,4	-4,7	-7,7	-8,6	-42,4	-37,9	-24,5	-35,5	-24,9	-16,5
El Salvador	-6,9	-5,4	-3,2	-2,3	-1,9	-3,3	-0,6	0,5	-2,8	-2,9	-3,6
Équateur	-1,0	-0,7	-2,2	1,1	-0,2	-1,2	-0,1	2,5	1,7	1,7	2,0
Grenade	...	-11,6	-12,5	-11,0	-14,4	-15,5	-17,0	-22,2	-22,8	-20,6	-9,9
Guatemala	-4,2	-3,3	-1,2	1,0	1,1	0,9	2,3	5,5	4,3	3,0	1,5
Guyana	-9,9	-6,7	-3,4	1,5	-4,9	-29,0	-54,4	-14,5	-16,8	13,8	15,4
Haïti	-3,8	-5,0	-1,8	-1,9	-2,2	-2,9	-1,2	3,4	-0,3	0,2	-0,2
Honduras	-9,5	-6,9	-4,7	-3,1	-1,2	-5,7	-1,4	3,0	-3,0	-3,2	-4,0
Jamaïque	-9,5	-8,0	-3,0	-0,3	-2,7	-1,6	-2,3	-0,1	-1,6	-3,7	-3,1
Mexique	-2,5	-1,9	-2,7	-2,3	-1,8	-2,1	-0,3	2,4	0,0	-0,3	-1,0
Nicaragua	-12,6	-8,0	-9,9	-8,5	-7,2	-1,8	6,0	7,6	4,1	4,0	0,7
Panama	-9,0	-13,4	-9,0	-7,8	-5,9	-7,6	-5,0	2,3	-3,7	-3,5	-2,6
Paraguay	1,6	-0,1	-0,4	3,6	3,0	0,1	-1,1	2,2	3,5	2,1	0,4
Pérou	-5,1	-4,5	-5,0	-2,6	-1,3	-1,7	-0,9	0,8	0,4	0,1	-1,6
République dominicaine	-4,1	-3,2	-1,8	-1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-2,0	-2,0	-2,0	-2,0
Saint-Kitts-et-Nevis	...	0,1	-8,3	-12,3	-10,5	-5,4	-4,8	-14,5	-11,3	-7,3	-5,7
Saint-Vincent-et-les Grenadines	...	-26,1	-15,3	-13,9	-11,6	-12,1	-9,7	-16,0	-21,5	-13,4	-9,5
Sainte-Lucie	...	-2,5	0,0	-6,5	-1,0	2,2	6,1	-13,2	-13,5	-9,1	0,9
Suriname	-3,6	-7,4	-15,3	-4,8	1,9	-3,0	-11,3	9,0	3,4	-1,7	-1,6
Trinité-et-Tobago	20,4	15,0	8,2	-3,5	6,3	6,9	4,4	0,1	13,2	18,8	13,3
Uruguay	-3,2	-3,0	-0,3	0,7	0,0	-0,5	1,3	-0,7	-1,3	-0,3	-2,0
Venezuela	1,8	2,4	-5,0	-1,4	6,1	8,8	7,8	-4,3	0,3	-0,7	...
Moyen-Orient et Asie centrale	8,6	5,0	-4,0	-4,2	-1,2	2,7	0,5	-2,4	1,7	1,5	-0,2
Afghanistan ¹	1,4	6,5	3,7	9,0	7,6	12,2	11,7	11,2	...	...	...
Algérie	0,4	-4,4	-16,4	-16,5	-13,1	-9,6	-9,9	-12,7	-7,6	-5,5	-6,2
Arabie saoudite	18,1	9,8	-8,7	-3,7	1,5	9,2	4,8	-2,8	3,9	3,8	-1,4
Arménie	-7,3	-7,8	-2,7	-1,0	-1,5	-7,0	-7,4	-3,8	-2,9	-4,0	-5,7
Azerbaïdjan	16,6	13,9	-0,4	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,5	7,8	7,7	4,3
Bahreïn	7,4	4,6	-2,4	-4,6	-4,1	-6,5	-2,1	-9,3	-2,9	-2,9	-4,3
Cisjordanie et Gaza	-14,8	-13,6	-13,9	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-6,9	-9,5	-10,1	-9,7
Djibouti	-30,8	23,9	29,2	-1,0	-4,8	14,2	16,9	10,7	-4,7	-3,0	1,6
Égypte	-2,2	-0,9	-3,7	-6,0	-6,1	-2,4	-3,6	-3,1	-3,9	-3,7	-2,6
Émirats arabes unis	18,8	13,5	4,9	3,7	7,1	9,6	8,5	3,1	9,7	9,4	8,3
Géorgie	-5,6	-10,2	-11,8	-12,5	-8,1	-6,8	-5,5	-12,5	-10,0	-7,6	-5,5
Iran	5,8	2,8	0,4	3,2	3,3	5,9	0,6	-0,1	1,3	1,0	1,0
Iraq	1,1	2,6	-6,4	-7,5	-4,7	4,3	0,5	-10,8	6,2	4,0	-3,1
Jordanie	-10,2	-7,1	-9,0	-9,7	-10,6	-6,9	-2,1	-8,0	-8,9	-4,4	-2,0
Kazakhstan	0,8	2,8	-3,3	-5,9	-3,1	-0,1	-4,0	-3,7	-0,9	-1,4	-3,2
Koweït	40,3	33,4	3,5	-4,6	8,0	14,4	16,3	16,7	15,5	13,3	8,7
Liban ¹	-28,0	-28,8	-19,8	-23,4	-26,3	-28,4	-27,6	-17,8	...	...	...
Libye ¹	0,0	-78,4	-54,3	-24,6	7,9	1,8	1,1	-12,2	19,2	15,4	18,4
Maroc	-7,4	-6,0	-2,1	-4,1	-3,4	-5,3	-3,7	-1,5	-3,1	-3,3	-3,4
Mauritanie	-17,2	-22,2	-15,5	-11,0	-10,0	-13,3	-10,5	-7,6	-7,1	-8,9	-4,6
Oman	6,6	5,2	-15,9	-19,1	-15,6	-5,4	-5,5	-13,7	-5,8	-0,9	-0,3
Ouzbékistan	1,8	2,6	1,0	0,2	2,4	-6,8	-5,6	-5,0	-6,0	-5,6	-4,8
Pakistan	-1,1	-1,3	-1,0	-1,8	-4,0	-6,1	-4,9	-1,7	-0,6	-3,1	-2,8
Qatar	30,4	24,0	8,5	-5,5	4,0	9,1	2,4	-2,4	8,2	11,6	8,6
République kirghize	-13,9	-17,0	-15,9	-11,6	-6,2	-12,1	-12,1	4,5	-7,7	-7,6	-6,4
Somalie	-13,6	-8,3	-8,3	-9,3	-9,7	-7,6	-13,1	-17,2	-17,2	-15,6	-7,4
Soudan	-11,0	-5,8	-8,5	-6,5	-9,6	-14,0	-15,6	-17,5	-10,1	-9,4	-7,6
Syrie ²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-10,4	-3,4	-6,1	-4,2	2,2	-5,0	-2,3	4,2	1,9	-1,9	-1,7
Tunisie	-9,7	-9,8	-9,7	-9,3	-10,3	-11,1	-8,4	-6,8	-7,3	-8,4	-7,4
Turkménistan	-6,8	-6,6	-15,7	-24,2	-14,5	4,3	1,1	-2,6	0,6	-1,2	-5,3
Yémen	-3,1	-0,7	-6,2	-2,8	-1,4	-0,8	-3,9	-5,9	-8,8	-9,7	-9,7

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Afrique subsaharienne	-2,2	-3,5	-5,7	-3,5	-2,1	-2,4	-3,4	-3,0	-2,2	-2,7	-2,7
Angola	6,1	-2,6	-8,8	-3,1	-0,5	7,3	6,1	1,5	7,3	5,7	1,6
Afrique du Sud	-5,3	-4,7	-4,2	-2,6	-2,3	-3,2	-2,7	2,0	2,9	-0,9	-2,4
Bénin	-5,4	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-3,9	-4,0	-4,3	-4,8
Botswana	4,5	10,9	2,2	8,0	5,8	0,7	-8,4	-10,6	-4,0	-1,9	4,2
Burkina Faso	-10,0	-7,2	-7,6	-6,1	-5,0	-4,1	-3,3	-0,1	-2,5	-4,1	-4,5
Burundi	-20,6	-15,6	-11,5	-11,1	-11,7	-11,4	-11,6	-10,4	-15,4	-14,4	-13,1
Cabo Verde	-4,9	-9,1	-3,2	-3,8	-7,8	-5,2	-0,4	-15,9	-13,2	-8,7	-2,8
Cameroun	-3,5	-4,0	-3,8	-3,2	-2,7	-3,6	-4,3	-3,7	-2,8	-2,2	-2,7
Comores	-4,0	-3,8	-0,3	-4,4	-2,1	-2,9	-3,3	-1,7	-4,1	-7,6	-6,9
Congo, Rép. dém. du	-9,5	-4,8	-3,9	-4,1	-3,3	-3,5	-3,2	-2,2	-2,1	-1,8	-1,3
Congo, Rép. du	10,8	1,0	-39,0	-48,7	-6,0	-0,1	0,4	-0,1	12,1	6,3	-5,2
Côte d'Ivoire	-1,0	1,0	-0,4	-0,9	-2,0	-3,9	-2,3	-3,5	-3,8	-3,4	-3,3
Érythrée	2,3	17,3	20,8	15,3	24,0	15,4	12,1	10,9	12,4	12,7	10,1
Eswatini	10,8	11,6	13,0	7,9	6,2	1,3	4,3	6,7	1,4	-0,7	0,6
Éthiopie ¹	-5,9	-7,9	-11,5	-10,9	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-2,9	...	...
Gabon	7,3	7,6	-5,6	-11,1	-8,7	-2,1	-0,9	-6,0	-3,8	-2,0	-2,4
Gambie	-6,7	-7,3	-9,9	-9,2	-7,4	-9,5	-6,1	-3,6	-12,7	-13,3	-6,6
Ghana	-9,0	-6,8	-5,7	-5,1	-3,3	-3,0	-2,7	-3,1	-2,2	-3,5	-4,1
Guinée	-12,5	-14,4	-12,5	-30,7	-6,7	-19,5	-11,5	-13,7	-8,5	-11,2	-7,8
Guinée-Bissau	-4,3	0,5	1,8	1,4	0,3	-3,6	-8,8	-8,3	-5,5	-5,0	-3,9
Guinée équatoriale	-2,4	-4,3	-16,4	-13,0	-5,8	-5,3	-6,1	-6,3	-4,2	-5,2	-17,4
Kenya	-7,8	-9,3	-6,3	-5,4	-6,9	-5,5	-5,5	-4,4	-5,0	-5,1	-5,0
Lesotho	-5,3	-5,2	-4,0	-6,7	-2,6	-1,4	-2,2	-2,1	-13,3	-9,6	-4,4
Libéria	-8,9	-34,7	-28,1	-22,9	-22,0	-21,5	-19,4	-17,5	-16,6	-20,5	-18,7
Madagascar	-6,5	-0,3	-1,6	0,5	-0,4	0,7	-2,3	-5,3	-5,8	-4,6	-3,4
Malawi	-5,9	-5,8	-12,2	-13,1	-17,8	-14,4	-11,9	-14,2	-15,8	-15,1	-14,3
Mali	-2,9	-4,7	-5,3	-7,2	-7,3	-4,9	-7,5	-0,2	-5,3	-5,0	-7,1
Maurice	-6,2	-5,4	-3,6	-4,0	-4,6	-3,9	-5,4	-12,6	-18,6	-8,9	-4,3
Mozambique	-40,5	-36,3	-37,4	-32,2	-19,6	-30,3	-19,6	-27,2	-34,0	-23,0	-26,9
Namibie	-8,2	-9,4	-13,6	-16,5	-4,4	-3,4	-1,8	2,4	-7,3	-3,9	-0,4
Niger	-11,3	-12,1	-15,3	-11,4	-11,4	-12,6	-12,6	-13,5	-15,4	-16,1	-8,7
Nigéria	3,7	0,2	-3,1	1,3	3,4	1,5	-3,3	-4,0	-3,2	-2,2	-0,8
Ouganda	-5,7	-6,5	-6,1	-2,8	-4,8	-5,7	-6,4	-9,6	-8,9	-7,3	-10,2
République centrafricaine	-2,9	-13,3	-9,1	-5,3	-7,8	-8,0	-4,9	-8,6	-6,9	-6,1	-5,6
Rwanda	-7,5	-11,4	-12,7	-15,3	-9,3	-10,1	-12,1	-12,2	-13,4	-12,2	-6,8
Sao Tomé-et-Principe	-14,5	-20,7	-12,0	-6,1	-13,2	-12,3	-12,1	-14,1	-11,3	-7,5	-5,7
Sénégal	-8,3	-7,0	-5,7	-4,2	-7,3	-8,8	-8,1	-10,2	-12,2	-11,6	-4,2
Seychelles	-11,9	-23,1	-18,6	-20,6	-19,6	-18,9	-16,1	-29,5	-28,9	-24,1	-15,6
Sierra Leone	-15,0	-9,4	-23,6	-9,4	-21,8	-18,6	-22,2	-16,7	-15,9	-14,3	-10,4
Soudan du Sud	-3,9	-1,2	1,7	16,8	4,8	7,3	2,1	-5,8	-19,7	0,8	-4,2
Tanzanie	-10,7	-9,8	-7,7	-4,2	-2,6	-3,1	-2,5	-1,8	-3,2	-3,8	-2,6
Tchad	-9,1	-8,9	-13,8	-10,4	-7,1	-1,4	-4,8	-8,1	-5,2	-4,7	-3,4
Togo	-9,0	-6,8	-7,6	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-1,5	-2,7	-2,7	-1,6
Zambie	-0,8	2,1	-2,7	-3,3	-1,7	-1,3	0,6	10,4	13,5	14,9	13,2
Zimbabwe ¹	-13,9	-12,0	-8,0	-3,4	-1,2	-5,9	4,7	5,8	4,9	3,8	-2,2

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, à l'Éthiopie, au Liban, à la Libye, à l'Ukraine et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Pays avancés										
Solde du compte financier	249,5	300,7	343,7	427,7	448,6	403,8	199,9	16,4	282,6	232,1
Investissements directs nets	175,5	241,8	1,0	-313,7	324,5	-49,6	-86,6	47,4	7,4	103,3
Investissements de portefeuille nets	-552,2	55,9	180,7	482,1	6,4	439,0	136,1	286,4	-31,2	-38,9
Dérivés financiers nets	74,7	2,0	-85,7	35,9	21,9	51,8	29,2	109,6	44,5	53,6
Autres investissements nets	398,4	-139,0	21,3	44,3	-149,9	-165,0	54,9	-767,5	-90,8	-56,4
Variation des réserves	153,2	140,0	226,6	178,5	244,7	127,5	66,2	340,2	352,0	170,0
États-Unis										
Solde du compte financier	-400,1	-297,1	-333,1	-363,6	-344,6	-348,4	-480,4	-653,0	-777,2	-870,3
Investissements directs nets	104,7	135,7	-209,4	-174,6	28,6	-344,3	-180,0	100,4	-78,0	-108,3
Investissements de portefeuille nets	-30,7	-114,9	-53,5	-195,0	-221,4	32,2	-190,6	-490,1	-237,4	-327,1
Dérivés financiers nets	2,2	-54,3	-27,0	7,8	24,0	-20,4	-41,7	-5,8	-10,7	-11,9
Autres investissements nets	-473,2	-259,9	-37,0	-4,0	-174,1	-20,8	-72,7	-266,4	-449,0	-422,9
Variation des réserves	-3,1	-3,6	-6,3	2,1	-1,7	5,0	4,7	9,0	-2,1	0,0
Zone euro										
Solde du compte financier	379,1	368,7	319,2	308,8	387,6	358,6	224,2	292,9	...	...
Investissements directs nets	9,9	88,6	281,1	119,7	49,0	162,0	-106,8	-207,2	...	...
Investissements de portefeuille nets	-65,8	84,4	91,4	542,2	405,5	244,3	-46,7	690,3	...	...
Dérivés financiers nets	2,0	49,7	126,3	13,4	25,9	47,1	1,2	0,6	...	...
Autres investissements nets	424,8	141,4	-191,5	-383,6	-91,4	-124,5	373,0	-205,8	...	...
Variation des réserves	8,3	4,6	11,8	17,1	-1,4	29,6	3,6	15,1	...	...
Allemagne										
Solde du compte financier	300,2	319,3	260,1	289,0	312,5	291,3	228,2	263,8	287,6	316,7
Investissements directs nets	26,8	87,3	68,5	48,0	37,9	24,2	85,2	-0,7	39,2	47,1
Investissements de portefeuille nets	210,0	179,9	210,5	220,0	229,6	181,5	82,2	48,8	113,9	99,1
Dérivés financiers nets	31,7	51,2	33,7	31,7	12,6	26,6	27,5	113,1	43,0	36,3
Autres investissements nets	30,6	4,3	-50,2	-12,5	33,9	58,5	33,9	102,6	91,5	134,2
Variation des réserves	1,1	-3,4	-2,5	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	0,0	0,0
France										
Solde du compte financier	-19,2	-10,3	-0,8	-18,6	-36,1	-28,4	-21,9	-59,9	-46,5	-41,9
Investissements directs nets	-13,9	47,1	7,8	41,7	11,1	60,2	5,4	41,0	37,1	34,9
Investissements de portefeuille nets	-79,2	-23,8	43,2	0,2	30,2	19,3	-76,9	-41,5	-22,1	-13,7
Dérivés financiers nets	-22,3	-31,7	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	-18,5	-13,4
Autres investissements nets	98,1	-2,9	-74,2	-45,4	-72,6	-89,7	42,3	-36,8	-75,6	-55,0
Variation des réserves	-1,9	1,0	8,0	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	32,6	5,4
Italie										
Solde du compte financier	32,4	73,0	43,1	36,2	53,8	31,5	52,1	56,0	81,7	95,0
Investissements directs nets	0,9	3,1	2,0	-12,3	0,5	-4,9	1,6	10,7	-15,1	-16,2
Investissements de portefeuille nets	-5,1	-2,2	105,7	154,8	95,0	142,0	-59,2	125,2	-75,6	-44,1
Dérivés financiers nets	4,0	-1,9	1,2	-3,6	-8,2	-3,2	2,8	-3,3	-1,5	-0,5
Autres investissements nets	30,5	75,2	-66,5	-101,4	-36,5	-105,5	103,2	-81,2	153,2	155,8
Variation des réserves	2,0	-1,3	0,6	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	20,7	0,0
Espagne										
Solde du compte financier	41,2	22,8	31,8	39,2	40,0	39,3	27,9	19,7	28,8	45,2
Investissements directs nets	-14,1	14,2	33,4	12,4	14,1	-15,8	11,2	17,9	20,0	20,9
Investissements de portefeuille nets	-85,0	-8,8	12,0	64,9	37,1	28,3	-56,8	91,6	46,0	37,4
Dérivés financiers nets	1,4	1,3	4,2	2,8	8,7	-0,9	-9,3	-4,9	0,0	0,0
Autres investissements nets	138,0	10,9	-23,3	-50,1	-24,0	25,1	82,0	-84,4	-50,5	-13,1
Variation des réserves	0,9	5,2	5,5	9,1	4,1	2,6	0,8	-0,4	13,2	0,0

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Japon										
Solde du compte financier	-4,3	58,9	180,9	266,5	168,3	183,9	228,5	144,2	173,3	175,2
Investissements directs nets	144,6	118,7	133,3	137,5	155,0	134,6	219,1	105,1	152,4	163,3
Investissements de portefeuille nets	-280,4	-42,3	131,5	276,3	-50,6	92,2	87,4	37,0	-3,4	-25,1
Dérivés financiers nets	58,1	34,0	17,7	-16,1	30,4	0,9	3,2	8,4	8,4	8,4
Autres investissements nets	34,6	-60,0	-106,7	-125,6	10,0	-67,9	-106,7	-17,2	-37,7	17,0
Variation des réserves	38,7	8,5	5,1	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	53,6	11,5
Royaume-Uni										
Solde du compte financier	-127,4	-141,6	-158,2	-163,3	-87,5	-113,5	-105,8	-122,5	-107,5	-119,4
Investissements directs nets	-11,2	-176,1	-106,0	-297,4	46,1	-23,9	-51,6	-53,2	31,1	27,5
Investissements de portefeuille nets	-284,6	15,9	-230,1	-203,8	-126,2	-359,8	42,1	14,7	-168,6	-186,7
Dérivés financiers nets	63,4	31,2	-128,6	29,3	13,3	11,2	11,3	37,9	5,5	6,1
Autres investissements nets	97,2	-24,4	274,3	299,8	-29,4	234,2	-106,6	-118,7	13,1	21,0
Variation des réserves	7,8	11,7	32,2	8,8	8,8	24,8	-1,1	-3,3	11,5	12,8
Canada										
Solde du compte financier	-57,2	-43,1	-51,8	-45,4	-44,2	-35,0	-38,6	-27,8	8,3	7,1
Investissements directs nets	-12,0	1,3	23,6	33,5	53,4	19,2	31,1	22,3	1,3	51,9
Investissements de portefeuille nets	-34,8	-32,8	-36,2	-103,6	-74,9	3,5	-2,4	-61,1	-98,2	7,3
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-15,2	-16,9	-47,8	19,1	-23,5	-56,1	-65,9	11,7	105,3	-52,1
Variation des réserves	4,7	5,3	8,6	5,6	0,8	-1,5	-1,3	-0,7	0,0	0,0
Autres pays avancés¹										
Solde du compte financier	376,0	297,6	295,3	325,4	306,7	339,7	320,1	368,8	513,2	494,9
Investissements directs nets	31,2	-6,1	-102,5	-81,0	-163,2	15,2	-73,1	-2,2	-65,0	-33,8
Investissements de portefeuille nets	141,0	174,0	324,7	247,6	151,3	368,5	305,1	270,0	294,0	295,7
Dérivés financiers nets	-33,5	-22,3	-11,9	3,4	-5,5	32,1	23,0	7,2	12,8	19,1
Autres investissements nets	136,2	40,5	-90,8	4,6	109,9	-125,5	34,5	-213,4	66,1	81,5
Variation des réserves	101,3	111,5	176,0	150,2	213,1	49,5	30,7	307,0	204,6	131,8
Pays émergents et pays en développement										
Solde du compte financier	-30,0	16,0	-304,3	-412,8	-260,2	-252,9	-144,4	67,8	394,4	298,4
Investissements directs nets	-483,0	-428,3	-346,1	-258,7	-312,4	-375,3	-359,4	-341,5	-401,3	-433,0
Investissements de portefeuille nets	-147,7	-88,8	130,0	-56,0	-207,7	-99,2	-55,4	-6,4	-92,2	-165,6
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	60,5	408,3	471,6	385,1	85,4	97,6	96,6	308,0	161,6	323,3
Variation des réserves	544,4	96,0	-579,6	-483,7	177,2	127,0	170,0	76,3	715,4	554,2

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Par région										
Pays émergents et pays en développement d'Asie										
Solde du compte financier	27,7	153,6	72,1	-27,4	-57,7	-260,5	-53,0	166,2	248,1	236,7
Investissements directs nets	-271,2	-201,6	-139,6	-26,2	-108,5	-169,8	-144,8	-167,7	-188,7	-202,2
Investissements de portefeuille nets	-64,5	-125,2	81,7	31,1	-70,1	-99,5	-73,5	-96,9	-118,4	-184,1
Dérivés financiers nets	-2,0	0,7	0,7	-4,6	2,3	4,7	-2,6	16,0	11,1	11,3
Autres investissements nets	-83,4	281,6	460,4	357,7	-79,9	-17,3	70,8	247,4	115,3	221,4
Variation des réserves	447,9	197,4	-330,7	-384,7	198,8	21,9	97,7	166,6	427,2	388,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe										
Solde du compte financier	-66,8	-29,1	65,4	5,6	-19,6	99,3	63,1	19,4	104,5	76,3
Investissements directs nets	-15,4	0,5	-22,0	-45,4	-28,8	-26,0	-51,0	-29,4	-38,8	-48,8
Investissements de portefeuille nets	-38,0	23,2	54,9	-7,7	-34,4	13,3	-2,6	16,0	-1,4	-1,5
Dérivés financiers nets	-0,9	5,8	5,0	0,4	-2,5	-2,8	1,6	-0,1	1,6	7,9
Autres investissements nets	-4,6	64,0	35,5	22,7	30,0	67,3	21,8	36,1	29,6	59,2
Variation des réserves	-7,6	-122,7	-7,9	35,6	16,2	47,6	93,3	-3,1	113,6	59,6
Amérique latine et Caraïbes										
Solde du compte financier	-197,5	-193,0	-192,0	-105,4	-108,9	-160,9	-122,9	-3,2	-25,4	-47,7
Investissements directs nets	-151,4	-136,4	-136,1	-125,0	-121,3	-149,5	-115,0	-92,3	-121,7	-128,3
Investissements de portefeuille nets	-100,0	-107,9	-46,8	-49,8	-38,0	-13,8	3,4	4,2	19,7	2,3
Dérivés financiers nets	1,8	6,8	1,4	-2,9	3,9	4,1	4,9	5,7	8,0	8,4
Autres investissements nets	39,6	4,7	18,1	51,2	29,1	-15,6	16,5	67,9	14,6	42,4
Variation des réserves	12,5	39,8	-28,6	21,0	17,1	13,7	-32,7	11,2	53,9	27,5
Moyen-Orient et Asie centrale										
Solde du compte financier	261,7	162,5	-182,2	-219,9	-29,0	110,6	24,5	-84,5	95,6	77,2
Investissements directs nets	-22,8	-42,7	-10,7	-29,1	-16,4	-8,7	-20,1	-25,4	-28,1	-24,4
Investissements de portefeuille nets	76,3	129,7	61,8	-12,2	-41,1	5,2	26,3	60,1	18,3	27,6
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	119,0	68,2	-50,7	-36,3	106,1	82,7	12,4	-39,2	11,5	5,4
Variation des réserves	91,6	-9,6	-196,3	-150,6	-70,8	39,3	5,3	-89,3	104,7	78,7
Afrique subsaharienne										
Solde du compte financier	-55,0	-78,0	-67,7	-65,8	-45,1	-41,3	-56,1	-30,1	-28,4	-44,1
Investissements directs nets	-22,2	-48,2	-37,7	-33,0	-37,3	-21,3	-28,4	-26,7	-24,2	-29,3
Investissements de portefeuille nets	-21,4	-8,6	-21,5	-17,5	-24,0	-4,4	-9,1	10,1	-10,5	-9,9
Dérivés financiers nets	-0,8	-1,5	-0,3	0,9	0,3	-0,6	0,3	0,7	0,7	0,8
Autres investissements nets	-10,1	-10,2	8,3	-10,2	0,1	-19,5	-24,9	-4,1	-9,4	-5,1
Variation des réserves	0,0	-9,0	-16,1	-5,0	15,8	4,6	6,3	-9,1	16,0	0,2

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles										
Solde du compte financier	308,3	186,7	-178,5	-180,8	19,3	179,4	68,1	-53,3	117,8	117,1
Investissements directs nets	-2,5	-28,5	-9,7	-17,4	10,3	15,1	-4,9	-11,8	-14,5	-7,7
Investissements de portefeuille nets	76,6	137,7	67,7	-10,0	-35,6	6,5	24,9	57,0	43,0	38,6
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	156,8	94,9	-17,0	2,3	116,9	112,5	36,2	-14,4	-5,2	35,5
Variation des réserves	79,5	-34,6	-233,5	-164,3	-65,9	52,9	10,8	-94,0	104,6	59,9
Autres produits										
Solde du compte financier	-338,3	-170,6	-125,8	-232,1	-279,6	-432,3	-212,4	121,2	276,6	181,3
Investissements directs nets	-480,5	-399,8	-336,4	-241,3	-322,7	-390,3	-354,4	-329,7	-386,8	-425,3
Investissements de portefeuille nets	-224,3	-226,4	62,3	-46,1	-172,1	-105,7	-80,3	-63,4	-135,2	-204,2
Dérivés financiers nets	-1,9	11,8	6,8	-6,1	4,0	5,4	4,2	22,4	21,5	28,4
Autres investissements nets	-96,3	313,4	488,6	382,8	-31,5	-14,9	60,4	322,4	166,8	287,8
Variation des réserves	464,9	130,6	-346,1	-319,4	243,1	74,2	159,3	170,3	610,8	494,3
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Solde du compte financier	-410,2	-366,7	-310,6	-273,4	-318,0	-369,6	-288,2	-79,0	-114,0	-187,3
Investissements directs nets	-263,7	-274,9	-283,4	-295,7	-275,6	-316,4	-298,7	-245,4	-286,7	-316,9
Investissements de portefeuille nets	-180,8	-200,1	-40,6	-58,6	-118,7	-20,3	-25,9	-32,6	-53,8	-87,6
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-43,0	-8,5	35,8	19,9	-13,3	-37,1	-67,1	49,4	-25,1	57,1
Variation des réserves	79,0	107,8	-20,3	75,4	86,4	4,4	105,4	142,0	243,5	145,2
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020										
Solde du compte financier	-52,8	-44,8	-65,7	-76,2	-47,2	-39,3	-46,3	-22,9	-17,9	-31,8
Investissements directs nets	-14,7	-23,6	-37,4	-30,0	-21,9	-26,2	-29,9	-21,9	-22,0	-27,0
Investissements de portefeuille nets	-11,7	-4,4	1,0	-9,0	-28,9	-16,3	-12,5	10,3	-21,6	-8,4
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-25,5	-6,0	-24,4	-37,0	5,4	-1,0	0,9	6,7	20,1	-7,8
Variation des réserves	-0,7	-10,5	-4,5	0,1	-1,4	4,6	-4,4	-17,3	6,4	12,6
<i>Pour mémoire</i>										
Monde										
Solde du compte financier	219,5	316,7	39,4	14,9	188,4	150,9	55,5	84,2	677,0	530,6

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003-12	2007-14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023-26
Pays avancés											
Capacité/besoin de financement	-0,6	-0,2	0,6	0,8	1,0	0,7	0,6	0,3	0,5	0,4	0,5
Solde du compte courant	-0,6	-0,2	0,6	0,8	1,0	0,8	0,6	0,3	0,4	0,3	0,5
Épargne	21,7	21,5	23,0	22,6	23,3	23,4	23,4	23,0	23,6	24,0	24,0
Investissement	22,3	21,7	21,8	21,6	22,1	22,3	22,6	22,3	22,4	23,1	23,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis											
Capacité/besoin de financement	-4,3	-3,1	-2,3	-2,2	-1,8	-2,2	-2,2	-3,0	-3,5	-3,5	-2,8
Solde du compte courant	-4,2	-3,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-2,8
Épargne	16,8	16,9	20,2	18,9	19,5	19,6	19,4	19,2	19,1	20,2	20,7
Investissement	21,0	20,0	21,2	20,6	20,8	21,1	21,4	21,2	21,1	22,4	22,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Zone euro											
Capacité/besoin de financement	0,0	0,4	2,9	3,1	3,0	2,7	2,1	2,1	...	...	...
Solde du compte courant	-0,1	0,3	2,7	3,0	3,2	3,0	2,4	2,2	2,6	2,7	2,8
Épargne	22,7	22,6	23,8	24,3	24,9	25,4	25,8	24,6	25,6	25,8	25,9
Investissement	22,0	21,3	20,4	20,7	21,3	21,9	22,8	21,9	22,4	22,5	22,6
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	...	...	...
Allemagne											
Capacité/besoin de financement	5,4	6,4	8,6	8,6	7,7	7,9	7,4	6,8	6,8	6,9	6,9
Solde du compte courant	5,4	6,4	8,6	8,5	7,8	7,8	7,4	6,9	6,8	6,9	6,9
Épargne	25,7	26,8	28,3	28,5	28,8	29,7	29,6	28,1	29,1	29,1	29,2
Investissement	20,3	20,4	19,7	20,0	21,0	21,9	22,1	21,1	22,3	22,2	22,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
France											
Capacité/besoin de financement	-0,2	-0,7	-0,4	-0,4	-0,8	-0,7	-0,2	-1,8	-1,6	-1,3	-0,8
Solde du compte courant	-0,2	-0,7	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-1,7	-1,4	-0,9
Épargne	22,4	22,1	22,3	22,1	22,7	23,0	24,1	21,8	24,0	23,7	23,4
Investissement	22,6	22,8	22,7	22,6	23,4	23,9	24,4	23,7	25,7	25,2	24,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Italie											
Capacité/besoin de financement	-1,5	-1,1	1,8	2,4	2,6	2,5	3,1	3,5	3,9	4,2	4,3
Solde du compte courant	-1,6	-1,2	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,5	3,7	3,6	3,6
Épargne	19,2	18,4	18,5	20,2	20,6	21,0	21,2	21,0	23,2	23,4	23,7
Investissement	20,8	19,5	17,1	17,6	18,1	18,5	18,0	17,5	19,5	19,8	20,2
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,4	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,6	0,7
Espagne											
Capacité/besoin de financement	-4,9	-2,7	2,7	3,4	3,0	2,4	2,5	1,1	2,0	2,9	2,1
Solde du compte courant	-5,4	-3,1	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	0,4	1,4	1,3
Épargne	20,5	19,2	21,0	21,9	22,2	22,4	23,0	21,4	21,5	23,3	23,3
Investissement	25,9	22,3	19,0	18,8	19,4	20,5	20,9	20,7	21,1	21,9	22,1
Solde du compte de capital	0,5	0,4	0,6	0,2	0,2	0,5	0,3	0,4	1,6	1,5	0,8
Japon											
Capacité/besoin de financement	3,0	2,3	3,0	3,8	4,1	3,5	3,4	3,2	3,4	3,3	3,2
Solde du compte courant	3,1	2,3	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,3	3,5	3,3	3,2
Épargne	27,9	26,6	28,2	28,8	29,3	29,1	29,3	28,8	29,0	28,7	28,1
Investissement	24,8	24,2	25,2	24,8	25,2	25,6	25,8	25,6	25,5	25,3	24,9
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Royaume-Uni											
Capacité/besoin de financement	-2,8	-3,6	-5,1	-5,5	-3,8	-3,8	-3,1	-3,8	-3,5	-3,5	-3,1
Solde du compte courant	-2,8	-3,6	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,7	-3,4	-3,4	-3,0
Épargne	14,1	12,9	12,7	12,4	14,4	14,1	15,2	13,5	13,7	15,8	14,5
Investissement	16,9	16,5	17,7	17,8	18,2	17,8	18,3	17,2	17,1	19,2	17,5
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003–12	2007–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023–26
Canada											
Capacité/besoin de financement	-0,5	-2,1	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,8	0,5	0,2	-1,3
Solde du compte courant	-0,5	-2,2	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,8	0,5	0,2	-1,3
Épargne	22,6	21,9	20,3	19,7	20,7	20,9	20,9	20,3	24,6	25,1	24,1
Investissement	23,1	24,0	23,8	22,8	23,6	23,2	23,0	22,1	24,1	24,9	25,4
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays avancés¹											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,1	5,1	5,1	4,8	4,7	4,9	5,6	6,1	5,6	4,9
Solde du compte courant	4,0	4,2	5,5	5,1	4,8	4,5	4,9	5,6	6,1	5,6	4,9
Épargne	30,4	30,5	31,0	30,4	30,8	30,3	30,3	31,6	32,4	32,0	31,3
Investissement	26,1	26,1	25,2	25,2	25,7	25,7	25,3	25,6	25,7	25,9	25,9
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	-0,4	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Pays émergents et pays en développement											
Capacité/besoin de financement	2,6	1,7	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	0,1	0,7	1,0	0,7	0,1
Solde du compte courant	2,5	1,6	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,6	0,8	0,6	0,0
Épargne	31,5	32,6	31,5	31,1	31,6	32,4	32,3	33,3	33,9	33,9	33,4
Investissement	29,4	31,3	32,2	31,6	32,0	32,9	32,6	33,1	33,2	33,5	33,6
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie											
Capacité/besoin de financement	3,5	2,8	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,6	1,1	0,9	0,4
Solde du compte courant	3,4	2,7	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,6	1,1	0,9	0,4
Épargne	41,3	43,1	41,1	39,9	40,1	39,9	39,5	40,6	40,1	40,2	39,5
Investissement	38,2	40,4	39,3	38,6	39,2	40,2	39,1	38,9	39,0	39,3	39,1
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe											
Capacité/besoin de financement	-0,3	-0,9	1,7	0,1	-0,2	2,2	1,8	0,8	2,4	1,8	0,8
Solde du compte courant	-0,4	-1,0	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,1	1,6	1,0	0,2
Épargne	23,1	23,1	24,6	23,5	24,0	25,5	24,2	24,0	25,9	25,4	25,1
Investissement	23,3	24,0	23,6	23,7	24,5	23,5	22,8	23,9	24,1	24,4	24,9
Solde du compte de capital	0,1	0,2	0,7	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	0,7	0,8	0,6
Amérique latine et Caraïbes											
Capacité/besoin de financement	-0,2	-1,7	-3,2	-2,0	-1,7	-2,6	-1,9	0,1	-0,5	-0,9	-1,6
Solde du compte courant	-0,3	-1,7	-3,3	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-0,6	-1,0	-1,6
Épargne	20,9	20,2	16,3	16,6	16,2	16,4	16,7	17,4	18,9	19,0	18,7
Investissement	21,2	22,0	21,0	18,3	18,2	19,1	18,7	17,8	19,5	20,1	20,6
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Moyen-Orient et Asie centrale											
Capacité/besoin de financement	8,8	8,1	-3,6	-4,0	-1,2	2,8	0,6	-2,3	1,8	1,6	0,3
Solde du compte courant	9,1	8,3	-4,0	-4,2	-1,2	2,7	0,5	-2,4	1,7	1,5	0,3
Épargne	36,0	36,0	24,4	23,9	26,7	29,2	28,9	26,6	30,9	30,4	28,9
Investissement	28,5	29,6	29,9	29,6	29,8	28,5	30,7	31,3	30,2	30,0	29,7
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Afrique subsaharienne											
Capacité/besoin de financement	1,6	-0,4	-5,3	-3,1	-1,7	-2,0	-3,0	-2,5	-1,8	-2,3	-2,5
Solde du compte courant	0,4	-1,2	-5,7	-3,5	-2,1	-2,4	-3,4	-3,0	-2,2	-2,7	-2,8
Épargne	20,6	20,2	17,0	18,0	18,5	19,3	19,6	19,9	21,1	20,8	21,2
Investissement	20,4	21,6	22,3	21,2	20,7	21,6	23,2	23,1	23,3	23,5	24,1
Solde du compte de capital	1,2	0,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003–12	2007–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023–26
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles											
Capacité/besoin de financement	11,8	10,2	-3,9	-2,8	1,0	5,3	2,0	-2,0	2,6	2,6	1,1
Solde du compte courant	12,0	10,3	-4,0	-2,9	1,1	5,3	2,0	-2,0	2,7	2,7	1,2
Épargne	38,6	37,6	23,9	24,7	27,7	31,7	31,6	28,9	34,1	33,5	31,2
Investissement	28,0	29,2	31,3	28,1	28,9	28,5	31,9	34,1	32,6	32,2	31,4
Solde du compte de capital	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits											
Capacité/besoin de financement	1,1	0,3	0,4	0,1	-0,1	-0,7	-0,1	1,0	0,7	0,5	-0,1
Solde du compte courant	0,9	0,2	0,3	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,9	0,6	0,3	-0,2
Épargne	30,4	31,8	32,6	31,9	32,1	32,5	32,4	33,8	33,8	34,0	33,7
Investissement	29,6	31,7	32,4	32,0	32,3	33,3	32,7	33,0	33,2	33,7	33,9
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)											
Capacité/besoin de financement	-1,1	-2,1	-2,3	-1,8	-1,9	-2,3	-1,7	-0,4	-0,9	-1,1	-1,7
Solde du compte courant	-1,5	-2,4	-2,6	-2,0	-2,1	-2,6	-1,9	-0,6	-1,2	-1,4	-1,9
Épargne	23,4	23,4	22,2	22,2	22,4	22,6	22,6	23,1	23,2	23,3	23,5
Investissement	25,0	25,8	24,9	24,3	24,5	25,1	24,6	23,8	24,5	24,8	25,5
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020											
Capacité/besoin de financement	-0,9	-2,9	-6,2	-6,1	-5,1	-4,1	-4,1	-2,3	-2,7	-2,5	-2,9
Solde du compte courant	-1,7	-3,5	-6,6	-6,3	-5,5	-4,5	-4,4	-2,7	-3,0	-2,8	-3,1
Épargne	21,2	19,8	15,7	15,0	16,2	17,6	16,5	15,3	16,2	17,2	18,1
Investissement	23,2	23,4	22,4	21,8	22,4	21,9	21,9	18,4	19,7	20,4	21,7
Solde du compte de capital	0,8	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2
<i>Pour mémoire</i>											
Monde											
Capacité/besoin de financement	0,3	0,4	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	0,7	0,5	0,3
Solde du compte courant	0,2	0,4	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,3
Épargne	24,7	25,4	26,3	25,9	26,6	27,0	27,0	27,2	27,8	28,1	28,0
Investissement	24,5	25,1	25,9	25,4	26,0	26,5	26,6	26,6	26,8	27,3	27,5
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ($S - I = CAB$). La capacité/besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ($NLB = CAB + KAB$). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

	Moyennes				Projections			
	2003–12	2013–22	2019	2020	2021	2022	2019–22	2023–26
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
PIB réel mondial	4,2	3,1	2,8	-3,1	5,9	4,9	2,6	3,4
Pays avancés	1,7	1,9	1,7	-4,5	5,2	4,5	1,7	1,8
Pays émergents et pays en développement	6,6	4,1	3,7	-2,1	6,4	5,1	3,2	4,5
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,7	1,2	1,4	-1,3	2,5	2,3	1,2	1,8
Commerce mondial, volume¹	5,6	3,0	0,9	-8,2	9,7	6,7	2,0	3,9
Importations								
Pays avancés	3,9	3,0	2,0	-9,0	9,0	7,3	2,1	3,3
Pays émergents et pays en développement	9,8	3,2	-0,9	-8,0	12,1	7,1	2,3	5,0
Exportations								
Pays avancés	4,6	2,6	1,2	-9,4	8,0	6,6	1,3	3,3
Pays émergents et pays en développement	8,3	3,5	0,4	-5,2	11,6	5,8	2,9	4,5
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,4	0,6	0,2	0,8	0,9	0,2	0,5	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,6	-0,5	-1,2	-1,0	1,6	-0,1	-0,2	-0,6
Prix mondiaux (en dollars)								
Produits manufacturés	3,1	-0,2	0,5	-3,2	5,5	4,4	1,7	1,6
Pétrole	15,5	-4,8	-10,2	-32,7	59,1	-1,8	-1,4	-3,3
Produits primaires hors combustibles	10,3	0,7	0,8	6,7	26,7	-0,9	7,8	-0,3
Prix à la consommation								
Pays avancés	2,0	1,5	1,4	0,7	2,8	2,3	1,8	1,9
Pays émergents et pays en développement	6,4	4,9	5,1	5,1	5,5	4,9	5,1	4,1
Taux d'intérêt								
	<i>En pourcentage</i>							
LIBOR à six mois en valeur réelle ²	0,2	-0,9	0,5	-0,5	-3,1	-2,4	-1,4	-0,4
Taux mondial d'intérêt réel à long terme ³	1,4	-0,2	-0,2	-0,3	-2,2	-1,4	-1,0	-0,2
Soldes des transactions courantes								
	<i>En pourcentage du PIB</i>							
Pays avancés	-0,6	0,6	0,6	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5
Pays émergents et pays en développement	2,5	0,2	0,0	0,6	0,8	0,6	0,5	0,0
Dettes extérieures totales								
Pays émergents et pays en développement	28,2	30,6	30,6	32,6	31,3	30,4	31,2	29,4
Service de la dette								
Pays émergents et pays en développement	9,2	11,0	10,9	11,4	10,8	10,7	11,0	10,5

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

²Taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars diminué du pourcentage de variation du déflateur du PIB des États-Unis.

³Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Les tensions d'une reprise à deux vitesses — Chômage, matières premières et flux de capitaux	Avril 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausse	Septembre 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise en cours, mais qui reste en danger	Avril 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Une dette élevée et une croissance anémique	Octobre 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021

I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Perspectives de l'économie mondiale : contre-scénarios	Avril 2011, encadré 1.2
Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario
Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario

II. Études rétrospectives

Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1

III. Croissance économique : facteurs et évolution

La reprise mondiale : où en sommes-nous ?	Avril 2012, encadré 1.2
Comment l'incertitude influe-t-elle sur les résultats économiques ?	Octobre 2012, encadré 1.3
La résilience des marchés émergents et des pays en développement sera-t-elle durable ?	Octobre 2012, chapitre 4
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2

Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3

IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Avril 2011, appendice 1.2
Pénurie de pétrole, croissance et déséquilibres mondiaux	Avril 2011, chapitre 3
Contraintes du cycle de vie pesant sur la production mondiale de pétrole	Avril 2011, encadré 3.1
Le gaz naturel non conventionnel va-t-il changer la donne ?	Avril 2011, encadré 3.2
L'effet à court terme des chocs pétroliers sur l'activité économique	Avril 2011, encadré 3.3
Filtrage passe-bas pour extraire les tendances conjoncturelles	Avril 2011, appendice 3.1
Les modèles empiriques pour l'énergie et le pétrole	Avril 2011, appendice 3.2
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Septembre 2011, appendice 1.1
Investissements financiers, spéculation et prix des matières premières	Septembre 2011, encadré 1.4
Viser des objectifs atteignables : fluctuations des cours des matières premières et politique monétaire	Septembre 2011, chapitre 3
Les marchés des produits de base	Avril 2012, chapitre 1, dossier spécial
Fluctuations des cours des produits de base et conséquences pour les exportateurs	Avril 2012, chapitre 4
Effets macroéconomiques des chocs sur les cours des produits de base dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.1
La volatilité des cours des produits de base et le défi du développement dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.2
Les marchés des produits de base	Octobre 2012, chapitre 1, dossier spécial
Les énergies non conventionnelles aux États-Unis	Octobre 2012, encadré 1.4
Crise de l'approvisionnement alimentaire : qui sont les plus vulnérables ?	Octobre 2012, encadré 1.5
Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI–Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord–Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1

Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2

V. Politique budgétaire

Soldes budgétaire et commercial, des jumeaux séparés à la naissance ?	Septembre 2011, chapitre 4
Les multiplicateurs budgétaires à court terme sont-ils sous-estimés ?	Octobre 2012, encadré 1.1
Les conséquences d'une dette publique élevée dans les économies avancées	Octobre 2012, encadré 1.2
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4

VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Indices de conditions financières	Avril 2011, appendice 1.1
Effondrement des prix de l'immobilier dans les pays avancés : répercussions sur les marchés financiers	Avril 2011, encadré 1.1
Retombées internationales et politiques macroéconomiques	Avril 2011, encadré 1.3
Les cycles emballement–effondrement du crédit : causes et conséquences pour les autorités	Septembre 2011, encadré 1.2
La baisse des cours boursiers est-elle un signe avant-coureur d'une récession ?	Septembre 2011, encadré 1.3
Effets de contagion : répercussions du désendettement des banques de la zone euro	Avril 2012, chapitre 2
Effets de contagion : la transmission financière des tensions dans l'économie mondiale	Octobre 2012, chapitre 2
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3

VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une lente reprise sans issue ? Une vision sectorielle des marchés du travail dans les économies avancées	Septembre 2011, encadré 1.1
La part du travail en Europe et aux États-Unis pendant et après la Grande Récession	Avril 2012, encadré 1.1
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2

Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2

VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Correction des déséquilibres extérieurs à la périphérie de l'Union européenne	Avril 2011, encadré 2.1
Flux internationaux de capitaux : fiables ou inconstants ?	Avril 2011, chapitre 4
Engagements extérieurs et points de basculement dans la crise	Septembre 2011, encadré 1.5
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3
Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1

Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2

X. Études régionales

Liens Est-Ouest et effets de contagion en Europe	Avril 2012, encadré 2.1
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

XI. Études de cas

Les Accords du Plaza sont-ils responsables des décennies perdues au Japon ?	Avril 2011, encadré 1.4
Comment va évoluer l'excédent extérieur de la Chine ?	Avril 2012, encadré 1.3
La Home Owners' Loan Corporation (HOLC) américaine	Avril 2012, encadré 3.1
La restructuration de la dette des ménages en Islande	Avril 2012, encadré 3.2

«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3

XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial

XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1

Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions–acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistance et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt–croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3

EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, OCTOBRE 2021

Observations du président à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 28 septembre 2021.

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils se félicitent de la poursuite de la reprise, malgré la résurgence de la pandémie due à de nouveaux variants plus contagieux du virus et les pénuries d'approvisionnement en cours qui ont placé le risque d'inflation au premier plan. Les administrateurs notent que les divergences économiques provoquées par la pandémie, surtout entre les pays avancés et les pays à faible revenu, semblent plus persistantes, en raison d'un accès différencié aux vaccins et des mesures de soutien prises tôt par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, les administrateurs soulignent l'importance d'une coopération à l'échelle mondiale pour garantir un accès universel aux vaccins et un robuste dispositif de sécurité financière. Pour assurer une sortie de crise réussie, ces efforts devront être couplés à des cadres d'action solides et à des réformes intérieures ambitieuses, qui permettraient de promouvoir de nouvelles perspectives de croissance, notamment grâce au passage au numérique et aux technologies vertes, tout en faisant face au changement climatique et au creusement des inégalités.

Les administrateurs conviennent que les incertitudes entourant les projections de référence restent grandes et que des risques de dégradation pèsent sur les résultats de la croissance. Ils mettent l'accent sur la forte dépendance des perspectives économiques à l'égard de l'évolution de la crise sanitaire et de la vitesse à laquelle la vaccination pourra être généralisée. Les administrateurs constatent également qu'une incertitude particulièrement forte entoure les perspectives d'inflation, principalement en raison de l'évolution de la pandémie, de la durée des perturbations de l'approvisionnement et de la manière dont les attentes concernant l'inflation peuvent évoluer dans ce contexte. Ils notent que, si les anticipations d'inflation semblent bien ancrées, les risques d'inflation pourraient

donner lieu à une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire dans les pays avancés. Les niveaux d'endettement élevés et les vastes besoins de financement des administrations publiques dans de nombreux pays constituent également une source de vulnérabilité, en particulier si les taux d'intérêt mondiaux devaient augmenter plus rapidement que prévu.

Les administrateurs soulignent que les choix des pouvoirs publics sont devenus plus difficiles, car ceux-ci font face à des difficultés multidimensionnelles (croissance modérée de l'emploi, hausse de l'inflation, insécurité alimentaire, recul de l'accumulation de capital humain et changement climatique) et disposent de peu de marge de manœuvre. Ils insistent sur le caractère fondamental des efforts déployés au niveau multilatéral pour éviter les perturbations du commerce international et de la chaîne d'approvisionnement, accélérer l'accès aux vaccins à l'échelle mondiale, fournir des liquidités aux pays en difficulté et alléger leur dette, et atténuer le changement climatique et s'y adapter. Les administrateurs conviennent en outre qu'il est crucial de veiller à ce que les pays en difficulté financière puissent continuer d'engager des dépenses essentielles tout en s'acquittant de leurs autres obligations, et ils attirent l'attention sur la contribution attendue de la récente allocation générale de droits de tirage spéciaux à la fourniture de liquidités internationales indispensables. Au niveau national, ils estiment qu'en effet les pouvoirs publics devraient continuer d'adapter leurs priorités à la situation pandémique et économique locale, afin de surmonter la crise sanitaire qui continue d'évoluer et de promouvoir une reprise inclusive tout en préservant la crédibilité de leurs cadres d'action. À mesure que la reprise se poursuivra, les dirigeants devront privilégier des initiatives visant à remédier aux séquelles de la crise.

Les administrateurs notent que la politique budgétaire devrait rester accommodante, mais qu'elle doit être bien ciblée, soigneusement dosée et adaptée à la situation de

chaque pays. Dans les pays où le taux de vaccination est élevé et où les coûts de financement sont faibles, les responsables de la politique budgétaire devraient progressivement abandonner les mesures prises de toute urgence pour lutter contre la pandémie afin de promouvoir une transformation en faveur d'économies plus résilientes et plus inclusives. Dans les pays où le taux de vaccination est plus faible et où les contraintes financières sont plus fortes, les dépenses de santé et la protection des plus vulnérables resteront des priorités absolues. À mesure que les pays retrouvent les trajectoires de croissance du PIB d'avant la crise, l'accent devrait être mis sur la viabilité des finances publiques, notamment par la mise en place de cadres budgétaires crédibles à moyen terme, qui favoriseraient également la transparence budgétaire et l'application de bonnes pratiques de gouvernance. Compte tenu du caractère probablement durable des effets négatifs de la crise sur les recettes budgétaires des pays en développement, il faudra redoubler d'efforts pour mobiliser des recettes à moyen terme et améliorer l'efficacité des dépenses. Tout en saluant l'aide essentielle que la communauté internationale a apportée aux pays à faible revenu pour atténuer la vulnérabilité de leurs finances publiques, les administrateurs notent qu'il faut en faire davantage, notamment par un allègement de la dette au moyen d'une mise en œuvre rapide et opportune d'initiatives multilatérales telles que le cadre commun du G20.

Les administrateurs conviennent que la politique monétaire devrait rester accommodante lorsque des écarts de production sont constatés, que les pressions inflationnistes sont maîtrisées et que les anticipations d'inflation sont conformes aux objectifs de la banque centrale. Toutefois, ils notent que les banques centrales devraient se tenir prêtes à agir rapidement en cas de renforcement plus rapide que prévu de la reprise ou de hausse des anticipations d'inflation. Ils soulignent combien, dans la conjoncture actuelle, il est essentiel de communiquer de manière transparente

et claire sur les perspectives de la politique monétaire afin d'éviter un désancrage des anticipations d'inflation et de prévenir une instabilité financière.

Les administrateurs notent que la vulnérabilité financière reste élevée dans plusieurs secteurs, notamment les institutions financières non bancaires, les entreprises non financières et le marché immobilier, mais qu'elle est dissimulée en partie par la très grande ampleur des mesures de relance mises en œuvre. Ils soulignent que, si les conditions financières demeurent extrêmement souples pendant une période prolongée, elles vont certes favoriser la reprise économique, mais elles risquent aussi d'entraîner des fluctuations excessives de la valeur des actifs et d'aggraver les fragilités financières. Les administrateurs conviennent que les dirigeants devraient agir de manière préventive pour remédier aux facteurs de vulnérabilité et éviter l'accumulation de problèmes hérités du passé. Les dirigeants devraient également durcir certains outils macroprudentiels pour remédier à des points précis de vulnérabilité élevée, tout en évitant un resserrement général des conditions financières.

Les administrateurs reconnaissent que certains pays émergents et pays préémergents continuent de présenter des besoins de financement élevés. Bien que les perspectives concernant les flux de capitaux se soient améliorées et que les conditions monétaires restent largement accommodantes, un changement soudain de l'orientation de la politique monétaire des pays avancés pourrait entraîner un resserrement brutal des conditions financières, ce qui aurait un effet néfaste sur les flux de capitaux et exacerberait les pressions dans les pays présentant des problèmes de viabilité de la dette. Les administrateurs conviennent que la riposte des pouvoirs publics dans ces pays devra être axée sur la mise en œuvre de réformes structurelles, la reconstitution de réserves et le renforcement de la gouvernance et de l'infrastructure des marchés financiers.

DANS CE NUMÉRO :

CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

CHAPITRE 2

Paniques inflationnistes

CHAPITRE 3

Recherche et innovation : combattre
la pandémie et doper la croissance
à long terme



PUBLICATIONS

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)

OCTOBRE 2021

